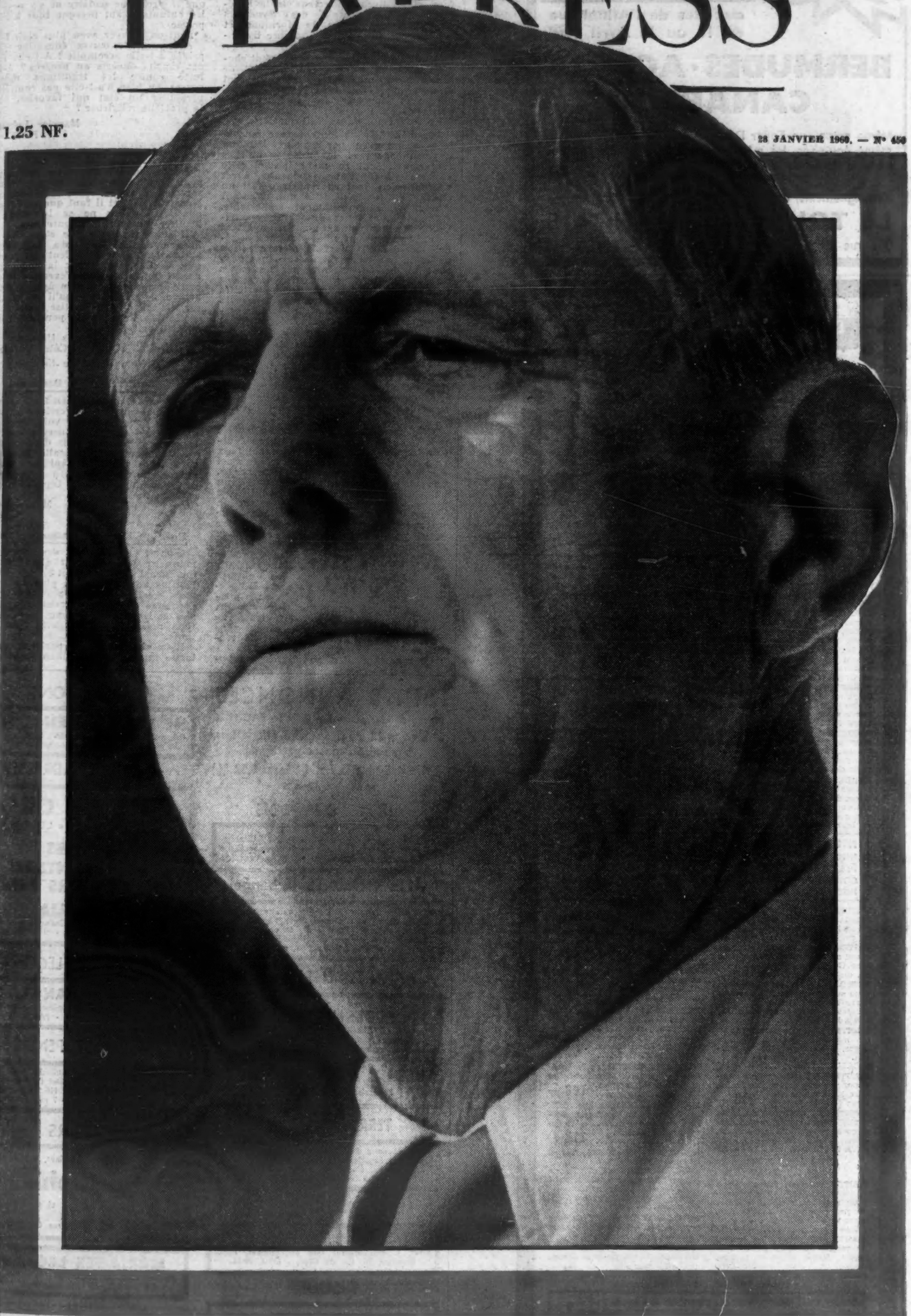
NUMÉRO SPÉCIAL

L'EXPRESS

1,25 NF.

28 JANVIER 1960. — N° 450



(Magnum)

CHARLES DE GAULLE

« Dans les affaires difficiles et de mince espérance, les desseins les plus courageux sont les plus sûrs. »

(Tite-Live.)

B 6 ★★★★★

Courrier

Sensationnel

CROISIÈRE AÉRIENNE

aux Iles de l'Atlantique du 10 au 18 Avril 1960

BERMUDES · AÇORES CANARIES

Même avion, un Super DC 6 de la Cie U.A.T. avec le même équipage, les mêmes stewards et hôtesse pendant toute la durée de la croisière.

Renseignements et inscriptions à l'agence de Voyages

LE TOURISME FRANÇAIS

96, rue de la Victoire - PARIS 9e - TRI. 15-43

Avec le Sérieux et l'Honnêteté des Maisons de Qualité

NICOLL

La Tradition Anglaise du Vêtement

Maison de confiance fondée en 1820

29, RUE TRONCHET

présente

du 29 janvier au 5 février

ses

SOLDES ANNUELS

VÊTEMENTS DE HAUTE QUALITÉ

PRIX SENSATIONNELS

APERÇU DE QUELQUES PRIX

PARDESSUS raglans ou manches montées, en très belle draperie pure laine, richement doublés, fins de séries, garantie NICOLL .... 187 NF

PARDESSUS sport 7/8e en très belle draperie pure laine, dispositions anglaises, coupe impeccable, mode, qualité NICOLL .. 214 NF

3/4 SPORT, style NICOLL, spécialement coupés pour hommes d'affaires, allure anglaise. Grand confort...... 234 NF

PARDESSUS 7/8e coupés dans des draperies de haute qualité, chaine jaspée grise et blanche, coloris mode, martingale coupe NICOLL. Depuis.. 257 NF

PARDESSUS ville et sport, coloris classique gris et bleu, et hautes fantaisies en tissus anglais et français, premier ordre, exécutés dans nos ateliers. 288 NF

PARDESSUS de très grand luxe, coupés dans les plus nobles draperies d'importation anglaise, unies et reversible, et françaises exclusives, qualité, finition NICOLL à 30 % **de leur valeur.**

COSTUMES DE VILLE, en très beau peigné pure laine, coloris classique uni et fantaisie, formes droite et croisée, façon NICOLL .... 197 NF

COSTUMES de ville en très belle draperie française absolument pure laine et serge grise, dispositions mode, coupe qualité NICOLL .... 226 NF

COSTUMES de ville peigné, couvert ou rasé, très habillés, coloris discrets, coupe et façon NICOLL.

Même qualité en retors pur peigné .... 256 NF

COSTUMES de ville en **Tergal** ou en draperies « Tailleur » établis dans nos ateliers avec la garantie traditionnelle NICOLL. Coloris, coupe mode et classique. **Très recommandés** .. 284 NF

COSTUMES de très haute qualité établis dans les plus beaux peignés français et anglais, garantis d'origine, coupe et façon ateliers NICOLL, **à 30 % de leur valeur.**

NICOLL n'est pas seulement une marque, c'est une garantie. Ses prix de Soldes en Nouveaux Francs demeurent inchangés. Ses Soldes sont composés exclusivement de vêtements de haute qualité.

VESTONS sport en très beau tweed français et fantaisie fins de séries, grand choix de coloris. Depuis..... 108 NF

VESTONS sport exécutés dans un grand choix de tweed français pure laine. Grand choix de coloris, dispositions anglaises 137 NF

VESTONS sport confectionnés dans toute une gamme de tissus anglais Harris-Tweed, Tweed irlandais, écossais et retors français NICOLL, **à 30 % de leur valeur.**

MANTEAUX loden forme raglan ou manches montées, doublés Lagos, coloris gris, beige, marron. Coupe façon NICOLL .... 197 NF

MANTEAUX loden en tissu d'importation avec vignette de garantie, pure laine, coupe et façon NICOLL. Depuis.. 218 NF

MANTEAUX gabardine de haute qualité, coupe ample, qualité unie et cover reversibles, forme mode, coloris classiques, garantie NICOLL, depuis . 196 NF

AU RAYON DAMES VILLE ET SPORT

MANTEAUX dame forme voyage et sport, en Harris Tweed véritable, raglan ou manches montées, en provenance de nos ateliers, garantie NICOLL. Soldés .... 294 NF

MANTEAUX dame, en tweed français et autres draperies classiques, forme sport et voyage, coloris en vogue, vendus avec **rabais de 30 à 50 %.** 199 et 139 NF

BLAZERS en flanelle anglaise faits dans nos ateliers.. 159 NF

PANTALONS en flanelle anglaise ou serge couverte, granité pure laine, garantie totale NICOLL.......... 58 et 48 NF

PANTALONS Tergal en granité, serge, épinglé, coloris gris et divers et coupe et finition NICOLL .... 79 et 69 NF

PANTALONS Tergal de luxe coupés dans les plus belles qualités fabriquées et **PANTALONS** en serge française et anglaise d'origine. Faits dans nos ateliers NICOLL ...... 99 NF

CULOTTES CHEVAL en Bedford, cover, whipcord, tricotine beige et marron, toutes tailles. Depuis .... 108 NF

IMPERMÉABLES popeline, drill, gabardine coton, entièrement doublés, unis et reversibles, rigoureusement garantis. Depuis .... 118 NF

MANTEAUX DE PLUIE, Tergal coton, Méryliss et **IMPERMÉABLES** « Quicksilver » (marque déposée), en tissu importé fabrication NICOLL, garantie. Forme classique et sport à 30 % **du cours.**

MANTEAUX DE PLUIE de luxe pour dames, coupe grand confort, popeline, gabardine, disposition mode ..... 139 NF

DOUBLURES amovibles en chaude draperie genre Lama .... 39 et 29 NF

PLAIDS écossais

UN LOT TRÈS IMPORTANT DE COUPONS de tissus de 1 à 3 m provenant de nos ateliers, homme et dame, sacrifiés **depuis le m** 9 NF

TOUS NOS VÊTEMENTS SONT ÉTABLIS TOUTES TAILLES ET CONFORMATIONS : COURTS, MOYENS, LONGS, EXTRA-LONGS, JUSQU'A 120 DE CEINTURE.

Tout notre stock, inventorié, a été entièrement dévalué et les Experts ont marqué les nouveaux prix au crayon bleu.

Magasins ouverts tous les jours de 9 h 30 à 12 h 45 et 13 h 15 à 19 h. même le lundi

Les Bretons répondent

Nous sommes mis en cause dans votre dernier numéro (article de Jean Cau) : M. Brunel, maire de Plumelec, président de la Fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles du Morbihan, vice-président de la Chambre d'Agriculture, et M. Roche, directeur de la Fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles du Morbihan, et secrétaire général de la Chambre d'Agriculture du Morbihan.

Cette lecture nous a profondément choqués et nous n'avons pas le droit de laisser passer un reportage aussi blessant et aussi maladroit sans réagir avec vigueur et apporter les indispensables correctifs que peut exiger la plus élémentaire honnêteté dans l'information...

Les difficultés de toute nature rencontrées trop souvent par ceux qui habitent nos campagnes et les misères qu'elles renferment, sont rarement liées à cette « crasse », à cet « abrutissement », à cet « alcoolisme » dont ce reportage fait un étalage et une généralité qui offensent une province éminemment respectable. A-t-on déjà oublié les innombrables sacrifices consentis par sa population allant — et combien souvent — jusqu'au sacrifice même de la vie ? Il n'est question ni du labeur incessant de tous nos paysans ni des efforts faits par les mères de famille pour maintenir, dans des conditions économiques et matérielles particulièrement difficiles, des intérieurs — souvent pauvres, bien sûr — mais propres, et des enfants sains de corps et d'esprit.

Le rapport présenté lors de la visite de M. le ministre de l'Agriculture à Vannes et remis à vos reporters n'a même pas été pris en considération. Seules quelques phrases qui pouvaient servir de base de départ à de ridicules élucubrations ont été astucieusement extraites du contexte :

« Ne pas pouvoir vivre comme tout le monde du fruit de son travail, en fonction de l'effort fourni et des capitaux engagés. Courir des risques pour ainsi dire inconnus dans d'autres professions. Connaître en permanence l'insécurité du lendemain. Etre dans l'impossibilité de donner aux enfants le degré d'instruction auquel chaque Français a le droit de prétendre. Devoir, à chaque instant, se battre pour essayer de vendre au mieux et voir constamment augmenter le prix de tout ce qu'on est contraint de régler ou d'acheter, même parfois des produits que d'autres paysans ont vendus à un prix de misère. Assister impuissants à l'augmentation des charges sociales sans pouvoir se garantir soi-même et sa famille. Supporter tous les inconvénients de l'éloignement des centres vitaux sans contrepartie honnête : telle est la réalité. »

Ce reportage n'est en rien la scrupuleuse étude de ce Morbihan que l'on a prétendu « écrire dans le journal ».

J. Brunel. B. Roche.

Remarquable

Dans le remarquable reportage de J. Cau sur la Bretagne, un personnage dit que le problème scolaire ne s'y pose pas, les enfants allant presque tous à l'école privée.

Peut-on trouver aveu plus clair ?

Alors, quelle œuvre éducative l'école privée a-t-elle accomplie ? A-t-elle formé des esprits ouverts au progrès ? A-t-elle lutté contre les traditions moyenâgeuses, ou bien n'a-t-elle pas contribué à perpétuer un état qui favorise, certes, la pratique religieuse ?

Maurice Liénard,
Paris.

Est-ce le « pinard » ?

Aucun souci tactique ou politique ne peut justifier de pareils propos. Nous ne sommes plus au temps de Bécassine, Monsieur Cau, et il faut que vous sachiez que les Bretons ne se laisseront pas insulter sans réagir vigoureusement.

Il serait à croire que c'est sous l'influence de ce « pinard » horriblement mauvais dont se régalent les Bretons, que M. Cau, gagné par la contagion et abruti lui-même par l'exemple de tous ces « abrutis » du moyen âge, a écrit cet article. Je préférerais qu'il en fût ainsi, car il s'agit d'une... « bêtise innée et indécrottable ». Je ne pense pourtant pas que M. Cau soit Breton !

Louis Hamon,
Quintin (Côtes-du-Nord).

[Non, il est de Carcassonne.]

Le Perche et la Bretagne

Je possède, depuis plusieurs années, une petite maison dans le Perche (140 km. de Paris). Vous pourriez voir, dans cette région, des scènes rigoureusement identiques à celles que vous décrivez.

Si cela vous intéressait, je pourrais vous faire vivre, pendant quarante-huit heures, la vie d'un petit village « bien de chez nous ». C'est tout simplement effarant !

M. Fleurent,
Paris.

Pour un Plan de Constantine breton

Comme la plupart des auteurs de manuels, Jean Cau est allé tout droit (ou bien l'a-t-on conduit ?) dans la zone la plus misérable et la plus arriérée du pays « gallo » pour y photographier les dernières chaumières croulantes et moisies et les donner comme types de maisons rurales bretonnes avec leurs habitants.

Bien sûr, toute une partie de la Bretagne intérieure (Morbihan surtout, Ille-

PETITES ANNONCES

29, rue de Marignan - PARIS (8e) - BAL. 19-68

Minimum 12 mm. encadré (42 lettres, signes ou espaces par ligne)

Tarif : 4, 50 NF le mm. (+ taxes 8,52 %)

PAYABLE D'AVANCE

OFFRES D'EMPLOIS

L'EXPRESS recherche COURTIERS abonnement Paris-province. Ecrire no 4853 L'Express, 29, rue de Marignan, Paris (8e)

APPARTEMENTS (Echange)

ATELIER + loggia + 1 pièce, cuisine, s. de b., chauff. centr., eau chaude toute l'année, deux entrées, placards. Peint neuf, 6e et 7e étages, 2 ascenseurs, soleil, vue, CONTRE 4-5 pièces, conf. équiv. Ecr. no 4304 L'Express, 29, r. de Marignan.

APPARTEMENTS (Vente)

SURESNES Près Val d'Or gr. conf. - TRAKTIR, 22, av. V.-Hugo. POI. 21-70 3-4 p., imm. neuf, primes, prêt, tr. belle const.,

BEAUX APPARTEMENTS Prix raisonnables - RIC. 60-39

TERRAINS (Vente)

TERRAIN entre PONTOISE et GISORS, 55 km. de Paris. Façade 130 m. Superficie 17.500 m. Viabilité, eau, électr. Lots à partir de 2.000 m. Prix 3 NF le M2 - RIC. 60-39

MARCHANDISES (Achat)

C. T. S. ACHETE aux plus hauts cours GRAND COMPTANT tous articles tissus, confection, chaussures. Convoquez-nous sans engagement. Paris-Province, 76, rue de Cléry - LOU. 79-86.

DISQUES

ECHANGE DISQUES
3 contre un neuf - Bon état exigé
ACHAT ET VENTE DISQUES NEUFS
DISQUES-MUSIQUE
161, rue de Rennes - PARIS (6e)
Tél. : LITtré 63-37

OCCASIONS

NE VENDEZ RIEN sans consulter la Mais. CHARLES, 150, av. du Roule, Neuilly, MAI. 55-96, qui achète tous meubl. anc. style, sal. Aubusson, tapis, porc.

BONNES ADRESSES

PRIX DE GROS
AUX LECTEURS DE « L'EXPRESS »
REMISES
20 % PEINTURES
30 % PAPIERS PEINTS
MAGALIA
27, boulevard de la Chapelle - PARIS
Métro : CHAPELLE - NOR. 54-40

COURS ET LEÇONS

LEÇONS D'ANGLAIS
Mme THOMPSON, Diplômée d'Oxford
7, square Delambre - PARIS (14e)

HOTELS ET PENSIONS

LA FOUX D'ALLOS - Altitude 1.800 mètres, à 2 heures de Nice - Hôtel LE DAHUT ** Pension à partir de 25 NF tout compris 4 remonte-pentes - 7 moniteurs

DIVERS

Pour décoration, vitrines, expositions
Photographie au m2
Photothèque en noir et en couleur
CHEVOJON, 9, rue Cadet - PARIS-9e

MARIAGES LEGITIMES
Niveau élevé et situat. de choix (26e année)
DE RUSSEL, 53, rue Legendre, PARIS

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées, PARIS
« L'EXPRESS » S. A. La Nouvelle Vague
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

et-Vilaine et Côtes-du-Nord beaucoup moins) présénte parfois cet aspect de détresse alcoolisée ; mais certains ont tendance à en exagérer l'importance selon l'artifice bien connu : étaler la misère des « petits » pour obtenir subventions et détaxes.

Le problème rural breton, qui soulève actuellement les émotions paysannes, et Dieu sait si le paysan breton est patient, est d'un tout autre ordre et révèle une mentalité plus saine.

Si Jean Cau avait poussé qusqu'à Quimper, Saint-Pol-de-Léon ou Saint-Brieuc, il se serait rendu compte, au contraire, que les paysans ont fait un effort de modernisation remarquable ; et que, si l'habitat rural reste grevé par la dispersion et l'éloignement, la plupart des exploitations disposent d'un équipement mécanique et motorisé et pratiquent des techniques qui les mettent en très bonne place parmi les premiers départements agricoles français.

Les enfants reçoivent souvent une instruction soignée, garçons et filles d'agriculteurs sont nombreux dans les établissements secondaires et techniques de la région.

La production est abondante et variée, aussi bien pour les productions animales que pour les cultures proprement dites. La grande question pour cette région éloignée de Paris et des centres industriels, c'est de vendre. De vendre de façon constante et à des prix raisonnablement rémunérateurs.

Nulle part peut-être les incohérences du circuit de distribution commerciale ne créent des disparités aussi scandaleuses. Nulle part l'absence de politique agricole à longue vue, avec aménagement des exportations et directives de production ne se fait plus sentir.

Les jeunes générations rurales se montrent ici fort dynamiques. Encore faut-il qu'elles trouvent un appui minimum pour ce qui ne dépend pas d'elles et doit être réglé sur le plan national.

Bien sûr, il n'y a plus assez de terres pour tout le monde, alors on « part » marin, gendarme ou douanier, mais combien de jeunes gens préféreraient un travail qui leur permettrait de vivre normalement au pays ? La décentralisation industrielle ne présente-t-elle d'intérêt qu'au-delà de la Méditerranée ? La boutade qui court le plus les rues et les bourgs ces temps-ci : « A nous le Plan de Constantine !... », ou bien : « Faut-il organiser un maquis dans les montagnes d'Arrée ? ».

M.-F. Le Cam,
professeur agrégée d'histoire et de géographie,
Quimper.

Félicitations

Félicitations à Jean Cau pour son enquête sur les conditions de vie de la paysannerie bretonne. Il a su voir sans mépris, sans préjugés, mais avec objectivité, ce que beaucoup ignorent. Je ne suis pas fils de paysan, mais d'artisan, et, de plus, universitaire. Aucun intérêt ne justifie cette lettre ; seul m'identifie à ces paysans le respect de tout ce qui est humain. J'habite une région privilégiée : le bassin de Rennes ; mais, même dans cet « Eden » breton, on trouve souvent la misère, la dégénérescenec, l'alcoolisme, et toutes ces tares que Jean Cau a trouvées dans le Morbihan.

Le témoignage de Jean Cau étonnera, mais j'espère aussi qu'il réveillera la conscience de tous les Français, et plus particulièrement celle de ceux qui sont en partie responsables de cet état de choses.

J. K...,
étudiant,
maître d'internat de la Faculté,
Rennes.

Le département le plus défavorisé

Votre reporter a effectué une enquête uniquement dans le département le plus défavorisé de Bretagne, économiquement et socialement (sauf pour l'alcoolisme où il est — hélas ! — nettement en tête !...). Les conclusions qu'il semble vouloir en tirer (ou qui transparaissent entre les lignes...), si elles sont très valables sur un plan local, ne peuvent en aucun cas s'appliquer — c'est du moins mon avis — à l'ensemble des départements armoricains.

Fait plus grave : il n'est aucunement fait mention, dans ce reportage, du côté « positif » du malaise breton. Peut-être n'était-ce pas le rôle de Jean Cau, envoyé pour faire un reportage ; dans cette dernière hypothèse, il me paraît alors regrettable que « ses » observations n'aient pas été complétées par un article économique, de Michel Bosquet par exemple.

L. Mordrel,
Antony.

[*Lire en pages 24-25 l'enquête de Michel Bosquet.*]

Une Société Protectrice des Hommes

J'aime bien les animaux, mais j'aimerais mieux m'intéresser à la Société Protectrice des Hommes. Vous voudrez bien par la voix de votre journal m'indiquer le nom du président et l'adresse de la dite société.

Edmond Lédier
Castres.

[*Le siège de la Ligue des Droits de l'Homme, dont le président est M. Daniel Mayer, se trouve 27, rue Jean-Dolent, Paris* (14e).]

L'U.N.O.R. et l'A.C.O.R.A.M.

Voici le texte d'une motion que j'ai soumise au vote des membres de l'A.C.O.

→

HALTE aux bourreaux d'animaux !

PARIS-JOUR
LE NOUVEAU QUOTIDIEN DU MATIN

a entrepris une vigoureuse campagne pour mettre fin aux intolérables cruautés dont sont sans cesse victimes nos amis les animaux

PARIS-JOUR
LE NOUVEAU QUOTIDIEN DU MATIN

a décidé que, cette fois, d'énergiques mesures de protection devaient être prises

PARIS-JOUR
LE NOUVEAU QUOTIDIEN DU MATIN

a créé en collaboration avec la Société Protectrice des Animaux

LA BRIGADE DE DÉFENSE DES ANIMAUX

En quelques jours, 22.000 personnes ont adhéré à ce grand mouvement de défense.

La Brigade de Défense des Animaux est fière de compter dans ses rangs le président Edgar Faure, Olivier de Pierrebourg, Henri Jeanson, Pierre Mac Orlan, Michel Simon, Mick Micheyl, Elsa Martinelli, le professeur Andrieux, Danielle Darrieux, Alain Delon, etc.

Chaque jour, des hommes politiques, des acteurs, des médecins, des vétérinaires, des avocats, des instituteurs, des maires, des ecclésiastiques, et des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants de bonne volonté adhèrent à la

B. D. A.

POUR QUE CESSENT LE SCANDALE DES CHEVAUX IRLANDAIS, LE SCANDALE DES H.L.M. INTERDITS AUX ANIMAUX, LE SCANDALE DES TRAFIQUANTS D'ANIMAUX, LES SCANDALES DE LA VIVISECTION, LE SCANDALE DE TOUS LES ANIMAUX MARTYRS

PARIS-JOUR
LE NOUVEAU QUOTIDIEN DU MATIN

continuera de dénoncer, CHAQUE JOUR, toutes ces cruautés qui nous déshonorent

ADHEREZ GRATUITEMENT A LA BRIGADE DE DEFENSE DES ANIMAUX EN REMPLISSANT LE BULLETIN PUBLIE CHAQUE MATIN DANS « PARIS-JOUR ».

Pour être à même de défendre cette noble cause, vous devez lire et faire lire la page sur les animaux martyrs que « Paris-Jour » — seul de tous les journaux de la presse mondiale — donne chaque jour à ses lecteurs.

R.A.M., section « Marine » de l'U.N.O.R. (Union Nationale des Officiers de Réserve) :

« Les membres de la section « Sénégal » de l'A.C.O.R.A.M., réunis en assemblée générale annuelle le mardi 1er décembre 1959,

« — Emus par les prises de position politiques de certains dirigeants de l'U.N.O.R., par le rappel à l'ordre de M. le ministre des Armées, et par les dangereuses interprétations que ces faits ont suscitées dans le pays ;

« — Considérant que les lois en vigueur interdisant à tout officier de réserve engagé dans les luttes politiques de faire état de sa qualité d'officier sans autorisation du ministre des Armées ;

« — Considérant que les statuts de l'A.C.O.R.A.M. interdisent toute discussion politique ;

« — Réaffirment l'absolue neutralité politique de l'A.C.O.R.A.M. ;

« — Affirment que la qualité de membre de l'A.C.O.R.A.M. n'est pas incompatible avec l'appartenance à aucun des partis politique régulièrement autorisés par la Loi ;

« — Donnent mission à leur président de faire insérer la présente motion dans « Marine ».

A la quasi-unanimité, les officiers présents ont repoussé ma motion, administrant ainsi la preuve éclatante de la transformation de l'U.N.O.R. en formation politique d'extrême-droite.

Il va sans dire que je ne fais plus partie de l'A.C.O.R.A.M.

Dr. CARRICABURU,
maître de conférences à l'Ecole de médecine, enseigne de vaisseau de 1re classe,
Dakar.

Justice dans les H. L. M. !

A la suite de votre enquête sur les squatters H. L. M. d'Issy-les-Moulineaux, je tiens à vous signaler que les Offices publics d'H. L. M. sont tenus, légalement, de procéder à l'affichage des listes de classement des candidats aux logements, d'une part, et, après décision de la commission de répartition, à l'affichage des listes d'attributaires, d'autre part.

En effet, le décret du 27 mars 1954 prévoit les conditions d'attribution des logements des organismes d'habitations à loyer modéré, et institue la publication des résultats des travaux des conseils d'administration et des commissions d'attribution, ainsi que l'arbitrage des conflits en matière de classement ou d'attribution.

Le même décret fixe le barème des points attribués aux candidats selon leur situation au point de vue logement et composition familiale. Peut-être l'Union des associations familiales de la Seine s'est-elle inspirée de ce texte officiel ? Quoi qu'il en soit, cet important décret n'a jamais été appliqué, du moins à Lyon : étant allé, il y a quelques années, à l'Office municipal, demander la raison de cette abstention, il me fut répondu que « le décret n'a jamais été suivi d'une circulaire d'application »...

En dépit des intentions du législateur, le mépris du public est de règle au sein des Offices H. L. M., du moins à Lyon. Vous avez raison de noter que les influences politiques, les relations, les moyens financiers, jouent un rôle dans les attributions. Dans certains cas, cela est manifeste.

M. Sudreau ne pourrait-il introduire plus de contrôle, plus de justice, dans cette institution H. L. M. ?

Joseph HÉNISSE,
Villeurbanne.

Le secret du Sacré-Collège

Comment est-il possible d'affirmer que c'est sur le nom du cardinal Ottaviani que, « lors de la dernière élection principale, les voix les plus conservatrices du Sacré-Collège se sont bloquées jusqu'au dernier tour », alors que ce genre d'élection a lieu dans le plus total secret, avec le cérémonial que vous savez certainement, et qu'un cardinal qui divulguerait un secret concernant les scrutins serait automatiquement excommunié ?

A. BORRÉLY,
professeur de philosophie au collège de filles,
Sidi-Bel-Abbès.

[Si le secret des délibérations du Sacré-Collège est absolu pendant *les sessions, il arrive qu'au cours de conversations ultérieures avec certains de ses membres, les diplomates étrangers parviennent, par recoupements, à reconstituer en partie les votes qui se sont succédé. En ce qui concerne le cardinal Ottaviani, c'est aujourd'hui une certitude que, jusqu'au dernier tour inclusivement, des voix « conservatrices » se sont portées sur son nom.]*

Saine réaction

Je vous écris pour vous dire mon complet accord avec la lettre intitulée « J'ai seize ans ». Une telle réaction devant le monde actuel me paraît très saine ; en effet, la jeune personne en question ne fait pas preuve de cette « âme habituée pire qu'une âme perverse » qui est notre grande tentation à tous.

Il serait tellement plus simple, quand on peut manger à sa faim et s'offrir quelques loisirs, de se boucher les oreilles, de se fermer les yeux ; d'oublier la misère, l'immense misère que le monde contient.

Et la même tentation se retrouve sur tous les plans : c'est tellement plus facile de lire les aventures matrimoniales de telle ou telle star, de « dévorer » d'agréables bandes dessinées que de chercher à savoir où sont les grands problèmes actuels. Notre presse dite « d'information » l'a bien compris.

Aux « saletés » qu'indique votre correspondante, j'ajouterai une autre déception, immense : la médiocrité des Eglises (et pas seulement de l'Eglise catholique).

JEAN BAUBEROT,
Limoges.

La lettre de « L'Express »

LE moment semble venu de rendre justice à un homme qui fut — les événements de cette semaine paraissent le prouver — mal jugé.

« Folie de ces hommes qui croyaient pouvoir confondre indéfiniment l'art de gouverner avec celui de biaiser, de tricher, de mentir. Folie plus grande encore de ceux qui n'ont pas craint de jouer avec le feu et transiger, de longue date, avec les émeutiers d'aujourd'hui...

« Pour gagner la bataille ou la perdre en forçant l'admiration, il eût fallu le terrible courage de dénoncer les mensonges passés, d'en finir avec toutes les équivoques et tous les faux-semblants, d'appeler par son nom l'insurrection d'Alger tout en découvrant ses véritables causes... » lit-on dans « Le Monde » sous la signature de M. Beuve-Méry (Sirius).

Certes. Et nombreux sont ceux qui ont souscrit à ces lignes. Mais quel chef de gouvernement a eu ce « terrible courage » pour qu'on ne se sente tenu de dire aujourd'hui : « Vous n'avez peut-être pas été brillant, monsieur le Président. Mais la lucidité jointe au grand caractère doit être la chose du monde la plus mal partagée pour que, rétrospectivement, on en soit presque à vous en accorder. »

Oui. Rétrospectivement, le cas de M. Pierre Pflimlin — puisque c'est de lui qu'il s'agit (1) — mérite d'être reconsidéré.

LORSQUE l'émeute du 13 mai éclate, parce qu'il a évoqué devant le Parlement la possibilité d'engager des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu le jour où il apparaitra que la rébellion aura perdu tout espoir de succès, qui est-il, lui ? Un parlementaire, sans passé, sans prestige, sans uniforme, sans talent.

Sur quelles forces s'appuie-t-il, lui ? Sur un Parlement affolé, aussi bruyant que déconsidéré, sur une opinion publique métropolitaine sceptique et mal informée de la collusion état-major-ultras, qui justifie peut-être le mot de Chesterton : « Le soldat de métier acquiert un pouvoir de plus en plus grand à mesure que le courage d'une collectivité décline. »

A qui doit-il résister, lui ? Au Président de la République, chef des armées, qui le presse de passer la main. Au général de Gaulle qui le presse d'en finir avec « le système ».

LES députés indépendants réclament sa démission. Le président d'honneur de son propre parti, M. Georges Bidault, se rallie à de Gaulle. M. Antoine Pinay prend directement contact avec de Gaulle. Les insurgés, qu'il ne se résout pas à réduire, ne sont pas des cabaretiers et des lycéens attardés : ce sont des généraux et des colonels.

Il est l'empêcheur de redresser en rond, le civil obtus qui ne comprend rien aux motivations des militaires, l'obstacle dérisoire à la résurrection nationale dans le cadre de la légalité tandis qu'à Alger on « fraternise ».

Le régime dont il permettra, lui, l'avènement en cédant, c'est le consulat. Ce n'est pas la dictature militaire. Le régime dont il sanctionnera, lui, l'agonie en cédant, ce n'est pas une république, c'est une basse-cour.

Et nous l'accablerions au point d'en faire aujourd'hui une sorte de référence ?

« C'est du Pflimlin », entend-on de toutes parts.

Du Pflimlin ? Alors, c'est qu'il resterait quelqu'un pour faire ce qui s'appelait autrefois du de Gaulle ! Et que de monde pour le suivre...

Françoise Giroud.

(1) Les citations de Sirius sont des 15 et 28 mai 1958.

EN GARDE !

Le salut de l'Etat républicain et la préservation de la légalité institutionnelle ne paraissent être envisagés, dans l'exceptionnelle situation qui est celle d'aujourd'hui, par le gouvernement et la présidence de la République qu'en fonction des forces qui se partagent le pouvoir en Algérie.

Dans toutes les informations comme dans tous les discours dont la presse fait état aujourd'hui, il n'apparait nulle part qu'il soit fait mention du peuple de France.

Toutes les organisations de vigilance républicaine qui groupent, autour des personnalités décidées à lutter contre les dangers qui menacent les libertés républicaines, les représentants des syndicats et des partis politiques de la gauche française sans exception, se doivent de rappeler aux autorités qu'elles ont à compter avec la souveraineté populaire, qui, prête à se ranger délibérément derrière un gouvernement décidé à faire respecter la loi républicaine, pourrait se substituer à une carence gouvernementale en manifestant s'il y a lieu au moins autant d'agitation que celle — décidément payante — que les ultras et une partie de l'armée entretiennent à l'heure actuelle.

Les organisations républicaines se doivent de demander aux centrales syndicales d'envisager un appel à la grève générale sans limite au cas où le gouvernement capitulerait devant les factieux d'Alger.

LOUIS FOURNIER.

Pour la polycopie des cours

Prétendre que les programmes sont surchargés, cela ne fait pas l'ombre d'un doute ; cependant, il existe des moyens peu coûteux de soulager notre travail et de nous permettre de gagner bien des heures soit pour nos travaux, soit pour développer notre activité sportive, soit même pour notre sommeil : cela consisterait, pour MM. les professeurs, à laisser polycopier *intégralement* leurs cours.

Savez-vous ce que peut parfois coûter de temps la mise au point de cours où l'orateur a parlé trop vite ? Faire perdre un temps précieux pour ce qui est souvent une simple question d'amour-propre est, vous l'avouerez, un peu mesquin.

L. F...,
étudiant,
Nancy.

Le Réseau Fournier

● *A l'attention des lecteurs de l'Allier.*
Le groupe d'études des Amis de « L'Express » de Moulins est en mesure, dès maintenant, d'organiser des conférences-débats dans toutes les localités du département.

Les lecteurs de l'Allier désireux de bénéficier des travaux du groupe sont priés de se faire connaître au secrétariat : M. Franc, 4 *ter*, avenue de la Libération, Moulins.

● *A l'attention des lecteurs de la Sarthe.*
Les Amis de « L'Express » et des « Forums régionaux » sont invités à assister nombreux à la conférence organisée par le P.S.A., vendredi 29 janvier, à 20 h. 45, Salle des Concerts, au Mans. Oreste Rosenfeld parlera de : « U.R.S.S. 1956-1959, impressions de voyage ».

● *A l'attention des lecteurs du Nord.*
Les Amis de « L'Express » de Caudry organisent une réunion le jeudi 28 janvier, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, 17 *bis*, rue de Saint-Quentin. M. Harris Puisais parlera du « Problème laïque » et répondra à toutes les questions.

● *A l'attention des lecteurs des Bouches-du-Rhône.*
Réunion du Groupe de Travail, jeudi 4 février à 21 heures, à la Taverne Charley, boulevard Garibaldi.

● *A l'attention des lecteurs de la Seine Région Sud.*
Edouard Depreux et Louis Fournier parleront, au cours d'une réunion, à 20 h. 45, jeudi 4 février, Salle des Réunions, 44, rue Auguste-Monnier, à Antony, du « Rôle politique de l'armée dans la nation ».

● *A l'attention des lecteurs du Rhône.*
Vendredi 29 janvier, à 20 h. 30, au 9, rue de la Platière (salle du premier étage), conférence-débat sur le thème : « Le cinéma, sa place et sa critique », avec MM. Chardère, Marcorelle, critique, et Gilson, vice-président de la Fédération française des Ciné-Clubs.

● *A l'attention des lecteurs de Meurthe-et-Moselle.*
Marcel Deville, président du Forum régional de Nancy, nous demande de préciser qu'il n'a de commun que le nom avec le signataire de la lettre parue dans le courrier des lecteurs du numéro du 14 janvier, condamnant l'article de Jean Jaurès.

Concert

Dans le cadre des « GRANDS RECITALS DU DIMANCHE », salle Gaveau, dimanche 31 janvier 1960, à 15 heures, concert à deux pianos, donné par

HELENE BOSCHI
GERMAINE MOUNIER

Œuvres de Bach, Brahms, Chopin, Britten, Bartok.

(Communiqué.)

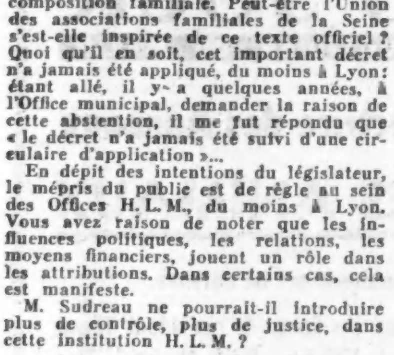
★

[Plusieurs lecteurs nous ont demandé où ils pouvaient se procurer le livre du R.P. Deman auquel Jules Isaac a fait allusion dans son article du 7 janvier. Ce livre s'appelle « La Catéchèse chrétienne et le peuple de la Bible ». Il est en vente aux Cahiers Sioniens, 68, rue N.-D.-des-Champs, Paris, au prix de 4,50 N.F.]

Mots croisés n° 224

HORIZONTALEMENT : 1. Torture moins l'esprit que le bridge contrat. — 2. Travaille pour les fabricants de nougat. — 3. — ...des voitures, ajoute-t-on parfois. Cette abréviation flatteuse s'applique encore à quelques personnes d'Europe, d'Asie et d'Afrique. — 4. Désigne un corps rouge. Otez-vous cela de la tête. — 5. Peut admirer Saint Trophime à sa guise. — 6 Se plaignît sous les bois. En épelant, s'élever au-dessus de l'eau. — 7. Cette sœur d'Antigone a-t-elle eu le complexe de son père ? — 8. Estimer. — 9. Sorte de polder dans les Flandres. Comment pouvait s'appelait Tardieu, dans l'intimité. — 10 Un peu trop creusée.

VERTICALEMENT : I. Il n'y a pas besoin d'être barbare pour s'en rendre coupable. — II. Rompues par le navire baladeur. Pierre, Paul ou tout autre. — III. A beaucoup servi à M. Pinay. Ne fournissent plus au pétrole un grand débouché. — IV. De nous à elle, il n'y a qu'un pas. — V. Leur fixité devient inquiétante. Maréchal en France, commune en Belgique. — VI. Peut essouffler Mao. Ville rendue célèbre par une maison et une tour. — VII. Il faut le faire, faute de fret. A 50.000 habitants dans la Gueldre. — VIII. A incité son mari à démentir étrangement son surnom de Débonnaire (n'est plus dans le P.L.).



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	D	A	G	O	B	E	R	T
2	E	M	A	I	L	L	E	R
3	N	O	M	S	■	L	V	I
4	T	U	M	E	F	I	E	S
5	A	R	E	■	O	P	E	S
6	L	E	S	E	E	S	■	E
7	■	T	■	C	H	O	I	R
8	E	T	E	R	N	I	T	E
9	R	E	M	O	■	D	O	N
10	E	S	S	U	I	E	N	T

Solution du n° 223

(Archives.)

LES PARAS A ALGER.
L'appel au peuple, c'est l'aventure...

LA NATION

Osera-t-il ?

L'éditorial de J.-J. Servan-Schreiber.

L'EXPERIENCE gaulliste est terminée. Le général de Gaulle restera sans doute à la tête de l'Etat. Mais la personne de celui qui habite le palais de l'Elysée n'est pas ce qui est en cause. C'est la réalité du pouvoir.

Si l'actuel Président de la République avait une mission, en mai 1958, s'il avait une justification pour accepter de cautionner le premier pronunciamiento d'Alger, c'était, par son action politique, de ramener dans les plus brefs délais le pouvoir à Paris et l'Armée à l'obéissance. Il ne l'a pas fait.

Et ce qui vient de se produire cette semaine, vingt mois plus tard, clôt ce chapitre-là. Les illusions sont dissipées. Cet intermède a été un triste gâchis, et ce qui nous arrive est un grand malheur ; aussi serait-il bien léger et bien bête pour ceux qui ont dénoncé, sans relâche, depuis le 13 Mai, le faux-semblant, de se réjouir d'avoir eu raison. Les débats d'hier ont été arbitrés, sans appel, par l'événement. Il ne convient plus d'y songer, de les évoquer, que dans la mesure où la leçon des faits peut servir.

Ce que de Gaulle aurait dû faire, dès son avènement en juin 1958, pour mater les aventuriers d'Alger, se séparer clairement, publiquement, des hommes du coup d'Etat et rétablir l'ordre dans l'Armée en écartant immédiatement ceux des chefs militaires qui avaient dirigé, ou approuvé, la mutinerie — on pourrait en discuter longuement. Nos lecteurs connaissent trop, sur ce point, notre conviction pour qu'il soit utile d'y revenir aujourd'hui. Il ne l'a pas fait. Il a choisi l'autre voie : gagner du temps.

Le faux calcul

Il a pris comme chef d'Etat-Major un général extrémiste, collaborateur du journal de M. Bidault, qu'il est allé chercher à la retraite, le général Zeller. Il a redonné un commandement en Algérie au premier comploteur de l'Armée, candidat poujadiste aux élections, le général Faure. Il a fait du général Massu un héros et un divisionnaire, bientôt responsable du corps d'armée d'Alger ; tandis qu'il maintenait Bollardière à l'écart. Il a permis l'étouffement du procès du bazooka qui, s'il avait été mené avec énergie et rectitude, aurait démasqué à la fois MM. Ortiz et Martel et leurs complices militaires. Il a choisi pour Premier ministre l'homme qui était le plus directement associé aux conjurés. Il a accompli bien d'autres gestes qui étaient autant de promotions et d'encouragements à ceux qui allaient inévitablement devenir ses adversaires, comme ils avaient été ceux de la République. Il entendait les reprendre par la ruse. C'était son calcul politique. Il s'est trompé. Et le temps « gagné », nous voyons aujourd'hui, dans le drame, pour qui il a été perdu.

Tandis qu'on anesthésiait par des discours rassurants et des images d'Epinal l'opinion métropolitaine, que les formes de la vie publique perdaient toute substance, que la démocratie achevait, ici, sous la magie gaulliste, de s'anémier ; pendant le même temps, les factions d'Alger s'organisaient, préparaient, avec la complicité du pouvoir local, leurs arsenaux, et l'Armée était gagnée progressivement par la certitude de sa mission politique. Seule la haute taille du général de Gaulle, et sa gloire passée, empêchaient que cette dégradation apparaisse pleinement aux yeux de tous. Jusqu'au jour où le voile s'est déchiré.

Jusqu'au jour où nous venons de mesurer exactement le chemin parcouru entre mai 1958 et janvier 1960. L'arbitrage dont on nous a tant entretenus, comme fondement du nouveau régime abusivement baptisé républicain, existe bien en effet : il appartient à l'Armée.

Et maintenant le conflit est ouvert, la négociation est ouverte — comme en mai 1958 — entre le pouvoir nominal et le pouvoir militaire. Le général de Gaulle entend faire front, semble-t-il. Par quels moyens ? Nous allons le savoir.

Soutenir de Gaulle

Quel que soit notre jugement, notre amertume — je ne dirai pas notre déception, car jamais nous n'avons eu grand espoir en son action — sur ce qu'il a fait depuis vingt mois, la question se pose de savoir s'il faut ou non se ranger derrière lui, le soutenir. Et la réponse est aussi simple, aussi claire, qu'elle l'était en mai 1958 à propos de M. Pflimlin. Il y a le présent et il y a l'avenir.

Pour l'avenir, il faut garder les yeux ouverts, ne transiger — en son for intérieur, dans sa conviction intime — sur aucun principe fondamental, et n'entretenir donc aucune illusion : le régime gaulliste n'est pas davantage porteur d'avenir que l'était la IVe République, et il n'y a rien à en attendre, sinon sa disparition. Aucune considération tactique ne nous empêchera, aujourd'hui, de dire cela aussi clairement que nous l'avons dit de la Quatrième au moment du 13 mai.

Mais pour le présent, et comme en 1958, il faut repousser, toujours repousser la politique du pire ; puisque les légions prétoriennes se tournent contre de Gaulle pour lui imposer leur loi, il faut, toute autre considération cessante, soutenir de Gaulle comme il fallait, les yeux fermés et les oreilles bouchées, tenter de cimenter Pflimlin. Avec tout ce qui résiste à l'assaut des légions, contre tout ce qui s'y associe : il n'y a pas d'autre règle, pour l'immédiat.

Dans cette résistance au nouveau coup de boutoir des militaires, l'actuel chef de l'exécutif a sur son prédécesseur de mai 1958 des avantages évidents. Ils se résument d'ailleurs en celui qui est essentiel : il n'y a pas de solution de rechange toute prête. Dès le 17 mai, il apparaissait qu'un autre régime, avec et par le général de Gaulle, pourrait se substituer à l'ancien. Mais cette fois ? Personne ne réclame le départ de de Gaulle, car personne n'est en mesure, actuellement, de briguer la succession. C'est un atout de grand poids.

Mais c'est aussi une source d'équivoque et de faiblesse politique. Car un renversement de régime, un coup d'Etat, sont des bouleversements spectaculaires qui peuvent émouvoir et mobiliser l'opinion. Mais une subtile négociation *interne* au régime, l'épreuve de force *non publique* qui se déroule actuellement entre les chefs d'Alger et l'Elysée sur le contenu de la politique à suivre en Algérie (et plus subtilement encore sur les assurances réclamées dans l'ordre de priorité des « options de l'autodétermination »), voilà un conflit qui, tout aussi décisif que le précédent pour l'abdication du pouvoir face à la pression de l'armée d'Algérie, est bien moins clair, bien moins brutal. Il peut se terminer, si le chef de l'Etat, finalement, s'y prête, à la satisfaction des insurgés sans que, dans l'immédiat, l'opinion le discerne nettement. C'est là le danger le plus insidieux. Et nous le voyons croître, depuis lundi, chaque jour. Les dépêches d'Alger qui, lundi soir encore, désignaient les hommes d'Ortiz et de Lagaillarde comme des « insurgés » commençaient, mercredi matin, à les appeler « nationaux » ou « patriotes ». Et le « mauvais coup contre la France » devenait déjà un « sursaut exprimant la volonté de rester Français »... La voie, dissimulée, d'un « accord », sauvant la face du pouvoir nominal, traduisant en fait une nouvelle capitulation, se dessinait ainsi, progressivement.

L'ordre et l'aventure

Car il n'y a pas d'accord possible, il n'y a pas d'arrangement concevable. C'est l'épreuve de force publique, ou c'est l'abaissement. De Gaulle a le choix, pour quelques jours.

S'il veut continuer son expérience « d'unité nationale », raccommoder la façade de son édifice, se prêter à une réconciliation, il perd tout, il devient inévitablement le futur Pétain d'un prochain Darlan, d'un nouveau Laval, dont les noms sont déjà évidents. S'il veut s'opposer à cet entraînement fatal, il n'a devant lui aucune autre voie que de faire appel publiquement, totalement, au peuple français pour le soutenir, par tous les moyens, et sous toutes les formes, contre les aventuriers civils et militaires d'Alger. L'osera-t-il ?

Nous touchons là au seul vrai problème : celui de l'ordre social.

Quand des délégations syndicales vinrent trouver le ministre de l'Intérieur, en mai 1958, M. Jules Moch, pour lui demander d'armer des milices populaires en France, afin que le gouvernement républicain puisse s'appuyer sur une force contre tout pronunciamiento possible, le Conseil des ministres, ayant examiné ce recours, l'écarta avec terreur : tout sauf ça ! S'entendre avec de Gaulle, composer avec Massu et Salan, c'était d'une certaine manière sauver l'ordre social, éviter les grands déchirements. Mais faire appel au peuple, c'était le désordre, l'aventure, qui sait ? le Front populaire. On plia les genoux plutôt que de courir ce risque.

Assassins mais « nationaux »

Et cette semaine, dans la nuit de dimanche à lundi, et lundi encore, liquider les fortins tenus par MM. Ortiz et Lagaillarde, c'était « faire tuer des patriotes ». Du haut en bas, les responsables ont reculé, saisis d'effroi. Tuer cinq cents jeunes nationalistes musulmans tous les huit jours, c'est faire respecter l'ordre, avec bonne conscience. Ecraser éventuellement une émeute ouvrière, massacrer des grévistes s'il le faut, ce n'est que le devoir de l'Etat, on le vit pour les Communards — et qui le considère comme un crime ? Mais aller, par la force, arrêter ces assassins, peints en « nationaux », que sont MM. Ortiz et Lagaillarde c'est, par une réaction en chaîne, risquer de remettre en cause tout l'édifice de la société. Car si l'Armée se solidarise avec eux, il faudra bien, pour sauver la métropole de la dictature militaire, armer le peuple et s'en remettre à lui... Alors nous retrouvons pêle-mêle, du même côté de ce choix, du même côté de la barricade, du côté de « l'ordre », aussi bien M. René Coty, M. Pflimlin, M. Jules Moch, M. Guy Mollet, M. Gaillard, M. Delbecque, M. Soustelle, M. Bidault, M. Duchet, bien entendu les généraux, et enfin, jusqu'à présent, le général de Gaulle. Ce qui les sépare disparaît devant la panique qui les réunit à la simple pensée d'un soulèvement populaire.

Entre ceux qui sont résolus, *à tout prix*, à éviter le choc, et ceux qui sont résolus, *à tout prix*, à s'opposer à la dictature des militaires, Charles de Gaulle ne peut plus éviter le choix. Le nôtre est fait.

J.-J S.-S.

L'ÉLYSÉE

De Gaulle face au drame

« Tiendra-t-il ? » s'interrogent auxieusement les uns. Et les autres : « Cédera-t-il ? » C'est autour du général de Gaulle — on pourrait presque dire : à l'intérieur de lui — que s'est concentré le drame. Voici, effectuée auprès de ceux qui l'ont vécu dans son intimité, l'enquête de Jean Daniel :

TOUT s'est joué cette nuit du 24 au 25 janvier. Tout ? Une nuit comme celle-là n'est sans doute jamais que le produit de celles qui l'ont précédée. Mais, pour le général de Gaulle, ce fut la nuit de la révélation.

Le dimanche 24 au soir, même après la fusillade, son autorité était intacte. L'Armée s'était montrée fidèle. Aussi fidèle que, pendant la guerre, les Français Libres, en 1941 et 1942, lorsqu'à Dakar et en Syrie il avait fallu, aussi, tirer sur des Français. C'était dur. Le destin du martyr continuait à vingt ans d'intervalle. Mais l'avenir justifierait le geste d'Alger comme il avait finalement justifié les autres.

Les nouvelles étaient bonnes; avec fermeté, le général Challe avait décrété l'état de siège : « *L'émeute ne triomphera pas de l'Armée française.* » Un propos de Challe à la manière de de Gaulle. C'était la victoire. Une gifle à M. Guy Mollet : « *Dans la Ve République il n'y a pas de 6 février. M. Lagaillarde, comme M. Pinay, s'est trompé de République.* »

Mais douze heures plus tard, le lundi 25 janvier, alors que « *tout rassemblement de plus de trois personnes était interdit* », il y avait près des barricades 5.000, puis 10.000, enfin 15.000 personnes. C'était l'échec ; l'autorité bafouée. Un nouveau 6 février, mais où le général Challe eût joué le rôle de M. Guy Mollet. C'est du moins la version qui fut donnée lundi matin à l'Elysée — pendant quelques heures seulement, il est vrai.

Trois heures du matin

Que s'est-il passé ? Nous sommes le 24 janvier à minuit. Le général de Gaulle est rentré de Colombey. M. Brouillet, son directeur de Cabinet, lui soumet les derniers télégrammes. Arrivé de Bretagne, M. Michel Debré vient conférer avec lui. La décision à prendre est grave : il y a eu déjà 21 morts et 136 blessés. Pour réduire le camp retranché où sont les hommes d'Ortiz et de Lagaillarde, faut-il risquer une hécatombe ? On examine la situation, et surtout la possibilité d'obtenir une reddition sans combat. Le général Challe répond d'Alger que cela est vain. Y a-t-il lieu de réunir les ministres présents à Paris ? Le général de Gaulle décide que non. Il assumera tout seul cette immense responsabilité. Il laisse s'en retourner M. Michel Debré.

Vers trois heures du matin, il donne des instructions directes à Alger pour qu'on en finesse dans la nuit. Qu'est-ce à dire ? Faudra-t-il tirer ? En tout dernier recours, si toutes les chances de pourparlers ont été épuisées, et si les insurgés tirent, oui, il faudra se résigner à tirer. Mais combien sont-ils ? A peu près six cents, en tout, dans les deux retranchements.

Ils ne sont que six cents, au moment où le général de Gaulle prend connaissance du dossier. Et de plus, à ce moment, ils ne disposent d'aucune arme lourde.

Une grande latitude de mouvement est donnée, comme il est d'usage, au général Challe pour décider de ce qu'il convient de faire. Evidemment, il faut commencer par isoler le réduit. Le commandant en chef fait établir tout d'abord un cordon de sécurité autour d'Alger. Il a placé sur toutes les routes qui conduisent à la capitale les bataillons du premier régiment étranger de parachutistes, commandé par le colonel Dufour, et

(A.P.)

LE GÉNÉRAL CHALLE.
Une grande latitude de mouvement.

du premier régiment de chasseurs parachutistes commandé par le colonel Broizat. Les deux colonels ont pour mission d'interdire l'accès d'Alger à quiconque pendant cette nuit. A l'instant où le général de Gaulle rédige son message et où il écrit : « *Quant à moi, je ferai mon devoir* », il a l'impression que les insurgés sont isolés, qu'il leur donne un dernier avertissement et qu'aussitôt après, c'est-à-dire vers 4 h. 15, il n'est pas exclu que l'assaut puisse être donné.

Or, à cette heure-là, la situation s'est déjà transformée : des capitaines et des lieutenants parachutistes ont laissé passer un convoi d'insurgés venant de Blida avec le ravitaillement et les armes. En même temps on apprend que des armes lourdes (mitrailleuses 12/7) qui ne sont habituellement pas détenues par les unités territoriales, viennent d'être livrées au P.C. des insurgés. Plus tard, le général Challe devait réunir les colonels parachutistes Dufour, Broizat, Bréchignac et Bonnegal. Ces officiers informaient le commandant en chef qu'il y avait eu des complicités contre lesquelles ils ne pouvaient rien. L'état de siège ne peut être appliqué. Il faut une autre tactique. Le maximum qu'on puisse demander aux troupes c'est une certaine « neutralité ». Encore faut-il donner l'assurance qu'en aucun cas l'Armée ne tirera. Le matin, le général Challe déclare qu'il est dans la situation d'un homme en proie à deux craintes contradictoires : « *celle de ne pas obéir au général de Gaulle et celle de donner des ordres qui ne soient pas exécutés* ».

Un principe de guerre

Les morts de la veille ont provoqué chez les uns une sorte d'égarement, chez les autres une espérance politique. Non pas sans doute pour aider les activistes à renverser le gouvernement actuel. Le général Challe affirme au contraire que personne dans l'Armée n'y pense vraiment. Mais enfin, pourquoi le cacher, la majorité des officiers « qui comptent » partage les critiques des ultras contre l'autodétermination. Alors, comment tirer sur ces ultras ? Et même si on les croit fous, puisqu'ils sont là, et que la population est derrière eux, comment ne pas s'en servir pour faire comprendre au général de Gaulle qu'on ne peut pas faire la guerre avec le principe d'autodétermination ?

Le général de Gaulle en est informé : il est atterré. Il a déjà entendu ces mêmes discours, il y a quelques jours, à propos de l'affaire Massu, et de la bouche même du Premier ministre et du ministre de la Défense nationale. Cela a été dit sur tous les tons et avec le maximum de prudence, de précautions :

> « *Même des hommes qui vous seront à jamais fidèles, comme les généraux Gambiez et Olié, estiment que la politique d'autodétermination ne peut pas constituer un principe de guerre. Cela n'a rien à voir avec les ultras qui, eux, luttent pour leurs privilèges racistes. L'Armée prétend pouvoir gagner la guerre au nom de l'Algérie française. Une fois la paix rétablie, alors, on pourra réenvisager l'application de l'autodétermination.* »

Le Président de la République avait toujours entendu ces arguments avec impatience. D'abord, le principe d'autodétermination ne datait que du 16 septembre dernier ; or l'Armée, avant, n'avait pas réussi à mener la pacification à son terme. D'un autre côté, en attendant l'acceptation, par les rebelles, de discuter du cessez-le-feu, il n'avait interdit à aucun général de parler de l'Algérie française. Mais, pour lui, qui avait engagé la parole de la France aux yeux du monde, il ne reviendrait jamais sur ce qu'il avait dit. Et non seulement il n'y reviendrait jamais, mais, au contraire, il profiterait dorénavant de n'importe quelle occasion pour réaffirmer la politique du 16 septembre. L'Armée ? Il ne la connaissait que trop. « *Elle a été contre Dreyfus, pour Pétain, et maintenant elle est pour l'intégration : trois erreurs.* » Elle voulait être commandée ? Elle l'est. Massu ne retournerait pas à Alger, Entre Lagaillarde et moi, de Gaulle, on verra qui l'Armée choisira.

Massu prend peur

Pendant trois jours, tous les interlocuteurs du général de Gaulle, ceux surtout qui étaient au courant de ce qui se préparait à Alger, étaient désespérés. Le Général ne se rendait pas compte. « *Il est bien plus haï en Algérie que Mendès France. Les organisations paramilitaires disposent de véritables arsenaux ; elles ont reçu des garanties d'une partie de l'état-major d'Alger. Le dispositif est prêt. Avec l'éviction de Massu, tout peut exploser.* »

Le général de Gaulle répondit à l'un d'entre eux : « *Eh bien ! peut-être le coup de chien est-il inévitable...*

— *Oui*, répartit le visiteur, *mais il sera donné dans les pires conditions.* »

Le plus paradoxal était que ce visiteur tenait ces informations du général Massu. A Paris, ce dernier n'est plus l'homme d'Alger. Il sait qu'il était « le verrou » : lui parti, tout peut sauter. Chaque fois qu'il le dit, on croit que c'est pour reprendre son poste. Mais non, il en a fait son deuil. Il pense à la situation explosive que, sous son commandement, et avec son assentiment, ses collaborateurs ont organisée. Soudain, il prend peur.

Sentimentalement, il est attaché au général de Gaulle. La seule inexactitude que contenait une reproduction, même fidèle, de ses propos par le journaliste allemand concerne la possibilité de s'insurger contre de Gaulle. A l'un de ses intimes, il dit : « *Je lâche du lest, je suis mes officiers, mais pour mieux les dériver au dernier moment.* »

Lorsque Massu rédige le communiqué qui devait mettre en fureur le général de Gaulle, c'est parce qu'il a été rassuré par M. Guillaumat : l'incident de l'interview peut être classé ; il faut maintenant penser à la situation algéroise. Avec naïveté, Massu rédige un communiqué destiné dans son esprit à calmer ses amis. Le géné-

De la naissance à la maturité
VALS DIGESTIVE
EAU MINÉRALE NATURELLE
C'est la santé

Productivité
Équipez vos bureaux avec des "outils" efficaces qui augmenteront le rendement de votre personnel : le mobilier indispensable à l'activité moderne des affaires.
■ Visitez librement nos 2.200 m² d'exposition
● 800 modèles toujours en magasin
● Une solution pour chaque problème pour chaque budget
AIGLE EAGLE

AIGLE • 51, rue Vivienne, PARIS 2e GUT. 44-26 +
(Angle des Boulevards) Parking dans l'immeuble

men SPORT
le tailleur chemisier de la rive gauche
16 rue DE SÈVRES LIT 20-21
SOLDES
POUR MADAME ET MONSIEUR
Parking réservé

ral de Gaulle ne devait prendre connaissance de ce communiqué que par la presse. Il entre en fureur. Recevant MM. Debré et Guillaumat, pour la première fois, il élève le ton. Tour à tour coléreux et cassant, il informe que le remplaçant du général Massu prendra son commandement le lendemain. Et il va jusqu'au bout : M. Bidault n'ira pas à Alger, la politique d'autodétermination sera réaffirmée, une déclaration du général de Gaulle sera radiodiffusée le 29 janvier et le Général se rendra à Alger le 5 février, pour quelques jours. C'est-à-dire qu'il y sera le 6 février, quatre ans jour pour jour après la défaite de M. Guy Mollet et de la IVe République.

La détermination devenait contagieuse. Tous les ministres, ou presque, étaient « regonflés », et optimistes. Samedi, je me trouvais chez l'un d'entre eux, une heure avant son départ pour l'étranger. Pour la première fois depuis longtemps je le trouvais ragaillardi :

> *« Il faudrait bénir Massu. Sans lui le gouvernement s'enlisait dans l'immobilisme. Le président de la République pouvait difficilement faire un nouveau pas pour convaincre le F.L.N. de venir à Paris. Avec une telle manifestation d'autorité, ce nouveau pas est fait. De plus, sur le plan intérieur comme sur le plan international, cela réduit à néant les histoires de malaise gouvernemental ou du départ d'Antoine Pinay. Vous vous préoccupez de l'Armée? Elle marche tout entière derrière de Gaulle, même lorsqu'elle n'est pas gaulliste. Elle sait bien que, sans de Gaulle, c'est le vide, c'est-à-dire l'anarchie. Non, voyez-vous, je pars serein. La dernière réunion de l'Elysée a eu lieu dans une excellente atmosphère. Davantage: je vous le dis, pour la première fois, j'ai l'impression que la paix en Algérie est très proche. »*

Un atroce accident

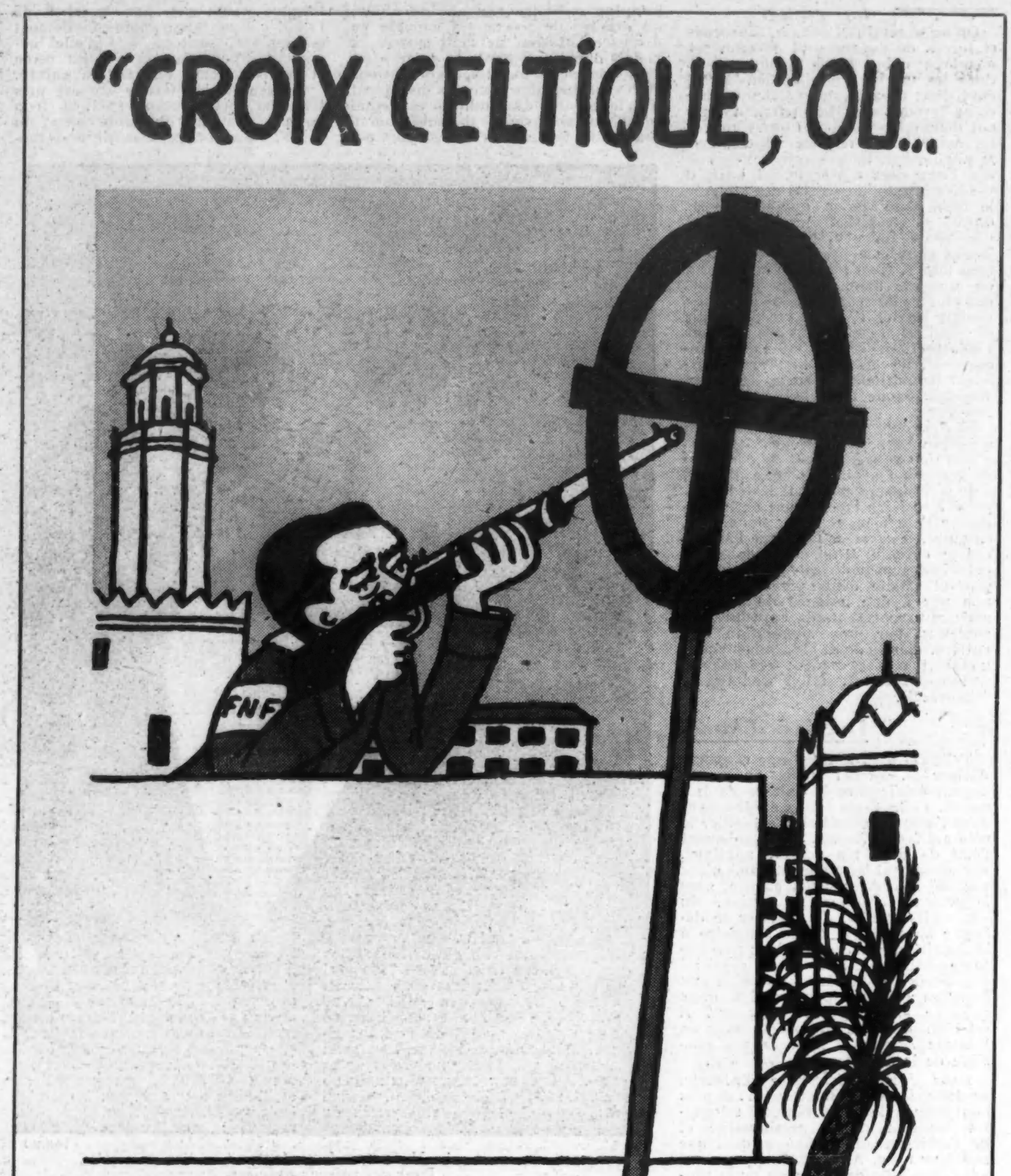
En bref, la situation algérienne n'inspirait plus d'inquiétudes. Il semble que, quand on vit près de de Gaulle, on s'estime détenteur d'une parcelle de cette divine immunité dont il avait fini par se croire lui-même recouvert.

Revenons au lundi de l'échec. Des militaires arrivent d'Alger, qui ont assisté à la fusillade de la veille. A l'Elysée, on leur pose des questions : « Qui a donné l'ordre de remplacer les gendarmes mobiles par les parachutistes ? Qui a laissé les convois de ravitaillement et de munitions passer du côté des insurgés ? Pourquoi n'a-t-on rien fait pour isoler les deux camps retranchés et n'a-t-on encore coupé ni l'eau, ni le gaz, ni le téléphone ? » Les militaires n'en reviennent pas que de telles questions soient posées ! Le divorce est donc si grand entre l'Algérie et la métropole ? Les informations sont donc si parcimonieuses ou si travesties ?

Et ils racontent : la fusillade a été un atroce accident. Les manifestants ont pris des grenades lacrymogènes pour de vraies grenades. Quand ils ont tiré, la fusillade a eu lieu, mais si cela avait été des parachutistes, l'accident ne se serait pas produit. Dès qu'il y a eu des morts et des blessés, l'interpénétration des deux camps a été totale. On était effrayé par ce qui venait de se passer. Le sang français avait coulé. Les uns soignaient les blessés des autres. Tout le monde s'exhortait réciproquement à la fraternité et au calme. Bien sûr, les gendarmes qui venaient d'avoir deux de leurs officiers tués devenaient plus « durs » : si l'on voulait que cela cesse, il fallait les relever.

→

LA GRANDE SÉVÈRINE
Petits Soupers
après le théâtre
(de minuit à 2 heures)
Danton 15-54
7, RUE SAINT-SÉVERIN
(près de l'église)
FERMÉ LE DIMANCHE



On ne se rend pas compte : insurgés et forces de l'ordre sont devenus les membres d'une même communauté. Chez les uns il y a d'anciens parachutistes ; chez les autres, il y a d'anciens territoriaux. Les paras d'Alger ont défendu pendant quelques années les Algérois. Ils ont été adoptés par la population. Ils ont souvent épousé des Françaises d'Algérie. Et puis, il y a le souvenir du 13 Mai qui cimente le tout. Ceux qu'on appelle ici les ultras, à Alger, ce sont simplement des héros un peu téméraires, des jeunes gens sympathiques « qui vont trop loin ». C'est tout. Pendant un an on a répété dans tous les journaux, dans toutes les réunions, que de Gaulle voulait brader l'Algérie, et on a mis sur pied les organisations armées pour l'insurrection. Tout a été fait publiquement, au grand jour : ainsi parlaient les militaires, ahuris, devant la stupéfaction de leurs puissants interlocuteurs.

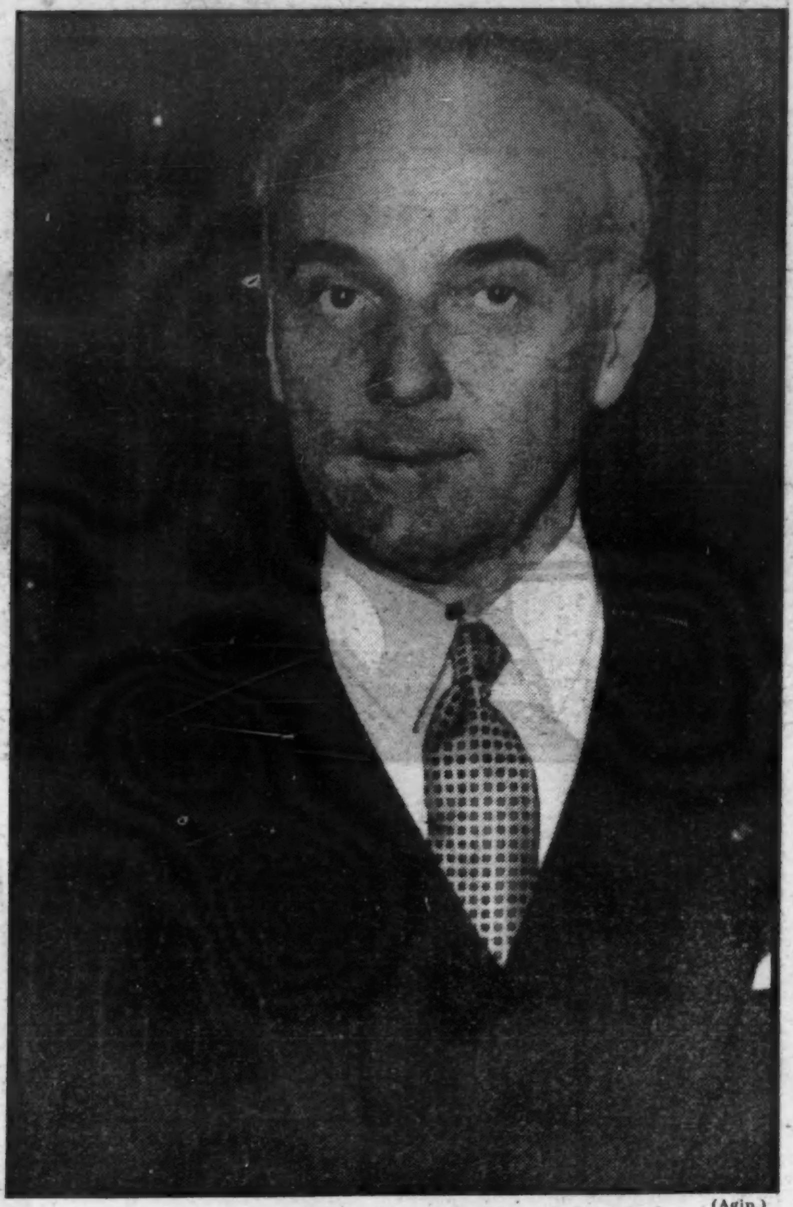
Et c'est comme cela que la situation a évolué. Dans les messages parvenus d'Alger au gouvernement, le commandant en chef avait eu affaire d'abord à de véritables « cadets de l'Alcazar », prêts à se faire tuer, et qui ne transigeraient sur rien, et qui prétendaient, en outre, se sacrifier pour que l'Armée puisse obtenir satisfaction dans ses principales revendications. Ensuite, le général Challe déclara avoir affaire non pas à une poignée de factieux mais aux représentants approuvés et soutenus par une population tout entière. Sans doute les musulmans n'étaient pas présents ; et l'Armée restait « neutre » : mais toute l'Algérie s'embrasait.

Le rôle de l'Armée

Telle fut bien la thèse que rapporta d'Alger M. Michel Debré après son voyage éclair dans la nuit de lundi à mardi. Cette thèse laisse évidemment dans l'ombre l'essentiel. C'est-à-dire le rôle actif de l'Armée. Non seulement l'état de siège n'a pas été appliqué, non seulement les manifestations n'ont pas été interdites, mais encore, sous le prétexte d'utiliser la tactique du « pourrissement », de « laisser se défouler les foules », ou de satisfaire à la dignité des obsèques, dans presque toute l'Algérie, l'Armée a organisé l'expression collective du soutien aux insurgés d'Alger, pendant les deux premier jours. Qui en accuser ? Il est bien probable que, même dans un lointain avenir, il ne sera pas possible de le déceler avec précision.

Dans l'Armée française d'Algérie, en 1960, le commandement n'est plus conforme à la hiérarchie, il est plutôt fonction de la personnalité et de l'activisme des officiers, quel que soit leur rang. A la condition que cet activisme aille dans le sens de la philosophie militaire née en Indochine, un officier de valeur est capable de disposer, au sein de cette guerre, à la fois d'une autonomie et d'une pression sur ses chefs. Cela, les mutations et les promotions récentes indiquent que le général de Gaulle l'avait compris. Mais si l'Armée est peut-être toujours celle qui commet les erreurs politiques dénoncées par le chef de l'Etat, elle se laisse moins facilement manœuvrer, surtout lorsqu'elle occupe des positions où elle est reine et surtout quand elle fait la guerre.

Le général de Gaulle s'y est pris trop tard et, d'autre part, a trop compté sur la compréhension du F.L.N. sans donner à ce dernier toutes les possibilités de comprendre. On dit partout maintenant : *« Ah ! si le F.L.N. était venu à Paris il y a un an !... »* Oui, s'il était venu, nous n'en serions probablement pas là. Mais c'est un cercle vicieux, car depuis que nous en sommes là, le F.L.N. prétend se féliciter de n'être pas venu.



(Agip.)

M. Pierre Guillaumat.
Pour des raisons précises.

Pas de « négociation »

Quoi qu'il en soit, ce n'est évidemment plus le passé qui compte. On peut dire, soit que du fait du 13 Mai le général de Gaulle ne pouvait pas vaincre l'esprit et les hommes du 13 Mai, soit que l'attitude actuelle de fermeté du général de Gaulle prouve qu'il aurait très bien pu imposer, il y a quelques mois, sa politique libérale, au moment où, même en Algérie, son autorité était indiscutée. C'est le présent qui compte. Tout est suspendu à la résistance de cet homme qui entre dans sa soixante-dixième année. En face des faits, volontairement négligés, et qui se révèlent à lui dans un fanatisme déchaîné, comment réagit-il ?

Il se sent près de la mort. Le point de vue « historique » qu'il a sur les événements le conduit à considérer comme des « péripéties » un certain nombre de choses qui paraissent essentielles aux hommes. S'il échoue, sa silhouette historique n'en sera pas moins grande à ses propres yeux : il a déjà intégré l'échec et l'ingratitude dans le concept même de grandeur. La disproportion entre ce qu'il rêvait de faire pour la France cette année même et l'assaut dont il se voit menacé, est d'une telle dimension que cela peut l'inviter à s'en aller réfléchir dans la solitude sur « l'insignifiance des choses ».

Mais ce qui peut aussi le sauver, c'est précisément cette force qu'on lui a reprochée le plus : qu'il s'identifie à la France.

Il est l'Etat français, l'incarnation du passé, de la conscience et du pouvoir politique actuel de la France. Grâce à quoi il répète à chaque Conseil des ministres, lors de chaque entretien : *« La France ne peut pas céder »*, *« La France ne peut pas manquer à sa parole »* et, politiquement, cela se traduit par le fait que le général de Gaulle maintient le principe d'autodétermination, et maintient aussi sa décision de se rendre en Algérie le 5 février. Sous son impulsion, M. Michel Debré a fait le discours sans aucun doute le plus net de sa carrière, répétant, au retour d'un voyage qui ne devait pas être pour lui très agréable, qu'il ne pouvait y avoir de solution sans la libre expression de chaque Algérien et qu'on ne pouvait rendre Français ceux qui se refusaient à l'être. Le général de Gaulle a refusé la démission de M. Michel Debré, comme il a refusé la démission de M. Paul Delouvrier et comme il se refuse à lui-même une retraite qui le tente.

Au Conseil des ministres de lundi dernier, personne n'a osé devant lui ne pas condamner entièrement et sans réticence les insurgés algérois. Lorsque s'est posée la question de décider, à nouveau, s'il y aurait ou non un assaut contre les bastions d'Ortiz et de Lagaillarde, trois ministres ont demandé que l'on interdise à l'Armée de tirer. Le général de Gaulle a répondu qu'aucune « négociation » avec les insurgés n'était payante, qu'il s'agisse de la dignité de l'Etat ou du réalisme politique le plus étroit.

80 % des Francais

Oui, mais si l'organisme d'exécution, l'Armée, ne répond pas, ou plutôt répond de telle manière qu'elle s'érige en arbitre, alors la question n'est plus de savoir s'il convient de négocier avec les insurgés, mais si l'on est contraint de négocier avec l'Armée. M. Guillaumat est un partisan de cette dernière négociation. Il s'est opposé à l'éviction du général Massu, à l'épreuve de force et, enfin, à l'idée de réduction des ilots insurrectionnels d'Alger. Non point, disent ses amis, par principe, mais bien parce qu'il est placé pour connaitre les résultats d'une épreuve. Il sait que l'Armée n'est pas gaulliste et qu'il suffit d'une occasion pour que renaisse en elle le violent ressentiment qui l'habitait naguère. Où le général de Gaulle prendrait-il sa force ? Sur quoi s'appuierait-il ?

A cela, le général de Gaulle a répondu mardi matin au cours d'un entretien : il tire sa force de la volonté du peuple français de mettre fin à la guerre d'Algérie. Il ne se fait plus aucune illusion, ni sur l'attachement qu'on lui voue ni sur la fidélité des partis ou des hommes. Il sait seulement que 80 % des Français métropolitains peuvent plébisciter demain s'il le faut sa politique algérienne. D'autant plus que, lorsqu'elle est combattue de cette manière à Alger, les imperfections de cette politique deviennent secondaires. En dehors de la protection de l'autorité de l'Etat, le combat actuel contre les hommes d'Alger prend en effet un sens exceptionnellement fécond.

Car enfin, que demandent les insurgés ? Simplement que l'on proclame l'Algérie française. Si le général de Gaulle tient jusqu'au bout, il aura combattu pour ne pas prononcer ce mot, pour ne pas préjuger la décision des Algériens, prouvant ainsi au monde et au F.L.N. que l'autodétermination est considérée assez sérieusement pour qu'on se batte pour elle, et justifiant du même coup les combats de l'Armée française

SAMEDI 30 JANVIER

dans

Libération

un dessin inédit
de

LORJOU

"MENACE..."

SOLDES
pour
MONSIEUR
jack Romoli

38, AV. VICTOR-HUGO - POI. 36-72

(A.P.)

M. Debré (à d.) accueilli à Alger par M. Delouvrier (*).
Une épreuve de force « franco-française ».

ainsi transformés en combats pour la liberté d'expression des Algériens.

L'épreuve de force transforme ainsi toutes les données de la politique gaulliste. Une victoire sur Alger, une vraie victoire, pourrait déboucher sur la paix, cela n'est pas exclu. Mais cette vraie victoire est-elle possible ? Pour réduire l'insurrection, ne faudra-t-il pas céder à l'Armée et se rendre encore plus dépendant d'elle ?

Le destin de de Gaulle

En un sens, il n'est pas si désavantageux qu'une partie de l'Armée, celle qui, de toute façon, sabotera n'importe quoi, s'oppose au général de Gaulle. Si le peuple de France arrive à imposer sa volonté aux activistes civils et militaires, il sera mille fois plus libre dans l'avenir immédiat pour aller jusqu'au bout de sa victoire : une entente avec le F.L.N. pour une autodétermination qui garantit dans tous les cas les vrais intérêts de la France comme des Français d'Algérie.

Le destin du général de Gaulle devient à coup sûr fascinant. Cet homme de la grandeur et de l'unité se voit poursuivi par un rôle de diviseur et associé aux plus grands déchirements de son pays. Ce nationaliste survient à un moment où l'intérêt contraint de décoloniser. Ce militaire est en conflit avec l'Armée. Ce conservateur est contraint de s'appuyer sur des hommes de gauche qui, après avoir manifesté contre lui le 13 mai, s'apprêtent à manifester pour lui aujourd'hui. Ce Français, enfin, aura été par deux fois celui qui aura pris la décision de « faire couler le sang français ». Aujourd'hui, dès lors que les événements le lavent soudain du « péché originel » du 13 mai, des millions d'hommes espèrent en lui.

JEAN DANIEL.

DORIAN GUY
36, AVENUE GEORGE-V
Face Hôtel George-V
Soldera
le mois prochain
à partir du 1er février
Pardessus, imperméables
et articles de chemiserie
Réservez-vous

L'INSURRECTION

Reportage à Alger

● ***Comment est née l'émeute ? Avec quelles complicités a-t-elle pu se maintenir et se développer ? Quels en sont les chefs — connus et clandestins ? Il y a les origines immédiates et les causes profondes : notre envoyé spécial à Alger, Claude Krief, les dévoile dans son reportage.***

ATTENDUE depuis des semaines, prévue pour le 22 janvier, déclenchée le 24, l'insurrection d'Alger a ceci de commun avec nombre d'événements historiques de n'avoir pas respecté son scénario initial et d'être à la fois l'enfant du hasard et de la détermination. J'étais rue Michelet deux jours avant que n'éclatent les premiers coups de feu. Le décor du drame était déjà en place alors que tous les protagonistes demeuraient encore dans les coulisses.

Car une chose a changé à Alger : quelles que soient ses sympathies, la masse véritable est hors-jeu. Il ne s'agit pas seulement des Algériens musulmans qui, depuis les manifestations du 13 mai et de rares parades où ils apparaissent mobilisés par leur encadrement S.A.S. ou S.A.U. sont sans conteste possible exclus de l'opinion dynamique. Il s'agit aussi des Européens. Leur majorité, lasse, en proie à une inquiétude sourde, demeurait passive malgré les appels de plus en plus violents que la presse locale reproduisait en bonne place. Plus rien de la mobilisation spontanée du 6 février, rien de la tension qui préparait dans chaque famille européenne le déferlement des dizaines de milliers de personnes le 13 mai. La politique active est devenue le fait et l'apanage des professionnels de la Délégation générale, d'une minorité d'officiers et du carré des extrémistes, sans qu'il soit possible de déterminer entre eux les lignes de partage véritables.

Car Alger est devenue la ville des « gorilles », des gorilles en liberté, des gorilles en puissance. Il n'est pas de cercle ou de rouage officiel, pas de clan occulte où chaque courant ne place ses hommes. Officiers parmi les activistes, activistes à la Délégation générale, rares gaullistes « inconditionnels » dans les états-majors, chacun « marque » l'autre au moment même où certains, pris à leur propre jeu, virent de bord... Le gros de l'armée, le gros des musulmans, le gros des Européens ne compte plus : officiers d'état-major, F.L.N., activistes européens se sont taillé un monopole de fait avec le dessein les uns et les autres de faire « capituler » Paris et la France, c'est-à-dire de faire entériner officiellement par le gouvernement leur politique.

Comment en est-on arrivé là, c'est-à-dire aujourd'hui à l'épreuve de force « franco-française » au moment même où se poursuit la guerre contre le F.L.N. ? On parle ouvertement à Alger, dans les milieux les plus divers, de trois échecs d'où viendrait tout le mal. D'abord l'échec du 13 mai et de ses idéaux, ensuite échec de M. Delouvrier, enfin échec du général de Gaulle.

Les hommes des barricades

Les hommes des barricades sont connus depuis longtemps. Déjà sous le proconsulat de M. Robert Lacoste, peu après le 6 février, un petit groupe d'hommes se réunit autour du docteur Kovacs. Il y a là un cafetier au visage carré, froid, déterminé. Il se nomme Ortiz. Il y a aussi un petit colon de la Mitidja, brun et musclé. C'est Robert Martel. Leur entreprise en est encore au stade artisanal. Ils se limitent au contre-terrorisme mais nouent déjà des contacts avec l'armée, avec des hommes politiques métropolitains. Au-delà de la « Villa des sources » où sont « interrogés » des musulmans suspects, se précise l'objectif de la « révolution ». L'affaire du bazooka où devait trouver la mort le commandant Rodier met le projecteur sur eux : MM. Ortiz et Martel sont arrêtés et restent incarcérés plus de deux mois. La justice militaire rend un non-lieu et ils siègent l'un et l'autre auprès du général Salan au Comité de Salut public installé à Alger après le 13 mai.

Qu'attendent-ils du 13 mai ? La transformation profonde du régime en France. En créant le M.P. 13, Robert Martel précise sa pensée. Pour lui qui a choisi comme insigne l'emblème du Père de Foucauld, le cœur rouge surmonté d'une croix, le 13 mai doit déboucher sur la mise en pratique des théories du docteur Martin, de la Cagoule, qui est son conseiller (1), c'est-à-dire sur la « contre-révolution » autoritaire et sur une sorte de « national-catholicisme » proche des objectifs de M. Sauge. Pour être moins élaborée, la pensée de M. Ortiz n'est guère éloignée des vues de M. Martel, l'aspect « religieux » en moins. Mais ses méthodes sont plus sûres. Le F.N.F. (Front National Français) a été mis sur pied comme un mouvement paramilitaire avec cellules et coordination hiérarchisée. On a vu les hommes de M. Ortiz sur les barricades en chemise militaire et béret noir, déployant la « Croix Celtique » qui est aussi le signe de ralliement du mouvement « Jeune Nation ».

Renouer avec l'Armée

Depuis des mois les deux leaders armaient leurs hommes d'une manière ouverte. Le 13 mai leur avait été volé, le général de Gaulle avait engagé la France sur la voie de l'autodétermination algérienne, il leur fallait donc « s'organiser » en tirant la leçon des expériences précédentes. Et au sein du Comité d'entente qui regroupe à Alger la quasi-totalité des mouvements européens, nul n'ignorait que MM. Martel et Ortiz tenaient en main les clefs de la situation. Même M. Lagaillarde s'éclipsait devant eux. Bien que député, ce dernier était en « perte de vitesse » et ne gardait autour de lui qu'un petit groupe de fidèles fanatiques, pour la plupart anciens parachutistes comme lui. Mais M. Lagaillarde se retrouve dans l'action : sa popularité et sa présence à son P.C. « Université » lui ont rendu un poids qu'il avait dernièrement

→

(*) Au second rang, les généraux Challe et Crespin et M. Guillaumat.

(1) Voir « Secrets d'Etat », pp. 14, 15, 16, 17.

STENCIL ÉLECTRONIQUE

L'ELECTRO-REX reporte électroniquement tout document sur un stencil plastique. Le moindre détail, la couleur la plus pâle, tout vient automatiquement.

Placez l'Electro-stencil sur un simple duplicateur, et il produit des milliers de copies conformes. Qu'elle soit la dixième ou la dix-millième, chaque copie est une vraie copie, et elle ne coûte que 1 fr. 40. Demandez COLOS-REX-ROTARY, 29, rue Miguel-Hidalgo (19e). BOT. 10-60.

Communiqué.

perdu et l'ont pour ainsi dire remis en selle.

Mais les leaders activistes savaient que la simple « plate-forme » de la révolution à faire, la « révolution du 13 mai bafoué » était trop étroite. Les officiers qui pouvaient en être partisans se comptaient sur les doigts de la main. Il fallait donc renouer avec l'armée, malgré les mutations et les « fidélités » gaullistes, sur une base plus large : celle du refus de la politique d'autodétermination, la proclamation si possible de « l'Algérie française ». On trouve là l'échec de la politique du gouvernement devant les refus du F.L.N.

« Nous sommes en train de gagner la guerre et de perdre la pacification », m'a dit un jeune colonel que je rencontrais à dîner chez de vieux amis dans une villa mauresque sur les hauteurs d'Alger. *« La formule peut surprendre mais elle s'impose. Jamais nos succès sur le terrain n'ont été plus probants. Depuis le début du plan Challe, il y a un an, la moitié environ des forces régulières rebelles ont été détruites. Près de 40 « katibas », soit le tiers de l'effectif F.L.N., ont été anéanties. Il ne reste plus que 12 à 15.000 fellagha... »*

« Le hasard des urnes »

Tout en parlant, mon interlocuteur joue avec une mince chaînette. Il a les traits réguliers, son visage même paraîtrait trop fin pour un homme si l'éclat métallique du regard ne le durcissait. Pesant ses mots, il reprend : *« Mais nous n'avons pas les moyens de pousser notre avantage à fond. Il ne s'agit pas d'effectifs mais de politique. La déclaration du 16 septembre a posé le principe que l'on dit intangible de l'autodétermination. C'est-à-dire que nous débouchons sur le vide politique d'abord, sur le hasard des urnes ensuite avec en permanence au-dessus de nos têtes, comme une épée de Damoclès, l'éventualité d'un cessez-le-feu qui, malgré les garanties, reste lourd d'imprévu. Pour vaincre, il faut le dire, nous avons besoin d'une certitude totale à très long terme. Sans elle nous sommes paralysés... »*

On connaissait ces propos dans la bouche des jeunes capitaines ou de théoriciens de la guerre révolutionnaire. Le fait nouveau, c'est qu'ils sont devenus courants dans les états-majors. En s'élevant avec la violence que l'on sait, il y a quelques semaines, contre la déclaration du 16 septembre, le maréchal Juin, qui a à juste titre la réputation de « prendre le vent », reflétait déjà une opinion répandue dans l'armée. Le mouvement n'a fait que grossir, orchestré par les états-majors malgré les fidélités républicaines ou gaullistes de certains chefs. L'effet de la fameuse « tournée des popotes » est totalement annulé. Et le général Massu n'a fait que traduire brutalement les conséquences politiques d'un état de fait, d'une opinion très largement répandue.

« Une révolte morale »

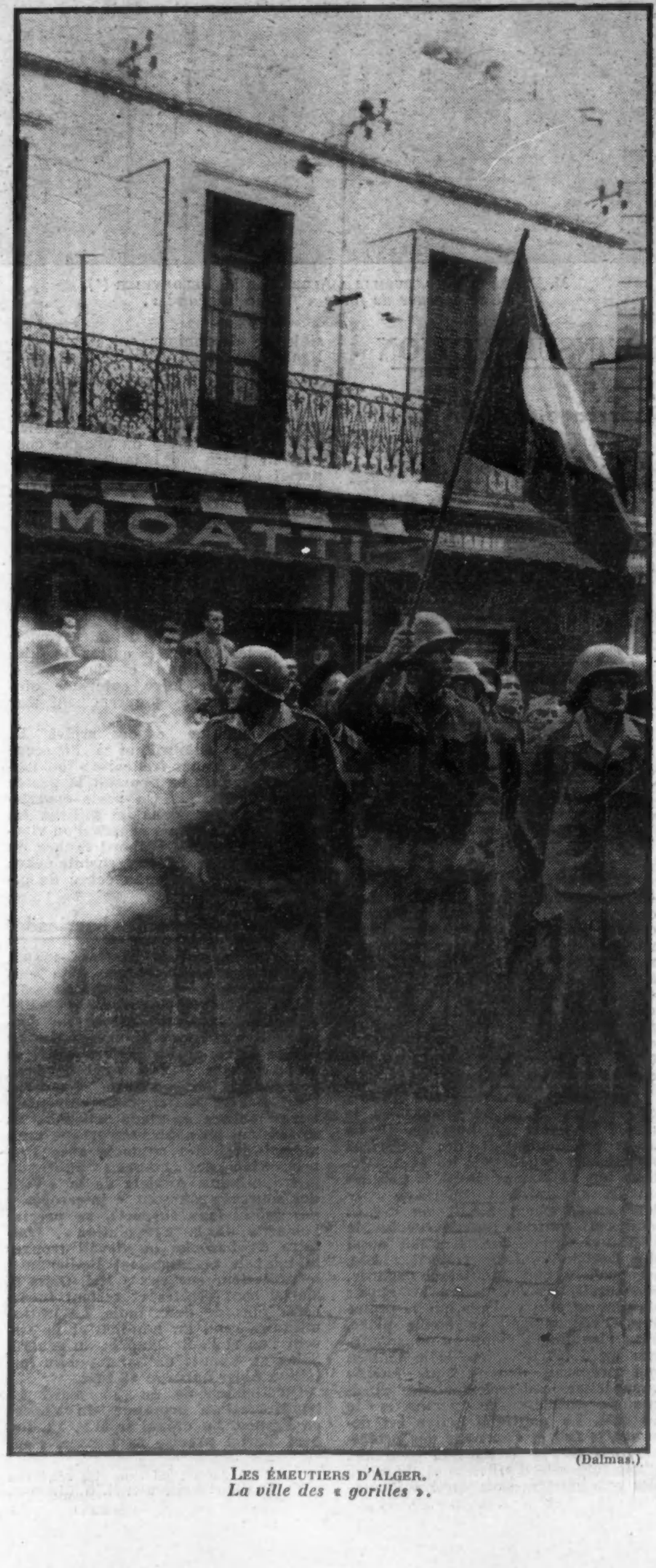
La déclaration du 16 septembre avait surpris l'armée bien qu'elle en connût fragmentairement tous les termes. Seuls tentèrent alors de réagir une poignée d'officiers activistes : ce furent des parlementaires U.N.R. qui firent alors échouer le complot de la mi-octobre, mais tous les hommes purent demeurer en place et les complicités les plus ouvertes subsister. Divisée, sans directives nouvelles, l'armée attendait. Le message du général de Gaulle du 28 octobre lui confirmait officiellement sa mission de pacification et coup sur coup les déclarations de M. Debré, de M. Guillaumat, ministre des Armées, et de M. Delouvrier fixaient les marges étroites du cessez-le-feu, assuraient l'armée de la permanence de sa mission en Algérie. Bref, six semaines à peine après la déclaration du général de Gaulle, celle-ci avait déjà perdu une large partie de sa substance tandis que l'armée se réinstallait dans la guerre.

C'était encore insuffisant : la nature même des combats a fait le reste. Pourchassant les bandes, tentant d'éliminer l'Organisation politico-administrative du F.L.N., l'armée sent que les populations lui échappent toujours. La volonté de victoire, de conquête des âmes s'exaspère. Et il est un point sur lequel d'une manière troublante tout le monde, militaires, musulmans, activistes, voire libéraux, est d'accord dans le privé, sans aucune réticence : un vote libre maintenant ou plus tard, c'est l'indépendance. Faute de croire à l'association, l'armée débouche, devant cette constatation, sur le vide. Bon gré, mal gré, l'équation « autodétermination = indépendance » s'est imposée à toutes les consciences algériennes et européennes. C'est cette équation qui détermine aujourd'hui l'épreuve de force.

L'échec de M. Delouvrier

Car il est faux de parler au sens propre de « malaise » de l'armée. L'armée a bonne conscience, elle a, du moins sur ce point, le sentiment que sa victoire, donc celle de la France, passe par un choix. Il s'agit de ce qu'un officier a appelé devant moi une « révolte morale » devant les conséquences de la politique du général de Gaulle. Est-ce que ce sentiment a gagné, comme on l'affirme à Alger, la quasi-totalité de l'armée ? Il est difficile de le dire. On tient en tout cas pour acquis à Alger que le F.L.N. ayant dit non, la troisième force ayant fait « fiasco », il faut tirer les conclusions de ce double échec et tourner le dos à la politique de l'autodétermination — pour vaincre !

Le général Challe lui-même, fidèle « gaulliste » choisi par de Gaulle pour remplacer Salan et reprendre en main l'armée, a été gagné à cette thèse. D'abord en raison de la « pesée » des jeunes cadres, ensuite pour des raisons techniques. C'est que le plan Challe a deux aspects. Le premier, le plus spectaculaire, a consisté dans de grandes opérations destinées à « casser » les bandes rebelles et à récupérer le plus d'armes possible. Le second consiste à faire prendre par les musulmans eux-mêmes le « relais » de la pacification. Là les difficultés commencent. Bien qu'il existe officiellement plus de 150.000 musulmans combattant soit dans l'armée française, soit dans des unités supplétives, les résultats ne sont pas à la mesure des efforts, tant s'en faut. Dans de multiples communes les conseillers municipaux élus ont pris contact avec les commissaires politiques du F.L.N. Au mieux, les masses se cantonnent dans l'attentisme. Bref l'autodétermination serait un obstacle à l'engagement des musulmans, *« on ne s'engage pas sur un point d'interrogation »*, comme on dit à ce sujet dans les milieux militaires, au moment même où l'on a constaté une sérieuse aggravation de la situation dans la région de l'Ouarsenis que l'on croyait pacifiée, et même aux fortes d'Alger dans la plaine de la Mitidja.



(Dalmas.)

LES ÉMEUTIERS D'ALGER.
La ville des « gorilles ».

Cela est apparu d'une manière éclatante ces dernières semaines. En moins d'un mois une vingtaine d'agriculteurs ont été assassinés. La région, dégarnie des troupes qui y stationnaient et qui ont été utilisées dans les grandes opérations, est en proie à un nouveau pourrissement. Pendant quelques jours ce fut la panique. Les autorités militaires durent intervenir avec insistance pour que des villages entiers ne se replient pas sur Alger. Au même moment la recrudescence des meurtres et de l'émotion provoquait une exploitation politique par les mouvements activistes : appel aux armes, tracts quasi insurrectionnels, manifestes incendiaires, tout se déroulait au grand jour. Brusquement les préoccupations tactiques et morales de l'armée recoupaient les objectifs purement politiques des activistes. Pendant plusieurs jours l'insurrection est restée verbale mais elle était déjà ouverte. Au moment même où M. Delouvrier était déjà dans l'incapacité d'intervenir.

C'est un fait que l. délégué général du gouvernement n'a pas pu ou n'a pas su s'imposer à Alger. La réalité du pouvoir lui avait échappé. La dégradation a été lente mais continue. On l'a vu en particulier à propos des camps de regroupement. M. Delouvrier s'était engagé il y a plusieurs mois, publiquement, à ne plus accepter de création de camps sans son autorisation formelle. Les regroupements ont continué en fonction des opérations. Officiellement il y a actuellement un million trois cent mille regroupés. Le chiffre réel pourtant ne serait pas loin de deux millions. La plupart du temps, les litiges entre pouvoir civil et pouvoir militaire se sont réglés au profit de l'armée. Cela a très bien marché tant que le délégué du gouvernement et le général Challe ont eu des conceptions voisines. Mais il y a environ deux mois, les rapports entre les deux hommes se sont considérablement détériorés. M. Delouvrier a été contraint à plusieurs reprises de mettre sa démission dans la balance pour imposer son point de vue au commandant en chef des forces d'Algérie, notamment quand le général Challe a voulu armer dans tous les villages des milices officielles européennes qui se seraient substituées sur place aux forces de l'ordre. Au fur et à mesure que les conceptions politiques sur l'Algérie ont divergé, M. Delouvrier s'est trouvé écarté du contrôle réel de la situation, en dehors des tâches économiques, et des véritables leviers de commande.

La minorité agissante

Entre les deux hommes le fossé est considérable. Le premier entend appliquer en Algérie la politique de la France, définie en fonction de ses responsabilités nationales et internationales. Le second entend, en raison des nécessités de la pacification, que la France ait d'abord la politique propre à remporter sa guerre, envers et contre tout, envers et contre tous. En fait, au fur et à mesure que les jours ont passé, les élus algériens et les activistes ont exprimé, malgré leurs outrances, les points de vue techniques de l'armée, ou tout au moins ils ont semblé, comme au temps de M. Lacoste, pousser au choix d'une politique qui finalement servait les propres objectifs militaires.

C'est à ce moment que les liens se sont resserrés, qu'ils ont pris plutôt une autre nature. M. Delouvrier avait tenté de se débarrasser des têtes activistes, des dirigeants les plus durs. Les listes existent toujours et portent les noms des actuels insurgés. Mais, selon ce que j'ai appris à Alger, c'est

Tout le nettoyage
pour tous locaux commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
MAR. 47-60 et 61
"L'IMPECCABLE"
101 RUE DES MOINES - PARIS 17

L'EMBLEME DU « FRONT NATIONAL FRANÇAIS » DANS LES RUES D'ALGER.
« La croix celtique, c'est beaucoup plus ancien que la croix gammée. »

(A.P.)

M. Debré qui s'y est toujours opposé avec la plus grande fermeté, le général de Gaulle ne tranchant pas.

Que fallait-il faire ? On suggéra de « déléguer » certains officiers auprès des ultras, à charge pour eux de les surveiller, de les tempérer, de les freiner. Sont-ils restés des « freins », sont-ils devenus au fur et à mesure des « moteurs » ? Toujours est-il que les activistes étaient persuadés que le moment venu, ils auraient l'armée avec eux, à condition de garder la tête froide, de se garder de toute « provocation », de s'organiser enfin pour ne pas « manquer le coche ». Leur « minorité agissante » saurait entraîner la masse indifférente et passive pour passer à l'action. En fait on a vu au balcon d'Ortiz le colonel Garde, chef de l'action psychologique et créateur de l'Union des territoriaux et des harkis d'Algérie, et plusieurs officiers de l'état-major du général Massu, dont personne n'ignorait qu'ils étaient depuis longtemps en liaison avec les activistes. C'est d'eux qu'un des meilleurs observateurs algérois disait : *« Ils sont comme les terroristes qui ont entre les mains une bombe réglée à heure fixe. Ils savent qu'elle éclatera mais ignorent où la poser. »*

Le signal

La « bombe » devait éclater dans la nuit de mercredi à jeudi derniers, c'est-à-dire la veille de la conférence réunie à Paris par le général de Gaulle. Un feu vert devait venir de Paris. Il n'est pas venu. Que devait-il se passer ? Selon certaines sources, les groupes organisés de M. Ortiz devaient occuper la poste et la radio, bref, alors qu'Alger était vide, créer une situation de fait : les généraux présents à Paris se seraient alors trouvés en position de « négocier » avec de Gaulle un aménagement de la politique d'autodétermination. Sans que le sang coule, le Président de la République se serait trouvé en face de la « réalité algérienne » et des revendications technico-politiques de l'armée exprimées par ses chefs, les foules étant appelées après coup, pour entériner dans l'enthousiasme.

Est-ce le retentissement donné à l'affaire Massu qui changea le « timing » prévu ? Il est difficile de le dire. Une chose au moins est sûre : la révélation de l'interview accordée par le général Massu apparut à la Délégation générale comme le « signal » d'une épreuve de force que l'on n'avait pas voulue et à laquelle, sur place, on était incapable de faire face.

Il semble au contraire que ce soit cette publication qui ait bouleversé certains plans. La violence de la réaction du général de Gaulle, le fait que le général Massu était relevé de son commandement, créaient une situation nouvelle. C'est alors que l'on parla de « machination ». Et les activistes prirent peur. Des « gorilles » n'avaient-ils pas monté toute l'opération pour se débarrasser de Massu, ensuite des activistes eux-mêmes ? Si M. Delouvrier rentrait à Alger, en ayant le temps de souffler, n'allait-il pas profiter de ce que certaines batteries aient été dévoilées pour arrêter quelques têtes, voire désarmer les groupes ?

La revendication

La grève de samedi, la manifestation de dimanche étaient désormais lancées. Mais le contexte était changé. Le général Crépin s'était installé dans le bureau du général Massu, coiffant par là même son état-major. Le général Challe rentrait en ayant obtenu des assurances sur la réforme de la justice en Algérie. Bref les « contacts » militaires n'étaient plus les mêmes. Il fallait pourtant, pour les activistes, que la manifestation aboutisse. Elle pouvait aboutir de deux façons. D'abord que l'armée s'engage, en quelque sorte, à froid. *« Il faut que nous soyons* 100.000, clamait un orateur, *quand nous serons* 100.000, *l'armée sera avec nous. »* 20 à 30.000 personnes seulement se pressaient sur le plateau des Glières. L'armée ne bougeait pas. Il restait l'insurrection. Hasard, fatalité ? Après les premiers coups de feu — et ç'aurait été un miracle que de milliers d'hommes en armes, Européens, U.T., service d'ordre, il n'en partît aucun — les dés étaient irrémédiablement jetés. Les pouvoirs publics, en temporisant, malgré les déclarations fermes du général Challe et la proclamation de l'état de siège, les activistes, en tenant, bouleversaient l'échiquier politique. En fait ils posaient à chaud, en face de l'Etat, une revendication commune à une large partie de l'armée et aux Européens d'Algérie, celle-là même qu'avait exprimée le général Massu. Et plus personne ne semble se préoccuper de ce que les musulmans soient absents de cet affrontement.

CLAUDE KRIEF.

LE DIAGNOSTIC

Le rapport Kempski

● ***C'est un journaliste allemand, Ulrich Kempski (1) qui, en interviewant le général Massu, a servi de détonateur involontaire. M. Kempski, un des observateurs les plus lucides de la presse étrangère, a ramené d'Algérie une étude sobre et précise dont « L'Express » s'est assuré l'exclusivité.***

LE lieutenant Lepers ne peut cacher son inquiétude. Il me fait l'impression d'un instituteur interrogeant son plus brillant élève devant l'inspecteur, sans être tout à fait certain que la réponse correspondra à ses espoirs. Le lieutenant Lepers vient de me présenter sa garde du corps, qui se compose de douze soldats algériens, les morazni, habillés d'uniformes français défraîchis, et dont l'aspect inquiétant est accusé par la mitraillette qu'ils portent en bandoulière. Il a appelé l'un d'eux, un jeune homme au visage dur, qui est venu se placer devant lui. Brusquement il l'interroge : *« Que ferais-tu si, par hasard, je devais vous quitter ? »*

L'Arabe répond sans hésiter : *« Je tuerais autant de gens du F.L.N. que possible et puis j'irais en France. »*

Le lieutenant Lepers me regarde triomphant, sans dire un mot. Il croit avoir confirmé ce qu'il m'avait expliqué peu de temps auparavant. Selon lui, l'armée française ne pourra jamais quitter l'Algérie car elle doit protéger les musulmans qui ont pris ouvertement le parti de la France. Ce point de vue, évidemment, n'est que celui d'un responsable local : Lepers est le chef des S.A.S de Sidi-Naman, qui se trouve en bordure des monts de Kabylie. Les officiers S.A.S. ne portent pas d'armes parce qu'ils veulent inspirer confiance aux Arabes. Ils créent des écoles, des hôpitaux, amènent des câbles d'électricité et des tuyaux d'irrigation. Les officiers S.A.S. sont des idéalistes qui seraient inaptes à leur travail s'ils avaient le moindre doute sur le droit moral de la France dans cette guerre.

Des promesses

La masse des soldats français doit être considérée sous un autre aspect. Pourtant la scène qui s'est déroulée entre Lepers et ses morazni reflète un problème qui se pose à tous les officiers et sous-officiers de l'armée. Chacun d'eux s'est engagé vis-à-vis des musulmans qui collaborent avec la France à ne jamais les abandonner à la vengeance du F.L.N. Il se peut qu'au début ces promesses aient été faites à la légère, mais leur répétition constante a cependant créé des liens profonds et personnels qui expliquent, à côté, bien entendu, des raisons politiques supérieures, la décision de l'armée de saboter tout projet venant de Paris qui impliquerait un parjure de l'armée.

Cet engagement personnel est un résultat du 13 mai. A cette époque, l'armée a ajouté à ses pouvoirs militaires tous les pouvoirs civils. C'est

→

(1) Hans Ulrich Kempski, 38 ans, est depuis dix ans reporter en chef de la « Süddeutsche Zeitung ». Il a voyagé dans le monde entier. Il a interviewé le premier ministre chinois, M. Chou En-Lai, ainsi que M. Krouchtchev. Ce dernier lui a déclaré, au mois de décembre 1958, en pleine crise berlinoise, dans une interview qui a fait le tour du monde, que l'U.R.S.S. serait prête à intervenir avec des fusées si les Américains tentaient une percée militaire vers Berlin. Il est marié avec une journaliste, a deux fils, était parachutiste pendant la guerre, mais préfère aujourd'hui la pêche et les autos de sport. Plusieurs journaux allemands ont dit de lui qu'il est actuellement le meilleur reporter allemand.

GANTS — TETINES
"OLLA"
marque mondiale sans rivale.
TOUTES PHARMACIES

parmi ses membres qu'on choisit le commandant en chef et le préfet, le bourreau et l'officier d'Etat civil, le patrouilleur et le médecin. L'armée livre les batailles et organise les élections. Abstraction faite des 50.000 hommes constituant les troupes d'élite, l'armée française en Algérie est divisée en petites unités, commandées souvent par un sergent appelé à prendre des décisions dépassant sa compétence. Dans ces conditions, il m'est difficile de contredire le jeune homme qui m'explique : *« Je dois souvent me décider en quelques secondes. Il m'est impossible de téléphoner à Paris pour me renseigner sur le dernier développement de la situation internationale. »*

La politisation de l'armée n'est donc pas étonnante. J'ai fait la connaissance d'une de ses têtes politiques, le général Jacques Faure. Il réside à Tizi-Ouzou, 10.000 habitants, capitale de la Kabylie où est née la lutte pour l'indépendance algérienne. Comme tous les chefs importants de ce pays, il porte sur sa poitrine, au-dessus de sa poche droite, l'insigne des parachutistes. Au cours de l'entretien, le général Faure a décliné d'envisager même une solution politique du problème algérien résultant de négociations avec le F.L.N. Pour lui, il n'existe qu'une possibilité : l'intégration complète de l'Algérie à la France, c'est-à-dire la capitulation militaire totale du F.L.N. Ses liens étroits avec les extrémistes de droite lui ont valu une condamnation aux arrêts de forteresse sous la IVe République. On prétend à Alger que le Président de Gaulle aimerait voir le général Faure derrière les murs d'une prison.

Un affront personnel

Une figure comme celle du général Faure pose le problème suivant : qui sont les chefs auxquels le général de Gaulle peut faire une confiance absolue ? Il m'est impossible de donner une réponse sûre à cette question. On dit que les généraux Gambiez et Ollié qui exercent la fonction de super-préfets d'Oran et de Constantine sont des gaullistes loyaux, sans arrière-pensée. Il est vrai qu'on disait la même chose, il y a une semaine à peine, du général Massu, super-préfet d'Alger. Je ne peux affirmer qu'un fait : de Gaulle a réussi à démanteler l'organisation militaire du 13 mai. Des officiers d'état-major qui s'étaient signalés par leur activité dans les Comités de salut public ont été déplacés sur le front, près de la frontière tunisienne. D'autres se trouvent en France ou en Afrique centrale.

Cette réorganisation a entraîné le déplacement de 4.000 officiers. Le couronnement symbolique de ces mutations a été le remplacement de l'ancien commandant en chef, le général Salan, qui exerce maintenant les fonctions de gouverneur militaire de Paris.

Des principaux animateurs du 13 mai, il ne restait plus à Alger que le général Massu et le colonel des parachutistes Godard. Le gouvernement de Paris n'avait pas cru pouvoir renoncer à ces deux hommes. Je ne puis parler qu'avec des superlatifs du prestige dont jouit le général Massu auprès de ses troupes et de la population française d'Alger. En le révoquant, de Gaulle a renversé le mouvement. Une solution du problème algérien a été rendue plus difficile par ce rappel, car les Français d'Algérie interprètent cette mesure disciplinaire comme un affront qui les vise directement. Cette révocation ne saurait que renforcer les rangs des extrémistes, toujours prêts à l'insurrection, au détriment des éléments relativement modérés.

Toute la police

Le colonel Godard est un personnage assez mystérieux. Compagnon de lutte de Massu, il a « pacifié » sans pitié la ville d'Alger. Plus tard, il a occupé les fonctions de chef de la Sécurité, ce qui n'a pas manqué de laisser des traces sur cet officier droit, le transformant en un policier dont personne ne sait plus quel côté il choisirait en cas de coup dur. Parlant à des journalistes français sur son rôle pendant les journées du 13 mai, Godard a dit : *« J'avais toutes les peines du monde à pousser Salan et à freiner Massu. »* Aujourd'hui, il con-

(Agip.)

LE COLONEL GODARD.
Malgré 4.000 mutations.

trôle la police de toute l'Algérie, ce qui n'est guère rassurant pour de Gaulle.

La grande majorité des officiers supérieurs considèrent que la politique algérienne de de Gaulle a échoué. Ils estiment que le plan de Constantine et l'autodétermination ne constituent plus un programme pouvant conduire au succès.

L'armée française a le sentiment de se trouver dans un vide qu'elle aimerait remplir par la guerre totale, mais Paris s'oppose à ce projet. Les officiers ont l'impression d'être trompés et j'entends toujours le même mot amer : *« De Gaulle nous a eus »*.

Les musulmans des grandes villes, dont une partie désirent des liens étroits avec la France, sont également déçus par de Gaulle. Le Président de la République se trompe lorsqu'il prétend être le seul homme auquel les musulmans fassent confiance. Ils l'estiment, parfois même ils le vénèrent, mais ils n'ont plus confiance en lui parce qu'il n'a pas su rétablir la paix. En parlant de lui, les Arabes disent toujours : *« C'est un homme bon, mais il est faible »*.

Le peu de résultats du plan de Constantine n'a eu pour effet que de renforcer la mystique de l'autodétermination. Celle-ci est aujourd'hui réclamée par le F.L.N. et les Français d'Algérie ne parlent que d'elle, ajoutant toutefois qu'elle n'aura lieu que *« par-dessus nos cadavres »*. Le F.L.N. ne saurait imaginer une propagande plus efficace, et je comprends presque ce spécialiste de la guerre psychologique qui, totalement désemparé, m'a posé la question : *« Que pouvons-nous opposer à cela ? Quelle réponse pouvons-nous faire ? »*

Tout cela ne suffit pourtant pas à expliquer les divergences presque insurmontables entre le gouvernement et les généraux. Il faut y ajouter le fait que l'armée, après cinq ans de guerre contre les partisans et sa victoire sur la IVe République, s'est forgé une idéologie propre. Les officiers des troupes d'élite expliquent inlassablement à leurs soldats qu'ils représentent ici les derniers hommes prêts à la lutte et dont la mission est de défendre l'Europe contre le bolchevisme. L'armature intellectuelle de cet enseignement est empruntée au catholicisme « intégriste » de droite. Cette évolution n'a rien à voir avec un simple effort de propagande destiné à masquer une attitude colonialiste. Il s'agit de la mutation structurelle d'une armée classique dont les cadres se transforment en militants d'un ordre occidental que la raison d'Etat ne saurait longtemps freiner.

Il n'est pas dans mon intention de dramatiser ces observations et ces informations. Il me semble cependant utile d'en prendre acte à un moment où certains officiers commencent à s'habituer, au cours de leurs conversations nocturnes, à l'idée que dans le pire des cas, on pourrait tirer non seulement sur des musulmans, mais aussi sur des compatriotes.

Au son des clarinettes

Joseph Ortiz fait une grimace de mépris en évoquant les événements du 13 mai. Il fut à cette époque l'un des sept membres du Comité Révolutionnaire secret qui avait préparé le putsch. Rétrospectivement toutefois, il me présente les événements d'alors avec une certaine condescendance.

« Cette nuit-là, dit-il, *même vous, auriez pu devenir membre du Comité de salut public. Il aurait suffi que, par hasard, vous vous promeniez dans l'immeuble du Gouvernement général. On accueillait à bras ouverts tous ceux qui acceptaient de coopérer avec les insurgés. Cette nuit-là,* ajoute Ortiz, *je me suis couché, heureux de notre victoire. »*

Et il lève ses lourdes mains velues avec une expression qui, mieux que des paroles, traduit la déception que lui ont causée les événements intervenus depuis mai 1958.

Depuis dimanche dernier, Ortiz s'est acquis une célébrité mondiale comme chef de la nouvelle insurrection des Français d'Algérie. Il y a une semaine seulement que je l'ai rencontré à Alger. J'étais allé le voir car Ortiz me semblait être la personnalité la plus importante de tous les meneurs antigaullistes d'Algérie. Il s'est présenté à moi en compagnie de deux jeunes gens à la mine farouche qui, flanquant leur chef, conservaient leur air renfrogné et leur silence même lorsqu'il nous arrivait, à Ortiz et à moi, d'éclater de rire. Car Ortiz rit volontiers. Il a 42 ans et possède un bistrot près du Forum d'Alger. Rien qu'à voir sa carrure athlétique, on peut deviner que cet homme aux paroles violentes est aussi capable de passer aux actes.

L'organisation que dirige Ortiz s'intitule F.N.F., Front National Français. Il prétend contrôler 14.000 adhérents qui auraient tous reçu une formation militaire et des armes. Il dit : *« Nous sommes des Français, résolus à mourir au besoin sur le sol français, dussions-nous combattre contre le gouvernement. »*

Le F.N.F. est coiffé par un directoire, « *mais,* dit Ortiz, *c'est moi qui décide* ». Lui-même et ses acolytes portent à leur revers un insigne bleu ciel, avec les lettres F.N.F. et en dessous une croix celtique. Ortiz se refuse à commenter la signification de cet emblème que l'on retrouve dans les quartiers périphériques de la ville, à côté des slogans antigaullistes couvrant les murailles. Ortiz remarque simplement :

« La croix celtique, c'est beaucoup plus ancien que la croix gammée. »

Il serait assurément simpliste de ne considérer Ortiz et ceux qui le suivent que comme une poignée de fascistes. Il me semble plus juste de les qualifier d'extrémistes de droite, aux idées politiques très désordonnées et qui ne cherchent d'ailleurs pas à faire de la politique dans le sens traditionnel du mot. Leur but principal est la formation de corps francs pour défendre leur patrie. Il est évident que leurs unités ressemblent aux formations de combat fascistes. Je dois avouer ne pas m'être senti très à l'aise lorsque Ortiz m'a déclaré :

« Vous auriez dû voir comment ça s'est passé en mai 1958 ; il y avait là une foule folklorique qui dansait au Forum au son des clarinettes. La prochaine fois ça se passera autrement, quand je m'amènerai avec mes formations bien disciplinées. »

Un mélange explosif

Un grand nombre d'organisations paramilitaires ou extrémistes se sont formées durant les derniers mois. Elles ont pris la relève des partis français traditionnels pour lesquels l'Algérie a d'ailleurs toujours été un terrain peu fertile et dont on se méfie ici, surtout depuis que ces partis se sont plus ou moins alignés sur de Gaulle. Chacune des organisations extrémistes ne compte qu'un petit nombre d'adhérents. Leurs dirigeants sont engagés dans des rivalités personnelles, et certains regroupements, annoncés à grand bruit, ne survivent pas à leur assemblée constitutive. Mais tout cela ne doit pas faire croire que les ultras ne sont qu'une minorité en marge. En fait, ils jouissent de la sympathie et de la collaboration d'environ 80 % des Français d'Algérie, au nombre d'environ un million. Tous ne sont évidemment pas structurés comme le groupe d'Ortiz, mais en dépit de toutes les rivalités et discussions, les hommes sont d'accord sur un point : l'Algérie doit rester pour l'éternité partie intégrante de la métropole.

Il n'y a pas place en ces journées agitées pour des conceptions libérales ou modérées. Il existe naturellement des forces hostiles aux ultras, mais elles ne peuvent pas, présentement, se manifester. Tous les journaux du pays donnent leur appui aux extrémistes de droite. A cela il faut ajouter que l'émigration de nombreux Italiens et Espagnols a formé en Afrique du Nord un mélange populaire particulièrement explosif et qui, de plus, se sent supérieur aux Français métropolitains. Comme le dit Ortiz :

« En France, les gens sont rassasiés et ramollis. Chez nous c'est différent ; nous sommes plus progressistes, et vous savez sûrement qu'aux heures décisives de l'histoire il suf-

LA BARRICADE

fit d'une minorité active pour provoquer un changement. »

La même idée se retrouve sous une forme plus polie chez l'idéologue des ultras qu'est le docteur Bernard Lefèvre. Il prophétise :

« *Si la politique gaulliste continue dans la même voie, elle conduira à la perte de l'Algérie et à son indépendance sous la coupe des rebelles.* »

Le modèle sud-africain

Le Dr Lefèvre, auquel la politique ne laisse plus guère de temps pour soigner ses malades, ne craint pas de reconnaître ouvertement ce que beaucoup d'ultras pensent en secret :

« *En coopération avec l'armée, nous prendrons le pouvoir dès que de Gaulle ouvrira des négociations politiques avec les fellagha. Après quoi nous nous emparerons du pouvoir à Paris. Nous fonderons un Etat corporatif qui n'a rien à faire avec le fascisme, un Etat corporatif dont la base sera notre religion chrétienne.* »

Les chefs des ultras envisagent également une autre solution que la conquête de Paris : la sécession et la formation d'un Etat algérien copié sur le modèle de l'Union Sud-Africaine. Ces idées peuvent paraître irréelles mais elles existent. Elles ne sont pas exprimées parce qu'on les juge encore inopportunes. Fernand Feral, assureur et chef d'une organisation clandestine importante dont les cadres se composent de spécialistes techniques et intellectuels chargés d'occuper les positions-clefs en cas de troubles, a osé me poser la question suivante : « *Croyez-vous que nous pourrions compter, dans certaine éventualité, sur le soutien de l'Allemagne ?* » Je lui ai demandé à quel genre de soutien il pensait et il m'a répondu : « *Un soutien en armes et surtout en hommes.* » Inutile de lui demander ce qu'il entend par « certaine éventualité ». Pour les ultras, cette formule signifie la guerre civile.

Tous ces plans naïfs et confus des Français d'Algérie se basent sur le même mobile : un million d'Européens refusent de perdre leur patrie et leurs privilèges. Il ne fait aucun doute pour eux que leur existence sera ruinée dès que les musulmans procéderont à cette « autodétermination » que de Gaulle leur a promise. Cette certitude est confirmée par les événements du Maroc et de Tunisie. Les Français de ces deux pays qui n'ont pas rejoint la France n'ont pas obtenu jusqu'à aujourd'hui les dédommagements promis. Mais les Français d'Algérie ne défendent pas seulement leur fortune. On compte parmi eux environ deux cents grands propriétaires richissimes et le nombre des colons ne dépasse pas 25.000. La masse des Français d'Algérie vit dans les villes et se compose en grande majorité de petits blancs. Ces petits blancs sont les plus extrémistes.

Je leur ai demandé s'il ne valait pas mieux prévoir une émigration en France. Même lorsque j'ai signalé que l'Allemagne occidentale avait réussi à incorporer et à faire travailler dix millions de réfugiés, on m'a toujours donné la même réponse: « *Nous ne céderons pas.* » Il ne s'agit pas seulement de mots en l'air mais d'une assurance basée sur la certitude de pouvoir se servir de la violence.

L'interview Massu

Les ultras disposent d'armes provenant de l'armée qui suffiraient, d'après des estimations modestes, à équiper deux régiments. Les territoriaux, composés de Français d'Algérie, comptent 120.000 hommes. Ils dépendent du commandement militaire mais il est significatif qu'ils aient refusé pendant six mois de désarmer leur unité blindée, comme de Gaulle leur en avait donné l'ordre. Lorsque cet ordre a été renouvelé, il y a quelques jours à peine, les officiers ont fait disparaître tous les papiers personnels et tous les documents concernant cette unité, de telle sorte que celle-ci reste intacte.

Il ne faut pas oublier que les ultras activistes ne se composent pas uniquement de fanatiques myopes et de rouspéteurs. Derrière les extrémistes se trouvent tous les étudiants du pays auxquels les professeurs ont donné l'exemple. Le professeur Michaux, porte-parole de l'organisation de tous les mouvements nationaux, a qualifié la fondation de la V^e République « *d'erreur tragique* ». Le professeur Lambert, maire d'Alger-centre, fait partie du même groupe. Les représentants les plus qualifiés de ce groupe en France sont le colonel Thomazo et surtout l'ex-général Chassin dont on prétend, au moins à Alger, qu'il a préparé dans le Midi de la France un maquis en cas d'événements graves.

Toute la stratégie des Français d'Algérie a été cependant contrariée à la suite de mon interview avec le général Massu. Les événements ont dépassé aussi bien les ultras que l'armée. Personne n'était préparé pour le mois de janvier à une insurrection ou même à un simple refus d'obéissance. Cette insurrection n'aurait eu de sens que lorsque la métropole elle-même aurait compris que la politique algérienne du général de Gaulle avait échoué. Même Ortiz m'a dit : « *Nous avons besoin d'un temps de battement.* »

Un combat sur trois fronts

Je sais que le gouvernement français ne sous-estime pas le danger des organisations ultras. Il existe à Alger une liste comprenant le nom de tous ceux qui devraient être arrêtés en cas de trouble. Joseph Ortiz se trouve sur cette liste. Cependant, aucun des chefs n'a été arrêté et, dimanche dernier, le commandant en chef, le général Challe, a reçu Ortiz à son quartier général et il l'a laissé partir en homme libre. Tous ces événements rendent évidente l'incertitude des fronts en Algérie.

Les plans du chef du F.N.F., Ortiz, prévoyaient une autre date. Il m'a dit avant que nous ne nous séparions : « *Cette année verra des événements. Je crois que nous y serons d'ici trois mois.* » Il dit ça sans aucune hésitation comme s'il avait un calendrier où un des jours d'avril est déjà marqué d'une croix, un de ces jours d'avril où de Gaulle se trouvera à Washington. Je demande : « *Que fera l'armée ?* »

Ortiz répond : « *Je ne suis pas sûr. En ce qui nous concerne, nous agirons et nous ferons notre devoir quoi qu'il advienne.* »

Après avoir fait, ensuite, le point sur le F.L.N., M. Kempski conclut ainsi son enquête :

Cette situation fait comprendre la position presque sans espoir de de Gaulle dans la question algérienne. Il mène un combat sur trois fronts : contre l'armée, qui ne veut pas quitter l'Algérie, même après sa promesse d'autodétermination : il combat contre les colons européens qui répondront à chaque politique d'abandon avec la guerre civile ; et finalement, il lutte contre une rébellion soutenue par tout le monde arabe qui refuse tout compromis établi sur la base d'une demi-liberté ou du système colonial. Si nous envisageons tous ces problèmes, les conditions actuelles interdisent à de Gaulle toute solution du problème algérien. Je n'ai d'ailleurs rencontré en Algérie personne qui aurait été assez léger pour offrir une solution certaine.

ULRICH KEMPSKI.

(*Copyright « L'Express » et « Mondial Press ».*)

NOS SOLDES

MANTEAUX

Castorette, Colombia, Antilope . . . Valeur ~~20.000~~ Soldé 6.000 - 60 NF

Toscane, Kalgan, Opossum allongé . . . . Valeur ~~55.000~~ Soldé 26.000-260 NF

Astrakan Morceaux belle qualité, Astrakan pleines peaux Valeur ~~130.000~~ Soldé 70.000-700 NF

Astrakan pleines peaux qualité ordinaire Pattes Astrakan Sacrifié 35.000-350 NF

VESTES

Agneau de Mongolie, Kid noir . . . . Soldé 3.800 - 38 NF

Yémen pleines peaux, Mouton Doré bandes, Agneau de Bombay . . . . Soldé 7.500 - 75 NF

VESTES CUIR VÉRITABLE toutes couleurs Valeur ~~23.000~~ Soldé 10.000-100 NF

Collets-Echarpes Cravates-Toques Manchons

Agneau des Indes, Putois Phoque, Skungs, Ventre de Petit Gris

1.800 - 18 NF

SÉRIE EXTRAORDINAIRE DE MANTEAUX ET VESTES soldés en ASTRAKAN-SKUNGS-RAT D'AMERIQUE - CASTOR QUEUES de VISON, etc, etc...

FACILITÉS DE PAIEMENT

FOURRURES DU NORD

115-117 RUE LAFAYETTE PARIS

Exclusif : un document d'actualité

SECRETS D'ETAT

par J.-R. TOURNOUX

« Et si on vous donnait deux bombes atomiques pour Dien-Bien-Phu ? » C'est sur cette suggestion faite à Paris en mars 1954, par M. Foster Dulles à M. Georges Bidault, que se terminait dans notre précédent numéro le premier chapitre de « Secrets d'Etat » (1).

J.-R. Tournoux, observateur admirablement renseigné, apportait un certain nombre de révélations inédites sur la guerre d'Indochine. Ses positions politiques ne sont pas les nôtres. Mais il ne s'agit pas ici d'opinion. Il s'agit de faits. J.-R. Tournoux continue cette semaine, reconstituant à travers les informations qu'il livre, non des événements que chacun connaît, mais la trame secrète des délibérations, des rapports, des conjurations, des organisations clandestines, qui ont fait l'histoire depuis 1954 jusqu'à ces derniers jours.

Il faut la connaître, comme il faut connaître les propos tenus dans le privé, au jour le jour, par le général de Gaulle, pour comprendre et apprécier les événements qui se déroulent aujourd'hui.

Voici la suite du récit de J.-R. Tournoux.

(1) Plon.

● Le « coup de la peur »

(A. P.)

UN PORTE-AVIONS U.S.
« Il est possible de presser le bouton dans les 6 heures. »

AU Quai d'Orsay, M. Georges Bidault sursaute, croit avoir mal entendu :

« Et si on vous donnait deux bombes atomiques pour sauver Dien-Bien-Phu ? »

L'homme qui parle est Foster Dulles. Debout, les deux ministres s'entretiennent dans l'embrasure d'une fenêtre.

« Des bombes atomiques ? Mais on détruirait la garnison en même temps que les Viets ! », réplique, dans l'instant, M. Georges Bidault.

La grande taille un peu voûtée, visage sec, menton carré, regard vitreux, le secrétaire d'Etat lance ce sensationnel projet, *proprio motu* : il passera ensuite par des phases diverses, sous des influences contradictoires, mais, à cette date, il répète :

« Nous n'accepterons plus la moindre progression du communisme dans l'Asie du Sud. C'est fini, et bien fini. Si nous ne mettons pas le cran d'arrêt tout de suite, et par tous les moyens, nous serons balayés. »

Le dimanche 4 avril, le général Ely descend de l'avion à Villacoublay, de retour des Etats-Unis. Le chef d'état-major général se précipite à l'Hôtel Matignon et présente à M. J. Laniel un compte rendu si important de ses conversations que le président du Conseil réunit, sur-le-champ, le conseil des ministres.

Les ministres prennent connaissance du rapport Ely :

« Le Pentagone est disposé à proposer l'intervention immédiate de l'aviation lourde. Une réponse rapide de notre part est demandée. Il est possible de presser sur le bouton dans les six heures. »

Convoqué sans délai, l'ambassadeur Dillon transmet au Département d'Etat une demande officielle *« d'éclaircissements »*. Les consultations techniques et diplomatiques sont ouvertes. Les généraux Gruenther et Norstad sont alertés. A Hanoï, au P.C. du général Cogny, le commandant de la base stratégique de Manille vient faire une reconnaissance sur cartes. L'amiral commandant l'escadre de porte-avions U.S. survole, de nuit, Dien-Bien-Phu avec son état-major.

Résultat des études : 300 chasseurs bombardiers, décollant des porte-avions, et 60 bombardiers lourds, venant des Philippines, seront capables de dérouler un « tapis de bombes » de 2.000 kilos (les appareils français, nettement insuffisants, n'utilisent que des bombes de 500 kilos). Les lignes de ravitaillement du Vietminh, en particulier les centres logistiques, seront écrasés par deux passages quotidiens des escadres.

Les appareils porteront-ils la cocarde tricolore ?

Le gouvernement Laniel le demande et suggère de fournir les équipages. Mais les Américains considèrent que la majorité des pilotes français est mal entraînée à voler sur ce matériel. On s'oriente vers un compromis : couleurs françaises, équipages américains.

A Washington, le lobby « chinois », l'équipe politico-militaire qui estime qu'il faudra en finir, tôt ou tard, avec la Chine communiste, approuve l'idée. M. Dulles s'y rallie, lui qui a affirmé naguère :

« Il faut savoir aller jusqu'au seuil de la guerre pour sauver la paix mondiale. Il existe une loi naturelle, elle n'a pas été créée par l'homme, elle décide de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas. » M. Nixon, vice-président des Etats-Unis, rejoint la perspective de M. Dulles.

Au Pentagone, le comité des chefs d'état-major délibère : Radford le marin se prononce « pour », Twining l'aviateur se joint à lui, Ridgway le terrestre : plutôt hostile.

Tout a été révélé peu à peu sur cette opération « Vautour ». Mais à côté de la négociation secrète, subsiste le mystère d'une négociation ultra-secrète : à l'intervention par armes classiques est lié un projet d'intervention par armes atomiques.

A la vérité, personne n'envisage, de sang-froid, de lâcher la bombe A ou la bombe H sur l'Indochine. L'idée est de réserver aux Chinois ravitailleurs des Viets, et derrière les Chinois, à Moscou, alliée de Pékin, « le coup de la peur ».

En 1954, les savants américains ont franchi une nouvelle étape dans la domestication de l'atome en « miniaturisant » les armes nucléaires. La panoplie comprend maintenant, outre les grandes bombes stratégiques, les petites bombes tactiques « de poche »,

● Une ligne Maginot de la leucémie

DEUX porte-avions U.S. mouillent, comme par hasard, au large d'Haïphong.

Que recèlent leurs flancs ? Voilà la question qu'il serait intéressant d'amener le camp communiste à se poser. En Corée, le sous-entendu atomique a produit son effet. Pourquoi ne pas utiliser la menace en Indochine ?

Ceux des experts franco-américains qui défendent l'opération affirment que les Occidentaux jouent gagnants. Ils développent leurs arguments en quatre points :

1) Les Chinois ne possèdent pas la bombe.

2) Donc, si Mao Tsé-Toung et Chou En-Lai désiraient rendre coup pour coup, compenser l'infériorité du Vietminh, ils se verraient contraints de se retourner vers Moscou.

3) Or, l'U.R.S.S. ne se lancera pas dans l'aventure, parce qu'elle est handicapée en matière nucléaire par rapport aux U.S.A., tant pour la fabrication des bombes que pour les véhicules porteurs.

4) Le camp communiste, constatant que les risques et l'enjeu sont hors de proportion, accepte avec réalisme la négociation sans délai. La bataille de Dien-Bien-Phu n'a pas lieu. La situation diplomatique est renversée à Genève.

Au moment où les vagues de soldats viets déferlent, une nouvelle fois, sur Dien-Bien-Phu, le « Comité de guerre » créé, il y a peu, sur l'initiative de M. Pleven, tient une séance extraordinaire à Paris. Seuls, quelques ministres sont dans le secret.

Le général Ely et le colonel Brohon — aujourd'hui général — qui assure les liaisons avec le Shape, exposent l'ensemble du plan qui, à priori, vise davantage à une action psychologique qu'à une action militaire.

Les répercussions internationales sont examinées. Le risque de conflit général existe-t-il ?

En même temps que d'un pari, il s'agit d'une mise en garde, non d'une exécution, d'un acte politique plus que d'une réalité de guerre.

La manœuvre d'intimidation, estiment les experts, a d'autant plus de chances d'atteindre son but que les Chinois seront « informés » opportunément des possibilités offertes par les nouvelles armes nucléaires, dites tactiques.

Bref, il n'y aura pas de second Hiroshima, mais la Navy pourrait montrer qu'elle est en mesure de créer, aux alentours de la frontière chinoise, sur les itinéraires des convois de ravitaillement — et, le cas échéant, en Chine — une zone radioactive limitée, une petite ligne Maginot de la leucémie.

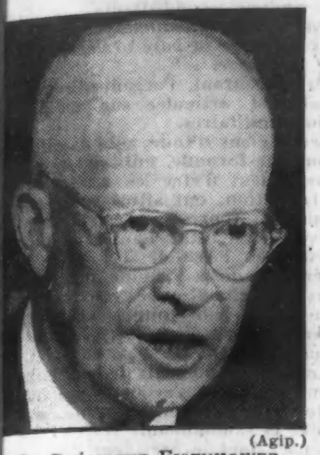
Des deux côtés de l'Atlantique, les rares personnalités au courant retiennent leur souffle : l'Est et l'Ouest arrivent au bord de l'épreuve de force.

Pour la fiction diplomatique, il est entendu que Bao-Daï adresserait aux nations libres un appel au secours contre la collusion sino-vietminh sur son territoire.

Ike, le mystique, anxieux de ses responsabilités mondiales, est-il vraiment d'accord ? L'ambassadeur de France, M. Henry Bonnet, en doute, mais F. Dulles s'est souvent vanté de *« manier le président comme un avocat de chef-lieu manie un jury de province »*.

Il n'hésite pas à envisager publiquement, le 16 avril, l'envoi de boys en Indochine ! Mais, trois jours plus tard, à l'issue d'un entretien à la Maison-Blanche, M. Dulles déclare « improbable » l'envoi de troupes américaines au Vietnam.

Décidément, cette fois, Ike ne se laisse pas « manier ».



(Agip.)
Le Président Eisenhower.
« *Cette fois, il ne se laisse pas manier.* »

Le 24 avril, MM. Dulles et Georges Bidault échangent des lettres.

Lettre de M. Foster Dulles

« *Une action de guerre ne pourrait être effectuée qu'avec autorisation du Congrès (...).*

« *En dehors de l'aspect constitutionnel, j'ai pris l'avis militaire et les informations que j'ai reçues indiquent que même une attaque aérienne massive, telle que vous la proposez, ne pourrait pas, au moment où nous sommes parvenus, assurer le salut de Dien-Bien-Phu.*

« *J'ajouterai que dans l'opinion de nos conseillers militaires, il n'y a pas de raison pour que la chute de Dien-Bien-Phu, si chute il devait y avoir, dût être regardée comme altérant matériellement et de façon vitale la position militaire en Indochine (...)* ».

Réponse de M. Bidault

« *L'avis de nos experts militaires, confirmé aujourd'hui même par un officier général qui s'est posé à Dien-Bien-Phu et connaît bien le terrain, est qu'une intervention massive de l'aviation américaine pourrait encore sauver la garnison.*

« *C'est aussi l'avis de notre commandement que le Vietminh a réalisé pour l'attaque du camp retranché une concentration exceptionnelle d'effectifs et de matériels, y engageant l'essentiel de son corps de bataille.*

« *Cette accumulation de moyens, effectuée pour la première fois par le Vietminh, donne une occasion qui ne se retrouvera vraisemblablement pas, de détruire par l'action de l'aviation une grande part des forces ennemies (...)* ».

Ambassadeur de France, M. Henry Bonnet, voit Ike et câble au Quai :

« *Le président estime qu'en lançant maintenant une action militaire, les U.S.A. auraient fait figure d'impérialistes. Il faudrait, pour qu'ils entrent en lice, que leur intervention s'inscrive dans une entreprise collective. Ces propos m'ont confirmé dans la conviction que la décision de ne pas lancer l'aviation américaine dans la bataille de Dien-Bien-Phu avait été prise avec le plein accord du président lui-même...*

« *Il reste que M. Eisenhower, contrairement aux vues de certains de ses collaborateurs pour lesquels il eût été de bonne politique de prendre de gros risques, ne paraît envisager aucune intervention, à brève échéance, des Etats-Unis dans la guerre d'Extrême-Orient.* »

Cependant, Ike a évoqué l'éventualité d'une *action collective*...

Churchill donne le feu rouge à toute intervention. Pour plus de sécurité, le vieux lion téléphone à Eisenhower : « *Il faut absolument arrêter cela* ».

M. Massigli, ambassadeur de France, s'assied dans le bureau de M. Eden le 25 avril. Le ministre des Affaires étrangères britannique soulève de multiples objections :

« *L'amiral Radford lui-même pense qu'il n'est plus possible de sauver la garnison par bombardements... C'est la voie ouverte à une aventure dont on ne peut prévoir les développements... Une seule politique est capable de donner des résultats heureux : la recherche de la trêve à Genève.* »

Aux environs de 19 heures, le 7 mai, veille du jour V de 1945, après cinquante-six jours et cinquante-six nuits de résistance, les armes hoquètent, s'arrêtent, faute de munitions. Les Viets sont maîtres du camp retranché.

• Les officiers découvrent l'action psychologique

(A.D.P.)
Le général de Castries.
« *Le fond des abîmes de l'humiliation.* »

Après le « cessez-le-feu », les soldats de la garnison sont groupés par grades et nationalités.

L'état-major, les chefs des « points d'appui », les commandants d'unité sont emmenés sur les pentes de la vallée, sur les lieux du dispositif adverse, pour reconstituer « la bataille à l'envers ». Les officiers du Vietminh, assoiffés de connaissance, désireux d'améliorer leur science militaire, demandent des renseignements sur la façon dont les opérations ont été menées du côté français.

« *Qu'avez-vous fait tel jour ? Et pourquoi avez-vous pris telle décision ? Ne pouviez-vous...* »

C'est la séance monstre de critique et d'autocritique.

Les Cyrards, les brevetés de l'Ecole de guerre touchent le fond des abîmes de l'humiliation.

L'homme jaune a vaincu l'homme blanc avec sa matière grise.

Le général de Castries est emmené dans une automobile de l'état-major Giap, vers une destination inconnue.

Les officiers sont séparés des hommes de troupe, photographiés, dépouillés de leurs montres, alliances, stylos, rasoirs, couteaux, médicaments, etc. A titre préventif, beaucoup ont les mains liées derrière le dos avec des lianes ou les suspentes des innombrables parachutes récupérés dans la plaine.

Le responsable vietminh harangue les officiers :

« *Nous allons rejoindre un camp. La route sera longue. Jusqu'à présent, vous avez circulé en avion ou en jeep. Maintenant, vous allez apprendre à marcher.* »

La colonne s'ébranle de nuit. Au bout de quelques étapes, les officiers supérieurs — la hiérarchie ne perd jamais ses droits — sont emmenés dans des camions Molotova.

Les officiers subalternes, pieds nus, hirsutes, les vêtements bientôt en loques, continuent leur marche qui s'étendra sur 850 kilomètres dans la brousse et durera un mois et demi. Parmi eux, les officiers de sept bataillons de paras.

« *Putain de pays ! Nous y crèverons tous !* »

« *On ne vous a pas demandé d'y venir* », répliquent les gardiens.

Pas de mauvais traitements. Le calvaire se suffit à lui-même. Chaque nuit, au bord de la piste, ou bien chaque jour dans les villages, la colonne abandonne ses morts. Les décès atteindront le quart des effectifs.

L'un des deux responsables français de la colonne est un Landais robuste, tenace, qui, à dix-huit ans, en 1941, quitta le collège de Bétharram pour s'engager et qui vole, depuis lors, de baroud en baroud : il s'appelle Lamouliatte, il est capitaine de paras, il commande en second le 8e Bataillon de choc qui a occupé la cuvette de Dien-Bien-Phu le 27 novembre 1953.

Lamouliatte s'efforce de soutenir le moral de ses camarades. Les cris de colère fusent dans les rangs :

« *Huit ans de guerre pour en arriver là ! Ah ! Paris s'en fout. Les pourris, ils jouent avec notre peau !* »

Dans ses bras, le jeune capitaine ferme les yeux des deux lieutenants de sa compagnie. Lamouliatte ne pourra plus se détacher de ce souvenir. Nous le retrouverons, en mai 1958, parachuté dans le ciel de Pau avec le commandant Vitasse, venant d'Alger pour assurer la première liaison clandestine avec la métropole.

Le capitaine de Braquilanges (1) raconte avoir lu, durant sa captivité, « *dans une revue chinoise éditée en anglais,* « People's China », *que la méthode essayée en U.R.S.S. sur les P.G. allemands avait été mise au point sur les soldats de Tchang Kaï-Chek capturés par les troupes de Mao et appliquée ensuite sur les prisonniers de Corée. Les conclusions de cet article étaient les suivantes : abstraction faite des résultats obtenus sur les troupes du maréchal von Paulus, il faut six mois pour convertir un homme de troupe, dix-huit mois pour un sous-officier, beaucoup plus pour un officier, encore nombreux sont les irréductibles.*

« *... Malgré leurs méthodes grotesques d'instituteurs primaires récitant un catéchisme pour enfants de dix ans, les Viets ont obtenu quelques résultats : je précise même que c'est parmi les officiers qu'ils ont obtenu le pourcentage le plus grand d'ébranlés ou de touchés par le marxisme...* »

« *... En fait, nous avions effectivement tous changé notre fusil d'épaule, au moins en apparence...* »

« *... Au risque de choquer certains, je crois pouvoir affirmer que l'apport stalinien au marxisme est tout simplement génial. Qu'on ne me dise pas qu'il ne donnerait rien avec des Français, je suis persuadé du contraire ; d'ailleurs, ces méthodes sont déjà pratiquées au sein du P.C.F.* »

Le capitaine de Braquilanges entend cependant opposer une réfutation à la phrase trop souvent entendue :

« *Les Viets ont bien réussi, il n'y a qu'à employer les mêmes méthodes qu'eux.* » *Il me semble qu'après avoir analysé la méthode adverse qui consiste à « mettre à plat », à exciter les instincts, la haine et la peur et à abrutir l'individu en vase clos, il nous est impossible de pratiquer une telle monstruosité : nous ne pourrions plus nous prétendre les défenseurs de la dignité humaine et de la liberté de penser.*

« *C'est sur d'autres bases qu'il faut bâtir notre « action psychologique » et c'est effectivement sur des principes différents qu'elle a été édifiée. Mais c'est aussi pour cette raison qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats spectaculaires. Nous n'aurons qu'une efficacité assez partielle, même en croyant à l'action psychologique... ce qui, il faut bien le dire, est loin d'être général dans l'armée française...* »

De retour dans la métropole ou en Afrique du Nord, tous les officiers ex-P.G. n'aboutiront pas aux mêmes conclusions touchant l'emploi des méthodes viets.

Au visionnaire de la guerre des blindés, des militaires commencent à parler de leurs découvertes, de leurs travaux. De Gaulle, un spécialiste pourtant de l'action psychologique, n'est pas enthousiaste de cette nouvelle école. On lui dit :

« *Mais, mon général, c'est une arme. C'est comme si vous prétendiez être contre l'artillerie !* »

La fin de Dien-Bien-Phu amène la publication d'une courte déclaration par le Cabinet de la rue de Solférino. De Gaulle affirme que le redressement national « *commencera quand sera mis un terme au système sans tête, sans âme, sans grandeur, rebâti contre moi, après la Victoire* ».

(1) Conférence devant la 18e promotion de l'Ecole d'état-major.

• 45 rue de Naples, d'étranges collusions

Un certain nombre d'élus R.P.F. sont passés depuis longtemps dans le camp du « système » :

« *Bien que général,* reconnaît de Gaulle, *je n'ai pu les empêcher de faire le mur.* »

Le gaullisme est en décrue. Le solitaire de Colombey n'en est pas surpris :

« *C'est la loi de l'Histoire,* a-t-il eu l'occasion de dire à différentes reprises. *Poignée un jour, foule demain... La marée monte et descend... Chaque Français fut, est ou sera gaulliste. Je ne jurerais pas qu'à quelque moment, malheureusement trop tard, le maréchal Pétain lui-même ne l'ait été quelque peu...* »

Cette ironie désabusée dissimule mal une immense déception. Démissionnaire en janvier 1946, de Gaulle quittait Paris, intimement persuadé qu'il serait bientôt rappelé au pouvoir.

Or, l'éloignement, presque l'exil, se prolonge depuis huit ans. La « fausse sortie » a été ratée.

Charles de Gaulle achève le premier tome de ses Mémoires, médite au cours de longues promenades dans le parc de « *La Boisserie* ». Au bout d'une allée, bordée par un petit mur, qui se faufile parmi les arbres, il lui arrive, près d'un humble banc de pierre, de se tourner vers l'horizon de la sombre forêt gauloise et les lignes grises du plateau de Langres :

« *On viendra ici lorsque je serai mort. Il y aura une grande Croix de Lorraine en granit. On l'apercevra de très loin.* »

Puis, narguant à distance les « pygmées » du système :

« *Ah ! Ils ne m'auront pas ! On m'a traité de communiste, puis de cagoulard. J'ai été tour à tour l'homme des francs-maçons, des Anglais, des Russes, des Américains. Quel est le goujat qui n'a pas bavé sur moi ? Ah ! Ils pourront venir me chercher ! Ils ne m'auront pas ! S'Ils s'imaginent me conduire au Panthéon, s'Ils s'imaginent me faire des funérailles nationales, ah ! non !* »

On croit entendre Scipion l'Africain proférer : « *Ingrate Patrie, tu n'auras pas mes os.* »

Pour de Gaulle, il n'y a plus de gouvernement :

« *Après tout, la France, c'est peut-être la Chine,* ironise-t-il. *Et avant Mao Tsé-toung, la Chine a bien vécu sans gouvernement !*

« *On pourrait supprimer le ministère pendant un an ! Cela ne change-*

→

rait pas grand-chose. Les autobus continueraient de fonctionner, les Français paieraient leurs impôts, iraient au travail, cela ne changerait rien. Les Français seront toujours coiffeurs, ouvriers, paysans, jardiniers comme disait Péguy.

« Pour le moment, c'est l'aplatissement général, la stérilité totale. Les Affaires étrangères, c'est Dulles, les Finances, ce sont les Américains, la Reconstruction, c'est l'abbé Pierre !

« Je ne crois même pas à un sursaut du corps électoral. On fait voter les électeurs pour les betteraves, le vin, les salaires, etc... En revanche, je crois qu'un jour se produira un sursaut du Pays. Cela est possible. Mais ce sursaut n'interviendra pas dans le cadre électoral.

« Je ne crois pas à la fin du peuple français. Il est très bas, et cela lui est déjà arrivé d'être bas. Jamais à ce degré-là cependant, depuis deux mille ans qu'on écrit son Histoire !... Mais rien ne dure toujours. »

(A.D.P.)

YVES GIGNAC.
« La base arrière de l'armée française. »

Cependant, les aléas politiques favorisent l'agitation contre le régime.

A Paris, en province, des groupes de jeunes hommes s'agitent et, à mesure que les inquiétudes s'accroissent, que la situation se détériore, provoquent de plus en plus de remous : ce sont les anciens d'Indo.

Fondée dès 1947, « l'Association des anciens du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient », renforcée ensuite par les « anciens du bataillon de Corée », a pris une ampleur et une orientation nouvelles à partir de 1950-1951, au moment de l'arrivée au secrétariat général d'Yves Gignac.

Bordelais à tête ronde et à fine moustache blonde, Yves Gignac, sergent-chef comptable d'une unité de pontonniers, libéré en 1948, est passé sans transition du génie militaire au génie politique. Travailleur, il vit vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans l'association, tient en main l'appareil du mouvement et n'est pas plus dépourvu d'aisance oratoire que d'habileté. L'association n'a pas de président actif, mais des présidents d'honneur — successivement les généraux Salan et Chassin — et une direction collégiale composée de trois vice-présidents.

L'Association est installée 45, rue de Naples, dans un hôtel particulier, pourvu d'un service social, d'un bar. L'immeuble abrite aussi un restaurant. Une fois par semaine, on y déguste la « soupe chinoise aussi bonne qu'à Cholon ». Tous les jours, on y dévore à belles dents, d'un réel appétit, la IVe République, et souvent la République toute crue.

L'état-major des anciens d'Indo considère qu'il n'existe que deux forces dans la métropole : le parti communiste et l'armée. Résolument « anticoco », l'Association publie un hebdomadaire, inscrit sur ses contrôles 28.000 cotisants, dont 7 à 8.000 sont des militants. Un tiers des membres est constitué par des militaires d'ac-tive, officiers et surtout sous-officie[rs].

Loin d'Yves Gignac et de ses cam[a]rades l'idée de rejoindre la cohor[te] des anciens combattants : *« No[us] sommes des combattants,* disent-ils, *nous formons la base arrière de l'[ar]mée française. »*

Au demeurant, l'organisation terr[i]toriale est articulée sur celle d[es] régions militaires.

Les anciens d'Indo, soldats-citoyen[s] selon leur formule, militaires qui o[nt] le sentiment d'être les « réprouvés » de la Nation, ont attiré récemment, [à] plusieurs reprises, l'attention : [le] 4 avril 1954, MM. Laniel et Pleven assistant à l'Arc de Triomphe à [la] cérémonie de la Flamme, ont été pr[is] dans des échauffourées et ont regag[né] avec peine leur voiture. On a crié « *Vive Juin ! Vive l'Armée !* » D[es] officiers étaient présents en civil.

Les développements de la bataille d[e] Dien-Bien-Phu s'accompagnaient, [à] cette date, des péripéties de la lu[tte] contre la Communauté européenne d[e] défense, dont le président du Cons[eil] et le ministre de la Défense nationa[le] étaient les chauds partisans. Le Cent[re] de la rue de Naples était devenu [un] foyer anti-C.E.D. où le sénateur Mich[el] Debré et son collaborateur [de la] Malène, les députés Pierre André, Jean Legendre, des généraux de l'A[ir] et de Terre : Girardot, Faure, etc. venaient réchauffer, s'il en était b[e]soin, leur ardeur contre l'Europe d[es] Six.

L'héritière du C.S.A.R.

L'AFFAIRE de l'Etoile, la campagne qui suit la chute de Dien-Bien-Phu révèlent les premières manifestations importantes depuis la Libération, de la mystérieuse « Cagoule » qui renait de ses cendres.

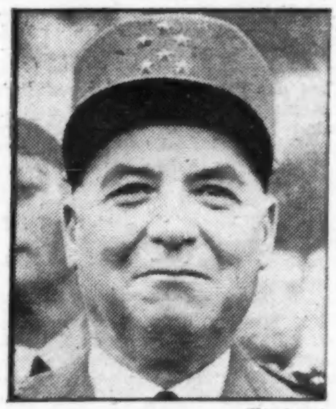
Un état-major militaire et politique, le « *Præsidium* », coordonne les activités de différents groupes, télécommande les opérations, « inspire » des personnalités, parfois, souvent même, à l'insu des intéressés. La grande technique est d'agir par documents d'information anonyme, très charpentés, citant des faits précis, s'appuyant sur des références : les textes pétris d'intoxication, ce ferment redoutable, sont envoyés sous pli personnel à ceux qui occupent des postes importants dans l'armée, l'administration, la presse, au Parlement.

Le travail est parfois tissé d'affabulations. Souvent aussi, il semble si sérieux, qu'on peut rejeter l'argumentation, non la jeter dans la corbeille comme un vulgaire libelle anonyme.

Les informateurs sont introduits dans les états-majors, les Cabinets ministériels, les associations d'Anciens Combattants, les formations nationales, etc. La Cagoule a le don d'ubiquité.

Elle ne possède pas toujours, sauf au sommet, de structure organique. Pas de serment, pas de fichier. Elle se résume en un ensemble de réseaux d'amitiés et de complicités. C'est une franc-maçonnerie sans discipline de loges. Des chapelles plus qu'une Eglise. Des S.R. plus qu'une armée. Une conjuration plus qu'une organisation.

A la tête, la tradition est de placer un général, qui doit prendre le pouvoir, instituer un « Directoire » de soldats, de grands commis, de technocrates, puis doter le Pays de nouvelles institutions. Lesquelles exactement? Là commencent les incertitudes. Mais le premier objectif est : le coup de balai. On verra ensuite.



(Keystone.)

LE MARÉCHAL JUIN.
« M... ! Je ne suis pas un trompette !... »

Le chef militaire de la Cagoule est toujours choisi en fonction de deux caractéristiques : il doit être assez représentatif pour disposer d'un crédit dans l'armée, et assez souple pour laisser le « *Præsidium* » tirer les ficelles.

La nouvelle Cagoule est l'héritière de la Cagoule d'avant-guerre, celle du C.S.A.R. (Comité secret d'action révolutionnaire), de Deloncle et de différents groupements.

Les structures ne portent aucun titre. La « Cagoule » a toujours trouvé un chef militaire, intelligent la plupart du temps, mais aussi affligé d'une prodigieuse naïveté politique.

On ne décapite pas la Cagoule. C'est une hydre dont les têtes repoussent. On ne la détruit pas : c'est un serpent dont on coupe les anneaux, sans détruire la vitalité.

L'Elysée mesure la montée des périls. L'affaire des bagarres de l'Etoile, la façon dont ont été traités le président du Conseil et le ministre de la Défense nationale ont beaucoup frappé M. Coty.

Il y a plus. A Auxerre, le maréchal Juin, conseiller militaire du gouvernement, n'a pas hésité, en public, à partir en guerre contre la C.E.D. Les esclandres se multiplient. Le maréchal refuse de répondre à une convocation du chef du gouvernement rendue publique, estime le vainqueur du Garigliano, sous une forme comminatoi[re] (commentaires privés : *« M... Je [ne] suis pas un trompette »*), puis récidi[ve] devant les anciens de Saumur :

« Je ne répète pas deux fois [la] messe pour les sourds ! » Et la pl[us] haute autorité militaire de Fran[ce], commandant de la zone Centr[e] Europe, d'ajouter : *« Il n'y a pl[us] d'Etat, mais une administration. »*

Au cours d'une conférence de pres[se] (7 avril), de Gaulle, ayant approu[vé] quant au fond l'attitude de Juin, [est] sollicité de répondre à cette questio[n] :

« Est-ce que vous auriez adm[is] lorsque vous étiez chef du gouv[er]nement provisoire, qu'un officier g[é]néral — fût-il maréchal de France — refusât de se rendre à votre con[vo]cation ? »

Superbe, la réplique percute :

« Moi, j'étais la France, l'Etat, [le] gouvernement. »

Le maréchal Juin justifie son écla[t] :

« Je ne veux être ni Pétain, [ni] Weygand, ni Gamelin, confie-t-il volo[n]tiers. *Ni Pétain, c'est-à-dire que je [ne] veux pas couvrir un jour l'impéri[tie] des politiciens et finir à l'île d'Y[eu]. Ni Weygand, c'est-à-dire que je [ne] veux pas endosser un jour une défa[ite] et aller ensuite en prison. Ni Gamel[in], c'est-à-dire que je ne veux pas gard[er] la bouche cousue en présence de l'i[m]préparation de l'armée fraçaise. »*

Conclusion : l'Armée ne doit plus [...]taire. Les chefs militaires ont le dro[it] dans certains cas et devant l'Histoi[re] de commettre un acte d'indiscipli[ne]. *« Mais il n'y a pas d'indiscipli[ne] contre la Nation,* dit Juin, *et la str[a]tégie ne peut se moquer de la p[oli]tique. »*

« De Gaulle c'est Clemenceau »

(Agip.)

M. RENÉ COTY.
« Bien que j'aie toujours été anti-R.P.F... »

LE monde des galons suit avec passion le débat. La majorité de l'Armée a le complexe, depuis 1940, du refus d'obéissance opposé par de Gaulle au vieux Maréchal. Elle a aussi le souvenir des épurations qui ont suivi, des clans qui l'ont divisée en « vichystes », en « giraudistes » ou en « porteurs de perchoir » (la Croix de Lorraine).

Faut-il obéir en toutes circonstances, aveuglément, sans se poser de questions ? Dans les écoles d'officiers, on en discute à perte de vue. Excellente pour les caporaux, la discipline, qui fait la force principale des armées, l'est-elle aussi pour les généraux ? Lyautey n'avait-il pas dit : *« Seule l'indiscipline fait les grands chefs » ?*

Un passage du *« Fil de l'épée »*, de Charles de Gaulle, revient à la surface :

« Ceux qui accomplissent quelque chose de grand durent souvent passer outre aux apparences d'une fausse discipline. Ainsi Pélissier à Sébastopol, empochant les dépêches comminatoires de l'empereur pour les lire seulement quand l'affaire serait terminée. Ainsi Lanrezac, sauvant son armée après Charleroi, en rompant le combat malgré les ordres reçus... Après la bataille navale du Jutland et l'occasion manquée par les Anglais de détruire la flotte allemande, Lord Fisher, Premier lord de l'Amirauté, recevant le rapport de l'amiral Jellicoe, s'écriait avec chagrin : « Il a toutes les qualités de Nelson, sauf une : il ne sait pas désobéir... »

Allons ! Le sort en est jeté. La « grande Muette » sortira de son mutisme : elle mettra les bouchées doubles. Au principe de l'obéissance passive se substitue la notion de « discipline intellectuelle ».

A cette époque, l'idée d'un coup d'Etat germe déjà. Les conjurés portent leur regard sur le maréchal Juin, qui fait la sourde oreille et coupe court aux approches de sollicitations.

Le président de la République sent confusément venir la crise de régime :

« Je pensais, nous a dit M. Coty, *que si la IVe République se montrait capable de réformer, elle surmonterait les périls. Mais je pensais aussi que si, avant les réformes essentielles, des événements très graves surgissaient de France ou dans le monde, de Gaulle reviendrait le recours. Pour moi, [de] Gaulle, c'était Clemenceau. »*

Dès cette période de 1954, le secr[é]taire général de l'Elysée, avec l'ass[en]timent du président de la Républiq[ue], est reçu en audience par le géné[ral] de Gaulle. Le pont est lancé.

Les plaies de l'Indochine ne s[ont] pas cicatrisées que le drame de l'Af[ri]que du Nord oppresse l'Elysée.

« Je pensais, nous a confié M. Co[ty], *que les circonstances pouvaient fa[ire] qu'une des seules issues honorab[les] fût, un jour, le retour à de Gaulle. [Je] n'aurais pas hésité à rencontrer [le] général, bien que j'aie toujours [été] anti-R.P.F. »*

Les premiers pourparlers en v[ue] d'une rencontre privée Coty-de Gau[lle] datent de ce moment.

Des difficultés de protocole s[ur]gissent. Le général de Gaulle ne v[eut] pas se rendre à l'Elysée, ou d[ans] quelque palais national que ce s[oit].

Une rencontre au domicile d'[un] tiers est suggérée. Le chef de l'E[tat] considère qu'il serait contraire à [la] dignité de sa fonction de se prêter [à] une rencontre d'apparence clande[s]tine.

Le colon et le cagoulard

ROBERT MARTEL.
« Je crois au miracle, mais il faut l'aider ! »

LES plénipotentiaires marquent le pas. Dans les discours qu'il prononce en 1955, le Président de la République tient cependant à rendre hommage, à dessein, au Libérateur de la Patrie (discours de Marseille et de Dunkerque).

De Gaulle, quant à lui, paraît, par instants, sortir de sa désespérance. Il a déclaré publiquement quelques mois plus tôt :

« *Au reste, je ne sais quel souffle, sur notre pays, commence à faire lever les têtes.* »

L'Homme du 18 juin pressent un sursaut, dans la concordance qu'il observe entre la situation française et la fin de l'empire espagnol.

Déjà, parmi « les indices de changement », le rejet de la C.E.D. lui est apparu comme « le premier signe, depuis huit années, d'une salutaire évolution » (1). Présentant à son éditeur le tome I de ses « *Mémoires* », de Gaulle dit : « *Sous les cendres, il y a souvent des braises. De ces braises peut jaillir la flamme.* »

De Gaulle, en tout cas, n'espère pas grand-chose des manifestations électorales. A ceux qui le pressaient d'enfourcher le cheval de Troie en se présentant à une élection, il y a beau temps que le général a répliqué :

« *Voyez-vous de Gaulle demandant la parole à M. Edouard Herriot ?* »

Au cours d'une conférence de presse, une question saugrenue a été posée :

« *Accepteriez-vous de faire partie d'un gouvernement dont vous ne seriez pas personnellement le chef ?* »

Réponse : « *Doutant que les autres ministres trouveraient cette situation confortable, je leur en épargnerai l'épreuve.* »

Créant le R.P.F., l'ancien président du gouvernement provisoire avait déclaré : « *Notre action ne se situe pas dans l'immédiat, mais dans l'avenir historique. Six mois de pouvoir ne m'intéressent pas.* »

En avance de dix ans sur l'événement, Louis Vallon, sociologue profond et enfant terrible du gaullisme, avait conseillé : « *Commençons par les six mois...* »

(1) Discours du 4 décembre 1954.

Non. De Gaulle se situe dans son univers, à son altitude. Il a dit naguère à René Mayer : « *Je prends toujours le point de vue le plus élevé. C'est le moins encombré.* »

Il faudra douze ans de retraite pour que de Gaulle descende un peu des cimes.

La dissolution de l'Assemblée nationale est décidée par M. Edgar Faure, qui souhaite notamment que la future législature puisse avoir assez de souffle pour prendre à bras le corps les problèmes d'Afrique du Nord :

« *C'est énorme, colossal, monumental ! me dit de Gaulle. Songez que l'Assemblée souveraine a été dissoute par un gouvernement qui était renversé ! C'est incroyable ! On cite l'exemple de l'Angleterre, mais c'est le souverain qui dissout le Parlement. En France, c'est le souverain qui est dissous par un gouvernement renversé. C'est incroyable !* »

Raz-de-marée poujadiste :

« *De mon temps*, commente de Gaulle, *les épiciers votaient pour les notaires. Aujourd'hui, les notaires votent pour les épiciers !* »

Le général Ganeval continue d'être reçu périodiquement par le général de Gaulle.

[A la suite des élections de janvier 1956 M. René Coty confie la présidence du gouvernement de Front Républicain à M. Guy Mollet. C'est la capitulation du 6 février, devant des manifestants dont les tracts proclament : « La tomate sera notre arme nationale ». Gaullistes ou antigaullistes, les adversaires du régime considèrent désormais que « le détonateur qui fera sauter le régime est dans les départements nord-africains ».]

Une petite équipe d'Algériens débarque un jour à Paris, conduite par un solide gaillard de trente-cinq ans, d'allure saine physiquement et mentalement, bronzé et musclé. Son nom : Robert Martel.

Le voyage s'inscrit dans une série de prises de contacts sur les bords de la Seine qui remontent à plusieurs mois, du temps du gouvernement Edgar Faure.

Martel, colon de la Mitidja, qui sort des prisons où M. Lacoste l'a maintenu trois mois, au régime du droit commun, pour reconstitution de ligue dissoute, se rend, à l'ombre de l'Ecole militaire, chez un homme mystérieux dont on lui a donné l'adresse appuyée de chaudes recommandations : le docteur Martin, réfugié depuis un tiers de siècle dans une semi-clandestinité.

Etonnante rencontre ! Le docteur, assis dans son salon Louis XVI, secoue sa crinière blanche de sexagénaire et scrute son interlocuteur. Ses yeux sont si perçants que l'on est tenté de se retourner pour voir jusqu'où porte le regard.

Maurrassien, il quitte « L'Action française » en 1930, parce qu'il juge que les camelots du roi « amusent le tapis ». En 1936, il pénètre dans la fameuse « Cagoule », entre en relation avec des officiers d'active. Deloncle le charge de centraliser les renseignements sur le parti communiste. L'armistice amène à Vichy ce médecin à la vocation d'Eminence grise et le met, dans le parc des Sources, sur le chemin du colonel Groussard, une connaissance d'avant-guerre puisqu'il fut, assure-t-on, le chef de la « Cagoule » militaire. Le colonel Groussard est devenu le chef des « groupes de protection », sorte de police supplétive en veste de cuir fauve, destinée à appuyer la révolution nationale et à camoufler des cadres de l'armée. Les G.P. sont contre l'Allemagne, contre l'Angleterre, pour le maréchal.

Le docteur Martin entre dans le circuit et dans l'opération qui aboutit, le 13 décembre 1940, à l'arrestation de Laval. Pourquoi ? Parce que le vice-président du Conseil projetait d'entraîner le chef de l'Etat français à Paris, à l'occasion du transfert des cendres du duc de Reichstadt, de le maintenir dans la zone d'occupation allemande, de le persuader qu'il était nécessaire de résider dans la capitale pour gouverner la France.

Les Allemands exigent la dissolution des G.P. Une lettre de cachet du ministre de l'Intérieur Pucheu envoie, en mars 1942, le docteur Martin à Vals, puis à Evaux où il retrouve Edouard Herriot, André Blumel, Jouhaux, le général Doyen, le commandant Loustanau-Lacau, autre élément moteur de la « Cagoule » dont les membres ont, soit versé dans la collaboration, soit choisi la Résistance.

« Tout le monde est armé en Algérie »

LE GÉNÉRAL CHERRIÈRE.
De la promotion « la grande revanche ».

BIEN des années après ces événements, voici donc l'Algérien Robert Martel, fort intimidé, en face du mystérieux toubib :

« *Nous sommes des paysans*, explique-t-il, *et des bleus en politique. Nous risquons d'être les dupes de gens sans scrupules. Or, nous sommes angoissés. L'Algérie est perdue si nous ne réagissons par tous les moyens. Nous n'avons aucune confiance dans le socialiste Lacoste, qui se barde de tricolore. Quant à Soustelle, je m'en méfie comme de la peste. Il fait une politique de gauche sous le couvert d'une politique de droite.*

« *Nous avons le dos au mur. C'est l'abandon à court terme. Ah ! si seulement le 6 février, je n'avais pas écouté Biaggi : le Palais d'Eté devait être pris d'assaut à 22 heures, et je vous assure qu'il aurait été enlevé par mes hommes, avec toutes les complicités nécessaires. Quel malheur d'avoir accepté que l'assaut soit reporté au lendemain. Le 7 février, il était trop tard. La foule n'était plus réceptive.*

« *Mais nous lutterons jusqu'à la mort. Je jure de donner ma vie, s'il le faut.*

« *Docteur, on nous trahit, les francs-maçons et les athées nous vendent. Aidez-nous. Il faut d'abord être organisés. Il faut que la métropole, l'armée se rendent compte de notre désespoir. Vous connaissez beaucoup de monde. Voulez-vous être notre conseiller politique ?* »

Robert Martel, le regard illuminé, parle avec un calme qui rend encore plus impressionnante sa passion. Il serre instinctivement les poings. De sa bouche sortent des paroles exaltées, un appel à la Foi, à la Patrie :

« *Il faut bouter l'ennemi hors de France... Depuis deux ans déjà, depuis* 1954, *je pense que le pays est perdu si nous ne le démarxisons pas. Dans ce siècle des « sans Dieu », je crois à la primauté de l'Esprit, je crois au Surnaturel, je crois au miracle, mais il faut l'aider un peu ! La France a eu Jeanne d'Arc, l'Algérie le Père de Foucauld. Je prie le Père de Foucauld de ne pas nous abandonner. Notre insigne est le sien : le Cœur et la Croix.* »

Vendéen d'origine, il est fier de se proclamer « pur Chouan », un Chouan auprès de qui La Rochejacquelein, s'il revenait sur terre, passerait peut-être pour un individu aux idées avancées. Robert Martel est contre « *l'univers malsain des villes tentaculaires* », pour la paysannerie « *dernier bastion de la civilisation* ». Sa devise est : « *Dieu, la Nature, la Famille, la Patrie* ».

— *Quelle a été votre action jusqu'à présent ?* interroge le docteur Martin.

— *J'ai fondé, avec M. Boyer-Banse, l'U.F.N.A., l'Union française nord-africaine. Lacoste m'a envoyé en résidence surveillée, puis mis au cachot et a dissous l'association.*

« *Mon adjoint Crespin, un pur, a repris les choses en main sous le titre des C.R.F., des Comités de la Renaissance française, en éliminant les indicateurs de la police. Je peux mobiliser une petite armée en deux heures à Alger, en vingt-quatre heures dans le département. En « période creuse », j'ai 400 gars décidés à tout. En période agitée, 1.000 hommes au minimum. J'ai des villages entiers, encadrés par des chefs de groupe. Pas de gros colons : ils sont tous contre nous, sauf 4, qui nous ont donné au total 1 million. Des petits et moyens propriétaires, des petits fonctionnaires, des commis de ferme, des ouvriers d'usine. Le peuple qui n'a rien à rapatrier.*

— *Faites-vous du contre terrorisme ? J'y suis absolument opposé pour ma part.*

— *Non, pas de contre-terrorisme. Ce serait de la provocation.*

— *Etes-vous armés ?*

— *Tout le monde est armé en Algérie.*

— *Par quoi voudriez-vous commencer ?*

— *Il nous faut d'abord un chef. J'ai trois noms.*

Et Martel tend une liste au docteur : en tête, l'homme qui vient de quitter le commandement des troupes d'Algérie, le général Cherrière.

— *Cherrière ?* s'exclame Martin. *Mais c'est parfait. Je connais depuis trente ans ce Saint-Cyrien de la promotion « La Grande Revanche ». J'ai soigné sa mère. J'étais le grand ami de son frère, un officier de marine tué par les Anglais à Mers-el-Kébir. Téléphonons-lui tout de suite à Meudon où il a pris sa retraite.*

Aussitôt dit, aussitôt fait.

La jonction est faite, qui ouvre la voie au plus puissant, au mieux organisé, au plus mal connu et au plus méconnu des mouvements clandestins de l'après-guerre, celui de la contre-révolution, téléguidé par la « Cagoule », qui disposera de plusieurs milliers d'hommes armés des deux côtés de la Méditerranée, de l'adhésion de plusieurs généraux, dont le commandant d'une région vitale, de réseaux dans les régiments...

(A suivre.)

(Copyright « L'Express » et Plon-Paris. Tous droits réservés.)

Dans les prochains numéros :

● La vérité, heure par heure, sur la capture de Ben Bella ● La rencontre entre de Gaulle et les délégués du CANAC, le 27 mars 1958 ● L'histoire vraie, entièrement inédite, de l'incident décisif de Gaulle-Pflimlin ● Les Conseils des ministres à l'Elysée sous la V[e] République ● Les nouveaux préparatifs des réseaux clandestins.

« J'AI FAIT UN BEAU VOYAGE... »

LE train roule, berce mes souvenirs. Déjà des souvenirs. J'ai cru ressentir tant de choses depuis 24 heures que je ne sais plus très bien où je suis. Voyons, récapitulons :

J'avais tellement entendu parler du Club Méditerranée que j'avais décidé de visiter un de ses villages de neige, en l'occurrence : Leysin, canton de Vaud (Suisse) — c'est bien ça...

Dans quelques heures, j'aurai retrouvé un Paris maussade et frileux...

Pour n'y pas penser, je reviens à Leysin, je fais machine arrière, je me retrouve 12 heures plus tôt à mon arrivée :

JE REVOIS D'ABORD LE PAYSAGE : des crêtes ourlées de brume, un ciel immense et bleu, des champs de neige, des sapins poudrés de frais.

Et puis

Leysin Belvédère : je m'attendais à un chalet, je suis entrée dans un palace ; un palace qui ressemblait à un paquebot, proue au soleil. Des gens m'ont accueillie, jeunes, bronzés, amicaux. « Je suis le chef de village », m'a dit André Babeux en me serrant la main (il n'avait pourtant rien d'un adjudant), « je vais vous montrer votre chambre. » Elle était vaste, chaude, une terrasse immense ; j'ai ouvert les doubles-fenêtres, j'ai respiré à fond ; les choucas (qui ne sont pas féroces en Suisse) piaillaient au-dessus de ma tête.

Je suis redescendue prendre mon petit déjeuner, le café était bon, le lait frais, le pain aussi...

Des G.M. (gentils membres du club) allaient, venaient, bâtons de ski à la main, parés pour les portes : tout le monde avait l'air de se connaître ; il y avait des enfants, des couples calmes, des jolies filles.

Le gentil chef de village est venu me chercher :

— Que voulez-vous voir, que voulez-vous savoir ?

— *Tout.*

Ainsi fut fait.

J'ai vu

LES SALONS : salle de danse, fauteuils confortables, baies panoramiques, bibliothèques, bar.

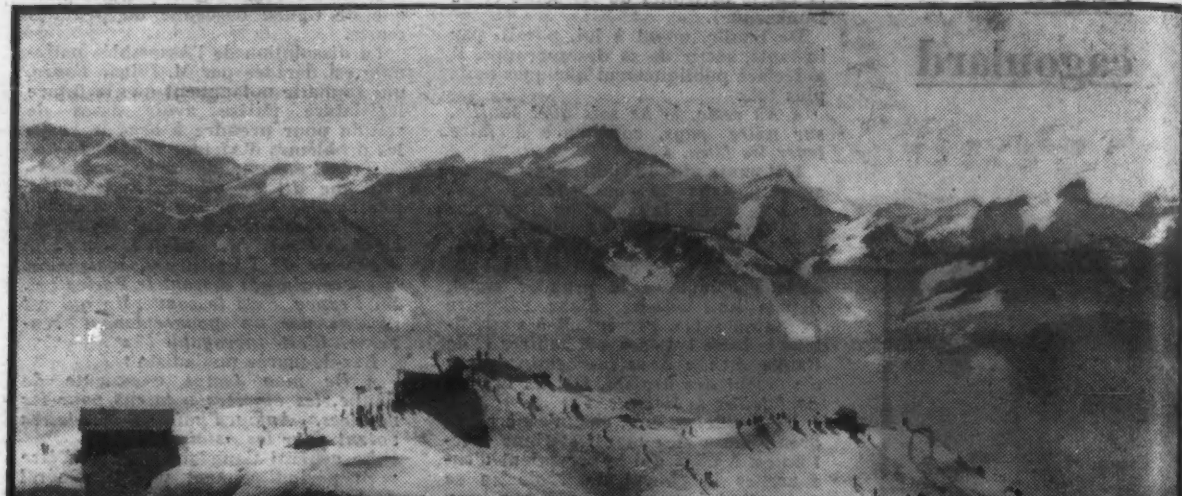
LES CUISINES : univers rutilant et gigantesque où le chef, Jo Bouillon (et ça n'est pas un pseudonyme) m'a reçu sans s'arrêter de verser délicatement un broc d'huile dans une machine compliquée, il était tout simplement en train de réussir une mayonnaise pour 250 personnes.

J'AI SU qu'il y avait 370 places au Belvédère. André Babeux m'a détaillé l'horaire des repas et des distractions. Petit déjeuner servi de 8 heures à 9 heures ; deux services pour le déjeuner : 12 h. 15 et 13 h. 15; dîner vers 20 heures ; le bar est ouvert le soir jusqu'à minuit... en principe, mais souvent plus tard : orchestre de 9 heures à minuit, musique classique tous les soirs à 18 heures, bureau et boutique ouverts de 10 heures à 13 heures et de 17 heures à 20 heures (bureau et boutique mettent à la disposition des G.M. : timbres, cartes postales, téléphones, cigarettes, chocolats, etc.).

J'AI RENCONTRÉ : Marcel Contal, maître ès sports qui dirige les 30 moniteurs attachés au club. Il m'a parlé des classes de neige.

« Elles sont au nombre de 7, plus une classe spéciale pour les enfants. Le matin est consacré aux exercices techniques, l'après-midi aux descentes, aux promenades, à l'application des cours : les classes sont de 15 skieurs maximum ; les « forts » montent à la Berneuse avec le télébenne, 730 mètres de dénivellation ; de là, trois pistes (et une vue unique sur le lac Léman) s'offrent à eux ; ils trouvent également là-haut un restaurant et un téléski. Les « moyens » ont à leur disposition un autre téléski, celui de Plafandaz ; les « débutants » font leurs premiers pas à Planpraz, champ de neige en pente douce équipé lui aussi d'un téléski ; chaque élève reçoit au début de son séjour un « carnet de ski » où sont consignés ses progrès, ses résultats de la semaine. Tous peuvent faire de très belles excursions : au col des Mosses par exemple où ils trouvent un téléski, ou au refuge d'Azendaz où une trentaine de skieurs séjournent de deux à trois jours dans une atmosphère « haute montagne ».

« Nous avons également à Leysin un grand projet qui sera sans doute réalisé très bientôt : Herman Geiger, le « pilote des glaciers », a décidé de consacrer une grande partie de son activité au club ; avec son « Pimatus » à sept places, il pourra d'un coup d'aile emmener les skieurs sur des pistes vierges et enneigées toute l'année. »



LE HAUT DU TÉLÉPHÉRIQUE A LEYSIN.
Des pistes poudrées de frais.

J'AI POSÉ à Marcel Contal cette question : « Si les G.M. arrivent sans matériel ? »

« Aucun problème. Le Belvédère (ainsi que « Les Chamois », deuxième village de Leysin), est pourvu d'une « Clinique du ski » — skis, bâtons et chaussures sont disponibles (et entretenus) en permanence. Il en coûte aux G.M. 24,30 N.F. pour une semaine, payables à Paris.

« Toutes les remontées mécaniques sont évidemment gratuites et illimitées pour les G.M. qui sont conduits à proximité des champs de neige par deux camionnettes circulant en permanence. »

J'AI PENSÉ : « Heureux G.M. libérés de la contrainte de l'argent et qui, une fois versé leur forfait (265,50 N.F. pour huit jours Leysin-Belvédère, 238,50 à Leysin-Chamois) de Paris à Paris n'ont plus rien à débourser. »

Comment résister ?

JE N'AI PAS RÉSISTÉ à l'envie de chausser des skis après le déjeuner et suis allée faire un tour à Plafandaz. Des G.M. consciencieux s'initiaient aux mystères des christianias amont sous la direction attentive d'un moniteur ; le soleil était sur les pentes, la neige aussi. Mais le temps passait, le temps que je croyais arrêté comme au Belvédère où aucune des neuf pendules ne marque la même heure. J'avais rendez-vous avec Pop's, géant débonnaire et moustachu, chef du village des Chamois. En quelques minutes, j'ai visité les salons, le bowling, le billard, le ping-pong ; je suis montée dans les étages multicolores et baptisés « orange » (avec les chambres Guillaume, Capucine), « jaune », où les chambres s'appellent « jeunesse » ou « péril », et j'ai même pu contempler un instant, avant de regagner la gare, le chef-d'œuvre de Pop's : sa patinoire, créée de ses mains, arrosée avec amour tous les jours et que le soleil couchant rosissait...

Le train roule toujours, une vieille chanson me tourne dans la tête, scandée par le rythme des roues :

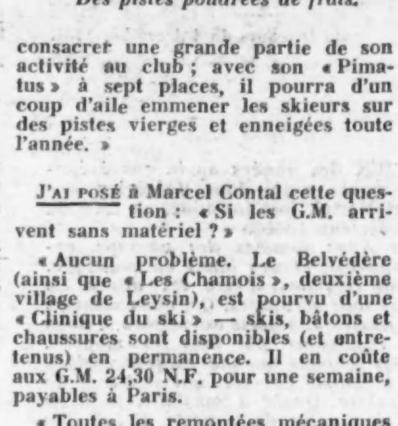
« Où allez-vous ? Au paradis.
Si vous allez au paradis, j'y vais aussi. »

Et le sommeil venant, les paroles changent :

« D'où venez-vous ? Du paradis
Si vous étiez au paradis, retournez-y. »

La nuit m'apporte un bon conseil : je retournerai à Leysin-soleil.

« D'OU VENEZ-VOUS ?... »



« ...DU PARADIS. »

Cette page spéciale d'annonce est présentée par le Club Méditerranée, 8, rue de la Bourse, Paris.

Supplément 4 pages pratique

MADAME EXPRESS

Cette semaine Mme Express a :

● ***Assisté*** par conscience professionnelle, aux présentations des couturiers pour le printemps 1960. Si l'on a, dans les mois qui viennent, le loisir de s'en préoccuper, la mode sera tentante.

Il est trop tôt pour en faire le bilan complet en l'absence, jusqu'à la fin de la semaine, de quelques grands ténors .Mais, dès maintenant, il se dégage :

— deux certitude : les jupes restent très courtes et la taille s'estompe plus encore ;

— deux lignes nouvelles : les hanches épanouies sous une taille décintrée (difficile à porter et à réaliser) et les robes de soie légère entièrement plisées (seyantes et faciles à interpréter) ;

— deux disparitions : les manches et les cols pour les robes ;

— deux gammes de coloris vedettes : le noir et ses dérivés, le violet et ses composés,

... et une étrange coïncidence : Nina Ricci a intitulé sa collection : « LIBERTE » !

● ***Reçu*** de l'un des trois directeurs d'école de Fréjus, avec lesquels « L'Express » est en rapport pour organiser la répartition des dons en espèces et en nature envoyés par les lecteurs du journal, une lettre qui nous charge de remercier de tout cœur les donateurs et de leur dire que les Fréjussiens ont été particulièrement sensibles au fait que les dons des lecteurs de « L'Express » aient pu être apportés directement à ceux qui en avaient le plus besoin. Donc, merci pour eux.

● ***Interrogé*** l'Institut Supérieur de Vaccins, à propos des épidémies de grippe (en France) et de variole (en U.R.S.S.). Les précisions suivantes lui ont été données :

GRIPPE: le vaccin mis au point par l'Institut Pasteur est maintenant en vente dans les pharmacies. On peut se le procurer sur présentation d'une ordonnance médicale. Deux injections sont pratiquées à quinze jours d'intervalle. L'immunité est acquise douze jours environ après la seconde injection et dure un an. Mais l'Institut Pasteur déconseille formellement la vaccination en cours d'épidémie.

VARIOLE: la vaccination (par scarification) confère une immunité de trois ans. Les personnes vaccinées en 1956 (lorsque quelques cas se déclarèrent en Bretagne) devraient donc, en cas d'épidémie, être revaccinées. Les enfants le sont obligatoirement à 3 mois (pré-vaccination), à 11 ans, et à 21 ans. Le vaccin étant fabriqué par un Institut de Vaccine, aucune pénurie n'est à redouter.

Rappelons que pour la grippe, comme pour la variole, les seules préventions efficaces sont le vaccin... et une bonne hygiène de vie.

● ***Répondu*** aux questions embarrassantes que posait un enfant de sept ans à propos d'une prochaine naissance en lui donnant à lire une brochure extrêmement bien faite (et la première à être publiée en France dans un style aussi direct), qui exeplique en termes simples, en photos et en dessins tout ce que les enfants ont envie et besoin de savoir. Une innovation intéressante : une autre brochure, jointe à la première, est destinée aux parents et leur explique, page par page, pourquoi telle image ou tel terme a été choisi et comment ils peuvent eux-mêmes compléter les explications fournies dans le livre des enfants. (« Les mystères de la vie expliqués aux enfants », par le docteur Arthus. Editions Ouvrière, 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris-13^e. 8,10 NF les deux brochures.)

(Dambler.)

Pierre
Clarence
journées de soldes
exceptionnels
jusqu'au 30 Janvier
inclus
9, rue Saint-Florentin
OPÉRA 09-88

VOG
A PARTIR
D'AUJOURD'HUI
28 JANVIER
DANS TOUS LES
RAYONS
SOLDES
34, RUE TRONCHET

Renast Chausseur
SOLDE
SA COLLECTION
30 à 50 %
33, RUE TRONCHET

QUI DIT
SKI
PENSE
PALU SPORTS
11, RUE de MIROMESNIL PARIS 8e ANJ. 25-97

9ème salon
de tissus
d'ameublement
Une sélection unique,
étonnante
vous attend chez
COROT
En exclusivité :
les plus belles créations
modernes et une
splendide collection
de dessins grands
styles.
Tous les Styles Tous les PRIX
COROT
65, CHAMPS-ÉLYSÉES
Médaille d'Argent de la Ville de Paris

MODE

Que reste-t-il ?

La Haute Couture est-elle prophète en son pays ?

IL a fallu les événements d'Algérie pour que les présentations de Haute couture émigrent, de la « une » des quotidiens aux pages intérieures.

Bien que l'atmosphère ne soit guère aux falbalas, Mme Express a essayé de faire, malgré tout, son métier. (Voir page I.)

A travers les termes techniques, les femmes chercheront une dizaine d'idées-forces, tentantes ou rassurantes, qui leur permettront de fixer un cadre à leurs envies aux premiers rayons de soleil. Les hommes, eux, tenteront de retrouver dans le dédale des « tailleurs allurés » et des « fourreaux à peine appuyés », un refrain facile à retenir dont ils oublieront les paroles, mais qu'ils reconnaîtront au premier coup d'œil s'il surgit dans leur entourage et qu'ils accueilleront d'autant plus facilement que février aura servi de période d'accoutumance entre la conception intellectuelle d'une ligne nouvelle et sa représentation graphique. (La reproduction des modèles est fixée, cette année, par la Chambre syndicale de la Couture, au 1er mars.)

En ligne directe

Mais, en fait, que reste-t-il des collections une fois passé la première vague de curiosité ? La haute couture est-elle prophète en son pays et exerce-t-elle une réelle influence sur les Françaises ?

Pour le savoir, nous avons établi un bilan de la saison dernière en interrogeant des confectionneurs, des boutiques et des grands magasins. A tous, nous avons posé la même question : « Qu'avez-vous vendu cet hiver ? Les best-sellers « prêts à porter » descendaient-ils en ligne directe des modèles de couturiers ? »

Les réponses nous ont permis de préciser l'attitude de la femme française face à la mode. Voici quelles en sont les caractéristiques essentielles :

1) La Française est parfaitement au courant de la tendance préconisée par les couturiers. Souvent, quand elle hésite sur un modèle, la cliente explique son choix à la vendeuse pour bien montrer qu'elle agit de volonté délibérée et non par ignorance : *« J'avais très envie d'une tunique, comme celles de Chanel ou de Dior, mais j'ai peur que ça me raccourcisse. »*

2) Si elle n'est pas profondément révolutionnaire, comme le new-look ou la robe-sac, la mode est un feu de paille. Pendant les six semaines qui suivent la présentation des collections, les modèles d'avant-garde sont très demandés, mais bientôt les femmes se lassent et reviennent au classique. Pour rien au monde, elles ne voudraient avoir l'air d'arriver après la mêlée. La tunique a été « victime » de ce phénomène. Après un démarrage en flèche en début de saison, elle s'est brusquement arrêtée fin octobre et les exemplaires restants se sont difficilement vendus en solde. Même phénomène pour le marron foncé, grand favori des collections d'automne.

Très vite le noir a retrouvé la faveur, avec son complément « sport », le gris. Devançant les couturiers de plusieurs semaines, les clientes de la confection ont déjà adopté cet hiver les couleurs du printemps : bleu marine et gris (surtout en flanelle). Ce retour aux couleurs froides était attendu par les spécialistes après les orgies de teintes vives et pastels de ces dernières années.

L'argent rend sage

3) Les lignes excentriques marchent bien dans la confection à grande diffusion et mal dans les boutiques de prêt à porter de luxe. En effet, les fantaisies de la mode s'adressent le plus souvent aux jeunes qui ne disposent pas d'un très gros pouvoir d'achat, mais qui sont les seules à oser les porter en sachant fort bien qu'elles épuiseront en une saison les charmes de leur robe et en achèteront une autre, l'hiver prochain, aussi excentrique et aussi éphémère. Cet hiver, les robes « bulles » ou « lampions » de Saint-Laurent ont amusé les moins de trente ans, à condition de ne pas les payer trop cher.

Les clientes plus aisées sont souvent plus âgées et presque toujours plus raisonnables. Bien que procédant chaque saison à des achats multiples, elles cherchent toujours un modèle qui, par la rigueur de sa forme et la solidité de son tissu, semble bâti pour durer.

4) Chanel vient toujours en tête des couturiers inspirateurs. Cette année, si la fureur des tailleurs de tweed ou de lainage, accompagnés d'un chemisier, s'est calmée, les deux-pièces habillés en tissu précieux ont été un triomphe. Dans les grands magasins, comme faubourg Saint-Honoré, les femmes se sont précipitées sur les ensembles de broché, de lamé, de satin gansé et surtout de velours noir. Sans la consécration des grands couturiers, les femmes n'auraient certainement pas envisagé sérieusement de se revêtir d'or ou d'argent pour aller simplement dîner chez des amis...

La pièce « sérieuse »

5) Le manteau, pièce « sérieuse », enregistre peu de variations dans la ligne, mais suit docilement la tendance pour les tissus. Cet hiver, par exemple, les redingotes décintrées ou les grands cols sont passés presque inaperçus du grand public, mais les tissus de mohair ultra-légers et toute la gamme des réversibles ont séduit dans leurs interprétations de grande diffusion comme de prêt à porter. Cette importance du manteau explique également le peu de succès du 7/8 pourtant lancé par tous les couturiers et grand favori des journaux de mode. Le 7/8 n'a jamais été considéré par les femmes comme un manteau court, mais comme un tailleur démesurément long, puisqu'il faut se préoccuper de la jupe qui l'accompagne. Or, le tailleur d'hiver est un luxe, tandis que le manteau est une nécessité. Il se vend d'ailleurs très peu de tailleurs en hiver et il faudra attendre ce printemps pour savoir si la veste à basques longues a une chance de s'imposer.

6) Les lignes trop élaborées qui posent des problèmes de coupe difficiles à résoudre en confection, et nécessitent en tout cas des retouches délicates, sont automatiquement laissées de côté. Ce fut le cas, la saison dernière, des manches gonflées et des corsages haussés du col ou élargis des épaules. Quelques femmes en ont parlé comme d'une curiosité intéressante, aucune n'a réellement cherché dans les magasins un modèle de ce style.

Emporter le morceau

7) Enfin, un domaine échappe complètement à l'influence de la couture, celui du chapeau. Depuis des années, les grands couturiers et les hautes modistes essayent désespérément de lutter contre la désaffection des femmes à l'égard du chapeau.

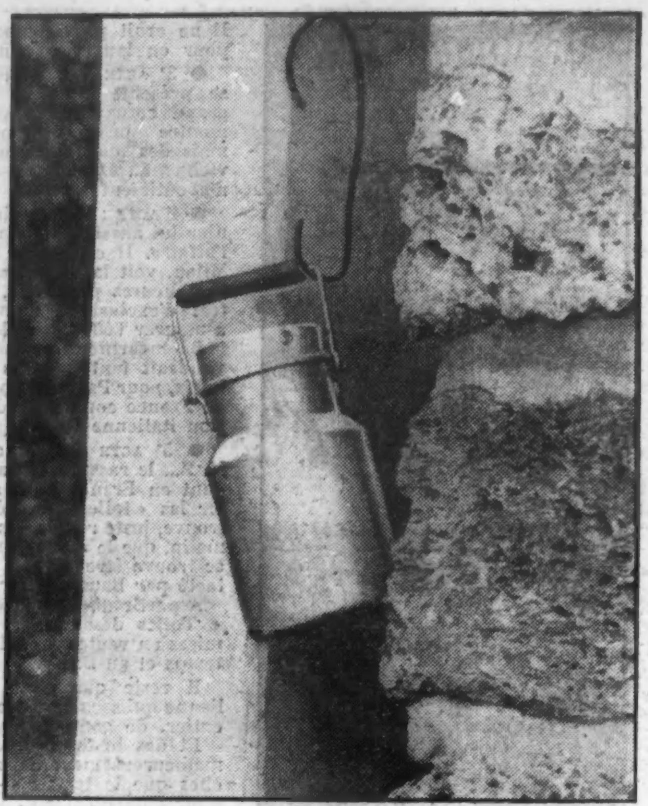
Jusqu'à présent, leurs efforts sont restés vains. Mais un léger mouvement en faveur du chapeau semble s'amorcer ces derniers mois : les grands magasins ont noté une augmentation du chiffre d'affaires de ces rayons jusqu'ici en constante diminution et les modistes, désespérées depuis cinq ans, reprennent espoir. Il ne s'agit pas, en fait, de vrais cha-

« Punaisez » les horaires à la porte de la cui

Savoir bavarder avec

10 NF. pour ... en plis

(Charpentier.)



(Charpentier.)

Les commerçants sont loin.

a cui

peaux, mais plutôt de coiffures souples, molles, légères, peu encombrantes, mi-bonnet mi-béret. Si la couture marche dans ce sens, au lieu de surmonter ses mannequins de moules encombrants et archaïques, elle risque d' « emporter le morceau ». Sinon, il paraît peu probable que les journaux, qui mènent depuis quelques semaines une campagne importante en faveur du couvre-chef, parviennent à relancer, sans autre soutien, un accessoire aussi résolument délaissé par les jeunes générations.

En conclusion, on s'aperçoit que la couture joue sur le marché de la confection un rôle plus important qu'il n'y paraît au premier abord. Rôle d'ensemble, assez diffus dans l'esprit des femmes, mais qui constitue en définitive un puissant moteur d'achats. Le directeur d'une boutique parisienne nous confiait la semaine dernière avec une certaine angoisse : « Pourvu que Chanel nous sorte quelque chose de nouveau... » Chanel ou un autre, l'essentiel est que la semaine qui passe apporte au passionnant moulin de la mode sa dose semestrielle d'idées nouvelles...

Il reste à espérer que seule cette sorte d'angoisse oppresse cette semaine... Mlle Chanel considérant, à juste titre, mardi soir, qu'une présentation aurait un caractère indécent dans l'atmosphère qui régnait.

avec

(Charpentier.)

pour ... en plis.

BANLIEUE

Avant tout, s'organiser

La première mesure: renoncer à Paris comme centre de votre vie.

PAR nécessité (il est souvent plus facile d'obtenir des prêts à la construction dans la périphérie que dans la capitale), les Parisiens émigrant en proche ou moyenne banlieue sont légion. Si les hommes s'en accommodent assez bien (habiter en banlieue signifie seulement pour eux se lever un peu plus tôt le matin et rentrer un peu plus tard le soir), les femmes ont souvent la nostalgie de la capitale : elles se sentent coupées de Paris et ont moins de facilités à organiser leur vie pratique.

Nous avons cependant rencontré une jeune femme, banlieusarde chevronnée et, somme toute, contente de l'être. Journaliste américaine, elle a connu la vie super-organisée des banlieues style U. S. A. et, depuis trois ans, elle expérimente la charmante sous-organisation de la banlieue style parisien. En conjuguant les deux, elle a trouvé des solutions pratiques à un certain nombre d'inconvénients inhérents à la banlieue.

Précisons que cette jeune femme est favorisée : elle dispose d'une voiture. Son expérience est donc surtout valable pour les femmes qui, comme elle, sont nanties soit d'une voiture personnelle, soit d'un mari avec voiture : en effet, le moyen de locomotion individuel transforme la vie du banlieusard non seulement dans ses liaisons avec la capitale, mais surtout à l'intérieur de son « village » où les distances sont souvent beaucoup plus grandes qu'en ville.

Le coin peut-être loin

La nourriture est chère, les supermarchés rares. Au marché, on perd beaucoup de temps en gratifiant d'un « petit bonjour » toutes ses voisines.

En Seine-et-Oise, même au marché, les prix sont élevés en raison des frais de transport.

En Seine-et-Marne, département agricole, les camions se ravitaillent directement dans les fermes et font la tournée des épiciers. Demi-grossistes (et hauts prix) sont ainsi évités.

Les supermarchés vont-ils bientôt transformer la vie des banlieusards ? Oui... dans dix ans, selon les experts. Pour l'instant, il n'existe que trois supermarchés dans la banlieue parisienne : à Bagneux, à Rueil et à Marly-le-Roi.

La formule plaît et va s'étendre dans les prochains mois. Mais seuls les libres-services appartenant à une chaîne à succursales multiples sont actuellement avantageux — dans les autres, on économise davantage de temps que d'argent.

Si vos commerçants sont trop chers ou trop éloignés de votre domicile... déplacez-vous davantage : allez aux Halles.

Trois conditions indispensables :

1. Avoir une voiture.
2. Trouver à stationner.
3. Se lever à 6 heures du matin.

Aussi pratique, mais moins amusant : faites vos courses au marché de la porte de Paris la plus proche... ou celui le plus proche du bureau de votre mari. Donnez une liste à ce même mari pour un Prisunic de Paris; une fois par mois suffit, et vous aurez sucre, farine, conserves, etc., sans peine.

Si vous trouvez le vin cher à l'épicerie, ou si le choix est limité, demandez à une « grande cave » de vous livrer de temps en temps vins et liqueurs. Même processus pour les pommes de terre : un marchand en gros peut vous livrer un stock pour l'hiver... si vous avez une cave pour l'entreposer.

Pour un bouton

Les vêtements, en revanche, sont quelquefois légèrement meilleur marché en banlieue et les boutiques font souvent des ventes-réclames pour encourager la clientèle ; cependant, beaucoup de femmes préfèrent aller à Paris pour éviter « l'humiliation » de rencontrer la moitié de Saint-Germain-en-Laye portant la même robe qu'elles. Une couturière de banlieue n'est pas exigeante : à Chaville, par exemple, on peut se faire faire un tailleur pour 200 N.F. Les jupes de tergal pour petites filles sont près de 10 N.F. moins chères à la mercerie du coin que dans n'importe quelle boutique de quartier parisienne. Les femmes qui courent à Paris pour le moindre bouton font donc l'aveu d'une certaine nostalgie : la capitale reste le pôle d'attraction de leur vie.

Beauté : à la dernière mode

Il y a d'excellents coiffeurs en banlieue et même des instituts de beauté. Dans un quartier résidentiel modeste, une coupe, shampooing, mise en plis, coûte environ 10 N.F., service compris. Si vous tenez à être à la dernière mode et à changer de couleur, essayer un coiffeur de luxe dans une banlieue proche.

Sorties

Un tailleur, des escarpins corrects et un léger maquillage suffisent pour un après-midi à Paris. Si vous devez sortir le soir, il faut être plus prévoyante et emporter (ou mettre) une robe noire passe-partout et le nécessaire pour un maquillage plus soigné. Un sac de dépannage peut trouver une place dans la voiture : talons plus hauts et plus fins, une paire de bas (au cas où...), deux brosses (une à cheveux, une à habits) et une glace. La femme qui travaille peut conserver ce sac dans un tiroir de son bureau.

Si vous n'allez pas dîner chez des amis mais simplement avec votre mari, organisez-vous quand même. Il est essentiel de louer les places de théâtre ou de concert. Pour une « cinéma-partie », fixez le film à voir et l'horaire des séances, dînez dans le quartier. Sinon, votre mari vous dira : « Chérie, rien de compliqué, un bon petit restaurant, et puis rentrons tranquillement nous coucher. »

Paris, ville de culture

Toute banlieue desservie par la gare Saint-Lazare est bien servie. D'autres périphéries sont moins privilégiées. De toute manière, il est indispensable de posséder l'horaire des trains ou des autobus. « Punaisez »-le derrière la porte de la cuisine et chronométrez combien de minutes il vous faut de chez vous à la gare, *à pied*. (Le guide Leconte — guide de la banlieue parisienne — est indispensable, ainsi qu'un plan de Paris.)

Les voyages en train sont mornes : des cimetières, des piscines abandonnées... Les affiches des grands magasins vous sautent aux yeux en entrant dans Paris, ville de culture. Un conseil : essayez de temps en temps d'aller faire un tour rive gauche, de flâner sur les quais, d'acheter un livre à un bouquiniste, d'arriver à l'heure pour voir une exposition. Sinon, vous direz à votre mari : *« Je ne vois plus Paris »*. *« Mais si,* répondra-t-il doucement, *tu t'es acheté un imperméable aux Galeries il y a trois jours »*.

Boulevard du Général-Oui?

Le problème de l'aide ménagère est encore plus aigu en banlieue qu'à Paris. Les jeunes filles au pair sont tout à fait en dehors de vos possibilités : elles suivent des cours « en ville » et perdent trop de temps en trajet : 1° pour vous rendre réellement service ; 2° pour ne pas être très vite fatiguées.

Si vous vous décidez à engager une domestique et que vous mettiez une annonce dans un journal de Paris. Lundi matin, trente coups de téléphone ! Vous expliquez patiemment la route à chacune : « Vingt minutes de Paris. Direct par le train... Deux minutes de la gare ».

« Noisy le quoi ? », crie la voix. *« Boulevard du Général-Qui ? »*.

Vous attendez toute la journée. Vers l'heure du dîner arrive une femme épuisée : *« Je m'excuse, je m'étais perdue en rase campagne »*. Mais l'aide ménagère est un besoin vital, surtout pour la femme qui travaille. Alors, demandez aux voisines, aux épiciers, mettez une annonce dans un journal de province. Si vous trouvez une femme de ménage et que vous ne puissiez pas l'employer toute la journée, vous pouvez vous arranger pour la « partager » avec une voisine.

Santé

D'excellents médecins, dentistes et spécialistes habitent en banlieue. La

→

Lucien FLAUD
FOURREUR
SOLDE
MANTEAUX ET VESTES
VISON - CASTOR - ASTRAKAN
AGNEAU DES INDES, etc.
Petites tailles et tailles moyennes
ET QUELQUES BELLES ETOLES DE VISON
« Salon-boutique » au 4e étage
7, rue de la Paix
OPE. 99-86

La Femme élégante et avisée sait profiter
des derniers jours de soldes
Elle va chez elda
48, *Chaussée - d'Antin - PARIS*

périphérie est également pourvue d'hôpitaux et de nombreuses cliniques modernes. Ne conservez donc votre docteur de Paris que s'il est spécialiste ou s'il est le seul en qui vous ayez confiance.

Actuellement, on peut accoucher partout sans douleur — si on le veut bien — la plupart des maternités agréées par la Sécurité sociale donnent des cours.

La vie en commun

La vie en banlieue convient parfaitement aux enfants. Les lycées sont bons, les écoles maternelles suffisamment nombreuses. Mais, pour les mères qui travaillent, le problème du jeudi n'est pas encore résolu. En effet, certaines garderies ne prennent les enfants qu'entre trois et sept ans. Que faire des autres ? Il y a les scouts et les patronages. Adressez-vous à la mairie. Si les lycées et les cours sont assez nombreux, il y a, en revanche, une grande pénurie de cars pour le ramassage des enfants. Essayez la formule américaine de « car-pull » ; c'est un arrangement entre mères-munies-d'une-voiture. Un matin, vous conduisez les enfants en classe ; le lendemain, c'est le tour d'une autre mère.

Les hommes sont ravis de vivre dans une forteresse, loin des soucis de la ville, de se livrer aux joies du bricolage pendant le week-end. Mais un homme qui travaille à Paris, c'est un mari et un père en moins pendant la journée. S'il a une voiture et n'habite pas à plus de trente minutes de son bureau, votre mari pourra quand même rentrer déjeuner. Même en comptant l'essence, ce va-et-vient lui coûtera moins cher que de déjeuner au restaurant, et il verra les enfants.

Mais les difficultés de circulation et de garage à Paris étant devenues extrêmes, beaucoup d'hommes préfèrent laisser leur voiture à la gare en banlieue et la retrouver le soir. Si vous la voulez entre temps, allez chercher votre mari à la gare. Autrement, vous vous trouverez bientôt sans voiture... et sans mari.

En conclusion, malgré les (petites) difficultés, la vie en banlieue peut être une joie quand on sait :

- utiliser son temps et son énergie ;
- se servir de son mari ;
- vivre en communauté.

MAISON

Harmonie noir et blanc

R.-J. Baumgartner veut démontrer avec ses « toiles dessinées » que le goût se vend bien.

DES tissus d'ameublement d'une conception tout à fait nouvelle, ont été présentés pour la première fois le 14 janvier, à la Foire textile internationale de Milan.

Ils sont signés du nom d'un peintre - illustrateur - décorateur de talent : R.-J. Baumgartner, 1 m. 90, Suisse d'origine et Parisien d'adoption.

Ils lancent l'harmonie noir et blanc qui, par une coïncidence assez significative, surgit dans l'ameublement au moment où, dans la haute couture, on enregistre la même tendance.

Ces tissus ont une histoire à rebondissements, à épisodes, à suspense.

— Comment Baumgartner a-t-il eu l'idée de se lancer dans l'industrie textile ?

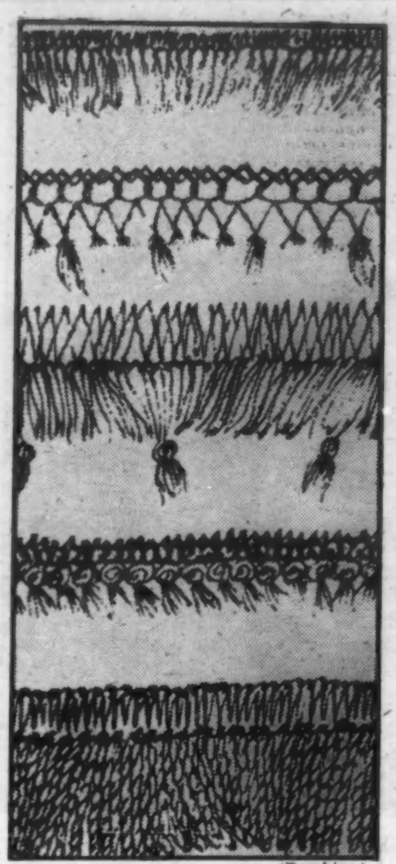
— J'ai fait l'année dernière un voyage aux Etats-Unis, dit-il. J'ai eu là-bas, entre les mains, des dizaines de milliers d'échantillons de tissu, des beaux, des moins beaux, mais tous débordant de couleurs vives, pour ne pas dire criardes ; j'ai pensé alors avec nostalgie au « ton sur ton » des toiles de Jouy et j'ai décidé de dessiner une collection de tissus de coton à exécuter en noir et blanc — j'espérais que mon idée serait bien accueillie en France...

— Où en est l'industrie du tissu d'ameublement en France ?

— Au point mort. Les tissus sont divisés en deux catégories distinctes : les tissus de luxe, monopole de deux ou trois créateurs (Suzanne Fontan, Paule Maraut, Pierre Frey) qui font office de grossistes. Ces étoffes sont belles, chères, leur diffusion relativement restreinte puisqu'elles sont destinées à approvisionner les artisans tapissiers ou les décorateurs. Les autres tissus sortent par milliers de mètres des ateliers des grandes filatures ; ils sont distribués chez les détaillants et dans les grands magasins, ils sont moins chers que les tissus de luxe, mais — à de très rares exceptions près — d'une pauvreté d'inspiration navrante.

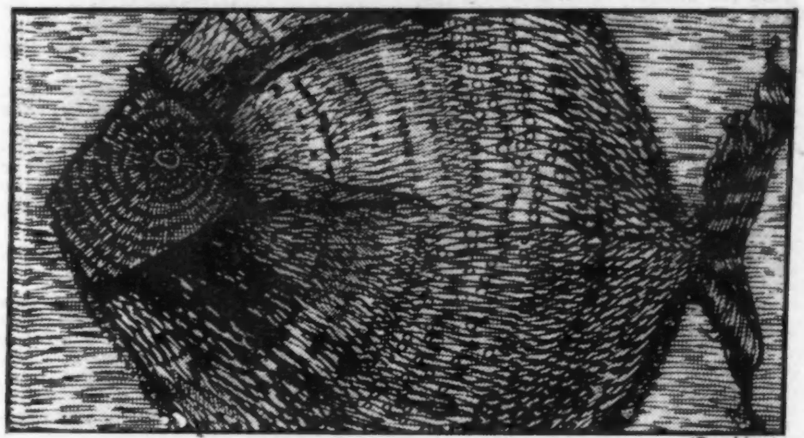
— Pourquoi ?

— A cause d'une certaine sclérose du goût des usagers, les fabricants réalisant de substantiels bénéfices sur les tissus « anciens » qui se vendent toujours, n'ont pas cherché à renouveler leurs maquettes, à engager des dessinateurs, et les rares tissus « modernes » lancés sur le marché trouvent peu d'amateurs : parce que les Français sont conservateurs... mais aussi parce que les tissus, lorsqu'ils ne sont pas chers, sont laids.



(Dambier.)

NATACHA.
Pour une pièce romantique.



(Dambier.)

HONG-KONG.
Pour accorder sièges et rideaux.

Un certain M. Z.

Baumgartner, concient de tous ces problèmes et fermement résolu à apporter quelque chose de neuf dans le domaine des tissus à grande diffusion, se met donc au travail.

● 1^er ACTE : Il dessine 100 planches en six mois, sélectionne 25 de ces dessins (noir sur blanc) et les fait exécuter sur tissu par un artisan.

● 2^e ACTE : Il présente sa collection à M. X..., le plus grand cotonnier français. M. X... se montre prodigieusement intéressé, mais réticent : il a déjà investi de grosses sommes dans la publicité de ses propres marques... Il ne croit pas le moment opportun pour en lancer une nouvelle.

● 3^e ACTE : Baumgartner, patient, se présente chez M. Y..., un autre grand cotonnier français. M. Y... se montre prodigieusement intéressé, mais des questions financières interviennent... Deux mois de discussions n'aboutissent à rien.

● 4^e ACTE : Un certain M. Z..., cotonnier lui aussi, mais Italien, a vent de l'affaire. Il convoque Baumgartner à Milan, voit la collection et, quarante-huit heures plus tard, signe un contrat d'exclusivité mondiale, s'engage à assurer l'édition et la distribution.

Baumgartner est mélancolique. Il voudrait tant que ses tissus créés à Paris, *pour* Paris, ne soient pas connus en France comme produits d'importation italienne !

● 5^e ACTE : Qu'à cela ne tienne, M. Z... le rassure : il a un correspondant en France qu'il a chargé d'éditer les « toiles dessinées » ; or, il se trouve, juste retour des choses, hasard malin, que le correspondant de M. Z... se trouve être M. Y..., vainement contacté par Baumgartner.

A partir du 20 février prochain, les « Toiles dessinées à Paris » seront mises en vente en exclusivité au Printemps et au B.H.V.

Il reste que c'est l'industrie italienne qui sera créditée, dans le monde entier, de goût, de dynamisme.

Et des histoires analogues existent malheureusement dans d'autres branches que le textile — en particulier pour l'ameublement.

Les caractéristiques

● SUPPORT : Coton blanc qui peut aussi bien être utilisé en couverture de sièges qu'en doubles rideaux).

● DESSINS : Très variés, allant du graphisme abstrait pour les modèles très modernes, aux jeux de fond plus facilement utilisables dans les adaptations de style.

● COLORIS : Tous les modèles existent en noir et blanc. Chacun d'eux existe, en outre, en une, deux, trois ou quatre versions de couleur.

● PRIX : 17,50 N.F. le mètre en 130 cm de large.

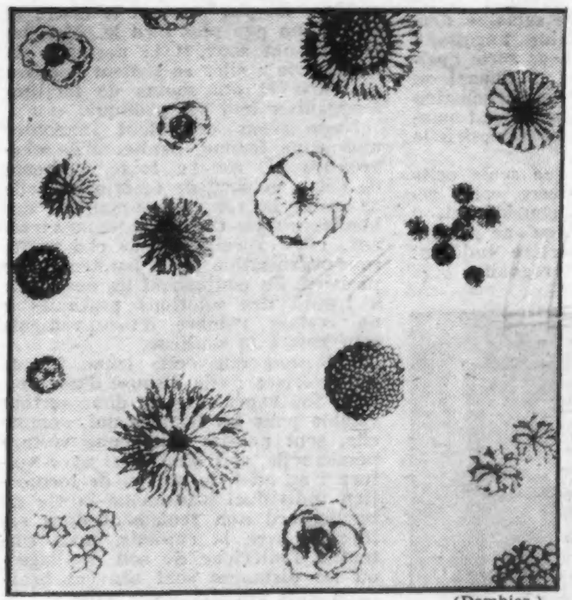
Madame Express, qui a eu le privilège de voir la totalité des modèles actuellement imprimés, en a sélectionné quatre d'inspiration très différente :

● N° 1 GRASSE : Dessin de fleurs stylisées, spécialement conçu pour les tentures de chambre à coucher.

● N° 2 NATACHA : Passementerie et pompons d'un modernisme tempéré qui s'adapte admirablement à une pièce romantique.

● N° 3 HONG-KONG ET FIDJI : Ces tissus se complètent. Fidji est un jeu de fond que l'on retrouve sur Hong-Kong. Mais, dans ce dernier, de grands poissons japonais viennent se détacher sur le fond. Le premier des deux est destiné à recouvrir des sièges ; le second, à faire des rideaux.

● N° 4 VARENNE : Jeu de fond très étudié pour pouvoir être utilisé dans certaines pièces garnies d'un mobilier de style. (Voir photo page I.)



(Dambier.)

GRASSE.
Pour une chambre à coucher.

ENCADREMENTS SOUS VERRE

" BANDES GOMMÉES
DELTA "Multipli"
un pli, une pression des doigts, c'est fait!
En vente chez les Papetiers, Photographes, Marchands de couleurs, Grands Magasins
La Maison du Papier Gommé
Sté L. CHAPPELLIER & A. GRAND
Capital de 60.000.000 de francs
78, RUE DE WATTIGNIES - PARIS XII° - DID. 93-55

MOQUETTES
ET TOUS REVETEMENTS DE SOL
LE TAPIS CLOUÉ
vous assure la qualité parfaite de ses moquettes « Contrôlées » par
« QUALITE FRANCE »
que tout acheteur peut vérifier sur place dans ses
20 coloris en stock, Devis gratuit
20-22, rue du Mail - CEN. 10-62
DISTRIBUTEUR FRANCE-TAPIS

T.D.S. Tél. MED. 32-35
52, rue Galande - PARIS
tient à votre service
TOUS ARTISANS
Menuisiers
Peintres
Plombiers
Electriciens
Electro-Ménager
Nettoyeurs tapis
Frotteurs de parquets
Etc.
dans les 24 heures

Ne prenez pas tant de peine... Madame

Téléphonez à LIT. 79-50 qui vous enverra de suite un métreur. Quelques jours plus tard, lorsque vous viendrez choisir vos rideaux, nous aurons déjà fait gratuitement un premier devis de votre installation.
Catalogue E sur demande
LE RIDEAU DE PARIS
Spécialiste du rideau sans repassage
32, RUE DU BAC, PARIS
(Métro Bac)

● cinéma

L'EAU A LA BOUCHE : trois couples et une nuit d'été, le premier film d'un critique, J. Doniol-Valcroze, devenu metteur en scène. Un charme inégal. (*Madeleine*, OPE. 56-03, et *Mercury*, BAL. 75-90.) (Voir critique p. 38.)

COME BACK, AFRICA : vécue sous nos yeux, la tragique condition des Noirs d'Afrique du Sud. (*Pagode*, INV. 12-15.)

LES LIAISONS DANGEREUSES 1960 : Gérard Philipe dans le grand succès de Vadim lancé par la censure. (*Colisée*, ELY. 29-16, et *Marivaux*, RIC. 83-90.)

LA MORT AUX TROUSSES : du bâtiment de l'O.N.U. aux pentes du mont Rushmore, un suspense haletant signé Hitchcock (*Avenue*, ELY. 49-34.)

UNE LEÇON D'AMOUR : un Bergman 1954, inédit à Paris. Une comédie tendre et désabusée. (*Cinéma d'Essai Caumartin*, OPE. 81-50.)

LE VISAGE : la magie contre la raison dans la Suède du XIX[e] siècle. (*Bonaparte*, DAN. 12-12.)

CONFIDENCES SUR L'OREILLER : pour les amateurs de comédie américaine. (*Raimu*, ELY. 38-91.)

NUIT ET BROUILLARD : le court métrage d'Alain Resnais sur les camps de concentration. Au même programme : L'AFFAIRE DREYFUS : reconstitution-digest. (*Marbeuf*, BAL. 47-19.)

CERTAINS L'AIMENT CHAUD : une éblouissante comédie à la mode 1925. Autour de Marilyn, Jack Lemmon et Tony Curtis travestis. (*Les Reflets*, GAL. 99-91.)

LE CUIRASSÉ POTEMKINE : de S.-M. Eisenstein, le classique des classiques. (*Noctambules*, ODE. 42-34.)

IVAN LE TERRIBLE : le grandiose testament d'Eisenstein. (*Studio Bertrand*, SUF. 64-66.)

DOSSIER SECRET : le génie de Welles dans un film d'aventures grandiloquent. (*Cinéma des Champs-Elysées*, ELY. 61-70.)

LE TROISIÈME HOMME : dans la Vienne de l'après-guerre, Orson Welles et le célèbre air de cithare. (*Quartier-Latin*, DAN. 84-65.)

LE PIGEON : l'hilarante tentative d'un gang romain pour rééditer scientifiquement « Du rififi chez les hommes ». (*Studio Raspail*, DAN. 38-98.)

LE GÉNÉRAL DELLA ROVERE : Grand Prix du Festival de Venise, dernier film de Rossellini. La situation fait le héros. (*Ciné-Panthéon*, ODE. 15-04.)

HIROSHIMA, MON AMOUR : un film important, difficile et irritant, devenu un grand succès de public. (*Picardy*, ARC. 62-98.)

ORFEU NEGRO : un vieux mythe ressuscité à travers un étincelant reportage en couleurs sur le carnaval de Rio. (*Plaza*, OPE. 74-55.)

LES QUATRE CENTS COUPS : l'histoire de François Truffaut. Un film qui vient du cœur. (*Béranger*, ARC. 94-56; *Lux*, LIT. 62-25; *La-Fayette*, TRU. 80-50.)

LE MILLION : autour d'un billet de loterie, un film-ballet de René Clair. (*Studio des Ursulines*, ODE. 39-19.)

LE VOLEUR DE BICYCLETTE : Vittorio de Sica metteur en scène à la grande époque du néo-réalisme. (*Studio de l'Etoile*, ETO. 19-93.)

LA GRANDE EPOQUE : l'âge d'or du burlesque américain. (*Agriculteurs*, TRI. 96-48.)

LES AMANTS : la plus vieille histoire du monde contée par un jeune homme qui n'a pas peur des images. (*Hollywood*, OPE. 28-03.)

KINOPANORAMA : sur trois écrans géants, un vrai voyage en U. R. S S. (60, *av. de la Motte-Picquet*, FON. 50-50.)

ET DIEU CRÉA LA FEMME : la naissance de B. B. (*Rio-Opéra*, RIC. 82-54.)

LA BLONDE ET MOI : Jayne Mansfield et la verve burlesque de Frank Tashlin. (*Studio Parnasse*, DAN. 58-00.)

NOBLESSE OBLIGE : le plus beau fleuron de l'humour noir britannique. (*Studio République*, OBE. 58-08.)

● théâtre

L'HEUREUX STRATAGÈME, de Marivaux : un chef-d'œuvre de grâce, de gaîté, de jeunesse. Une merveilleuse comédienne : Geneviève Page. (*T.N.P.*)

LES NÈGRES : un poème en forme de réquisitoire avec toute la violence et toute la somptuosité de la langue de Jean Genet. (*Lutèce.*)

LES SÉQUESTRÉS D'ALTONA : la plus importante des pièces de Sartre. (*Renaissance.*)

BECKET OU L'HONNEUR DE DIEU : le drame de l'amitié vu par Jean Anouilh. (*Montparnasse - Gaston Baty.*)

L'EFFET GLAPION : la meilleure pièce d'Audiberti depuis «Le mal court». (*La Bruyère.*)

BLAISE : un divertissement à la Feydeau, avec Marie-José Nat, la joie de la soirée. (*Nouveautés.*)

GOG ET MAGOG : François Périer ou le triomphe de la sympathie. (*Michodière.*)

● expositions

GAUGUIN : près de deux cents toiles, gravures, dessins et sculptures. (*Galerie Charpentier, 76, rue du Faubourg-Saint-Honoré.*) (Voir p. 39 la chronique de J.-F. Chabrun.)

ART MODERNE SUISSE : un pays d'une vitalité picturale certaine. (*Musée d'Art Moderne*, 11, *avenue du Président-Wilson.*)

CHABRILLAN : d'étonnants paysages imaginaires. (*Creuze*, 12, *rue Beaujon.*)

COGNASSE : le lyrisme abstrait à la hauteur d'une institution classique. (*Grands-Augustins*, 49, *quai des Grands-Auugstins.*)

COPPENS : photographies du monde réduit à l'état de merveilleux détails. (*Craven*, 3, *rue des Beaux-Arts.*)

LIÈGME : expression passionnée du meilleur style « abstrait chaud ». (*Colette Allendy*, 67, *rue de l'Assomption.*)

WANDA MAYA : des dessins dont la pureté tragique s'inscrit dans une heureuse tradition décorative. (*Galerie Raspail*, 205, *boulevard Raspail.*)

HENRI NOUVEAU : juste hommage rendu à la mémoire d'un compositeur qui fut aussi un peintre. (*Galerie de France*, 3, *rue du Faubourg-Saint-Honoré.*)

PICASSO : des reproductions qui, par une remarquable exception, « tiennent » à côté des originaux. (*Pont des Arts*, 6, *rue Bonaparte.*)

RAY B. : paysages d'hiver vus d'un œil anachronique, ce qui n'ôte rien — bien au contraire — à leur charme. (*Doria*, 1, *place Alphonse-Deville.*)

SALON DE LA JEUNE PEINTURE : contre-offensive du réalisme. (*Musée d'Art moderne*, 11, *avenue du Président-Wilson* ; jusqu'au 30 janvier.)

SURRÉALISME : une exposition internationale qui remet l'érotisme cérébral et 1925 au goût du jour. (*Cordier*, 8, *rue de Miromesnil.*)

TAMARI : géométries sentimentales et phosphorescentes. (*Chaudun*, 36, *rue Mazarine.*)

VERDET : un transfuge de la poésie verbale, mais fidèle à lui-même. Il poétise les formes essentielles de l'univers provençal. (*Rive Droite*, 23, *Fg Saint-Honoré.*)

WOLS : une œuvre au moins aussi importante, de nos jours, que celle de Paul Klee il y a quarante ans. (*Europe*, 22, *rue de Seine.*)

● occasions

Je propose

- POUR CAUSE DÉPART, belle chambre à coucher, avec literie, divan, tapis, lustre. Téléphoner pr. rendez-vous à DAU. 44-17, de 8 à 11 heures.
- ARMOIRE LOUIS-PHILIPPE acajou, très bon état. 400 N.F. Tél. avant 9 h. MIR. 77-72.
- MANTEAU ragondin sauvage, d'origine argentine. 2.500 N.F. avec modifications. Lopez, POR. 80-11.
- MIXER AMÉRICAIN, neuf, vitesses variables, tous accessoires. Peut intéresser pension de famille ou petit restaurateur. 600 N.F. Téléphoner SUF. 33-79.
- MACHINE A TRICOTER Knittax neuve, sous garantie. 450 N.F. à débattre. Tél. OBS. 24-98, heures des repas.
- RÉCEPTEUR RADIOLA type RA 565/A 01 pour émissions en modulation d'amplitude, trois gammes, et gamme pour modulation de fréquence. Prise pick-up, interphone ou magnétophone. 250 N.F. Tél. le soir à MAR. 91-01.
- BEAU MANTEAU queues de vison, état neuf, valant 3.950 N.F., vendu 2.500 N.F. DEF. 55-74, de 19 à 22 h.
- LIT DIRECTOIRE d'époque. Tél. TRO. 35-78.

Je cherche

- VOITURE D'ENFANT à deux places. Lenoir, 6, rue Jasmin. Tél. AUT. 94-29.

● recettes

DEUX SOUPES COMPLÈTES.

2 litres 1/2 d'eau.
1 petit chou.
2 oignons piqués de girofle.
7 ou 8 pommes de terre.
3 cervelas,
150 gr. de lard maigre.
Préparation : 15 minutes.
Cuisson : 1 h. 30 environ.

● Vous mettez à cuire dans l'eau les oignons, le chou, les cervelas et le lard. Au bout d'environ 50 minutes, vous ajoutez les pommes de terre. Quand la cuisson est achevée, vous versez le bouillon dans les assiettes sur des tranches de pain grillé. Ensuite, vous servez les légumes, le lard et les cervelas coupés en morceaux. A moins que vous ne préfériez manger le tout ensemble.

2 litres 1/2 d'eau.
1 kilo de poisson frais.
Des têtes de poisson.
2 carottes.
2 oignons piqués de girofle.
1 poireau.
2 tomates.
6 pommes de terre (ou plus).
1 branche de céleri.
Thym, laurier, brins de fenouil, safran, poivre en grains, sel.
Préparation : 15 minutes.
Cuisson ; 1 heure environ.

● Vous achetez un poisson bon marché et des têtes de poisson. Vous faites revenir à la poêle, dans un peu d'huile, tous les légumes (à l'exception des pommes de terre) coupés en gros morceaux. Vous y joignez les herbes aromatiques. Au bout de cinq à sept minutes, vous ajoutez le poisson coupé lui aussi en morceaux. Vous versez là-dessus un peu d'eau chaude et vous laissez bouillir pendant quelques minutes. Puis vous transvasez le tout dans un récipient plus grand; vous ajoutez le reste de l'eau chaude, les têtes de poisson, le poivre en grains, le sel, le safran et les pommes de terre. Au bout d'environ quarante minutes, vous enlevez le poisson et les pommes de terre, et vous laissez bouillir encore une vingtaine de minutes. A la fin de la cuisson, vous passez le bouillon, vous écrasez au pilon tout ce qui reste des légumes. Vérifiez l'assaisonnement. Versez le bouillon sur des tranches de pain frottées d'ail. Servez à part, ou en même temps, le poisson et les pommes de terre.

SUZANNE ET HENRIETTE.

Ce supplément pratique a été réalisé par : Christiane Collange avec la collaboration de : Jean-François Chabrun, Djenane Chappat, Joan Dupont, Martine Fell, Monique Gilbert, André Gobert, Danièle Heymann, Colette Jouvion, Suzanne et Henriette.

(*Les renseignements contenus dans ce supplément pratique sont libres de toute publicité.*)

MOQUETTE pure laine
à partir de 15,50 NF
DEVIS ET CONSEILS GRATUITS
POSE SOIGNEE PAR SPECIALISTES
Conditions spéciales aux lecteurs de « L'Express »
Faites une économie de 20 à 40 % sur fin de séries en tissus d'ameublement, descentes de lit et carpettes - Prix démarqués après inventaire
TEXTILAM
3, RUE DE RICHELIEU (à 20 m. du Th. Français)
RIC. 00-45

GALERIE DE FRANCE
3, Faubourg-Saint-Honoré
PARIS (8e)
HENRI NOUVEAU

GALERIE EUROPE
22, rue de Seine (6e) - ODE. 66-75
WOLS
PEINTURES ET GOUACHES
Jusqu'au 6 février

GALERIE CHARPENTIER - 76, Fg-Saint-Honoré
EXPOSITION
Cent œuvres de GAUGUIN

GALERIE MAEGHT
BRAQUE - LEGER - CHAGALL - KANDINSKY
MIRO - GIACOMETTI - CALDER
BAZAINE - TAL COAT - UBAC
PALAZUELO - CHILLIDA

GALERIE DE PARIS
14, place François-Ier - ELY. 02-20
EXPOSITION
MANGUIN
Du 26 janvier au 12 mars

MAISON DE LA PENSEE FRANÇAISE
2, rue de l'Elysée
SCULPTURES ALLEMANDES CONTEMPORAINES
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE
30 JANVIER - 6 MARS
Tous les jours 10 à 18 h. - Entrée 2,50 NF - Demi-tarif 1,25 NF

GALERIE LACLOCHE
BANC
encres, gouaches
papiers collés
Du 30 Janvier au 20 Février 1960
11 h. à 12 h. 30
de 14 h. 30 à 18 h. 30
DIMANCHE EXCEPTÉ
8, place Vendôme

GALERIE DE L'INSTITUT
6, rue de Seine - PARIS (VIe)
ODE. 32-90
COSTI
SCULPTURES
Vernissage le 28 janvier de 16 heures à 20 heures
Du 28 janvier au 12 février

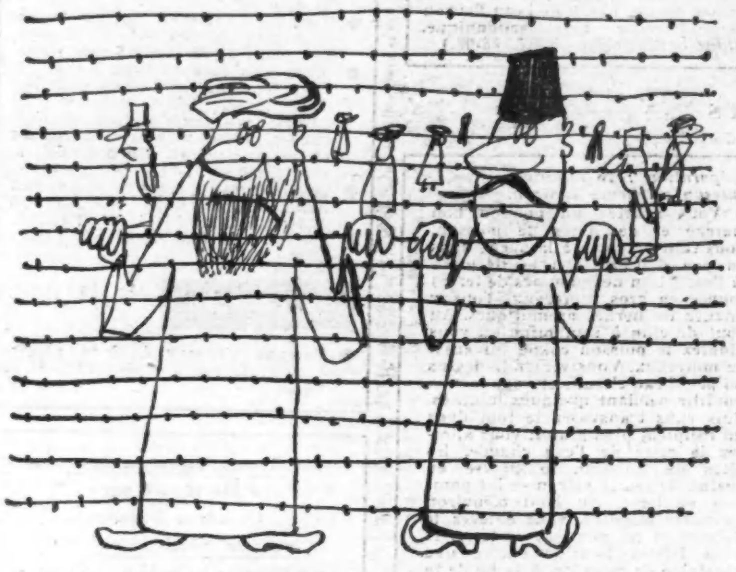
GALERIE CHARPENTIER
CENT ŒUVRES
DE
GAUGUIN
76, FG. SAINT-HONORÉ, PARIS

SINÉ EST OPTIMISTE

Malgré les événements tragiques de ces derniers jours, Siné trouve qu'il ne faut rien exagérer et que la situation n'est pas si mauvaise qu'on veut bien le dire.

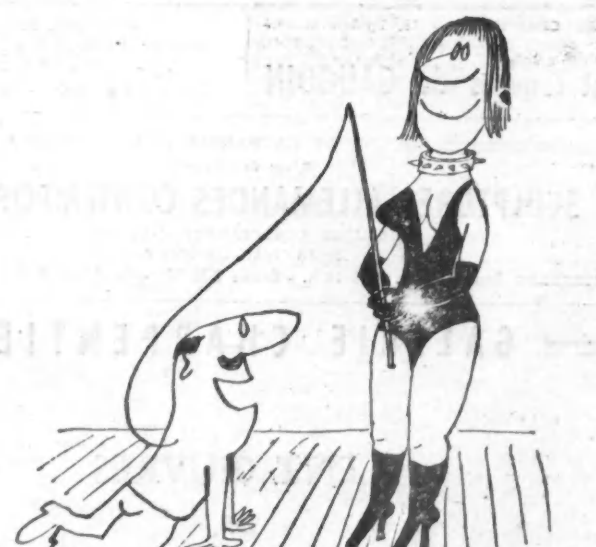
***On dit que la France vieillit*, mais au contraire, c'est plus que jamais une « Jeune Nation ».**

***On dit qu'il y a des fascistes chez les Français d'Algérie*, mais si on marche dessus du pied gauche, ça porte bonheur !**



***On dit que la pacification de l'Algérie fait trop de victimes*, mais il reste quand même des milliers de survivants !**

***On insinue que la Vᵉ République est une dictature*, mais on est encore libre d'écrire ce qu'on veut !**



***On prétend que la torture est inhumaine*, mais ça dépend laquelle !**

***Certains déplorent le départ de Massu*, mais qu'ils se rassurent, il reviendra !**

AGRICULTURE

La mue

● ***Il y a quelque chose de changé dans l'agriculture française. Quoi? Après une longue et minutieuse enquête, Michel Bosquet l'expose. La guerre d'Algérie, ce sera un jour le passé ; ici, il s'agit d'avenir.***

CETTE fois, la mue est visible. Cette crise paysanne n'est pas comme les autres. Ici ou là, on parle encore de barrer les routes, de marcher sur Paris, on donne encore la priorité aux ajustements tarifaires, c'est-à-dire aux relèvements des prix garantis. Mais, dans l'ensemble, le ton a changé.

Le relèvement des prix et des protections douanières, tarte à la crème de toutes les revendications paysannes du passé, n'est plus, cette fois, qu'un élément parmi d'autres. Car la fraction la plus dynamique de la paysannerie a compris ceci : en aucun cas, une politique de prix ne peut tenir lieu de politique agricole. En l'absence de celle-ci, elle aggrave les problèmes au lieu de les résoudre.

Pour le voir, il suffit de savoir compter. Quand un gouvernement donne 100 francs de mieux au quintal de céréales ou 2 francs de mieux au litre de lait, croyant ainsi soulager les petits exploitants, que fait-il ? Ceci : il accorde 5.000 francs (légers) *par an* aux centaines de milliers de petits exploitants qui livrent 50 quintaux ; mais aux quelques milliers de « gros » qui tirent 2.000 quintaux de grains de leurs exploitations industrielles, il offre 200.000 francs par an. Avec ses 5.000 francs par an, le petit n'est pas mieux loti. Le gros, avec ses 200.000 francs d'appoint, peut accroître son avance technique et étendre son exploitation.

Il suffisait de savoir compter pour le comprendre, et la paysannerie française, depuis 15 ans, apprend à compter. Elle y est forcée, par la diffusion des engrais et du tracteur. A la Libération, il y avait moins de 40.000 tracteurs en France ; il y en a actuellement 650.000. Avant d'acheter un tracteur, le paysan vivait le plus souvent en autarcie : il produisait lui-même de quoi nourrir sa famille et ses animaux de trait. Son travail était pratiquement gratuit. En 1955 encore, René Dumont, calculant la rémunération du travail de deux familles paysannes, arrivait à ces chiffres effarants :

— l'une, au sud de Rodez, exploitant 11 hectares en polyculture, gagnait 31 francs par heure de travail, *non nourrie ;*

— l'autre, à l'ouest de Valence, cultivait 7 hectares pour un gain horaire de 10 francs, non nourrie.

Chefs d'entreprise

Ces exemples, aujourd'hui encore, ne sont pas exceptionnels. Mais l'engrais et le tracteur les vouent à une disparition rapide. Car l'azote, la potasse, l'essence, l'huile, les pièces de rechange, le paiement des traites, l'amortissement de la machine, tout cela réclame de l'argent liquide. Pour ne pas aggraver son endettement, pour n'être pas ruiné par l'achat intempestif de sacs d'engrais et d'une machine, l'exploitant doit apprendre la comptabilité, se transformer en chef d'entreprise. Nombreux sont ceux qui perdirent tout ou qui devinrent les esclaves de leur machine — capital fixe exigeant sa rémunération — pour n'avoir pas connu ces quelques chiffres :

● Un tracteur est non rentable au-dessous de 12 hectares (voire 20 hectares en polyculture). Pour s'amortir, il doit tourner un minimum de 600 heures par an, l'optimum se situant entre 1.500 heures et 2.000.

Pour une moissonneuse automotrice ou un corn-sheller (machine à récolter le maïs), la superficie minimum est de 80 hectares, pour une arracheuse de betteraves elle est de 50 hectares.

A peine énoncés, ces chiffres sonnent le glas de l'agriculture traditionnelle : incapable de rivaliser avec les exploitations mécanisées, le petit paysan doit se reconvertir, s'équiper, se grouper ou mourir.

On jugera de l'acuité et de l'immensité du problème si l'on sait que les trois quarts des quelque 2 millions d'exploitations françaises sont trop petites pour pouvoir rentabiliser, individuellement, le moindre équipement mécanique. Et lorsque la superficie permet une mécanisation, c'est le morcellement des terres qui, très souvent, l'interdit.

14 ha, 30 parcelles

Témoins ces deux cas, nullement exceptionnels, cités par l'Association nationale des migrations rurales :

Une exploitation de la Manche, couvrant 15 hectares (dont 8 en fermage), est divisée en 18 parcelles, réparties sur 5 kilomètres, dans 6 communes différentes. Il y a 7 propriétaires différents pour les 8 hectares en fermage.

Un autre exploitant, toujours dans la Manche, cultive 14 hectares divisés en 30 parcelles, réparties sur 3 kilomètres.

M. HENRI ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE. (A.D.P.)
Un nouveau départ ?

« Ici, dit-il, *j'ai quatre sillons. La bande à côté, c'est pas moi. Un peu plus loin, j'ai trois autres sillons. S'il y avait pas les bornes, on pourrait pas s'y reconnaître. »*

Pas question, évidemment, de labourer au tracteur dans ces conditions : les déplacements d'une parcelle à l'autre consommeraient autant d'essence que le labour lui-même.

D'après les chiffres les plus récents (1), la France détient le record européen du morcellement. Sur 16 millions d'hectares, il en reste 14 millions à remembrer. Il faudrait vingt-trois années pour y parvenir, au rythme, modeste, préconisé par le plan de modernisation et d'équipement. Il y faudra cinquante ans au rythme qui, faute de quelques milliards de crédits, fut celui des dernières années.

La leçon à tirer de ces chiffres, c'est que de deux choses l'une : ou bien le morcellement fera disparaître l'exploitation familiale, trop petite et dispersée, ou bien, pour mettre fin au morcellement, on renonce à la propriété individuelle de la terre.

C'est le régime présent de la propriété, en effet, qui est à la racine du mal :

● Alors qu'une entreprise industrielle est transmise indivise aux héritiers, une exploitation agricole, au nom du droit de propriété, est souvent morcelée jusqu'à devenir non viable entre les enfants du paysan.

● Toujours au nom du droit de propriété, chaque héritier peut user comme bon lui semble de la terre qui lui revient : il peut la louer à un gros fermier du voisinage, alors qu'un voisin plus petit en aurait besoin pour survivre ; il peut la boiser, même si ses arbres constituent une enclave empêchant la culture rationnelle des terres voisines ; il peut laisser sa parcelle inculte ou sous-exploitée, alors qu'elle pourrait sauver une exploitation voisine condamnée par son exiguïté.

● Le seul moyen qu'a le fils de paysan de sauver l'unité et la viabilité de l'exploitation qu'il reprend est le rachat des parts de ses frères et sœurs. Comme le notait Bernard Lambert, la totalité des terres françaises a été ainsi rachetée trois fois en 150 ans. Or, ce rachat intervient au moment où le jeune paysan aurait besoin de toutes ses ressources pour équiper et moderniser son exploitation. L'obligation du rachat accroît encore son retard technique.

Age moyen : 55 ans

Ce système, par son absurdité, fait du problème du remembrement un tonneau des Danaïdes. Il est à l'origine de la ruine et du dépeuplement de régions entières. Dans l'Ouest, dans le Nord, dans l'Est, des centaines de milliers de paysans s'endettent, s'appauvrissent, vivent à la limite du niveau de subsistance parce qu'ils cherchent à racheter des bouts de terre que le surpeuplement a fait grimper à des prix tels que leur acquéreur ne pourra jamais amortir la somme qu'il a payée. Dans le Centre et le Sud-Ouest, pendant ce temps, la boucle est bouclée : les exploitations trop petites, rachetées au-dessus de leur prix économique, descendent la pente du sous-équipement et de la sous-exploitation, désertées par les jeunes. L'esclavage de leurs parents leur sert d'épouvantail et, le voudraient-ils, la présence d'un vieux père, jaloux de son autorité, les empêcherait de remonter le retard technique.

Ainsi, les jeunes partent, au rythme de 80.000 par an, chercher un salaire régulier à la ville. La condition d'ouvrier, pour eux, est une promotion ; à l'usine, au moins, ils n'ont pas un patron « sur le dos » du matin au soir. Même à 25.000 francs par mois, l'usine (pour les filles surtout), c'est « la liberté ».

L'agriculture française, abandonnée aux vieux, devient une agriculture de vieux. L'âge moyen des exploitants est, en France, de cinquante-cinq ans. Il est de cinquante-huit ans dans la Lozère, de cinquante-neuf ans dans l'Ariège, de soixante et un ans en Corse. Dans 30.000 communes de moins de 1.000 habitants (dont 24.000 ont moins de 500 habitants) et qui groupent un quart de la population française, la densité humaine est déjà trop faible pour permettre une vie et une gestion communales.

Cette situation se reflète au niveau de la productivité. Certes, des progrès très considérables ont été accomplis depuis vingt ans. Sur la base de 1939 = 100, l'indice de productivité par personne active dans l'agriculture est actuellement à 238. Calculée en valeur ajoutée par personne active, la productivité de l'agriculteur français est 40 % plus élevée qu'en Allemagne. Mais cette avance relative, due en bonne partie aux exploitations et aux régions de pointe, ne peut faire oublier ni les déséquilibres, ni les retards surprenants que voici :

La production annuelle de lait par vache n'est que de 2.234 kgs en France, contre 3.169 en Allemagne et 4.135 aux Pays-Bas. En France, une poule pondeuse ne fournit que 110 œufs par an en moyenne, contre 134 en Allemagne et 200 aux Pays-Bas. 30 % seulement des poussins français sont incubés artificiellement, contre 91 % en Italie et 99 % en Grande-Bretagne. Il faut, en France, 5 kilos de céréales pour faire un kilo de porc, contre 3 kilos de céréales au Danemark.

La défense de la propriété

Autrement dit, le retard français est particulièrement sensible dans les productions (aviculture, cochons, lait) qui pourraient être les planches de salut des petites exploitations. Faute d'un effort intense de vulgarisation, de remembrement, d'équipement, de migrations vers les régions sous-peuplées et sous-exploitées, ce sont, d'après les propres chiffres du ministère de l'Agriculture, 1.200.000 exploitations agricoles françaises sur 2 millions qui sont devenues non viables, parce qu'incapables de fournir à leurs familles, avec les techniques et dans les conditions présentes, un revenu suffisant.

Ces constatations faites, deux politiques sont possibles :

● La première reviendrait à reconnaître que la population agricole française est pléthorique, que son maintien à la terre n'a pas de justification économique, que son reclassement s'impose donc. Il faudrait alors encourager l'exode rural par une retraite aux vieux agriculteurs, par la formation technique des jeunes, par la création de 200.000 emplois industriels par an.

● La seconde politique, à l'opposé de la première, reviendrait à reconnaître l'impossibilité ou l'inopportunité d'un reclassement de l'excédent de la population agricole. Les motifs invoqués par ses partisans sont divers: l'automation réduit (et réduira plus fortement encore, à l'avenir) les besoins de main-d'œuvre de l'industrie; les terres abandonnées par les agriculteurs français seraient colonisées par des étrangers (Italiens, Néerlandais et Allemands) ; mieux vaut produire en France que d'importer, même à plus bas prix, des produits étrangers.

Mais si tel est le cas, il conviendrait d'encourager les agriculteurs à rester à la terre, en leur facilitant l'équipement, l'emploi de techniques modernes, la migration vers les régions sous-peuplées et en assurant des prix rémunérateurs pour leurs produits.

Or, l'incohérence de la politique agricole française, c'est qu'elle n'a jamais su choisir l'une ou l'autre de ces deux voies. En ne donnant ni formation professionnelle ni débouchés industriels aux travailleurs libé- →

(1) International Institute for Land Reclamation.

rés par les progrès de la technique agricole, elle a freiné l'exode rural. En même temps, elle n'a pas permis aux populations excédentaires qu'elle maintenait à la terre de vivre décemment de leur travail.

La raison de cette incohérence ? Elle est double : politique et économique. Politiquement, la « classe paysanne » est traditionnellement considérée comme « l'assise sociale de la France », la garante de la « stabilité politique », le « rempart contre le communisme », que l'émigration des travailleurs ruraux vers les industriels risquait de renforcer. Deux millions de petits paysans misérables, accrochés à leur terre parce qu'ils ne peuvent pas la quitter, ni en vivre, quelle belle masse de manœuvre, mobilisable en permanence pour la défense de la propriété individuelle, contre les empiètements de l'Etat, pour la sauvegarde de privilèges insignifiants au niveau des petits, mais fabuleux au niveau des gros.

Comme l'écrivait Augé-Laribé : « *Au moment où des idées démocratiques, sinon déjà socialistes, commençaient à circuler jusque dans les villages, c'était sagesse, prudence et habileté de rassembler les propriétaires de toute taille dans un groupe cohérent, pour la défense de la propriété... Les défenseurs de celle-ci se sont persuadés que n'importe quelle participation au droit sacré de propriété suffirait à retenir les paysans à leur terre... Il fallait maintenir la petite propriété pour qu'elle protège la grande, pour qu'on puisse évoquer devant le Parlement sa force électorale.* » (2).

« *L'exploitation familiale,* ajoute un paysan vendéen, *n'est plus rien qu'un alibi pour des gens qui ont à se « garer » derrière ce mot-là pour défendre des intérêts qui, eux, ne sont pas familiaux.* » (3).

« Les petits »

Intérêt politique, donc, qui permet aux notables (gros propriétaires, entrepreneurs, notaires) d'exploiter à leurs fins politiques une masse misérable, ignorante et mystifiée. Mais intérêt économique, aussi, car ce sont ces mêmes notables que l'on retrouve la plupart du temps à la tête des organisations paysannes traditionnelles et des Chambres d'agriculture, chargées de défendre les intérêts économiques des exploitants :

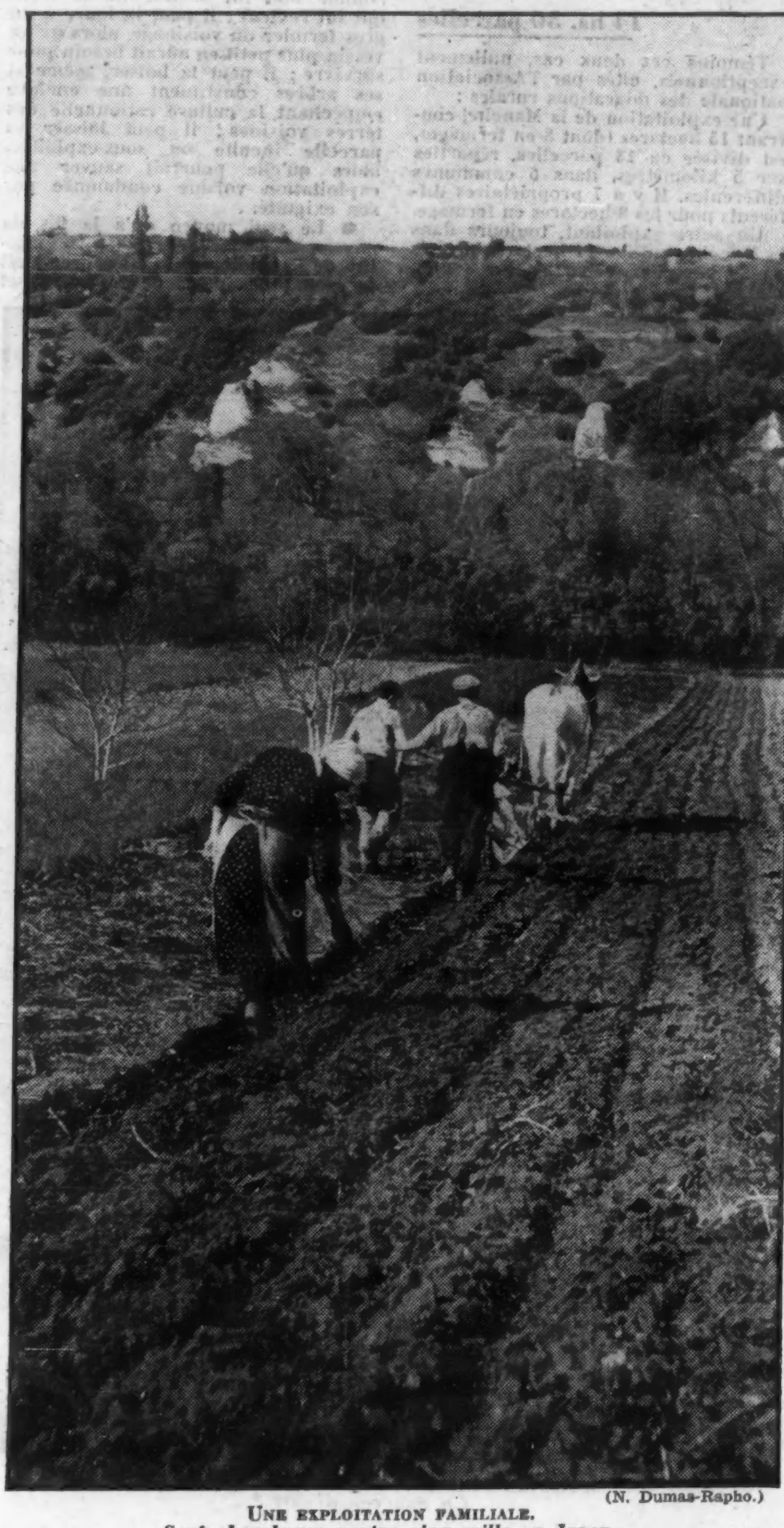
« *Au nom du mythe de l'unité paysanne, on a fait une politique de défense des prix, d'organisation et de régularisation des marchés. Cette politique, dont il ne faut pas nier l'utilité, a complètement laissé de côté les graves problèmes des exploitations de polyculture sous-développées — des exploitations dites familiales.*

« *Au nom du mythe de « l'exploitation familiale », on a utilisé les difficultés de cette exploitation pour fixer les prix agricoles. Mais en exploitant ainsi le « familial », on accroissait en même temps la marge bénéficiaire des exploitations bien équipées et bien outillées et leur avance technique.*

« *On ne résout pas la misère d'une famille en lui payant son lait 2 francs de plus par litre ou 100 francs de plus son quintal de blé. On la résout en donnant à cette famille les moyens d'augmenter sa production sur une même surface, de faire 300 quintaux de blé sur 10 hectares au lieu de 120, et 25.000 litres de lait avec 8 vaches, au lieu de 8.000 litres.* »

Quels sont ces moyens ? Ils s'appellent crédit, recherche et vulgarisation scientifiques. Mais les notables, qui contrôlent le crédit agricole et les services techniques aussi souvent que la politique locale ou nationale, n'y songent pas. Ils obtiennent des milliards pour le soutien des prix. Pour la recherche et la vulgarisation, rien, ou presque.

L'Institut national de la recherche agronomique a un budget de 1,5 milliard de francs légers et un personnel de 1.900 personnes. La Grande-Bretagne, qui n'est pourtant pas un pays à vocation agricole, dépense six fois plus pour la recherche (30 fois plus par agriculteur). Au Laboratoire de pathologie végétale de Versailles, la recherche sur les antibiotiques occupe 7 personnes, contre 3.000 aux Etats-Unis et 5.000 au Japon.



(N. Dumas-Rapho.)

UNE EXPLOITATION FAMILIALE.
Sept chercheurs contre cinq mille au Japon.

Pour les 2 millions d'exploitations de France, on ne compte qu'un millier de vulgarisateurs (y compris les conseillers privés) ; il y a vingt fois plus de juristes. Pour 12.000 exploitations de la Somme, il y a onze techniciens ; pour 5.000 exploitations d'un département de la Beauce, trois techniciens. « *En Allemagne,* note Louis Chevalier, *il existait avant la guerre plus d'écoles d'enseignement agricole que celui-ci ne comptait d'élèves en France.* »

Le résultat, c'est que 3,3 % seulement des chefs d'exploitation ont une formation technique ; chez les moins de vingt-cinq ans, la proportion est d'un sur six, à une époque où la conduite d'une exploitation exige des connaissances biologiques, chimiques, mécaniques, économiques et comptables.

Bref, « les petits », toujours invoqués dans les discours et les revendications politiques, étaient pratiquement exclus jusqu'ici des bénéfices et de la détermination de la politique agricole.

Ils ont fini par le comprendre et par réagir. Grâce à la formation technique, économique et morale que diffusent, depuis la guerre, les J.A.C. (Jeunesses agricoles chrétiennes) surtout, des jeunes se sont groupés et ont jeté par-dessus bord, en faveur des C.E.T.A. et des C.U.M.A. (4), les sacro-saints principes de propriété et liberté individuelles qui étaient devenus un instrument d'oppression.

Il faudrait raconter un jour l'épopée de la Coopérative laitière de Gerzat, des Abattoirs coopératifs de Villefranche-d'Allier ou de Pannecé, réalisations imposées après une longue lutte contre les puissances politiques, financières, administratives et commerciales.

L'exigence de la machine

Il faudrait montrer comment des jeunes, après avoir acheté en commun des machines agricoles, en sont venus, par une nécessité dialectique, à créer ce qu'ailleurs on appelle des kolkhozes : la terre est cultivée en commun parce que telle est l'exigence de la machine. A la division selon la propriété succède la division du travail sur un groupe de propriétés, selon les aptitudes de chacun.

En bordure de la Beauce, j'ai trouvé une coopérative hybride qui montre bien la transition qui s'opère. Pour se libérer d'entrepreneurs abusifs, un groupe de moyens exploitants a décidé que chacun, selon ses moyens, achèterait une machine. Tel exploitant, qui a acquis une automotrice, moissonne les champs de ses voisins ; tel autre, avec un tracteur trop puissant pour lui seul, laboure chez les autres, etc. Les heures de travail et de machine, d'abord prêtées, sont comptabilisées ; les heures en surnombre, fournies par les plus petits chez les plus gros, sont payées 200 francs ; les heures de machine sont payées à leur prix réel, qui est inférieur de 30 % au prix de l'entrepreneur.

Bref, les machines, tout en restant nominalement la propriété d'individus, deviennent en pratique un bien commun sur lequel le propriétaire en titre ne réalise aucun profit. Après quelques années, soudé par la coopération, ce groupe d'exploitants a acheté en commun 45 hectares, qu'un gros propriétaire local allait adjoindre aux 200 qu'il possédait déjà. Ces 45 hectares, actuellement cultivés en commun selon le système des prestations de travail réciproques, sont expressément destinés à venir agrandir (après remboursement des emprunts contractés pour leur achat) les exploitations trop petites des membres les plus pauvres du groupe.

« *La grande masse des producteurs agricoles prendra rapidement conscience qu'elle appartient moins au monde de ceux qui possèdent qu'au monde de ceux qui travaillent,* écrit J.-M. Dauzier, directeur des services agricoles du Commissariat au Plan. *L'expression politique du monde rural changera radicalement. Il y a aujourd'hui autant de ferments révolutionnaires véritables chez les paysans que dans la classe ouvrière.* »

Le plan Rochereau

En Loire-Atlantique et dans le Centre, notamment, la jonction entre syndicats agricoles et ouvriers est déjà en bonne voie. Quelle politique agricole en résultera-t-il ?

Celle que projette M. Rochereau, ministre de l'Agriculture, sort déjà des sentiers battus, puisque, sous l'influence des jeunes, elle s'attaque, par certaines des mesures prévues, aux problèmes de structure. Elle prévoit notamment :

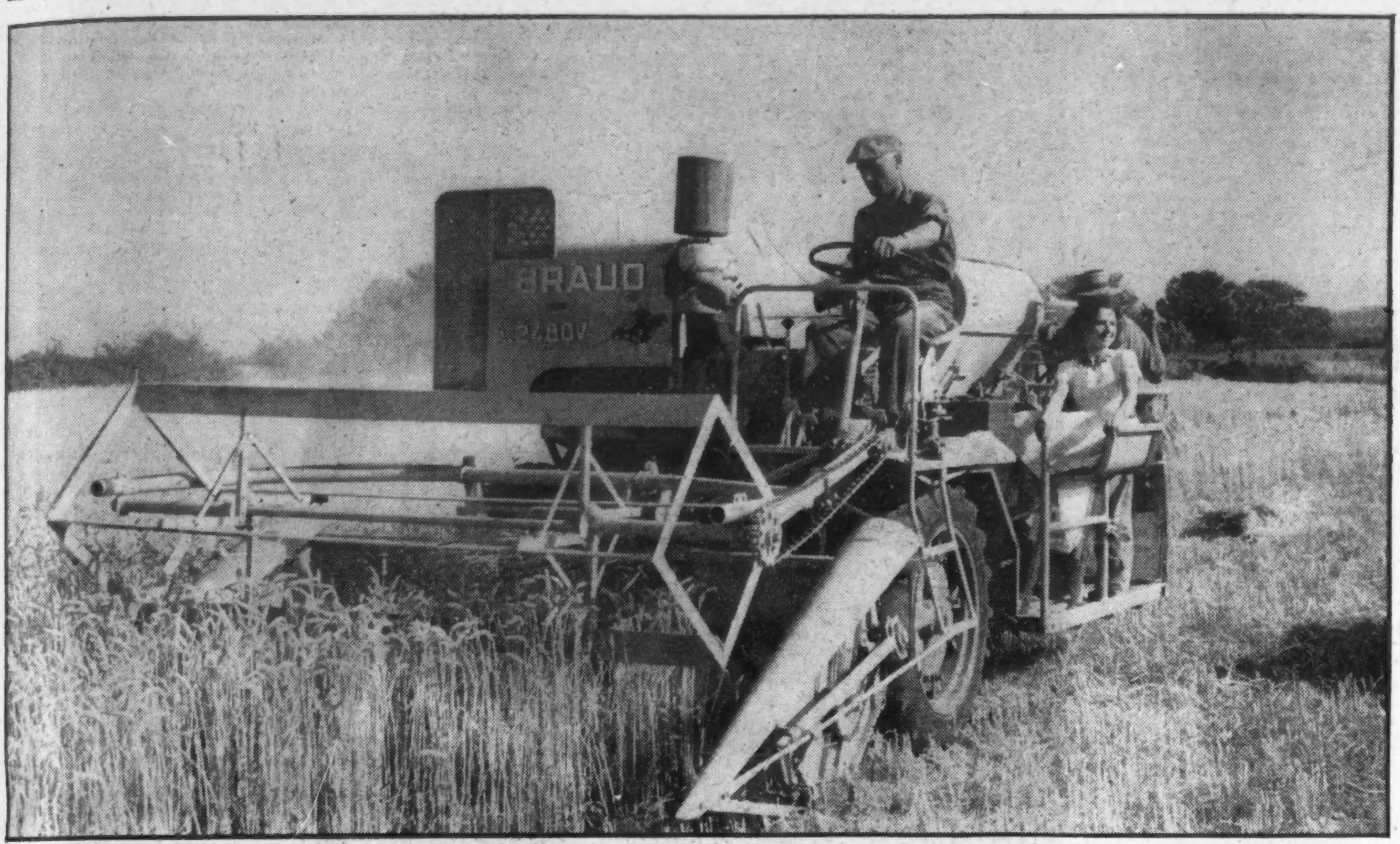
- Une nouvelle loi-programme agricole, qui relèverait les crédits dérisoires que la loi-programme actuelle prévoit pour les travaux d'infrastructure, l'équipement, l'enseignement et la recherche.
- Refonte complète et développement rapide de l'enseignement agricole.
- Un « vrai plan de commercialisation », le circuit actuel étant devenu un scandale national par sa longueur, son coût et sa vétusté. La France, grand producteur de blé, n'a pas, notamment, une capacité de stockage suffisante pour assurer des exportations régulières : elle doit exporter

(2) « La politique agricole de la France de 1880 à 1940 » (P.U.F., 1950).

(3) Cette citation, ainsi que les suivantes, est extraite du n° 6 de l'excellente revue « Paysans », 14, rue Saint-Benoît, Paris-6e.

(4) Centres d'Etudes Techniques Agricoles et Coopératives d'usagers de machines agricoles.

Un livre paru simultanément...
à PARIS, MOSCOU, NEW-YORK
KHROUCHTCHEV AUX ÉTATS-UNIS
OU "VIVRE DANS LA PAIX ET L'AMITIÉ"
- Tous les éléments d'un débat qui passionna le monde :
Les interventions de Khrouchtchev, Eisenhower, Cabot Lodge, etc. Les discussions passionnées avec les Sénateurs, les Syndicalistes, les hommes d'affaires.
- Le Premier soviétique tel qu'il est :
avec sa rude franchise, sa verve, sa langue colorée.
EDITION DE MOSCOU EN LANGUE FRANÇAISE
Relié, illustré, 450 pages .... 4 NF (400 fr.)
DANS TOUTES LES LIBRAIRIES



(J. Niepce-Rapha.)

UNE EXPLOITATION FRANÇAISE MODERNE.
Se grouper ou mourir.

après la moisson, puis importer au moment de la « soudure ». La France est grande productrice de viande, mais 10 % seulement de ses abattoirs possèdent un frigorifique et les conditions sanitaires y sont le plus souvent telles que l'Allemagne, après quelques mauvaises expériences, vient de dénoncer un accord commercial portant sur 33.000 tonnes de viande.

● Modernisation du statut des coopératives et possibilités accrues, pour les agriculteurs, d'assurer eux-mêmes (dans des laiteries, conserveries et abattoirs coopératifs) la transformation de leurs produits.

● Enfin et surtout, fixation dans chaque région naturelle de la superficie minimum au-dessous de laquelle une exploitation cesse d'être viable. Les exploitants en surnombre auront le choix entre leur réinstallation dans une région d'accueil (sous-peuplée) ou l'apprentissage d'un nouveau métier aux frais de l'Etat.

Une politique neuve

Cette dernière mesure (que M. Debré n'a pas mentionnée dans son discours de samedi dernier) annonce à elle seule une politique neuve et enfin cohérente.

Pourtant, trois autres mesures mériteraient encore de figurer sur la liste :

● **La retraite aux vieux agriculteurs,** afin de permettre à leur fils de reprendre l'exploitation selon des critères modernes ;

● La limitation du prix des terres et des fermages, dans les régions surpeuplées surtout, quitte à indemniser certains propriétaires ;

● Enfin et surtout, la création de sociétés foncières. Pour épargner aux exploitants le rachat de leurs terres à chaque génération, celles-ci doivent, pour chaque région, être capitalisées par des actions, garanties par l'Etat ou la collectivité locale, et négociables en Bourse. Frères et sœurs d'exploitants pourraient ainsi « réaliser » leur part d'héritage sans obliger l'exploitant à s'endetter. Et l'agriculture (comme le réclame depuis longtemps l'Association des migrations rurales) pourra attirer les capitaux privés qui cherchaient jusqu'ici refuge dans l'or ou les obligations d'Etat.

Sur le plan des intentions et du programme, au moins, la politique agricole française semble prendre un nouveau départ. Il lui reste à triompher de l'impasse budgétaire et des coalitions d'intérêts politiques et financiers qui ont tenu en échec, jusqu'ici, la plupart des tentatives novatrices.

MICHEL BOSQUET.

PROCES

Pierre Jaccoud par lui-même

● ***Innocent, coupable ? Jean Cau a assisté au procès de Genève. Il en revient « la cervelle troublée ».***

JUSQU'A ce jour, la Suisse exportait des chocolats, du lait condensé, des montres et toute une gamme d'objets mécaniques remarquablement finis. Voici qu'elle exporte, maintenant, des scandales ! Sur Genève, sur la calme cité serrée autour de son lac, où les Grands de ce monde viennent de temps en temps chanter bien haut, autour d'une table de conférence, leur amour de la paix et leur haine de la guerre, sur la ville du *« doux Jean-Jacques »* (pas si doux que ça, en réalité), des nuées de journalistes venus de tous les pays se sont abattues comme sauterelles d'Afrique sur la récolte.

Le gros des troupes est fourni par la France qui se révèle être le principal acheteur de cette « affaire Jaccoud ». Affaire criminelle *made in Switzerland*, garantie étanche, antichoc. Un modèle de fabrication : criminel supposé appartenant à la meilleure société et illustre avocat, épouse, maîtresse, lettres anonymes et photos de nus, épîtres amoureuses et coups de téléphone mystérieux, revolvers et poignards marocains... Un modèle !

Une affaire — au sens commercial du mot — si belle qu'il eût été sot de la laisser échapper. Aux enchères du scandale, donc, c'est la France qui l'a emporté.

D'ailleurs, le procès se déroule en français, le principal défenseur est l'un des plus célèbres avocats français, le nom de l'accusé est Jaccoud et Pierre son prénom. Pierre Jaccoud, cela ne sonne-t-il pas bien de chez nous ? Enfin, l'intérêt que porte l'opinion française à ce procès n'est pas comparable à l'écho qu'il éveille en Suisse. Comme si la brave Helvétie avait — je le répète — fabriqué ce produit aux fins d'exportation.

Le président Barde ne cache pas son désagrément qui, de temps en temps, tonne contre les photographes. La presse suisse écrit son déplaisir. Me Floriot doit moucheter ses fleurets et ne pas oublier qu'il est étranger au troupeau dont il défend la brebis égarée. Des houles venues de la salle, le regard sévère des jurés posé sur lui, viennent lui rappeler parfois qu'il ne s'agit pas de prendre les Suisses pour des galopins et de jouer au plus rusé.

Cela dit, à Genève on juge Me Pierre Jaccoud. Il est de taille moyenne. Il a les cheveux plaqués — séparés par une raie — à la mode de 1930, à la mode de ces temps où la gomina glaçait les chevelures des dandies. Il est habillé d'un complet sombre. Il porte pochette et lunettes. Il a cinquante-cinq ans. Deux gendarmes le soutiennent lorsqu'il entre dans la salle. S'ils lâchaient, il coulerait à terre. Une main tâtonne à la recherche d'un appui. Un mouvement de saillie des mâchoires gonfle spasmodiquement les joues. Le teint est blême, tavelé de taches grises. C'est une loque. La salle se tait et regarde cette pitoyable chose que l'on traîne vers le fauteuil aux cuirs verts et aux nickels brillants. Il serre la main de ses défenseurs. Pour chacun, il a un sourire, vite né, vite disparu, et qui n'est qu'un simple étirement nerveux des lèvres. On l'assied, on le couche dans le fauteuil où il s'abandonne avec un soupir. Si cet homme-là est innocent, la justice des hommes est criminelle, qui nous inflige un si terrible spectacle. Si cet homme-là est coupable...

Un faux Marcel Proust

Il pousse encore un soupir, cale ses épaules. Un gendarme lui pose une pile de dossiers sur les genoux. Et voici le miracle : le mort-vivant bouge et s'anime. Le regard luit derrière les lunettes. Me Pierre Jaccoud décapuchonne son stylo entre ses belles mains très blanches et ouvre ses dossiers. *« L'audience est reprise. »*

Le mort-vivant est en pleine forme. Il prend des notes, passe des bouts de papier à ses défenseurs, compulse le fatras de feuillets étalés sur ses genoux, joue avec ses lunettes. Parfois il lève la main. *« Je vous en prie, Me Jaccoud »*, dit le président. Alors s'élève une voix aux inflexions graves. Une voix précieuse et démodée de sociétaire du « Français » mis à la retraite ou de vieux séducteur qui ne désarme pas. Une voix prodigieusement insincère et que les mensonges du prétoire, des affaires, de la politique et de l'amour ont truquée.

Parfois, il renverse la tête en arrière, ferme les yeux et ne bouge plus. Il est mort. Ou bien, en un geste d'une langueur infinie, il passe une main sur son front. On dirait d'un faux Marcel Proust soudain très las et qui prierait ses intimes d'évacuer la chambre où il lui plaît de se mourir romantiquement.

Honneurs et présidences

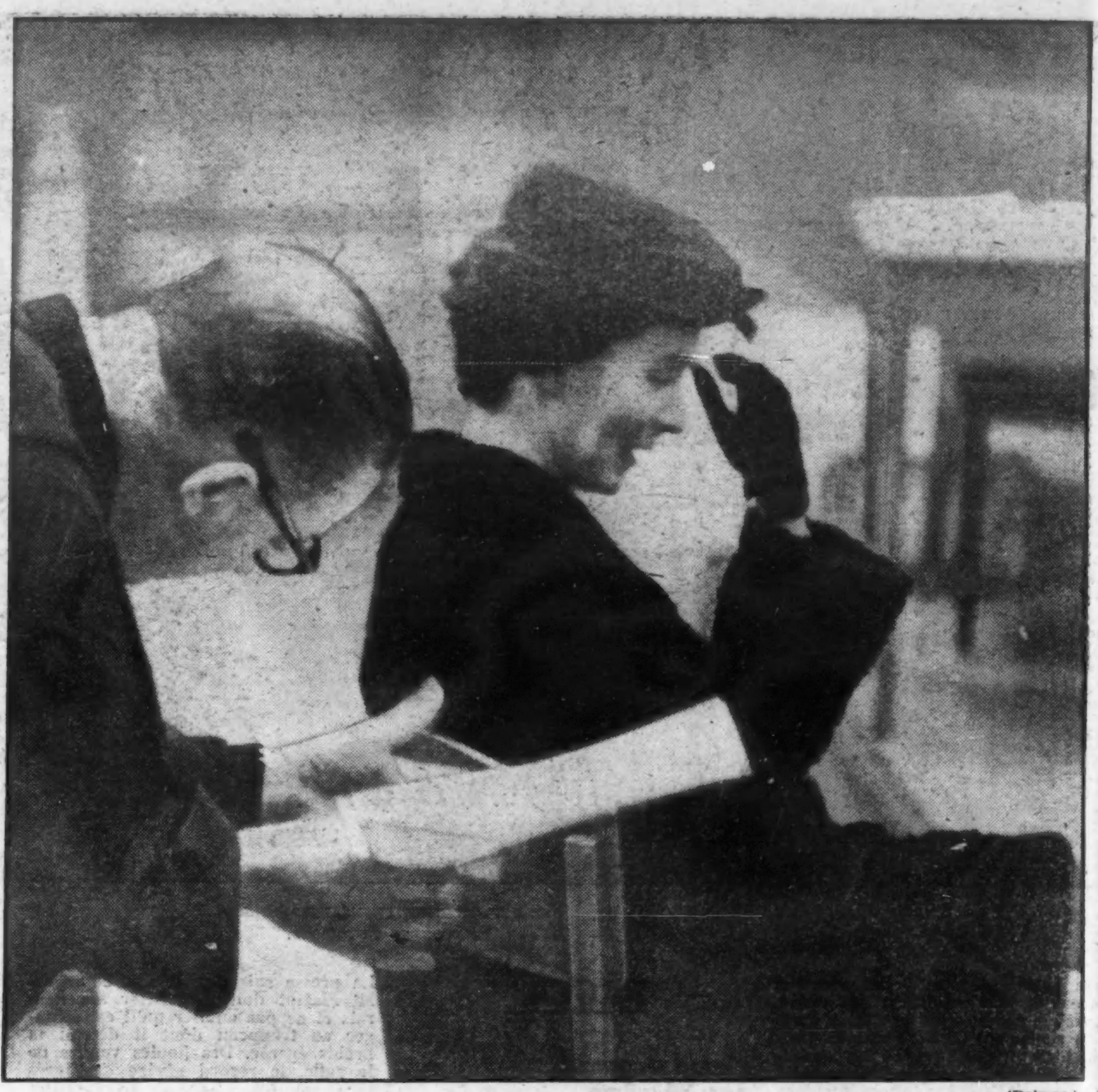
Le 1er mai 1958, M. Charles Zumbach a été assassiné avec une sauvagerie remarquable. Quatre coups de revolver plus quatre coups de couteau dénoncent la brute impitoyable. S'appelle-t-elle Me Pierre Jaccoud ? Vit-on jamais brute si raffinée, si soucieuse du balancement de ses phrases lorsqu'elle parle ? Savez-vous au moins qui est Me Jaccoud ?

Il a vingt-cinq ans lorsqu'il succède à son père à la tête d'une déjà très importante étude d'avocat. En quelques années, les fruits dépassent la promesse des fleurs et le brillant sujet, *« bourreau de travail »*, dit-on, s'impose à la ville. Il quadruple la clientèle paternelle, s'entoure de collaborateurs et de secrétaires et devient le plus remarquable avocat d'affaires de Genève. Comme avocat pénal, ses talents ne sont pas moindres et la réputation de son éloquence dépasse les limites de la République. Membre de la Société des Belles-Lettres, Me Jaccoud ne dédaigne pas les choses de l'esprit et sait entretenir ses auditoires de poésie, de peinture, de littérature ou de musique. A ses heures, il taquine fort bien le violon. Au XVIIIe siècle, on l'eût qualifié *« d'honnête homme »*. Mais le voici membre éminent et bientôt leader du parti radical, membre du Conseil d'administration de Radio-Genève, président des Services industriels, avocat de nombreuses sociétés étrangères, dont l'I.G. Farben, administrateur de la Société La Grande Dixence, membre du Conseil de fondation et mécène de l'orchestre de la Suisse romande, bâtonnier... Les honneurs et les présidences pleuvent. L'argent coule.

L'erreur

Elu au Grand Conseil, le Parlement cantonal, le célèbre avocat maîtrise également les rênes du pouvoir politique. Jusqu'où ne montera-t-il pas ? Quel obstacle brisera-t-il cette volonté trop tendue ? Craquera-t-il, comme on le dit d'un champion, avant d'atteindre le but ? On assure qu'il prétend au ministère de la Justice... De santé fragile, Pierre Jaccoud fouette et martyrise sa carcasse. Il se dope, se drogue, se secoue pour se réveiller et s'abrutit pour s'endormir. Il dort le

→



(Dalmas.)

MELLE LINDA BAUD.
« O femme, monceau d'entrailles, pitié douce ! »

moins possible. Toute heure perdue est sacrifiée au pouvoir, à la gloire, au mystérieux « but » et il rage de devoir reposer son corps fourbu.

Il a commis une erreur, une seule : il a épousé une des secrétaires de son père. A sa décharge, il faut dire qu'il avait la sottise d'avoir vingt-trois ans et d'aimer. Ce sont là choses qui arrivent avant qu'aux jeunes poulets ne poussent de durs ergots. En devenant Me Pierre Jaccoud, il s'apercevra de l'erreur : *on* n'épouse pas une secrétaire, à Genève, sous peine de se voir interdire les salons de la rue des Granges où trônent les descendants compassés de la bourgeoisie protestante. A Swann, malgré tous ses prestiges, on ne pardonnera pas Odette du côté de Guermantes. A Me Jaccoud, on ne pardonnera pas *sa femme* du côté des riches bourgeois qui ont « fait la ville ». Le Swann genevois, à jamais, a raté l'intégration.

Du coup, il sera radical (alors qu'on est « libéral » rue des Granges) et demandera au mérite et au travail ce que son absence de « naissance » lui refusait au départ et ce qu'une maladresse tactique a définitivement ruiné.

« La servante au grand cœur »

Parfaite secrétaire, Mme Jaccoud se transformera en mère et en épouse parfaite. Discrète, dévouée, elle sera pour les trois enfants qu'elle donnera à son grand homme — en 1936, 1938 et 1940 — une excellente éducatrice. Elle s'avancera vers la barre et son maintien et sa dignité, tout au long de sa déposition, figeront la salle de respect. Désespérément, elle essaiera de sauver son foyer, ses trois enfants, l'homme qui un jour l'a « distinguée » et lui a donné, pendant les huit premières années de leur mariage, *« un bonheur sans nuages »*.

Elle pardonne la liaison avec Mlle Linda Baud ; elle affirme qu'il est *« impossible »* que son mari soit un criminel. *« Un jour, en apprenant que le fils d'un de ses amis était mort, il s'est évanoui. »* Elle dit la *« sensibilité »* de Me Jaccoud. Elle a téléphoné à peu près à l'heure du crime et il était à son bureau. C'est elle qui a rangé la vieille gabardine (sur laquelle les experts ont découvert des taches de sang) pour l'envoyer à la Croix-Rouge. A 23 h. 45 (la nuit de la mort de M. Zumbach, assassiné à 22 h. 45), lorsque son mari est rentré à la maison, il était calme, parfaitement normal et, détendu, s'est entretenu avec elle d'un accident d'auto fort bénin qu'elle avait eu dans la journée.

Mais a-t-elle vraiment téléphoné ? Est-ce vraiment elle qui a rangé la gabardine dans le colis destiné à la Croix-Rouge ? Pierre Jaccoud était-il vraiment *« normal »* et *« détendu »* le 1er mai 1958, à 23 h. 45 ? A la fin de sa déposition, elle s'est jetée dans les bras de son mari et un double sanglot a jailli de cette masse d'amour et de malheur. Dit-elle la vérité ? Ment-elle ? Et a-t-elle alors décidé, comme le dit Sartre, qu' *« on n'aime rien »* chez un être *« lorsqu'on n'aime pas tout »* ? Et lui ? Etreint-il l'épouse intègre et qui n'a jamais menti ? Ou bien reconnaît-il là « la servante au grand cœur » qui jamais ne trahit. *« O femme, monceau d'entrailles, pitié douce ! »*, dit Rimbaud.

La tendre Omphale

En 1948, Me Jaccoud rencontre Mlle Linda Baud, secrétaire à Radio-Genève, dont il est l'un des administrateurs. *« J'aimerais dîner un soir avec vous »*, lui dit-il. Il a quarante-trois ans, elle n'en a pas trente. Et c'est l'amour. Elle admire Me Jaccoud. Elle aime être aimée de cet homme si cultivé, si agréable, si puissant... Il représente *« ce qu'elle attendait dans ses rêves de femme romantique et vivante aussi »*. Avec elle, il se découvre et jette les masques sociaux qui lui brûlent le visage ; à elle il dit ses désespoirs, ses obsessions, ses lâchetés. Lui qui joue depuis tant d'années l'épuisante comédie sociale de la gloire et du pouvoir, il a choisi Linda Baud, petite secrétaire, pour être le secret témoin de ses défaites.

« Voyez-vous, Linda, on ne devrait jamais mordre au bonheur quand on n'est fabriqué que pour gémir... » Est-ce Me Pierre Jaccoud qui écrit cela en 1953 ? Quoi ! Le très célèbre et très redouté Me Jaccoud que l'on pourrait croire n'être occupé que de son escalade s'arrêterait-il parfois de planter ses pitons dans la paroi pour jeter un regard angoissé dans le vide qu'il surplombe ? Oui. Et Linda le sait. Et l'en aime plus encore. Ce n'est pas lorsqu'il brandit ses massues que le terrible Hercule séduit la tendre Omphale : c'est lorsqu'il s'agenouille devant elle et, pour elle, accepte de filer la laine entre ses mains de colosse.

Huit années

Pendant huit années, le philtre qu'ont bu les deux amants conserve l'effet de son charme. Pour Pierre Jaccoud, Linda est argile entre les mains du sculpteur. Il lui parle, lui écrit (plus de 500 lettres en 8 ans), il la hante, il l'habite, il la domine et cela aussi s'appelle « aimer ». Sûr de son pouvoir, il ne craint pas de s'humilier devant elle. Il veut pousser la petite secrétaire dont l'âme était si claire à aimer la nuit baudelairienne où les amants se jurent toutes les vérités et tous les mensonges. Diabolique ? Oh ! non... Simplement, ça l'amuse de prendre à contre-pied cette *« enfant »* (ainsi la nomme-t-il dans de nombreuses lettres). C'est une bien vieille astuce : celle des Don Juan et des désespérés.

Pendant huit années, Linda « marche ». Elle accepte la clandestinité de cet amour de roi, ces voyages d'Italie où elle vole son bonheur à une épouse légitime, mère de trois enfants; où elle prend une revanche amère sur sa condition, sur une société et sur la ville. Certes, l'avenir est barré. Elle sait que son amant ne renoncera jamais aux prestiges qu'il bafoue devant elle dans le secret des alcôves, mais il lui suffit d'être « la maîtresse de Me Pierre Jaccoud » pour que le passé et l'avenir s'abolissent. *« Après nous le déluge ! »* lui dit-elle un jour.

Mot de prince... mot d'amour... Comme les règnes, les amours meurent et les temps s'accomplissent. En 1956, Linda fait la connaissance d'un employé de Radio-Genève, André Zumbach. On l'a vu à l'audience : jeune, grand, un rien bellâtre, sûr de lui. L'inquiétude métaphysique ne doit pas être son fort. On comprend que Pierre Jaccoud ait été irrité par l'irruption, au chapitre X..., de son roman avec Linda, de ce personnage respirant santés, jeunesses et certitudes.

Avoua-t-elle à celui-ci son désir de rompre avec l'ancien bâtonnier ? Lui dit-elle ses scrupules et lui représenta-t-elle la force de ces vieux liens qui s'effilochent, mais ne se brisent ? Peut-être. Si cela fut, nul doute qu'André Zumbach, avec la simplicité des âmes fortes et l'assurance des cœurs purs, considéra avec myopie les intermittences de cette passion qu'on lui donnait à ausculter. Linda devint sa maîtresse. L'aima-t-il ? il ne semble pas. Il était fiancé, Genevois et prudent.

Avec ses trente-quatre ans, Linda ne pouvait en aucune façon représenter l'avenir pour ce solide garçon aux pieds bien posés sur la terre. Pour aimer George Sand mûrissante, il faut s'appeler Musset et André Zumbach s'appelait André Zumbach.

La descente aux enfers

Imaginons la stupeur indignée de cet excellent jeune homme qui, au cours de l'année 1957, commence à recevoir des coups de téléphone anonymes lui conseillant de *« surveiller sa fiancée »* ; des lettres ensuite — signées d'un prénom féminin — où la vertu de Mlle Linda Baud est traînée dans la boue ; des photographies enfin — toujours de Linda — où celle-ci apparaît dans le plus simple appareil.

— *Pensez-vous que Me Jaccoud était l'auteur de ces communications téléphoniques ?* demande le président.

— *Oui,* répond André Zumbach, la voix dure.

Il ne rompt pas avec Mlle Baud. Elle cesse d'être sa maîtresse pour devenir son amie. *« D'ailleurs, nous n'avons eu des relations intimes que deux ou trois fois, sauf erreur. »* Mais, dans le cœur de Me Jaccoud, la jalousie a installé ses vipères. Un soir, au Grand Casino, à l'entracte d'une représentation théâtrale :

— *Est-ce là l'insignifiant petit jeune homme dont vous m'avez parlé ?* demande l'avocat à Linda.

Il s'avance vers André Zumbach. Et lui parle.

— *Qu'a-t-il dit ?* interroge le président. *N'avait-il pas cessé lui aussi d'avoir des relations d'amant avec Mlle Baud ? Est-ce en amant revendicateur qu'il s'est adressé à vous ? Ne s'intéressait-il pas plutôt à l'avenir de son ancienne maîtresse ?*

— *Je lui ai déclaré tout de suite que si on cherchait un mari, je ne serais pas celui-là* (...), répond André Zumbach.

En cet automne 1957, Me Jaccoud ne surveille plus sa jalousie. Celle-ci s'emballe. Un soir, il propose à Linda *« d'aller rendre visite à André »*. Devant la maison des Zumbach, il stoppe sa voiture et klaxonne comme un dément avant de démarrer. Cette même nuit, il entraîne la jeune femme au bord d'une rivière, l'Aïre, et la menace d'un revolver avant de s'évanouir. La descente aux enfers est commencée. A Linda, Pierre Jaccoud propose le mariage. Elle refuse. Trois mois plus tard, en mars 1958, elle accepte. Encore trois semaines et elle reprend sa parole. Les effets du philtre bu il y a près de dix années ne se font plus sentir que par bouffées.

Linda se détache, revient, se détache encore... Elle ne comprend plus et ne se comprend plus. Elle ne sait pas si elle aime encore ou si l'heure du dégoût est venue. Elle trébuche dans le musée des souvenirs, titube dans le labyrinthe du présent et s'y donne d'affreux coups. Jaccoud menace, supplie. Alors quelque chose se déchire en elle. Et c'est ainsi qu'agonisent les plus belles et les plus folles amours... Et c'est ainsi que la démence meurtrière peut flamber soudain dans les yeux d'un homme : le jour où il comprend que celle dont il fut le maître et le dieu a pitié de lui. *« La pitié amoureuse, cette abjection ! Cette horrible chose ! »* a dit Dostoïevsky.

Un très long regard

Mlle Linda Baud est venue déposer. Une voix qui est allée s'affermissant pour devenir précise et égale. Un visage fin, à l'ossature délicate. Un front dessiné et qui paraît avoir la dureté d'un marbre. Pierre Jaccoud ne l'a jamais menacée ; elle s'est prêtée à l'étrange séance photographique, oui ; il brandissait des revolvers, mais c'était pour crier ses envies de suicide ; elle a vécu des années de bonheur ; elle croit de toutes ses forces à l'innocence de son ancien amant. Installé sur sa chaise-longue,

(Dalmas.)

Mᵉ Floriot et Mᵉ Pierre Jaccoud.
L'humeur d'un microscope.

Le sorcier écoute et regarde. Linda sent ce regard qui lui brûle le dos. Il attendait l'épreuve. Linda, *sa* Linda, *son* enfant, allait-elle le trahir ? Son « pouvoir » sur elle, son « mana » avaient-ils complètement disparu ? A mesure que parle la jeune femme, Pierre Jaccoud se détend, imperceptiblement. Il triomphe. Malade, accusé, « fini », pestiféré pour toute La Ville, il triomphe. Elle est là sa victoire. Là, son œuvre.

— *Je vous remercie, mademoiselle,* dit le président.

Elle va pour s'éloigner, se retourne et les deux anciens amants échangent alors un long, long, très long regard de... De tendresse ? D'amour ? De haine ? D' « amour », je crois. Jaccoud passe sa blanche main sur son front. Fallait-il qu'il fût précipité aux abîmes pour avoir encore le droit d'accrocher ainsi ce regard ? Fallait-il que la chute fût si dure pour qu'il connût ce dernier et sombre triomphe ?

L'accusation dit...

L'accusation dit : le soir du 1ᵉʳ mai 1958, Mᵉ Pierre Jaccoud, vêtu d'une gabardine et armé d'un revolver et d'un poignard marocain, à enfourché sa bicyclette, vers les 22 h. 30, et s'est rendu au domicile d'André Zumbach. Dans la chambre de ce dernier (venait-il récupérer photos et lettres anonymes ?), il a abattu M. Charles Zumbach — le père d'André — de quatre coups de revolver et de quatre coups de poignard. En sortant de la maison, il s'est heurté à Mme Zumbach mère (celle-ci ne l'a pas reconnu lorsqu'elle fut mise en sa présence) qu'il a blessée d'un coup de revolver dans l'omoplate. Il est remonté sur sa bicyclette...

M. Pierre Jaccoud a assassiné M. Charles Zumbach. Tout le prouve : la jalousie obsessionnelle, les lettres anonymes, les photos, les revolvers brandis, un bouton qui manque à sa gabardine, des taches de sang sur celle-ci, du sang également sur le manche et le cordon du poignard marocain. Et n'oublions pas qu'à Stockholm, quelques jours après le crime, il se fit teindre les cheveux (qu'il avait noirs) en blond. Il avait lu dans les journaux que M. Charles Zumbach serrait entre ses doigts crispés une touffe de cheveux noirs... Des coiffeurs, des experts viennent témoigner. On parle sang, bicyclette, débris de viscères, teintures. Tout accable l'accusé. L'assassin, le voilà, c'est lui ! Crime de fou, dédoublement de personnalité, abus de drogues, ascendance syphilitique, jalousie morbide, orgueil soudain incontrôlable, je vous dis que voilà l'assassin.

Bien. Ainsi, un soir de mai, Mᵉ Pierre Jaccoud travailla jusqu'à 22 h. 30 (c'est prouvé) avec son collaborateur, Mᵉ Junod. Posément, ils discutèrent dossiers, procès, litiges, etc. Mᵉ Junod prit congé à 22 h. 30. Lors, Mᵉ Jaccoud, armé jusqu'aux dents, grimpa sur sa bicyclette à haut guidon et se rendit à Plan-les-Ouates. Là, il appuya sa bicyclette à la haie du jardin bordant la demeure des Zumbach. Il entra (ici, un « blanc »). Il abattit M. Charles Zumbach de quatre coups de revolver et le larda de quatre coups de poignard. Il sortit, rencontra Mme Zumbach et lui envoya une balle. Il remonta sur sa bicyclette. A 23 h. 45, il était chez lui et discutait fort gentiment d'un accident d'auto survenu à son épouse. Le lendemain, ponctuel, il se rendit à son étude et y fut le Mᵉ Pierre Jaccoud que ses collaborateurs et secrétaires ont toujours connu. Précis, calme, il expédia — comme chaque jour — une énorme somme de travail. Distrait ? Pas du tout. Troublé ? Non. Des absences ? Des oublis ? Non point.

Ensuite, il voyagea. A Bordeaux, à Amsterdam, à Stockholm où l'appelaient affaires ou congrès d'avocats. On interroge ses collègues, ses commensaux de voyage. Mᵉ Jaccoud était-il « le même » ? Oui. Détendu ? Oui. Agréable ? Exquis. A Amsterdam, il éblouit une table d'amis, un soir, en leur parlant peinture. C'est comme ça.

Dix gabardines

Le 7 juin 1958, à 7 h. 30, deux policiers s'avancent vers Mᵉ Jaccoud qui sort de son domicile :

— *Excusez-nous, maître, mais il faut nous suivre.*

Innocent ? Coupable ? Je n'en sais rien. Je sais seulement que je ne crois pas aux experts. Ils découvriraient, j'en suis sûr, des taches de sang sur mon imperméable alors que je l'en crois vierge. Je ne crois pas aux boutons, aux phares de bicyclette qui clignotent, aux manches de poignards souillés de taches suspectes. Mᵉ Floriot, d'ailleurs, fit la joie de la salle en arrachant aux experts l'aveu qu'un couteau droit eût pu occasionner les mêmes blessures qu'un poignard courbe et marocain. Les experts, bien entendu, avaient assuré le contraire. Je crois que si je présente dix gabardines — cinq tachées de sang de poulet et cinq de sang humain — à des experts, ils confondront l'homme que je n'ai pas tué et le volatile que j'ai occis. Ma tête ne vaudra que ce que vaut l'humeur d'un microscope.

A la lumière du crime

Coupable ? Innocent ? Je sais que Mᵉ Jaccoud a envoyé des lettres anonymes et des photos de nus à M. Zumbach. Je sais qu'il se fit argenter les tempes à Stockholm et qu'il acheta une nouvelle gabardine quelques jours après le crime. Avant comme après le meurtre, combien de faits suspects ne l'accablent-ils pas ? Certes, mais si j'étais faussement accusé d'avoir abattu mon prochain, demain, je puis vous assurer que devant les juges et aux yeux de nombreux témoins, mon emploi du temps de la semaine ou des mois précédant et suivant le crime serait d'évidence l'emploi du temps d'un criminel.

Voyez-vous, on arrête un homme. On lui dit : « *Tu as tué, tel jour, à telle heure !* » Ensuite de quoi on opère un tri dans les mille événements de sa vie et, à la lumière d'un acte *arrêté*, à la lumière du crime, on hurle à cet homme : « *Tu as fait ceci et c'est d'un criminel ; cela et c'est d'un criminel ; ceci, cela, cela, ceci... Tu n'y échapperas pas. Nous « signifions » tes actes et les chargeons de criminalité... Allons, avoue!* »

Kafka, notre ami, nous en a raconté de fameuses sur les machines à fabriquer » les coupables.

— *Donc, Cau, vous qui êtes allé à Genève, vous croyez que Jaccoud est innocent ?*

— *Oui.*

— *Il n'est donc pas coupable ?*

— *Si.*

— *Vous avez la cervelle troublée, mon garçon.*

— *C'est cela, monsieur, j'ai la cervelle troublée. Lorsque j'entends Mᵉ Jaccoud proclamer son innocence, je le crois. Puis, réflexion faite, sa voix me déplaît, elle est celle d'un menteur et je ne crois pas cette voix.*

— *N'oubliez pas qu'il était avocat, séducteur, politicien et que les inflexions d'une voix ne prouvent rien.*

— *C'est ce que je vous dis.*

— *Mais non.*

— *Mais si.*

JEAN CAU.

« Les Célibataires... »

« *S'il est possible de réaliser ses aspirations sentimentales quand le désir vous en vient, dans une liberté absolue et sans risquer le divorce quelques années après pour incompatibilité d'humeur, pourquoi ne me marierai-je pas ?* » avait dit ce maître du barreau, réputé réfractaire au mariage... aujourd'hui époux comblé.

Comme lui, lisez sans engagement la passionnante brochure sur « L'Orientation Nuptiale ». Vous connaîtrez tous les détails de cette prestigieuse initiative française unique au monde et que 40 journaux français, parmi les plus grands, ont déjà applaudie.

L'Institut d'Orientation Nuptiale (ES 11), 94, rue Saint-Lazare, PARIS, vous l'enverra gratuitement sous pli fermé anonyme et, bien sûr, sans aucun engagement. Joignez seulement 3 timbres pour l'envoi.

Communiqué.

LA SEMAINE

Anne-Marie de Vilaine vous raconte :

● *Aragon : la fécondité de Victor Hugo. — Italo Calvino : avant, pendant et après le P. C. — M.-J. Durry : les étudiants ne savent rien. — Cholem-Aleikhem : supprimer les guerres.*

SEUL, sans doute, avec Sartre, à avoir inspiré de son vivant autant de commentaires et d'études, Aragon pourra lire cette année cinq ouvrages à lui consacrés : un « Aragon » par Pierre de Lescure qui sort ce mois-ci chez Gallimard, un « Aragon » par Hubert Juin pour la Bibliothèque Idéale (Gallimard), un « Aragon » préfacé par Jean Dutourd au Club du Meilleur Livre, un essai encyclopédique sur Aragon que prépare Roger Garaudy, et un « Aragon » par Philippe Soupault que publiera le Seuil dans la collection « Les Ecrivains par eux-mêmes ». Mais tous ces essais suffiront-ils à reconstituer Aragon dans sa multiplicité ?

« *Je suis en train de relire tous ses livres. C'est un phénomène prodigieux, incroyable de fécondité, de virtuosité. Ce qui me trouble le plus, c'est son côté historien (n'est-il pas inimaginable qu'il ait pu écrire un roman historique de 800 pages que les historiens ont décortiqué sans trouver une erreur !), je ne peux le comparer qu'au côté historien de Victor Hugo dans « Notre-Dame de Paris ». D'ailleurs sa prodigieuse virtuosité n'est comparable — toutes choses égales — qu'à celle de Hugo* » m'a déclaré Philippe Soupault, qui a en commun avec Aragon l'âge (ils sont nés à un mois de distance en 1897), l'origine bourgeoise, les lycées parisiens, l'expérience surréaliste, la poésie et une certaine ressemblance physique : ce côté animal racé que confèrent la haute stature, l'élégance du geste, la voix grave et bien timbrée.

« *Quand il était jeune, Aragon était le prince de la littérature. On l'accueillait en le traitant de génie. Cela l'irritait. Il a coupé tous les ponts lorsqu'il s'est joint au surréalisme. De nous tous, c'est lui qui s'exposa le plus et fut le plus insolent sans chercher jamais à se justifier. Il renonça aux honneurs littéraires et à des études médicales extrêmement brillantes. Il vécut alors dans de grandes difficultés, presque dans la misère...* » raconte Philippe Soupault, tandis que les lueurs d'un feu de bois se posent au hasard sur un grand tableau abstrait, soleils noirs sur bleu de nuit, un bouquet de fleurs dans le crâne de porcelaine d'un vieil homme barbu, un tas de livres par terre, des feuillets manuscrits en désordre sur une table et quatre boules dorées suspendues à un fil, dans le salon de son appartement de la rue de l'Université, où s'incrustent, comme la nacre des tables chinoises, de miroitants souvenirs.

« *J'ai de l'amitié, de la sympathie et de l'admiration pour Aragon. J'aimerais lui rendre justice (ainsi qu'au surréalisme d'ailleurs, dont on a beaucoup parlé mais avec des erreurs constantes). Aragon est un homme de souvenirs. Il a une mémoire prodigieuse, ses romans et ses poèmes font constamment allusion à son enfance, à sa jeunesse. J'aimerais parler de sa fidélité, de son manque d'ambition, de la façon dont il est devenu communiste et quelle affreuse déchirure ce fut pour lui de se fâcher avec ses amis surréalistes lorsqu'il décida de rester au P.C. Je crois qu'il est bon que je sois indépendant, que je n'appartienne à aucun parti pour parler de ces choses...* »

★

CONTRAIREMENT à Aragon, l'écrivain italien Italo Calvino (dont « Le Baron perché » sort le 1er février aux Ed. du Seuil) n'a pu servir à la fois le parti communiste et sa vocation d'écrivain.

Né en Ligurie, dans une famille de botanistes, pendant la période fasciste, Calvino s'engagea très jeune dans la résistance et devint communiste. A la libération, il publie un premier roman et fait la connaissance d'Elio Vittorini. Il hésite alors entre deux hommes et deux villes : Vittorini et Milan ; Pavese et Turin. Il opte pour Turin, et une existence qui représente pour lui « plus d'intériorité, d'authenticité, de profondeur », et s'évertue à écrire de courts romans réalistes sous l'influence du parti, mais sans succès. C'est alors qu'une série d'événements va bouleverser sa vie : les intellectuels, Vittorini en tête, quittent le parti, Pavese se suicide, et quelque temps après, Calvino lui-même abandonne le P.C. Mais il demeure après cette rupture ce qu'il est encore actuellement : un militant de gauche.

(A.D.P.)
LOUIS ARAGON.
Sans se justifier.

« Le Baron perché » est le second volet d'une trilogie de contes philosophico - fantastiques qu'il écrivit avant, pendant et après sa rupture avec le parti. Le héros du premier roman « Le Vicomte pourfendu », paru il y a quelques années chez Albin Michel, était un homme coupé en deux qui continuait à exister. Il fut écrit quelque temps avant que l'écrivain quitte le P.C.

« Le Baron perché », qu'il écrivit à l'époque même de sa rupture avec le parti, est l'histoire d'un jeune garçon, Côme, qui refuse un jour de manger des escargots, se révolte, grimpe dans les arbres et y reste toute sa vie. Les péripéties de Côme, qui réussit à avoir des aventures amoureuses, à fonder la franc-maçonnerie dans le village, à vivre toute une vie d'homme perché dans son arbre, sont évoquées avec tant de drôlerie, que les éditeurs italiens en ont fait une édition expurgée et abondamment illustrée pour les enfants.

En fait, ce conte philosophique qui se déroule au XVIIIe siècle — que l'on compare à Rousseau (le retour à la nature) et à Voltaire (les intentions satiriques) — fourmille d'allusions politiques. Côme se retire dans les arbres, comme Calvino se retire du parti, il se met en marge, en hauteur, il prend du recul, mais de là-haut il organise une défense contre l'incendie et dirige la révolution dans son village au moment où éclate la révolution française, démontrant ainsi la nécessité de la solidarité et de l'esprit communautaire.

Le troisième volet de la trilogie : « Le Chevalier irréel », paru cette année en Italie, est l'histoire d'un paladin de Charlemagne, ou plutôt d'une armure qui se bat, obéit, mais à l'intérieur de laquelle il n'y a rien. Ce conte amer et pessimiste est une satire de l'époque moderne des hommes réglementés et mécanisés qui font croire qu'ils existent alors qu'ils ne sont plus.

★

APRES avoir obtenu le Prix de la Meilleure Thèse, avec « La vieillesse de Chateaubriand » (1), Marie-Jeanne Durry fut la première femme à occuper une chaire de littérature (à la Faculté des Lettres de Caen).

En 1947, elle inaugure la première chaire de littérature française des XIXe et XXe siècles, et depuis trois ans dirige l'Ecole de Sèvres. Sous le titre « Autographes de Mariemont » (2), dont le quatrième tome vient de paraître, cette femme infatigable a entrepris de commenter 511 lettres autographes pour la plupart inédites, choisies dans la collection du château de Mariemont dans le Hainaut, parmi les documents écrits par des Français. Un cinquième tome complétera la série.

Assis par terre, les uns sur les autres, des grappes humaines d'étudiants étaient venus écouter, la semaine dernière, son cours inaugural sur Mallarmé, inscrit pour la première fois au programme de la licence de lettres. L'air était suffocant. Je n'y résistais pas et c'est chez elle que j'ai revu Mme Durry.

(A.F.P.)
MARIE-JEANNE DURRY.
Ingénument.

Dans sa robe bleu ciel à manches courtes, elle ressemble à ces dames menues, coquettes, et bien tranquilles, qui prennent le thé à cinq heures à la Marquise de Sévigné. « *J'ai commencé par la lecture d'un poème, « Salut », pour jeter les gens dans un contact avec la poésie nue,* m'explique-t-elle. *Ensuite, je parle de tout ce qui se rapporte au poème, des blancs qui, chez Mallarmé, comptent autant que la ligne écrite. J'ai voulu aborder Mallarmé ingénument, suivre son chant, les visions qu'il suscite. On a trop dit aux jeunes que c'est un auteur difficile* ».

Contrairement à Mme Durry, Valéry, entre autres, insistait, précisément, sur la notion « d'auteur difficile » : « *Dès le regard jeté sur elle, cette œuvre sans seconde touchait et s'attaquait à la convention fondamentale du langage ordinaire : tu ne me lirais pas, si tu ne m'avais déjà compris !... Mallarmé créait donc en France la notion d'auteur difficile. Il introduisait dans l'art l'obligation de l'effort intellectuel. Par là, il relevait la condition du lecteur ; et, avec une admirable intelligence de la véritable gloire, il se choisissait parmi le nombre le petit nombre d'amateurs particuliers qui, l'ayant une fois goûté, ne pourraient plus souffrir de poèmes impurs, immédiats et sans défense* », écrivait-il.

La tâche de M.-J. Durry sera sans doute ardue, car, de son propre aveu, « *la plus grande partie des étudiants sont d'une ignorance encyclopédique. Dès l'école primaire, on leur enseigne 25.000 choses, on ne leur apprend rien sous prétexte de leur enseigner trop* ».

(1) Le Divan.
(2) Librairie Nizet.

★

JUSQU'AU 7 février se tiendra, à l'Unesco, une exposition extrêmement intéressante de documents et de photos sur la vie et l'œuvre de l'écrivain yiddish Cholem-Aleikhem, né en 1859 en Ukraine et mort en 1916 à New York (où il se réfugia à la suite des pogromes). Humoriste et écrivain populaire, son héros est l'homme de la rue, « le Juif tout simple ». A sa mort, plus de 150.000 lecteurs suivront son enterrement. Il était admiré de Tolstoï, Gorki, Kouprine et Tchékov, avec lesquels il se lia. Son œuvre extrêmement vaste : romans, contes, récits, pièces de théâtre, traduite dans la plupart des pays, a été éditée en 18 langues en U.R.S.S., avec un tirage global de 6.306.000 exemplaires. La revue « Domaine Yidich » a consacré à Cholem-Aleikhem son numéro spécial du printemps 1959 en l'honneur du centenaire de sa naissance, et publie, avec de nombreux extraits de son œuvre, sa correspondance avec les écrivains russes. Le 21 avril 1910, Gorki écrivait à Aleikhem, après avoir lu un de ses romans :

« *J'ai reçu votre livre, je l'ai lu, j'ai ri, et j'ai pleuré ; un livre étonnant. La traduction me semble fidèle... bien que par endroits on sente qu'il est difficile de transposer dans la langue russe le triste et tendre humour de l'original. Votre livre me plaît beaucoup. Il est empreint d'un amour délicat, authentique et intelligent pour le peuple : ce sentiment est si rare de nos jours...* »

Extrait d'une nouvelle de Cholem-Aleikhem « Si j'étais Rothschild... », monologue d'un Juif pauvre qui n'a pas d'argent pour payer le repas du Sabbat : « *...Si j'étais Rothschild, j'organiserais une grande société pour que les Juifs aient partout leur pain quotidien (...) Je supprimerais les guerres... moyennant finances. Par exemple deux Etats se querellent pour une vétille, un morceau de terrain qui vaut trois fois rien ! ça s'appelle chez eux « territoire » (...) si je viens tout de suite et que je leur dis : « (...) Calmez-vous, mes petits frères, laissez-moi vous servir... l'essentiel pour vous, c'est la galette, le fric, les dommages de guerre. Et dès qu'on cause dommages de guerre, à qui s'adresse-t-on pour un emprunt, sinon à moi, c'est-à-dire à Rothschild ? Qu'est-ce que je fais alors ? A toi Anglais à longues jambes et au pantalon à carreaux, je te donne un milliard ! A toi Turc idiot à la calotte rouge, un milliard !... Et je conclus un marché, et les hommes cessent de s'égorger... Et peut-être, hein ? si j'étais Rothschild, il est possible alors que je supprimerais tout à fait l'argent... L'argent est une des plus fortes passions, chacun voudrait en avoir et personne n'en a... Seulement quoi ? Il reste à savoir où les juifs prendront alors l'argent pour honorer le Sabbat* (il reste un instant pensif). *Eh bien, et moi, où prendrai-je maintenant l'argent pour le repas du Sabbat ?* »

(Archives.)
CHOLEM-ALEIKHEM.
« *Paix avec vous* » (*).

ANNE-MARIE DE VILAINE

(*) Traduction littérale de son nom.

50.000 exemplaires
LE GUÉPARD
roman de G. Tomasi, prince de Lampedusa
"...un des grands romans de ce siècle, un des grands romans de toujours." ARAGON
SEUIL

ROMANS

« Degrés » par Michel Butor

Une heure de classe. Mais qui parle ?

COMME dans «L'Emploi du temps», comme dans « La Modification », il y a, dans « Degrés » (1), le dernier roman de Michel Butor, une poésie peu explicable et désespérée. Peu explicable, parce qu'il n'y a rien de plus prosaïque, au premier abord, que son sujet : un professeur d'histoire et de géographie dans un lycée parisien veut décrire une de ses heures de classe. Et cependant, c'est un livre « couvert de sang ».

Moins qu'un livre, du reste, une épave, la ruine de ce qui devait être « la tour d'où l'on découvrirait l'Amérique ». Une suite de feuilles inachevées, de chapitres tronqués, vainement recommencés, où bientôt se faufile, entre l'auteur proprement dit (en l'occurrence Michel Butor) et le narrateur (celui qui dit « je »), un autre auteur, Pierre Vernier, le professeur en question, personnage fictif qui, par un tour de passe-passe, un effet de trompe-l'œil, devient rapidement plus réel que Butor lui-même, et rejette peu à peu ce dernier dans l'inexistence.

Cette entrée en scène d'un auteur secondaire, qui va sournoisement se substituer au vrai, c'est la trouvaille, l'invention la plus remarquable de l'ouvrage ; elle dérive, en plus savant, du procédé de certains romanciers qui font mine de publier non pas leurs écrits mais les papiers d'une autre personne, qui aurait elle-même obtenu le manuscrit d'un tiers, lequel... etc., jusqu'à ce que le lecteur renonce à savoir qui lui dit quoi. Et c'est le but.

Pathétique et dérisoire

Tout commençait, pourtant, bien simplement. Pierre Vernier, professeur d'histoire et de géographie au lycée Taine, a fait le projet de raconter ce qui s'est passé dans sa classe de seconde A, le mardi 12 octobre 1954, entre trois et quatre heures de l'après-midi. Projet limité, semble-t-il, précis et raisonnable. Et ceci dans le but d'offrir un jour ce précieux document à son neveu Pierre, actuellement l'un de ses élèves.

Voici d'abord les personnages : les trente et un élèves et, accessoirement, leurs onze professeurs, occupés à cette heure-là dans les classes voisines. Mais le narrateur s'aperçoit vite qu'il ne peut expliquer comme il l'entend l'humeur et le comportement de chacun, sans remonter un peu dans le temps, et même — puisqu'il connaît la suite — sans anticiper sur l'avenir. M. Bonini, le professeur d'anglais, songe à sa femme, qui va mourir, qui mourra ; M. Bailly, le professeur d'allemand, à la sienne, qu'il veut quitter, qu'il quittera. Chaque élève également a des soucis, qui, au moment où Pierre Vernier voudra les transcrire, seront déjà dissipés d'une façon ou d'une autre. L'auteur sait ce qui est arrivé : il ne peut en faire abstraction. Lui-même, depuis qu'il a commencé cet ouvrage, a changé ; parce qu'il écrit, justement, parce qu'un livre est toujours un instrument de transformation de soi, de l'entourage ; le changement de Pierre Vernier se répercute sur son neveu, devenu son chargé d'enquête, et d'une façon plus lointaine sur chacune des personnes mêlées de près ou de loin à sa vie, c'est-à-dire à son essai littéraire. Et Pierre Vernier, affolé, s'aperçoit qu'il ne pourra écrire sans faire en même temps l'histoire de ce qu'il écrit.

D'autres problèmes se posent. A quel temps doit-il s'exprimer ? Au présent du 12 octobre 1954, ou à celui du jour où il tient la plume ? Seulement aujourd'hui est le futur, par rapport à 1954, tandis que 1954 est devenu le passé ! Vernier tâtonne, dans un embrouillement pathétique et dérisoire.

Pour s'en sortir, il donne — fictivement — la parole à son neveu Pierre; puis à un troisième personnage, un autre professeur (également oncle de Pierre).

(1) Ed. Gallimard. 390 pages. 12,50 NF.

Jusqu'ici, la description de l'heure de classe elle-même, n'a pas encore été abordée, ne le sera pas. Il y a trop à faire. Et on n'avance pas. La relation des événements est sans cesse retardée, alourdie, par les extraits de « L'Odyssée », de « Gargantua », des « Essais », de « Macbeth », de Racine, de Saint-Simon, de Marco Polo... chœur contrasté et contradictoire qui semble poursuivre les minuscules personnages d'un flot de commentaires, d'anathèmes, d'exclamations moqueuses ou incohérentes.

Des poils de loup

Pierre Vernier a, en effet, découvert une constante à son tourbillon : l'emploi du temps. Tous les élèves d'une même classe doivent ingurgiter dans un certain ordre une certaine quantité de connaissances. C'est ce qu'on appelle l'éducation, et qui a tout l'air — il faut bien le dire — d'un « bourrage de crâne ». Ce métier, dit un professeur, « il nous ennuie tous ». Eux aussi ont leur vie commandée, hachée, par ce perpétuel serinage : dix vers de Virgile, puis une scène de « Macbeth », puis Nausicaa, puis Gœthe, puis les lois d'Ohm, puis la copie d'un buste de César, puis « Gargantua » : « Le liège de ses pantoufles enflait en haut d'un demi-pied... »

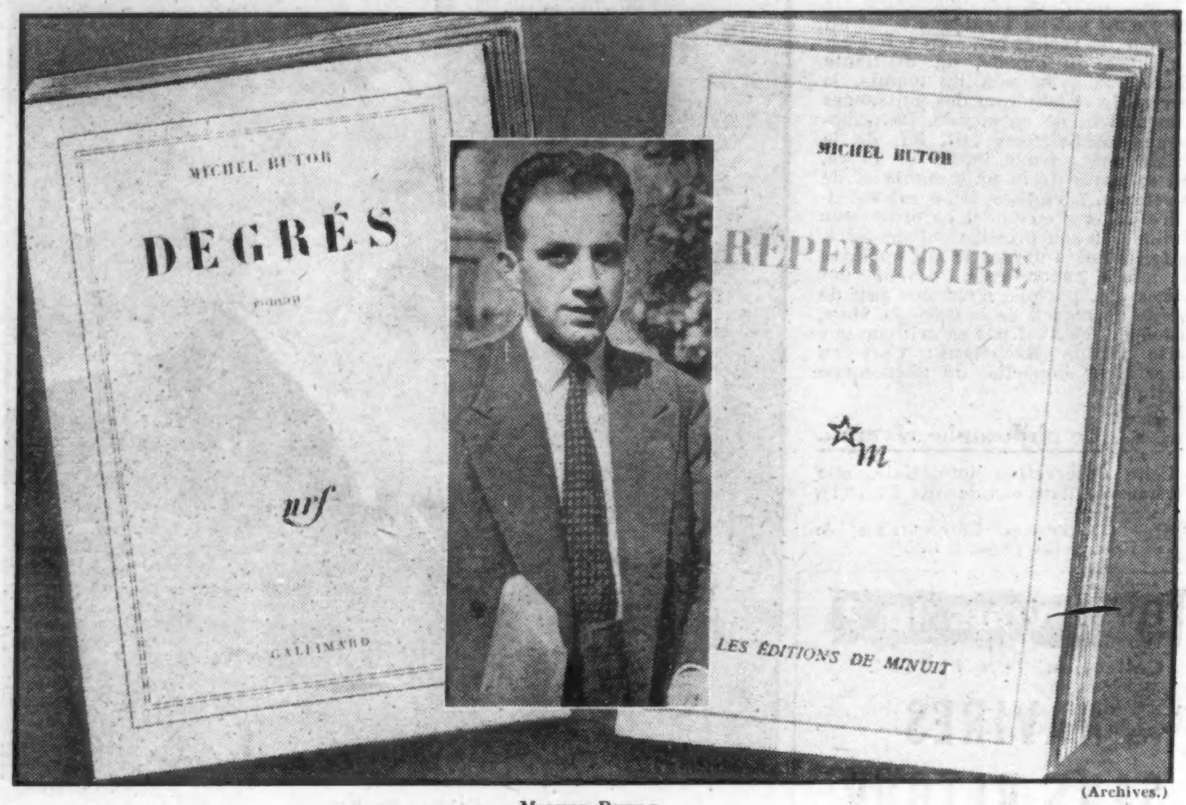
Quel fatras ! Quel incroyable galimatias !... Et dont personne n'a l'air de s'étonner, qu'élèves et professeurs ingurgitent à heures fixes, avec le plus complet sérieux, sourds, aveugles. Pris dans la folie collective, on apprend ce qu'on vous enseigne et on enseigne ce qu'affiche le programme. Sans réfléchir. C'est cela la culture. « On vous jugera sur votre culture », dit une brochure populaire, une loi, une nécessité qu'on ne discute plus. Comme le dentiste. *« Le dentiste, dit un élève à un autre, tout le monde y va, tu verras. »* Comme la grippe. *« Toi aussi, tu vas y passer »*, dit Mme Jouret à son fils.

Nous y passons tous. Mais à quoi ? Encore une fois le sujet s'élargit, se distend, cherche à tout prendre, tout englober : non, ça n'est pas seulement l'enseignement secondaire qui déforme, accable de contraintes brutales, c'est la société, tout ce qu'il faut faire, savoir, vivre sur le même mode et de la même façon. Ces rues où chacun passe à son tour, ces âges semblables qu'on atteint successivement, ces passions, bonheur ou malheur, qu'on connaît à tour de rôle, et qui sont dispensés non par la condition humaine, mais par la société telle qu'elle est. C'est la société qui fixe, en effet, les « programmes », programmes d'études, de vie, qu'il faut prendre en leur entier si on veut devenir membre d'une communauté, et même si on ne veut pas.

Nous sommes embarqués. Comme Pierre Vernier l'est dans son récit ; récit — il commence à le comprendre — qu'il ne peut pas finir ni boucler, fût-ce provisoirement, et quelle que soit la façon dont il l'aborde, parce que le cône s'élargit à mesure qu'il avance, devient si large, si vaste, que celui qui entreprit cette tâche insensée — raconter une heure de classe — se retrouve soudain au bord de la mort.

Au lieu de se libérer, comme il l'espérait, il s'est « égaré ». Il a quitté les siens — afin de mieux les décrire — et il commence à cesser de leur ressembler. Maigre, fébrile, les yeux hagards (figure effrayante qui, aux yeux de son neveu Pierre, rappelle étrangement celle d'un Nord-Africain, entrevu dans la rue...), Pierre Vernier est devenu une bête monstrueuse, sur la peau de qui personne ne s'étonnerait de voir bientôt pousser des poils, puisqu'il ne pense plus comme eux, qu'il n'est plus du troupeau — « des poils de loup » — signe de son glissement vers l'extérieur, de sa trahison ; et il s'apprête dès lors à mourir, n'ayant pas achevé sa tâche — montrer à ses proches l'horreur de l'existence telle qu'ils l'acceptent — mais qui l'achèverait ?

Tel est l'ouvrage que nous avons lu — avec cette réserve qu'un autre, lisant « Degrés », lira probablement un autre livre. C'est du moins ce que voudrait l'auteur, le piège, l'instrument qu'il nous a préparé : un texte dont aucun élément n'est concluant, qui ne se termine pas, qui peut être interprété de bien des façons, et d'aucune, et qui s'interrompt tout à trac sur cette irritante question: «Qui parle ?»



(Archives.)

MICHEL BUTOR.
Une fièvre d'expériences.

L'odeur de la bourgeoisie

Qui parle ? Mais bien évidemment toi, lecteur, seul sujet vivant de cette création variable et solitaire, ta responsabilité, ton invention, ta lecture.

Pour Michel Butor, en effet, pas de romans sans « effort du lecteur » (2). Ce qu'il nous propose, dans « Degrés », ça n'est pas un aliment digéré et mâché d'avance, c'est un schéma sec, incomplet, sur lequel il nous revient, selon nos moyens, notre « application », de « broder un roman ».

Y a-t-il — y avons-nous — réussi ? Oui, dans la mesure où, tout perdu que l'on soit dans les nombreux « degrés » de son texte, on ne le lâche pas. Mais cet attrait, ce pouvoir n'est pas l'effet direct de ce que voulait Butor, de ce qu'il a cru mettre dans son ouvrage, il vient de la poésie. De ces pages volontairement taillées menu s'exhale l'odeur doucereuse, moisie, désespérante, non pas tant de « l'enseignement secondaire » que de la petite bourgeoisie. De celle qui prend ses repas sur la toile cirée de la cuisine, porte tous les jours le même costume, prend le même chemin, le même autobus, pour aller au même travail, met jour après jour ses pas dans ses pas, et pour qui la grande aventure c'est la rencontre avec la personne dont, après bien des réflexions, des hésitations, on fera peut-être... une nouvelle habitude. Monde en voie de dégénérescence, de disparition, dont Michel Butor a la conscience aiguë. Déjà dans « Passage de Milan », puis dans « L'Emploi du Temps », dans « La Modification », il y avait ces mêmes personnages, attentifs aux détails, émus par la répétition, soucieux de persévérer dans leurs prisons. Tous ces élèves aux doigts noircis, serrant avec le même sérieux dans leurs serviettes leur Bérard, le Budé, le dernier numéro de «Fictions» et leurs médiocres collections de timbres, sont les fils, nourris de culture et privés de l'essentiel, d'une société qui ne s'est pas développée, qui vit sur des structures devenues carcans.

Et si Michel Butor représente cet univers avec tant d'amour, c'est aussi qu'il veut le critiquer : dénoncer une société qui, par quelque bout qu'il la prenne, lui répugne, une société criminelle, sanglante et, cependant, qu'il comprend, qu'il aime « poétiquement » dans son exhalaison de choses mortes, étouffées, impossibles...

Or, c'est peut-être cela qui nous touche, chez Butor, avant sa fièvre d'« expériences », avant son ardeur à l'ouvrage et son goût du « neuf », c'est le luisant de la pluie sur Bleston, les épaules raidies de Léon découvrant que sa vérité n'est pas d'aimer Cécile, et les timidités amoureuses de Pierre Vernier devant Micheline Pavin rencontrée en Grèce. Ce sont ses portraits de femmes, plus fortes et lucides que les hommes, ou véritables harpies. Son sens et son amour des villes, des lieux. Ce sont tous ces éléments qu'il s'amuse, ou se tue, à décomposer à travers le prisme compliqué de ses livres.

A quoi, bien sûr, il répondra que nous voulons les fruits sans l'arbre, que sans cette architecture, ce soubassement extrêmement travaillé de chacune de ses œuvres, il ne pourrait pas écrire un mot de ce qui nous charme. Peut-être. Chacun ses démarches. Mais nous avons envie d'espérer qu'un moment viendra où Michel Butor sera maître de recomposer cette lumière qu'il se plaît aujourd'hui à désunir, et qu'il nous donnera alors ce qu'on attend de tout grand romancier : le jour.

MADELEINE CHAPSAL.

(2) Cf. « Répertoire », recueil d'essais, où Michel Butor fait la théorie du roman tel qu'il le conçoit, et d'une façon un peu didactique mais précise, expose sur des exemples, textes et œuvres d'auteurs classiques, ses idées littéraires. 280 pages. 15 N.F.

FERNAND HAZAN ÉDITEUR
DICTIONNAIRE DE LA CIVILISATION EGYPTIENNE
350 articles • 315 illustrations
39 NF

ESSAI

« La Poétique de la rêverie » par Gaston Bachelard

● *Tout le monde sait qu'il y a des mots masculins et des mots féminins. Mais pourquoi ?*

UN philosophe avait banni le poète de la Cité ; un philosophe le ramena parmi nous.

Ce n'est pas que Gaston Bachelard ait donné au poète un statut social. Au contraire. Abordant la poésie par la voie de l'imagination, il la constitue en phénomène de liberté, d'intimité, de solitude. Mais en considérant l'imagination poétique dans son rapport fondamental avec la matière — l'Eau, le Feu, l'Air, la Terre — il y découvre des archétypes qui, au plus profond de l'individu, sont valables pour tous.

Ainsi, pour Gaston Bachelard, le poète n'est pas un menteur : il est un créateur de vérités premières. Il n'est pas, hors du monde, un dilettante éthéré, mais, au sein du monde, le spécialiste et le héraut des puissances élémentaires de ce monde. Le philosophe des Sciences fait, ici, de la poésie une science infuse de l'Etre, qui se passe de la philosophie et de la science. A ce titre, il est extraordinaire de voir comment ce professeur abdique de son prestige universitaire, se fait humble devant le fait poétique et même, avouons-le, devant des poètes qui, parfois, n'ont que peu de mérite au regard de la critique. Mais, justement, ce n'est pas en critique que parle Gaston Bachelard : c'est en observateur impartial du phénomène poétique.

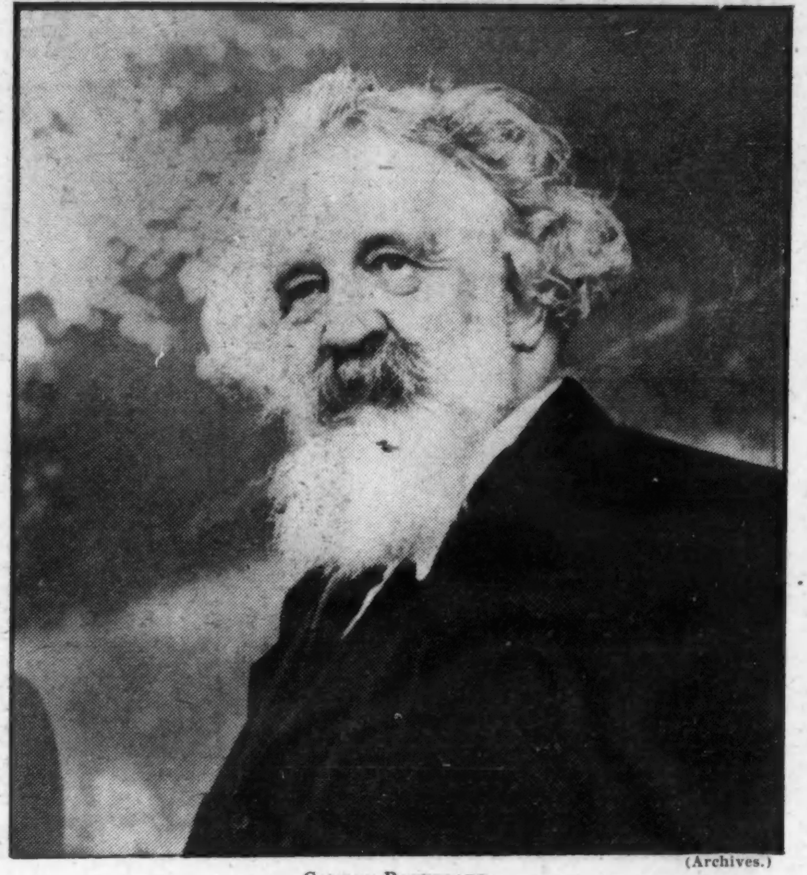
Ce philosophe rêvera...

Cette observation impartiale, elle est haussée, dans son dernier livre (1), au rang de méthode. Phénoménologue, Gaston Bachelard se fait le scrutateur de l'image poétique, qu'il entend saisir dans son origine, sa présence immédiate, sa positivité, à la faveur d'une suspension du jugement. Cette tentative suppose et impose une ignorance biographique et critique du poète. Celui-ci n'a plus de passé ni d'avenir, de culture ni de talent. Il *n'est*, pour le phénoménologue, qu'à l'instant où il parle, où le langage, à travers lui, se fait image.

Il ne s'agit pas, cependant, pour Gaston Bachelard, de recevoir purement et simplement cette image de la bouche du poète. Il faut que la conscience du phénoménologue la prenne en charge, qu'elle la fasse sienne, qu'elle accomplisse, en elle-même, le destin de cette image.

Esquissant une poétique de la rêverie, Gaston Bachelard cesse d'être un philosophe de la rationalité. Son travail n'est plus d'analyser, d'expliquer, d'éclaircir le mécanisme de la rêverie. A cette position d'autorité, il substitue une sympathie active. Puisque le propre de la rêverie est de faire rêver, eh bien ! ce philosophe rêvera.

(1) Presses Universitaires de France, 183 pages, 8 N.F.


(Archives.)

GASTON BACHELARD.
Le songe d'un philosophe en vacances.

Le sexe des mots

Il rêvera d'abord sur les mots, ce qui le conduira à une méditation sur les genres, sur le langage sexué. Tout le monde sait bien qu'il y a des mots masculins et des mots féminins : mais pourquoi ? Cette question une fois posée, le genre cesse d'être une catégorie de la grammaire ou de l'anatomie pour devenir une catégorie de l'âme. Si les mots peuvent être mâles ou femelles, c'est que l'âme elle-même est bisexuée. En chaque être, homme ou femme, deux principes s'affrontent, collaborent, se contredisent, partagent le pouvoir. C'est ce que C.-G. Jung appelle *animus* (principe masculin) et *anima* (principe féminin). Or, Gaston Bachelard constate qu'*animus* oriente la conscience vers le dehors, la jette dans le souci et le projet et de cette façon l'inquiète et la sépare d'elle-même ; tandis qu'*anima* oriente la conscience vers les calmes profondeurs de son être, où la réalité subjective et objective n'est plus conçue comme un conflit, mais comme une immobile et douce présence. Toute rêverie est ainsi placée sous le signe d'*anima*. Et il ne peut y avoir que des rêveries heureuses.

L'enfance éternelle

Anima s'opposant aux projets d'*animus*, c'est-à-dire à la volonté d'intervenir, dans le présent et l'avenir, sur soi-même et le monde, il est naturel que l'une de ses principales inclinations soit le retour sur soi-même, la quête de son origine, la recherche de l'*antécédence*. Aussi, l'enfance nourrit-elle bien des rêveries. Cette enfance imaginée (poétiquement conçue) n'est pas un simple fruit du souvenir. La mémoire — et d'autant plus qu'elle est exacte — entrave la rêverie. Il peut y avoir de mauvais souvenirs. Il se peut même que ce que nous croyons être nos souvenirs appartienne à autrui : aux parents, par exemple, qui nous ont racontés à nous-mêmes, qui nous ont imposé un passé et qui ont pu marquer cet être, que nous n'avons jamais été, de leurs propres soucis et de leurs propres projets. La rêverie d'enfance n'est donc pas une enfance remémorée. Elle est moins une enfance particulière qu'une Enfance générale.

La rêverie, ici, comme ailleurs, nous révèle un archétype, qui est comme l'archétype de tous les archétypes. Car cette Enfance imaginée l'est dans son essence et non plus dans son histoire. Elle est l'Origine par excellence : l'Etre primordial et non pas un être passé ou dépassé, perdu ou suranné. Le poète qui rêve l'enfance, rend l'enfance éternelle.

Il n'engendre pas la souffrance d'une perte, mais un bonheur, fût-il mélancolique, qui nous est toujours contemporain.

Adam au premier jour

Cette essence euphorique de la rêverie, tout entière placée sous le gouvernement d'*anima*, permet de la distinguer radicalement du rêve. Le rêve est d'essence malheureuse. Il naît de nos conflits, de nos manques, de nos échecs. En lui, *animus* prolonge ses soucis et ses projets de l'état de veille. Et puis *qui* rêve ? Le *cogito* du rêveur endormi est insaisissable. Non pas parce qu'il aboutit au néant : *Je rêve donc je ne suis pas*, ce qui entraînerait au moins une dialectique du moi et du non-moi ; mais parce qu'il aboutirait plutôt à l'extrême banalité : *Je rêve, donc je suis n'importe quoi.* Le *cogito* du rêveur endormi ne débouche que sur une indécision, une confusion, une paralysie de l'être.

Mais le *cogito* du rêveur éveillé, lui, est au contraire un surcroît, une expansion, une plénitude de l'être. Alors le sujet ne se distingue plus de l'objet. La rêverie nous fait fusionner avec le monde, avec nous-mêmes. Entre ce monde et nous, entre nous et nous-mêmes, s'établit une délicieuse osmose, une complaisance réciproque du sujet et de l'objet. L'être s'augmente, s'enrichit, se renouvelle, s'émancipe sans se perdre. Le rêveur éveillé trouve dans l'enfance le principe du monde et dans le monde le principe de l'homme. C'est Adam au premier jour, avant qu'il n'ait goûté au fruit pervers, qu'*animus*, plutôt qu'Eve, lui tendit.

Cette poétique de la rêverie est une apologie de la rêverie contre la psychanalyse, qui soumet l'individu à son histoire, contre le réalisme, qui soumet l'art à la nature, contre ces esprits chagrins, aussi, qui sont les propagandistes de la Vallée de Larmes. Gaston Bachelard, philosophe des Sciences ? Phénoménologue de la poésie ? Ou tout simplement apôtre du bonheur ? Du moins la rêverie l'incline-t-elle à affirmer que « l'essence de l'être, c'est le bien-être ».

Cette affirmation ne naîtrait-elle que d'un songe de philosophe en vacances, que, ce songe étant réel, cette affirmation resterait vraie.

JACQUES CHARPIER.

« Musique I » par Jean-Louis Bory

● *Pour Balzac et quelques autres.*

AVEC sa « Musique I » (1) (qui promet d'autres *compositions*), Jean-Louis Bory entreprend d'écrire et de publier ses « Prétextes », ses « Situations », ses « Actuelles », son « Hygiène des Lettres ». Musique : le mot sonne léger, mais nous apprenons qu'il faut l'entendre au sens large que lui donnaient les anciens de *culture littéraire*, par opposition à *gymnastique* qui est la *culture physique*. Le livre est écrit à la gloire de Balzac, de l'abbé Prévost, de Racine, d'Eschyle et de Giraudoux. Les études consacrées aux deux premiers sont les plus importantes par la quantité et la qualité. Elles ajoutent à notre connaissance de ces auteurs et, sur certains points, la renouvellent.

Le roman noir

La Restauration est une époque infiniment trouble et troublée, comme le fut la Régence avant elle, comme notre temps l'est devenu. Sans doute notre amour de Balzac et de Prévost se passe-t-il des analogies que découvre l'étude comparée de leur siècle et du nôtre. Elles existent, pourtant, et les scandales mondains autant que l'assassinat crapuleux ou politique qui foisonnent aujourd'hui, nous donnent le goût de connaître comment les romanciers, naguère et jadis, les transposaient dans leurs œuvres. Balzac, à cet égard, passionne : la « Comédie humaine » est si fortement marquée par le climat social de l'époque qu'elle verse dans la littérature satanique où le crime le dispute à la magie. Elle prolonge le roman noir en lui empruntant nombre de ses lieux communs.

Mais Balzac ne demandait que des recettes au roman noir, non pas qu'il l'inspirât. Son inspiration, c'est à étudier la société de son temps qu'il la trouve. Il réussit le tour de force de donner au roman d'épouvante une *assise sociale*.

J.-L. Bory étudie successivement les thèmes de l'espace, de l'obscurité (« les événements majeurs refusent la lumière ») et de la terreur dans la « Comédie humaine ». Balzac peint des monstres en proie à l'appétit de puissance, à la hantise de l'or. Bory distingue des « cercles infernaux » comme il en existe chez Dante. Le beau monde, celui du bon ton, de l'esprit, de « la grosse galette », compose le premier cercle. Rastignac l'appelle, justement, « l'enfer ». Le cercle deux comprend le féroce milieu des affaires de bourse. Le troisième, celui de la police et de la justice. Enfin, le quatrième : celui des ténèbres par excellence, où se coudoient les hors-la-loi, les courtisanes, les bagnards...

Manon Lescaut

C'est par là que Balzac modernise le roman gothique et Bory montre que le romancier, ancrant le roman noir dans la société contemporaine, débouche sur le roman policier :

« L'idée même de la « Comédie humaine » est une idée policière. ces personnages immergés dans la foule, apparaissant ici, puis là, pour disparaître, Balzac nous entraîne à poser un interrogatoire: « D'où venez-vous ? Qu'avez-vous fait tout le temps que nous ne nous sommes vus ? votre maîtresse, qu'est-elle devenue ? Votre fortune ? Vous voilà haut placé, comment se fait-il ? » Et quantité d'autres questions... »

Dans « Manon Lescaut », la société du temps n'est pas moins l'objet d'une attentive peinture que dans la « Comédie humaine ». Bory trace un parallèle

(1) Ed. Julliard. 177 pages, 7,50 N.F.

Avez-vous lu ?
Collection "EN FLÈCHE"

NAVIRES SANS RETOUR
par Robert de La Croix

Au cours de la dizaine d'années qui précéda la seconde guerre mondiale, une mystérieuse épidémie d'incendies frappa les paquebots français. Ont-ils été dus au hasard, à la malveillance, à des attentats ?
Dans **Navires sans retour** sont évoqués les plus célèbres d'entre eux. C'est une vaste chronique de la mer qui allie le suspense d'un roman policier aux milles péripéties et aux décors changeants d'un roman d'aventures.

DE TOM MIX A JAMES DEAN
par Raymond De Becker

En raison de l'importance accordée aux vedettes par le cinéma américain, Raymond De Becker s'est attaché moins aux films isolés qu'aux acteurs les ayant popularisés et colorés de façon particulière et dont le personnage peut être considéré comme représentatif de l'image inconsciente de l'homme que le public américain se fit depuis l'origine du cinéma. Cela nous vaut huit chapitres consacrés chacun à un des plus grands acteurs américains, à Tom Mix, Rudolf Valentino, Charlie Chaplin, Gary Cooper, Clark Gable, Humphrey Bogart, Marlon Brando et James Dean. Les aventures amoureuses ou judiciaires de Rudolf Valentino, de Charlie Chaplin et de James Dean ont été ainsi passées en revue, entraînant le lecteur dans un univers à la fois burlesque et dramatique.

LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

AUTOUR DE BAUDELAIRE

Une nouvelle édition des « Fleurs du Mal » vient d'être publiée qui présente un intérêt tout particulier.

Se fondant sur l'importance que la peinture eut dans l'inspiration et dans l'œuvre de Baudelaire, MM. Jean Pommier et Claude Pichois se sont efforcés de retrouver la correspondance entre certaines toiles illustres et certains poèmes.

Ce sont les reproductions de ces toiles qui ornent la nouvelle édition, gainée de soie, des « Fleurs du Mal », réalisée par le Club des Libraires de France.

Voici quelques-unes de ces « correspondances » :

(Archives.)

DELACROIX : LA FEMME AU PERROQUET.
La très-chère était nue, et, connaissant mon cœur,
Elle n'avait gardé que ses bijoux sonores,
Dont le riche attirail lui donnait l'air vainqueur
Qu'ont dans les jours heureux les esclaves des Mores... (Les Bijoux.)

(Archives.)

BRUEGHEL : LA PARABOLE DES AVEUGLES.
Contemple-les, mon âme ; ils sont vraiment affreux !
Pareils aux mannequins ; vaguement ridicules ;
Terribles, singuliers comme des somnambules ;
Dardant on ne sait où leurs globes ténébreux... (Les aveugles.)

EMILE DEROY : LA MENDIANTE ROUSSE
Blanche fille aux cheveux roux,
Dont la robe par ses trous
Laisse voir la pauvreté
Et la beauté... (A une mendiante rousse.)

entre Prévost et Balzac. Leurs œuvres sont dominées par le refus de la pauvreté et Des Grieux ou Manon, tout comme les héros balzaciens, n'ont cure d'attaquer la société, de renverser l'ordre établi des choses. Ils ne veulent que se frayer un chemin, se couler une place. Dans « Manon », deux thèmes s'imposent que Bory n'hésite pas à qualifier de *balzaciens* : la présence de Paris et celle, obsessionnelle, de l'argent-roi. Enfin, si l'on songe que Prévost a modernisé les circonstances et les accessoires du roman, remplaçant les pirates par la police, les infortunes merveilleuses par le malaise économique et la crise morale, on voit comment il annonce Balzac et que, le premier, il a donné au malheur et à l'aventure romanesque un *visage social*.

Jean-Louis Bory étaye, éclaire ces démonstrations en se référant à Baudelaire, Aragon, Breton et H. Miller aussi souvent qu'aux universitaires. Ce mélange a fort bon goût.

YVES BERGER.

AUTOBIOGRAPHIE

« Le Monde commence aujourd'hui » par Jacques Lusseyran

● *Une leçon de lucidité donnée par un aveugle.*

IL est difficile de ne pas avoir de l'estime, voire de l'admiration, pour Jacques Lusseyran, aveugle depuis l'âge de huit ans, résistant à dix-neuf ans, déporté à Buchenwald, professeur de littérature française, aujourd'hui, dans un collège universitaire américain ; le livre qu'il vient de publier aux éditions de la Table Ronde est, avant tout, un bréviaire de courage.

« Le Monde commence aujourd'hui » (1) tient à la fois de l'essai et du roman autobiographique. Du roman, par un certain choix de personnages et de situations; de l'essai par l'exposé de la philosophie — résolument optimiste — de l'auteur. Certes, ce n'est pas l'effet du hasard si Lusseyran enseigne désormais aux Etats-Unis. Très curieusement, ses idées étaient américaines (du moins pour autant que cela ressort de son livre), avant même qu'il ne débarque à Hollins College : une certaine confiance dans l'homme et l'humanité, une certaine poésie du quotidien, fortement mâtinée d'humour, une certaine qualité morale de la vision (les pages sur ce que *voit* l'aveugle sont caractéristiques), tout cela qui n'apparaît pas dans la littérature américaine est cependant ancré profondément dans l'esprit américain et Jacques Maritain l'a admirablement exprimé dans ses « Réflexions sur l'Amérique ».

Les bons sentiments

Peut-on faire de la bonne littérature avec de bons sentiments ? Lusseyran prouve le mouvement en marchant. La description de certains personnages du monde concentrationnaire, l'évocation de son collège, sont d'un vrai romancier. La doctrine, encore qu'elle aura certainement de profonds effets sur nombre de lecteurs désemparés ou harassés par la vie, est d'une ~eine peut-être moins riche. Il eût été facile à l'auteur d'exposer, comme tant d'autres, des idées simples sous une forme compliquée. Il a préféré jouer le jeu honnêtement, comme il l'a toujours fait au cours de son existence, et son parti pris de candeur n'est pas dépourvu de noblesse.

Le monde de Lusseyran, s'il est vrai qu'il commence aujourd'hui, constitue une leçon de lucidité donnée aux clairvoyants par un aveugle qui sait mieux voir.

(1) Ed. Table Ronde, 179 pages, 5,50 N.F.

DIVERTISSEMENT

« Un métier de Seigneur » par Pierre Boulle

● *Que vaut le courage ?*

LORSQU'UN bon roman d'aventure se corse de prétentions psychologiques, il est toujours tentant de le présenter comme un roman psychologique déguisé sous la forme d'un roman d'aventure. Laissons à Pierre Boulle, excellent conteur au demeurant, le bénéfice du doute.

Les problèmes « psychologiques » que pose « Un métier de Seigneur » (1) sont d'ailleurs très proches de ceux qui formaient l'infrastructure du « Pont sur la Rivière Kwaï » : l'absurdité d'un certain courage lorsqu'il est dicté par le seul orgueil. Mais ici l'auteur fait jouer les glaces et nous offre un autre reflet du même sentiment.

Cousin, chef d'un réseau pendant la résistance, s'est composé une personnalité de héros et tâche d'être digne de l'image qu'il se fait de lui-même. Malheureusement, à peine est-il pris par les Allemands qu'il livre toute son organisation sous la seule menace de la torture. Cinquante résistants sont exécutés. Cousin lui-même s'évade et met la trahison sur le compte d'un mort (pour plus de noirceur, Pierre Boulle imagine que son héros a assassiné lui-même l'homme qu'il accuse). Tombé dans un guet-apens que lui tendent d'autres résistants, Cousin niera son forfait et, paradoxalement, mourra sous la torture plutôt que de l'avouer.

La thèse est séduisante : pour certains hommes, il est sans doute plus aisé de laisser fusiller cinquante amis que de renoncer à l'auréole du héros. Le courage ne prouve rien et ne veut rien dire. L'important est de savoir à quoi on l'emploie. Tout cela n'est peut-être pas bien nouveau et l'analyse psychologique laisse à désirer, abstraction faite de l'idée de base qui est excellente. Mais Pierre Boule nous offre là un excellent exemple de cette littérature sur laquelle un critique américain apposait récemment l'étiquette « middle seriousness ». Et en effet, tout cela n'est qu'à moitié sérieux.

M. L.

(1) Julliard, 260 p., 7,95 NF.

PLEYEL - Vendredi 5, samedi 6, mercredi 10, jeudi 11 février, 21 h. (Kiesgen)
LAC DE FEU DU Niragongo
RECIT DE Haroun TAZIEFF
Première vision du film couleurs - Expédition 1958-59
Dans le cratère de 430 mètres, au bord de la lave en ébullition

LA SEMAINE

Michèle Manceaux vous raconte :

● *Jeanne Moreau : Jeanne d'Arc des boudoirs. — Jacques Doniol-Valcroze : Les bienfaits du papier Job. — La tragédie : On refuse du monde.*

ENCORE « la nouvelle vague ». Oui, c'est agaçant. On aimerait mieux parler de quelque chose de moins rebattu. De Carné peut-être, qui prépare à Courchevel avec Henri-François Rey, un film poétique sur la zone. De Christian-Jaque, qui est allé à Hollywood récupérer l'actrice israélienne qu'il avait choisie à Tel Aviv, et que les Américains lui avaient déjà enlevée. (En même temps, il a demandé à Shirley Mac Laine d'être l'héroïne du film sur les femmes-pirates qu'il tournera après « Kilomètre 92 ».) On pourrait parler d'Henri Decoin qui s'apprête à tourner un scénario de Jacques Rémy, dont le titre « Fleurs du pavé » est à lui seul tout un programme. Mais où sont les surprises ?

Plutôt dans le voyage de Truffaut à New York où il est allé recevoir le prix de la critique américaine, pour ses « 400 coups » qui ont déjà rapporté 250 millions de recettes-producteur, c'est-à-dire la moitié à la Société des « Films du Carosse », c'est-à-dire à lui-même. Avec une partie de cet argent, Truffaut a financé la moitié du film de Cocteau, « Le Testament d'Orphée » qui sortira le mois prochain.

★

SURPRISE plutôt dans cette critique des « Amants » parue tardivement dans « Time » : *« Pour les Français qui sentimentalisent certainement le côté physique de l'amour, la jouissance des amants est empreinte de beauté spirituelle. Le film fait un gros effet dans les petites villes de France, où il naît apparemment une Madame Bovary à chaque minute, et l'héroïne, qui n'est rien de plus qu'une pauvre idiote pour le public américain, devient en France une héroïne nationale. « Une sorte de Jeanne d'Arc des boudoirs ».*

Surprise encore cette semaine, dix-neuvième de l'exclusivité des « Liaisons dangereuses », avec la sortie du premier film de Jacques Doniol-Valcroze qui, après avoir lancé cette fameuse nouvelle vague, comme directeur-fondateur des « Cahiers du cinéma », vient de se jeter lui-même à l'eau, à « L'Eau à la bouche ». Son film est sorti discrètement, remplaçant brusquement « Pickpocket » qui n'a, hélas, accueilli que 48.495 spectateurs en cinq semaines, et Jacques Doniol-Valcroze, l'intelligent et sérieux critique, s'est retrouvé metteur en scène, tout à coup de l'autre côté de la rampe.

Je ne suis pas sûre qu'il l'ait voulu. Cet homme, le quadragénaire de la bande, le seul qui soit vraiment sorti de l'âge ingrat, le seul qui ne soit pas du tout misogyne et pas du tout anarchiste, est l'auteur d'un roman (1), de trois courts métrages commandés par le ministère de l'Agriculture, par celui de l'Education nationale et par la Sécurité sociale.

Mais, jusqu'à présent, sans doute plus lucide, plus pudique, plus inquiet de son talent que ses jeunes amis, il n'avait pas osé sauter le pas.

Il donne d'autres raisons : *« Cela ne s'était pas fait. J'avais proposé des quantités de sujets. Mon producteur Pierre Braunberger me disait : « Vous n'avez pas trouvé de pôle d'attraction. Dans un film, il faut une vedette, ou un climat, ou un décor. Dans vos sujets, il n'y a rien de spécialement accrocheur.*

C'est alors que je pensai à ce château des Pyrénées qui appartenait à la famille de ma femme, et dont on m'avait beaucoup parlé pour son « baroquisme ». Je ne l'avais jamais vu et je décidai d'y aller. Le film est parti de là ».

Ce château est en effet la vraie vedette de « L'Eau à la bouche ». Voici son histoire : *« Un oncle de ma femme, Jean Bardoux, avait fait fortune au début de ce siècle en fabriquant du papier à cigarettes. Il le vendait sous le nom de papier J.B., qui étaient ses initiales séparées par un petit losange, mais les gens prirent le losange pour un O et c'est ainsi que son papier devint le papier JOB. Pour anoblir sa fortune, il eut envie d'un château. Comme les châteaux Renaissance étaient en pierre du Poitou, et qu'il trouvait que la Renaissance était une grande époque, il voulut construire le sien avec ces mêmes pierres. Dans les Pyrénées, la pierre du Poitou, c'est plutôt rare. Il fit donc construire une ligne de chemin de fer, avec une gare sur la propriété. Elle est toujours là. Chaque jour, des wagons apportaient la pierre et on a construit cette espèce de gare d'Orsay avec tourelles, colonnades et fresques. Pour peindre les fresques, il avait mis en compétition ce qu'il considérait comme les meilleurs artistes du moment. Finalement entre Puvis de Chavannes et Gervais, il choisit Gervais. Quand on pense que c'était l'époque de Renoir, Manet, Cézanne... Enfin, bon. Il n'y aurait pas eu de film si cet oncle avait eu bon goût. Je me suis installé dans le château. J'ai écrit le découpage sur place, en me servant beaucoup des lieux. Quand je pensais: « Un tel ouvre cette porte, tourne dans l'escalier », j'allais voir si c'était possible ou non et la topographie m'a donné beaucoup d'idées. Mon film, c'est simplement un stratagème, un malheureux stratagème. Je pensais faire un film désenchanté, nostalgique, tourné sous un ciel plombé dans une chaleur un peu moite. Mais le public trouve cela plutôt gai et très vacances. C'est pour cela que je ne crois pas aux adaptations. « Senso » est plus stendhalien que « Le Rouge et le Noir », « Le Cri », scénario original d'Antonioni, est plus pavésien que « Femmes entre elles », tiré pourtant d'une nouvelle de Pavese par ce même Antonioni. On ne peut exprimer que sa propre sensibilité et encore on ne sait pas comment elle sera interprétée. »*

(Pic.)

MAURICE-JACQUEMONT.
Des usines.

Doniol-Valcroze assure avoir eu la vocation du cinéma en voyant, après la guerre (à Genève d'où il est originaire), trois films dans la même semaine. Trois films sortis et bloqués à l'étranger pendant la guerre et qui, opposés aux derniers films français, bouleversèrent de fond en comble sa conception du cinéma. C'était « Citizen Kane », de Welles, « Les voyages de Gulliver », de Sturges, et « Alexandre Newski », d'Eisenstein.

★

DAUTRES vocations naîtront peut-être aux conférences d'initiation à l'Art cinématographique, organisées par le musée des Arts décoratifs. Causeries, projections et commentaires seront faits par H. Agel, professeur à l'IDHEC, par H. Lemaître, professeur de Lettres supérieures, et J. Siclier, critique. La première séance aura lieu le 27 janvier, sur le thème : « Qu'est-ce qu'un film ». En lisant le programme des quinze séances (2,50 NF la séance), on voit que des idées originales ne manqueront pas d'être développées.

Exemple :

10 février : Organisation cinématographique de l'espace. (« Le Cuirassé « Potemkine ».)

17 février : Organisation cinématographique du temps. (« L'Enfance de Gorki ».)

27 avril : Mythologie et Cinéma. (« Sabrina ».)

11 mai : L'expression du sacré. 1) l'actif : « Journal d'un curé de campagne ».

18 mai : L'expression du sacré. 2) le passif : « Dieu est mort ».

25 mai : L'expression du sacré. 3) le merveilleux : « La Belle et la Bête ».

★

A la Comédie-Française, M. Escande assure l'intérim, mais l'indécision continue de régner. M. Malraux aurait laissé entendre que, finalement, lui seul était capable de diriger l'Illustre Maison. Son projet serait de placer là un représentant de sa personne qui agirait par délégation.

De toute façon, il y a au départ un vice de forme dans notre théâtre national, quand on considère le talent, la bonne volonté et le succès de nos comédiens sur les autres scènes parisiennes. Une éclosion de troupes jouant des spectacles classiques devant des salles combles démontre qu'il n'y a pas non plus crise de spectateurs.

Ainsi, chaque jeudi, à l'Alliance Française, on refuse deux cents personnes pour les matinées classiques. Trois jeunes comédiens, Claire Duhamel, Anne Carrère et Favre Bertin ont eu l'idée de présenter ces spectacles par abonnements. Ils montent une pièce par mois (déjà « Le Malade Imaginaire » avec Michel Galabru, transfuge de la Comédie-Française, « Le Cid » avec Ivan Dominique et Jean Davy, « Le Menteur », « Andromaque ». A venir : « Le Barbier de Séville », « Le Jeu de l'Amour et du Hasard», tous ces spectacles sont précédés d'une causerie de Pierre Bertin, ex-Comédie-Française également). L'abonnement coûte 2.100 fr. Les comédiens ont eux-mêmes placé des affichettes dans les écoles. Il n'y avait plus une place libre dès le mois de novembre.

(Charpentier.)

ANNE CARRÈRE ET CLAIRE DUHAMEL.
Des affichettes.

Les galas « Marie Bell » sont donnés à bureaux fermés, bien que le tarif des places soit doublé. Au Vieux-Colombier, Jean Le Poulain répète «Tartufe» et, aux Mathurins, Marcelle Tassencourt s'apprête à présenter « Andromaque », avec Jacques Dacqmine et Françoise Spira qui le jouèrent déjà au Festival d'Athènes.

Enfin, Maurice Jacquemont, le directeur du Studio des Champs-Elysées, vient de fonder une compagnie, qui créera le 5 février « Hamlet » au Théâtre des Champs-Elysées avec Jean-Louis Trintignant. Les représentations dureront quinze jours. Après, le spectacle sera donné en banlieue, dans les usines, partout où on en fera la demande. Plusieurs comédiens, et des meilleurs, se sont associés à cette expérience : Suzanne Flon, Serge Reggiani, Laurent Terzieff. Ils ont promis de consacrer une partie de leur temps à la Compagnie. Ils y joueront ainsi les rôles classiques qu'ils ne trouvent pas sur le Boulevard, et qu'ils rêvent d'interpréter.

Avec ses moyens exceptionnels, oui vraiment, il y a un vice profond, si la Comédie-Française est désertée.

MICHELE MANCEAUX.

(Archives.)

JACQUES DONIOL-VALCROZE ET FLORENCE LOINOD (*).
Des colonnades.

(1) « Les Portes du Baptistère ». Denoël.

(*) Sa fille, interprète du rôle de la petite fille dans « L'Eau à la bouche ».

LA MAIN CHAUDE

● Gérard Oury : des idées. — Jacques Charrier : des facettes. — Macha Meril : des pommettes.

QU'EST-CE que c'est « la main chaude » ? Certains affirment qu'il s'agit de cette joute que se livrent deux personnes en mélangeant leurs quatre mains. Une main sur l'autre doucement, puis plus vite, plus vite, jusqu'à la bataille. En revanche, dans la Bibliothèque Rose, source digne de foi, « la main chaude » désigne un jeu plus complexe où un enfant, les yeux bandés, la main derrière le dos, doit deviner celui qui frappe sa main. A force d'être frappée, la main devient chaude.

« La Main chaude », c'est encore une chanson, celle que chante Colette Renard, sur une musique de Maurice Jarre, tandis que se déroule le générique du premier film de Gérard Oury.

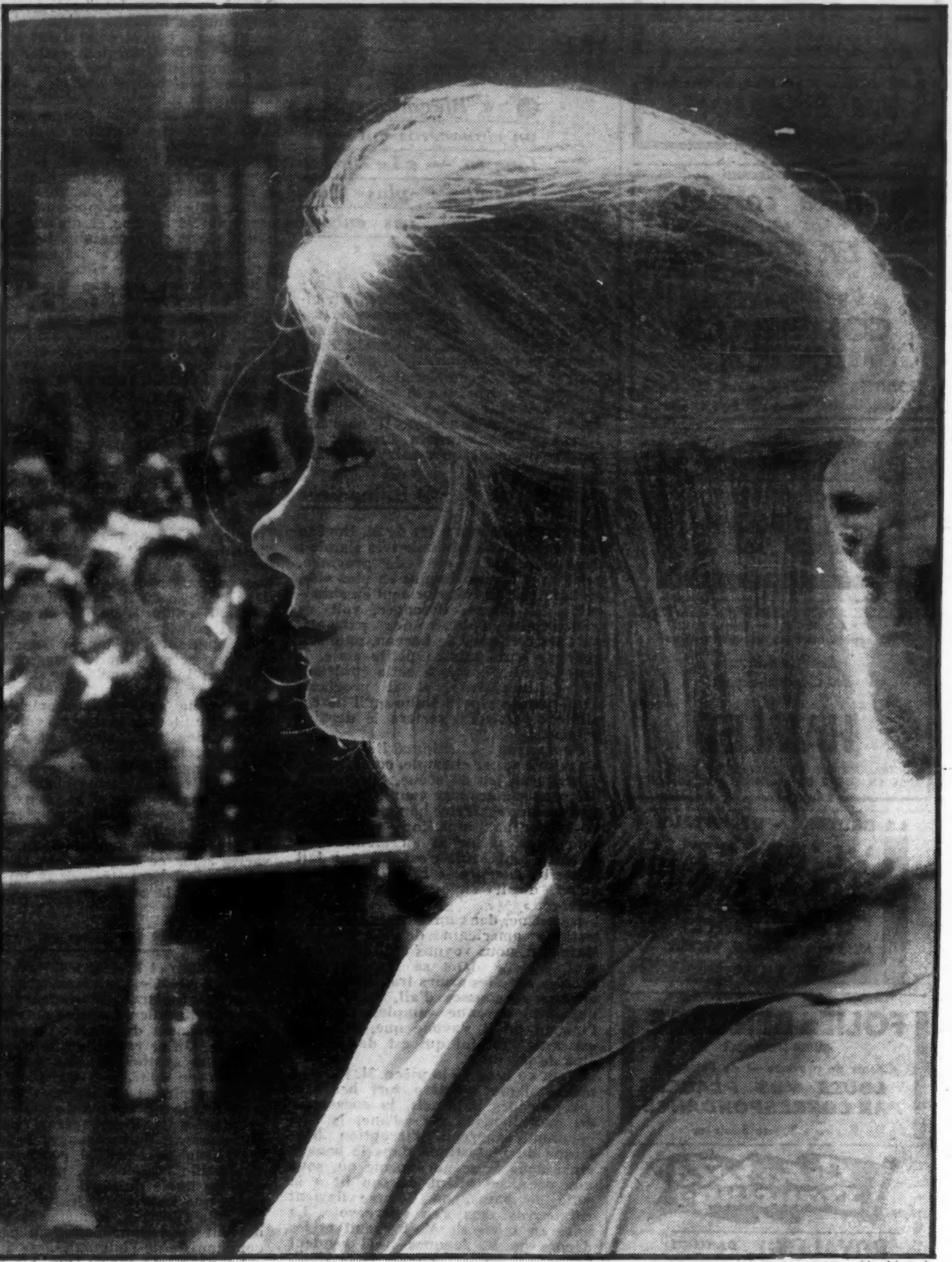
Gérard Oury, tous les spectateurs le connaissent. Il a tourné en France, en Angleterre, en Italie, des dizaines de films. Souvenez-vous : « Antoine et Antoinette », « La Belle que voilà », « Les Héros sont fatigués », « La Meilleure Part », « La Fille du fleuve », « Le Dos au mur », etc. La liste est longue. Sur un plateau, Gérard Oury n'est pas un débutant, mais d'un côté à l'autre de la caméra, il n'avait pas encore franchi le pas.

Il était pourtant plein d'idées, cet ex-élève du Conservatoire qui, pour raison de guerre et de mobilisation générale d'acteurs, joua, au pied levé, « Britannicus » à la Comédie-Française à l'âge de dix-neuf ans et demi.

Gérard Oury a commencé par faire une carrière d'acteur de théâtre classique. Puis il a joué dans toutes les pièces qu'a montées Raymond Rouleau : « Les Vivants », « Anna Karenine », « La Neige était sale », etc.

Oury précise :

« Et pourtant, malgré mon goût du théâtre, ma formation théâtrale, je n'ai jamais eu envie de faire des mises en scène de théâtre. Au théâtre, il faut comprendre un texte, le mettre en valeur, diriger les acteurs, mais on n'est que le serviteur de l'auteur. Au cinéma, on peut tout faire, on est soi-même l'auteur. »



MACHA MERIL.
Un départ foudroyant.

(Archives.)

Une cascade empoisonnée

Et Gérard Oury a commencé par avoir des idées. Ce qui est un bon point de départ. Il a eu l'idée du scénario de « Miroir à deux faces », qu'André Cayatte a réalisé. Il a eu l'idée du scénario de « Babette », que Raoul Lévy lui a payée très cher, et puis il a eu l'idée de « La Main chaude » qu'il a enfin voulu tourner lui-même.

Jean-Charles Tacchella l'a aidé à bâtir un scénario, aussi solidement construit qu'un barrage de l'E.D.F. Jean-Charles Pichon, qui avait déjà écrit les dialogues de « La Tête contre les murs », de Franju, a mis dans la bouche des personnages de « La Main chaude » un langage très simple, très courant, absolument naturel. Comme les décors où fut tourné le film. En six semaines, avec une équipe légère et un minimum d'argent, un film typiquement « français 1960 ».

(Archives.)

JACQUES CHARRIER ET GÉRARD OURY.
Un jeu de dupes.

Mais est-ce l'un ou l'autre jeu qui a inspiré ce film d'amour rose sur fond d'humour noir, où chacun finit par payer tristement les pots qu'il a cassés sur la tête d'un autre ? « La Main chaude », de Gérard Oury, c'est un film d'amour, construit comme un film policier. On y découvre à chaque moment un nouveau mobile, qui crée un nouveau suspense. C'est un film cascade qui court comme « La Ronde ». Seulement la cascade est empoisonnée, la ronde cruelle. Tel est vaincu qui croyait vaincre, c'est la règle du jeu de dupes, c'est la règle de « La Main chaude ». Racine aussi l'avait dit : « Tel qui rit vendredi, dimanche pleurera. »

Une élève de propédeutique

Pour les comédiens, rien de plus tentant que ces rôles à facettes, où l'affreux séducteur se transforme en pitoyable victime, où la douce ingénue devient la plus redoutable vamp. Il y a ainsi dans « La Main chaude » plusieurs « Docteur Jekyll et Mr Hyde » : Alfred Adam, trouble et inquiétant ; Jacques Charrier, cynique et tendre ; Paulette Dubost, qui fait une émouvante rentrée, et une jeune fille inconnue, au regard bridé et au visage triangulaire qui prend là un départ foudroyant.

Tour à tour perverse ou naïve, odieuse ou attendrissante, cette jeune fille de dix-neuf ans était, au printemps, élève de propédeutique, sous le nom de Macha Gagarine. Un jour du mois de mai, une semaine avant le début du tournage, Macha, jeune fille russe, a rencontré Gérard Oury, qui l'a préférée à cent cinquante candidates pour en faire une petite midinette parisienne. Maintenant elle s'appelle Macha Méril, elle n'ira plus à la Sorbonne, mais peut-être à Hollywood. Elle ne ressemble pas aux starlettes d'aujourd'hui. Une petite bouche, des pommettes hautes, sa beauté fait penser à celle de Lya de Putti et des vedettes 1925. Elle dit gentiment : *« J'ai un nez en pomme de terre sur une bouche en chapeau de gendarme »*, mais ce n'est pas vrai. Vous pourrez en juger sur pièces dès la semaine prochaine.

Cette page spéciale d'annonce est présentée par Georges Cravenne.

AGRICULTEURS 8, rue d'Athènes - TRI. 96-48
L'AGE D'OR DU CINEMA AMERICAIN
LA GRANDE ÉPOQUE
présenté par
RENE CLAIR

URSULINES - 10, rue Ursulines - ODE. 39-19
LE MILLION
de
RENE CLAIR

STUDIO BERTRAND
Ivan le Terrible
d'EISENSTEIN (*version intégrale*)

LA PAGODE
57 bis, r. de Babylone - INV. 12-15
Un film actuel
COME BACK AFRICA
(REVIENS AFRIQUE) de Lionel ROGOSIN
« Je veux montrer ce que l'on évite de voir... »

CINEMA QUARTIER LATIN
de CAROL REED
LE 3e HOMME
Orson Welles, Alida Valli
- V. O. -
9 RUE CHAMPOLLION - DAN 84 65

THEATRE DES CHAMPS - ELYSEES
A partir du 1er février
15 représentations exceptionnelles
Les Comédiens des Champs-Elysées
jouent
HAMLET
TRADUCTION DE COPEAU ET BING
MISE EN SCENE DE MAURICE JACQUEMONT
Location ouverte

LA BRUYERE - Dir. VITALY
L'EFFET GLAPION
d'Audiberti
Mise en scène de G. VITALY
150e

FOLIES BERGÈRE
SUPER-SPECTACLE
Clients de province et de l'étranger
LOUEZ VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

Cabarets Dancings

ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens

Restaurants

LIDO
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE
"AVEC PLAISIR !"
de P.L. GUERIN et R. FRADAY
30 N.F. (3.000 francs) par personne avec ½ bout. champagne

THÉATRE

La chronique de Robert Kanters

« Rhinocéros »..., un rhinocéros qui a été Ionesco. — « Le Zéro et l'Infini » : plus dans l'actualité, pas encore dans l'histoire.

C'EST la semaine de l'éducation civique : une pièce dénonce le racisme américain (« Si la foule nous voit ensemble », de M. Claude Bal), l'autre, le terrorisme soviétique (« Le Zéro et l'Infini » de Koestler-Kingsley-Lapara), la troisième, le totalitarisme sous toutes ses formes (« Rhinocéros », de M. Eugène Ionesco). Il ne reste plus aux chansonniers installés au théâtre Gramont qu'à balayer devant notre porte.

Rhinocéros

Le « Rhinocéros » (1) de M. Eugène Ionesco est une parabole très simple : dans une petite ville de province, petit à petit, puis de plus en plus vite, les habitants se transforment en rhinocéros. Le héros, Bérenger, voit se transformer d'abord des passants, puis ses collègues de bureau, puis son meilleur ami, puis sa petite amie. Il reste seul à résister à cette épidémie de « rhinocérite », et il proclame d'une manière pathétique qu'il ne capitulera pas, qu'il restera le dernier homme.

Remplacez « rhinocérite » par « nazisme », par exemple, comme nous y invite un jeu de scène, et la moralité vous sautera aux yeux : l'honneur de l'homme est d'être homme et de ne pas céder aux mutations spirituelles collectives, même si au moment où il reste tout seul, c'est lui qui fait figure de monstre. « *Et s'il n'en reste qu'un*, disait Victor Hugo, *je serai celui-là.* »

De même, dans un beau roman fantastique américain de M. Richard Matheson, nous voyons un homme, un seul, assiégé dans sa maison qu'il protège avec les armes traditionnelles, miroirs et gousses d'ail, contre une humanité devenue vampire : jusqu'à l'instant où il s'avoue que, puisqu'il est seul, c'est lui qui est devenu un être de légende.

Tout au long de la pièce, M. Ionesco utilise d'une manière fort brillante ses procédés habituels, la cocasserie du quotidien, le coq-à-l'âne, le lieu commun saugrenu, l'irruption burlesque du fantastique dans le banal : ainsi dans la scène énorme où, sous nos yeux, en allant de son lit à la salle de bains, un homme devient rhinocéros sans s'en apercevoir. La mise en scène de M. Barrault et les décors de M. Jacques Noël rendent presque tangibles la fable et sa signification et ce spectacle devrait ouvrir le grand public à Ionesco et Ionesco au grand public.

Ionesco, demanderont les purs, ou un rhinocéros qui a été Ionesco ? Ce que cherche M. Ionesco, il l'explique ailleurs dans ce numéro, c'est la mécanique théâtrale pure, celle de la tragédie grecque, que Jean Cocteau appelait déjà « une machine infernale », ou celle de Feydeau. Et il a réussi dans « Les Chaises », « La Cantatrice chauve », etc., la mise au point parfaite de mouvements d'horlogerie qui fonctionnent à contre-logique, s'accélèrent peu à peu et conduisent à l'explosion finale. Mais, pour rester pure, cette merveilleuse mécanique théâtrale ne peut broyer que rien — elle peut servir seulement à montrer avec un humour explosif que notre vie broie du néant à longueur de discours et de journée. Dès qu'il s'y ajoute un thème ou une thèse ou une allégorie, comme dans « Tueur sans gages » et « Rhinocéros », la machine grince parce que le développement d'une parabole est logique et dialectique et non absurde et mécanique. Le professeur de « La Leçon » est un professeur qui n'enseigne rien, tandis que « Rhinocéros » est une leçon cohérente du professeur Ionesco.

Cohérente, mais pas très substantielle, parce que la thèse est simple et imagée plus que développée. Et cet humanisme que Bérenger oppose finalement à la « rhinocérosité », nous savons d'autant moins ce qu'il représente qu'il y a bien des manières d'être homme et que toute l'œuvre de M. Ionesco jusqu'ici nous montrait surtout des spécimens de sous-humanité... Plus qu'à la fable politique, nous sommes finalement sensibles, d'une part à l'imagination pure, pittoresque, burlesque, canularesque, de l'œuvre, d'autre part à l'image de l'homme différent, de l'homme seul au monde, qui n'a plus d'autre tâche que de gratter sa plaie et sa solitude dans la fosse où il est condamné aux bêtes... L'homme n'est peut-être pas un animal politique.

En montant d'un jour à l'autre, sur la même scène, Claudel, magicien du verbe, et Ionesco, négateur de la parole, la compagnie Renaud-Barrault fait un de ces rapprochements en court-circuit comme on en voit dans « Le Musée imaginaire », et c'est un grand mérite, en même temps qu'un petit danger : la troupe reste la même, pliée à la même discipline de jeu, un peu comme si les deux peintures juxtaposées étaient peintes avec la même palette. Et la palette de Barrault est presque trop brillante, trop variée pour ce théâtre dont la force comique est peut-être mieux mise en valeur par la sécheresse et l'imperturbabilité.

Le Zéro et l'Infini

« Le Zéro et l'Infini » (2) est le découpage fidèle, cinématographique plus que théâtral, du roman fameux d'Arthur Koestler. La pièce date de dix ans, le roman de vingt : l'œuvre est éventée. On se rappelle que c'est une évocation synthétique des procès de Moscou de 1937, des terribles pressions morales et idéologiques qui permettaient la fabrication de confessions spontanées et mensongères. Univers de la prison, du mensonge, de la terreur sanglante, justifié parce que la fin justifie les moyens, parce que la victoire finale du parti compte seule, parce que l'homme et les valeurs morales de l'homme, et même la vérité, doivent être subordonnés au progrès communiste de l'humanité.

Le problème moral, qui est grand et douloureux, c'est celui de la subordination de la vérité individuelle à l'efficacité collective, celui du rapport de l'homme et de son Eglise : le problème de Galilée, le problème de Port-Royal. Le livre eut un effet de choc dans la France de la Libération, la pièce dans l'Amérique de Mac Carthy. Aujourd'hui, nous sommes sans doute trop près ou trop loin.

D'une part, nous avons l'impression, à tort ou à raison, que quelque chose a changé, que les méthodes et les geôles du Numéro 1 chauve et souriant ne sont plus exactement les geôles et les méthodes du Numéro 1 sévère et moustachu. Le communisme de 1960, ses rapports de force avec l'Occident, ne sont plus les mêmes qu'en 1937, qu'en 1940, qu'en 1950. La pièce n'est plus dans l'actualité, elle n'est pas encore dans l'Histoire.

D'autre part, le découpage en nombreux tableaux, avec des retours en arrière continuels et très variés, fait totalement s'évanouir le caractère oppressant, renfermé, cellulaire du roman (comme le film « Huis clos » affaiblissait la pièce de Sartre en ouvrant des fenêtres sur le monde extérieur). Il reste une pièce grave, parfois attachante, montée par M. André Villiers avec des trésors d'ingéniosité, aussi bien dans les machines que dans les lumières, et jouée d'une manière à peine trop appuyée par MM. Raymond Pellegrin, Marc Valbel, Mme Héléna Bossis, etc.

Si la foule nous voit ensemble

M. Claude Bal a pris pour sujet l'émotion, l'explosion de haine provoquée dans une petite ville des Etats-Unis par le mariage d'amour d'une blanche et d'un nègre (3). Sujet dramatique, mais qui, sous la plume d'un jeune écrivain français, sonne presque inévitablement comme un film doublé. Nous ne sommes pas touchés jusqu'au cœur d'abord parce que ces problèmes racistes-là n'ont pas beaucoup d'urgence pour le public français, ensuite parce que l'auteur a multiplié les inventions gratuites et un peu mélodramatiques : la jeune blanche est aveugle, on l'opère, mais trompé par un vilain, le nègre se suicide avant le retour à la maison de la jeune femme qui d'ailleurs est toujours aveugle puisque l'opération n'a pas réussi.

Il faut verser au crédit de l'entreprise, cependant, une certaine solidité de métier et un certain courage chez un jeune auteur qui cherche moins à faire penser qu'à faire pleurer Margot, de Dunkerque à Tamanrasset. Il y est aidé par la mise en scène de M. Jean Mercure, le décor de M. Roger Dornès, le talent et l'émotion de Mme Silvia Monfort et de M. Georges Aminel.

Vive De

La comédie de l'actualité « Vive De » (4) est en réalité une revue de chansonniers, meublée et habillée avec un soin particulier, et qui fait rire et sourire souvent. Les coulisses de la télévision, l'immobilisme des ministres-potiches, à commencer par le premier, les malices de Zazie dont le « mot » vient rimer avec Massu, la manie ambulatoire du président, la parodie de « Phèdre », ce sont les thèmes qui sont blagués avec drôlerie par le quadrille des animateurs : Robert Rocca, Jacques Grello, Poiret et Serrault. Heureux temps où l'on pouvait prendre l'actualité politique à la blague...

ROBERT KANTERS.

(1) Théâtre de France.

(2) Antoine.

(3) Petit Théâtre de Paris.

ENTRETIEN

Eugène Ionesco

« Ce qu'il y a d'important, c'est de retrouver ce qu'il y a de commun entre un cordonnier du XVIIIe et moi. »

— Vous avez beaucoup réfléchi, n'est-ce pas, aux problèmes de langage et aux problèmes de communication...

M. IONESCO. — J'aime mieux dire communication que langage. J'ai eu l'impression d'une impossibilité de communiquer, d'un isolement, d'un encerclement, d'une solitude.

— Et cela, dès avant votre première pièce ?

M. IONESCO. — Oui. C'est une base fondamentale dont les origines sont très anciennes. Elle remonte à mon enfance ou à mon adolescence, avant que je puisse être taxé de petit bourgeois ou d'anti-bourgeois... C'est l'angoisse humaine.

— C'est cette angoisse que vous essayez de traduire par les phrases les plus banales ?... En général, vos personnages disent des choses très plates...

M. IONESCO. — Oui, parce que la banalité même est le symptôme de la non-communication.

— Non-communication parce que le langage n'est plus adéquat à la pensée ou à la situation ?...

M. IONESCO. — Parce que derrière les clichés, l'homme se cache.

Aimer quelqu'un qui appartient à une autre classe est une aberration pour Brecht.

Eh bien ! la même chose s'est passée du temps des nazis par exemple. On disait que le Juif ou le Nègre appartenaient à des races de gens totalement différents, à tel point que c'étaient même des sous-hommes. Et puis les musulmans aussi considèrent que les chrétiens sont des chiens. Et puis les chrétiens aussi disent que les musulmans sont des « bougnoules »...

— Vous êtes un humaniste fin d...

(4) Théâtre Gramont.

1958... 1959... 1960...
GYMNASE LA BONNE SOUPE

TNP MARIVAUX
L'heureux Stratagème
Samedi 30 janvier, 20 h. 15 - Dim. 31, 14 h. - Samedi 6 février, 20 h. 15 - CHAILLOT

REUNION DES THEATRES LYRIQUES NATIONAUX

OPERA			OPERA-COMIQUE		
Lundi 1er	20 h.	CARMEN	*Mercr. 3*	20 h. 30	MIREILLE
Mercr. 3	21 h.	Créations : LA DAME AUX CAMELIAS, QARRTSILUNI	*Jeudi 4*	20 h. 45	LE BARBIER DE SEVILLE
Vendr. 5	20 h.	CARMEN	*Vendr. 5*	20 h. 45	MADAME BUTTERFLY
Samedi 6	20 h.	CARMEN	*Samedi 6*	20 h. 45	LAKME
Dim. 7	20 h.	CARMEN	*Dim. 7*	14 h. 30	MADAME BUTTERFLY (en italien)
			Dim. 7	21 h.	PECHEURS DE PERLES

(Pic.)

EUGÈNE IONESCO.
Derrière les clichés, l'homme se cache.

distingué, comme dit, dans votre pièce, Bérenger de Jean...

M. IONESCO. — Oui, je suis content que vous disiez cela avec ce ton ironique...

— Il y a comme deux langages de théâtre chez vous : il y a les mots qui sont des phrases toutes faites, des choses simples, des clichés répétés inlassablement et à côté...

M. IONESCO. — Une situation authentique.

— ...Quelque chose de très extraordinaire, au bord du fantastique, ou même tout à fait fantastique comme dans « Rhinocéros ».

M. IONESCO. — ...Une folie. C'est comme s'il y avait une réalité fondamentale qui ne peut s'exprimer dans le langage et qui coexiste avec le texte ou qui le désarticule.

La folie de Feydeau

— Si vous deviez cataloguer vos pièces, les classeriez-vous comme des comédies, des tragédies ?...

M. IONESCO. — Je les ai cataloguées. Ce sont des drames comiques ; ce sont des farces tragiques. Ce sont des pièces qui sont des anti-pièces.

— Vous sentez-vous isolé ?

M. IONESCO. — Je me sens isolé et en même temps je constate que je ne le suis pas. J'ai l'impression que c'est dans ma solitude que je retrouve les autres et qu'ils font comme moi.

— Des disciples maintenant !

M. IONESCO. — Pas seulement des disciples. Il y a une rencontre. On a dit par exemple, même de Marceau (c'est mon ami Jean-Jacques Gautier qui l'a dit), que c'était du Ionesco réussi. C'est la preuve qu'il y a tout de même quelque chose là-dedans qui va au-delà de nos cas particuliers. On a dit que Boris Vian était mon disciple ou mon précurseur. Le critique d' « Esprit » lui-même a dit que Sartre avait profité de la leçon de l'avant-garde dans « Les Séquestrés d'Altona », où il y a des huîtres par exemple en grande quantité, ou des crabes dans le ciel.

— C'est aller chercher un peu loin, non ?...

M. IONESCO. — Ce n'est pas moi qui l'ai dit.

Je crois que j'ai profité évidemment de l'expérience surréaliste. Sans doute. Et j'aime Kafka comme tout le monde.

— Et au théâtre, avez-vous des maîtres ? On évoque souvent Labiche à votre sujet.

M. IONESCO. — Je n'aime pas Labiche.

Avec Feydeau, j'ai été étonné de voir qu'il y avait une grande ressemblance... Pas dans les thèmes, pas dans les sujets, mais dans le rythme. Dans l'ordonnancement d'une pièce comme « La Puce à l'oreille » par exemple, il y a une sorte d'accélération du mouvement, une progression, une sorte de folie. On pourrait peut-être découvrir là l'essence du théâtre, ou au moins l'essence du comique... Parce que si Feydeau plaît, ce n'est pas pour les idées qu'il a (puisqu'il n'en a pas), ni pour les histoires de ses personnages (qui sont sottes), c'est cette folie, c'est ce mécanisme apparemment réglé, mais qui se dérègle par sa progression et par son accélération mêmes.

Finalement, on doit concilier le contenu avec la forme : si Feydeau n'est pas un grand écrivain, c'est parce qu'il ne reste de lui que le schéma, abstrait en quelque sorte.

Mais les pièces qui ne veulent rien dire peuvent être parfaitement amusantes. Je ne suis pas sectaire.

— Vous avez dit quelque part que votre théâtre était un théâtre absolument classique...

M. IONESCO. — ...dans le sens où j'essaye de retrouver le mécanisme théâtral à l'état pur, oui.

Dans « La Leçon », par exemple, il n'y a pas une histoire, mais il y a tout de même une progression. J'essaie d'arriver à la réalisation d'une progression par une sorte de densification des états d'âme, d'un sentiment, d'une situation, d'une angoisse. Le texte n'est qu'un prétexte pour un jeu des comédiens, en partant du comique pour arriver à une exaltation progressive. Et le texte n'est qu'un appui, qu'un prétexte pour cette intensification.

— C'est cela, le mécanisme théâtral à l'état pur ?

M. IONESCO. — Peut-être. Je ne sais pas très bien.

— Il est toujours un peu sot de parler de progrès ou d'évolution, mais est-ce que dans la chaîne Racine-Feydeau-Ionesco, etc., vous avez l'impression qu'il y a progrès ou dégradation ?

M. IONESCO. — Je ne sais pas ce que cela veut dire exactement, mais je crois qu'il y a un effort, un essai de redécouverte de la théâtralité, à peu près comme en peinture on a essayé de retrouver la peinture. Alors, apparemment il s'agit d'une sorte de dislocation du pictural, mais en réalité, c'est une simplification.

— Il y a dépouillement, mais est-ce que ce dépouillement n'arrive pas à enlever non seulement les habits, mais la chair et à ne garder qu'un squelette ?

M. IONESCO. — Je ne sais pas. Mes pièces précédentes étaient des études de pièces de théâtre. C'était une façon pour moi d'apprendre à écrire du théâtre.

Avec « Rhinocéros », j'ai un peu abandonné mes premiers problèmes.

— Dans quel sens travaillez-vous maintenant ?

M. IONESCO. — J'ai l'intention de revenir à mes premières expériences pour les mener plus loin.

— Vous reviendrez à des pièces courtes ?

M. IONESCO. — Oui, à des pièces d'un acte. Je n'aime pas beaucoup la formule des pièces en trois actes. Je trouve cette division un peu artificielle. La pièce finit, elle recommence; elle refinit, elle re-recommence... alors que la construction d'une pièce devrait être une progression continue.

— On ne donne les entractes que pour la commodité des spectateurs ; on pourrait jouer les pièces tout d'une traite.

M. IONESCO. — Non, on ne peut pas. Il faut une chute après chaque acte et il faut redémarrer ensuite.

Je crois qu'il ne faut pas mettre trop de choses dans une pièce de théâtre. Alors, dans une pièce en trois actes il y a nécessairement du superflu. Pour le théâtre, il faut une idée très simple : une seule obsession, une progression simple, très claire, évidente.

Un état civil

— Ce que vous dites là vaut pour le passé. Il pourrait paraître un peu outrecuidant de dire que dans tout le théâtre, il y a du superflu, de dire que dans les pièces en trois et en cinq actes il y a du superflu.

N'est-ce pas parce que vous essayez de garder une mécanique et rien dedans que vous n'êtes pas à votre aise sur une longue distance?

M. IONESCO. — Peut-être n'ai-je pas la force nécessaire. Quand les étapes de la progression sont trop nombreuses, le mouvement se ralentit. Or, il ne faut pas qu'il ralentisse.

— Quelques personnages à l'intérieur de la mécanique pure sont peut-être nécessaires à un spectacle de deux ou trois heures ?

M. IONESCO. — Vous croyez que mes personnages, ceux des « Chaises » par exemple, sont des fantoches ? Que ce ne sont pas de vrais personnages ?

— Ce ne sont pas des fantoches mais ce sont des personnages dont la biographie nous échappe. Ils existent fortement, mais dans le temps de l'action et de la représentation.

M. IONESCO. — Ils ont un état civil : le vieux est concierge. Les personnages de « La Cantatrice chauve » sont de petits bourgeois. Le professeur est un professeur. Bérenger est un citoyen moyen. Je crois qu'ils sont quand même assez réels...

— Quand vous essayez de les définir, vous les définissez par un état civil, par une expression qui est peu concrète : un citoyen moyen, ce n'est pas très concret. Ils sont un peu « le chef de bureau », etc.

M. IONESCO. — Oui, c'est ça... « le chef de bureau ». Mais c'est un personnage qui existe dans notre temps. Et « le chef de bureau » n'existait pas au moyen âge.

— Oui, mais il y a une différence entre votre chef de bureau et un personnage de Sartre ou de Roussin. Il y a un peu la même différence qu'entre le portrait-robot qu'on fait des assassins maintenant et un vrai assassin.

M. IONESCO. — Peut-être, mais mon personnage doit aller au-delà de sa condition sociale, de sa condition temporelle, et à travers cette condition, il doit rejoindre l'humanité.

Je crois que les pièces qui résistent sont celles qui ne sont pas prisonnières de leur temps. C'est une banalité qu'on a niée. Mais je crois que c'est une vérité.

— Cela rejoint ce que vous disiez tout à l'heure de l'humanité en général.

M. IONESCO. — Ce qui est important, c'est de retrouver ce qu'il y a de commun entre moi et un cordonnier du XVIII^e siècle, et je crois qu'il me ressemble. Je crois que les hommes, de tous les temps, ont eu peur de la mort comme j'ai peur de la mort moi-même ; je crois qu'ils ont aimé comme j'aime ; et c'est à cette identité fondamentale que j'essaie de me raccrocher. Et c'est pour cela que je n'aime pas beaucoup qu'on appuie sur les différences quand on détermine des personnages. C'est surtout l'identité profonde qui m'intéresse, parce que j'ai justement besoin de communier avec les hommes de partout.

— C'est la pensée de Sartre que vous repousseriez le plus ?

M. IONESCO. — Oui, je crois... Les penseurs sociologues...

Je crois que c'est le moment de mettre l'accent de nouveau sur l'identité, il faut mettre l'accent sur ce qui est identique et non pas sur ce qui est différent... mais à travers des situations modernes, évidemment.

JACQUES RIBÉROLLES ET FRANÇOISE BRION DANS « L'EAU A LA BOUCHE ».
Une sorte de charme à la Sagan.

OPÉRA

Le Roy fol

● ***Une affaire qui a mal tourné.***

A Rouen, première « mondiale » du « Roy fol », fresque lyrique, dramatique et chorégraphique. Ce soir-là, le Tout-Paris a décidé de visiter la province : un nom a piqué sa curiosité, celui du librettiste, l'immortel auteur de « Caroline Chérie » : Cécil Saint-Laurent.

Nous savons que Cecil Saint-Laurent représente un type caractérisé de dédoublement de personnalité. Ses ouvrages historiques et sévères sont signés Jacques Laurent, quant aux autres...

Nous pensions donc en toute candeur que « Le Roy fol » de Cécil Saint-Laurent (et Hubert Devillez) était une œuvre aimable, voire libertine. Cruelle illusion ! Pendant quatre heures de spectacle, il a fallu penser, penser « tricolore » si l'on peut dire, car Cécil Saint-Laurent est un patriote et son « *évocation de ceux qui, à travers les siècles, sont morts pour que vive la France* » (sic) à l'occasion de la bataille d'Azincourt (une défaite), répondit en tous points au style « V[e] République ».

Dès le prologue, l'auteur du livret nous avait mis en garde; il avait placé dans la bouche du héraut cette phrase-clé, éminemment symbolique et pleine de sous-entendus : « La beauté des grandes affaires, c'est qu'on ne sait jamais comment elles tournent ».

Celle-ci, de toute évidence, a mal tourné. L'étude psychologique du roi à la fois fou et lucide n'est pas un livret d'opéra ; quant à la musique de M. Jacque-Dupont, fortement teintée de « sous-honeggérisme », elle est incroyablement épaisse, et naïve, et démodée, et surtout... ennuyeuse.

La mise en scène de Pierre Germain fut honorable. Mais lorsque l'on possède un cirque à la place de théâtre — ce qui est le cas de la ville de Rouen — pourquoi ne pas concevoir un spectacle en rond ?

Enfin, « Le Roy fol » fut partiellement sauvé par une excellente distribution dominée par les noms de René Lanier, Christiane Castelli et Monique de Pondeau.

Il est regrettable que la décentralisation des théâtres lyriques, dont l'action admirable doit être soutenue, ait patronné la création d'un faux opéra, faussement moderne et dégageant un ennui terrifiant. Nous supposerons, par indulgence pour le public rouennais, que ses applaudissements interminables s'adressaient moins à cet opéra-ci qu'à cette action-là.

CLAUDE SAMUEL.

UNE FORMULE !
VOX BOX
AU PRIX DE NF 49,50 + T.L.
accompagnés d'une étude musicographique
3 DISQUES 30 cm
EN UN PRÉCIEUX COFFRET

ACTUELLEMENT PARUS :

Encyclopédie de la musique de chambre

MOZART LES 6 QUINTETTES A CORDES: VBX 3
(Grand prix du disque de l'Académie Charles Cros 1959 Quatuor BARCHET, Emil Kessinger 2° alto)
L'INTÉGRALE DES QUATUORS A CORDES
VBX 12 : Volume I. VBX 13 : Volume II. VBX 14 : Volume III. Quatuor Barchet.
SCHUBERT L'INTÉGRALE DES QUATUORS A CORDES ET LES 2 QUINTETTES
VBX 4 : Volume I. VBX 5 : Volume II. VBX 6 : Volume III comprenant : La Truite, le quintette en ut, la Jeune Fille et la Mort ; Quatuor ENDRES Fritz Kiskalt, 2° violoncelle.

Grande musique symphonique

BEETHOVEN LES 9 SYMPHONIES
dirigées par J. Horenstein, J. Perlea O. Matzerath, E. van Remoortel.
VBX 100 ; 3° "Héroïque", 6° "Pastorale", 9° "Chorale".
VBX 101 : 1°; 2°, 4°, 5°, 7°, 8° symphonies.
L'INTÉGRALE DES CONCERTOS POUR PIANO
VBX 103 ; Concertos n° 1, 2, 3, 4, 5 "l'Empereur"; au piano : F. Wührer.
TCHAIKOVSKY LES 3 PLUS CÉLÈBRES SYMPHONIES
VBX 102 ; 4°, 5°, 6° "Pathétique". Dir. H. Hollreiser.

Musique religieuse

J. S. BACH VBX 7 : LA MESSE EN SI MINEUR.
Dir. H. Grischkat (Grand prix du disque de l'Académie Charles Cros 1959)
VBX 200 : LA PASSION SELON SAINT MATTHIEU. Dir. F. Grossmann
VBX 201 ; ORATORIO DE NOËL. Dir. F. Grossmann

NOUVEAUTÉ : UN SUPER VOX-BOX
VBZ 300
LES 9 SYMPHONIES DE BEETHOVEN
6 DISQUES N.F. 89,53 + T.L.
Demandez chaque mois à votre disquaire les nouveautés paraissant dans cette belle collection dont le succès est consacré dans le monde entier.

Contesse et C[ie] F 3639

CINÉMA

La chronique de Bruno Gay-Lussac

● ***« L'Eau à la bouche » : que nous reste-t-il à apprendre de la jeunesse ?***

UN soir d'automne, souvenez-vous, un vieux magicien du cinéma, sous nos yeux stupéfaits, déchira le rideau d'un bar et nous dit : « Regardez ». Alors nous avons vu « Les Tricheurs ».

Tendres, mais implacables, Claude Chabrol et Louis Malle, après Carné, saisissaient entre leurs mains cette belle tête rebelle de la jeunesse pour la tourner de force vers nous.

Mais peut-être commencions-nous à nous lasser de tant d'orgies, de ces étreintes, de ces corps abandonnés ou enlacés dont peu à peu s'écartait l'ombre de la pudeur, quand Vadim, sous le prétexte d'un titre glorieux, nous offrit le spectacle désert et glacé du libertinage sans Dieu ni Diable.

Ainsi le corps des « Amants », le cynisme des « Tricheurs », l'ivresse des « Cousins » perdaient-ils peu à peu et de film en film épaisseur et lyrisme pour n'être plus qu'une robe vide, une ligne plastique offerte à l'appétit des foules où sommeille un voyeur. De quelques chefs-d'œuvre naissait un style qu'il était tentant d'exploiter puisque le public ne s'en lassait pas encore.

Jacques Doniol-Valcroze, qui, avec « L'Eau à la bouche » (1), nous livre son premier film, a-t-il cédé à la tentation ? Quel démon a poussé ce tireur d'élite, qui d'un seul trait abattait le gibier consacré, à s'exposer à son tour aux coups de la sincérité comme aux flèches empoisonnées de la jalousie ?

Une mouche sur un carreau

Ce brillant critique vient en effet de sauter la rampe et, des fauteuils d'orchestre, le voici sur la scène. Qu'a-t-il à nous dire ?

Un héritage, un château, trois héritiers de vingt ans qui ne se sont pas vus depuis l'enfance et se retrouvent entre cousins comme des inconnus. Une supercherie cependant, car la belle Miléna (Françoise Brion) prendra l'amant de sa cousine Séraphine (Alexandra Stewart) pour un cousin qui n'arrivera au rendez-vous qu'à la fin du film. Un jeune notaire ouvrira le testament et séduira aussi Séraphine, tandis que la pure Miléna s'éprendra de l'intrus. Bref, quatre jeunes gens se retrouvent dans un château et s'accouplent à la faveur d'un riche décor, de chambres chinoises, de bruits d'orage et de sons d'orgue, tandis qu'une jeune bonne subit les assauts d'un valet. Pour nous intriguer, on poussera sur le plateau une petite fille, issue de l'univers de Clouzot, qui comme une mouche sur un carreau se promènera en jouant du yoyo tout au long du film. Quelques larmes, bien sûr, car Séraphine, qui ne se croit pas aimée, ira se cacher sur des toits compliqués, mais redescendra par le grand escalier. Pas de drame, pas davantage de vraie comédie. Après tout, la vie est souvent ainsi, et cet héritage, pour une fois, n'intéresse pas les héritiers, soucieux d'amour, de musique et, comme l'auteur, de simplicité.

Comme une robe du soir

Par son dépouillement, en effet, Jacques Doniol-Valcroze cherche à sortir d'une ornière où le cinéma français risque de s'enliser. Mais sans doute n'a-t-il pu rompre, du premier coup, avec un style où nous retrouvons la marque écrasante, émouvante aussi (car elle relève de l'admiration), d'un Malle, d'un Vadim, d'un Chabrol dont nous reconnaissons ici, en extra, la charmante bonne, Bernadette Lafont.

Qu'a donc voulu nous raconter l'auteur ? Que nous reste-t-il en effet à apprendre aujourd'hui de cette jeunesse des bars et des salons, de ces filles et de ces garçons, de leurs dos nus, de leurs baisers ? Ne sommes-nous pas un peu las de leurs aveux, de ces deux mots : « Mon amour », constamment répétés, et que Jeanne Moreau seule sait prononcer. De ces enfants du siècle pauvres ou riches, mais généralement plus fortunés que déshérités, il est peut-être temps qu'on nous révèle un autre aspect, une image qui ne soit plus celle du corps dont nous sommes, à l'écran, saturés.

Sommes-nous ici devant un pastiche, une satire ou simplement un noble exercice de style où Doniol-Valcroze se fait la main pour nous révéler dans le domaine de l'image des qualités indiscutables d'artiste ?

Mais que cherchons-nous dans le septième art, sinon l'univers d'un esprit qui ici reste brouillé et s'efface sous l'impalpable enveloppe de l'élégance ? Oui, comme une robe du soir, ce film porte en lui une sorte de charme à la Sagan, dont parfois, à travers le regard des héros, nous avons cru retrouver la tristesse et l'indifférence. L'ombre de la romancière habitait ce château, et Miléna lui ressemblait un peu.

(1) Mercury, Madeleine.

Car ici ce sont les femmes qui, par leur grâce et leur beauté, soutiennent sur leurs frêles épaules la poutre fragile de cet ouvrage. Et Séraphine, lorsqu'elle pleure et sourit, oublie si bien qu'elle joue la comédie que, pour finir, nous félicitons Jacques Doniol-Valcroze d'avoir choisi un bain nocturne pour déshabiller devons nous ce corps ravissant.

BRUNO GAY-LUSSAC.

une sorte de frémissement occasionnel de l'image, dans un personnage comme celui de l'Allemand en uniforme. Mais il faut bien chercher.

RENE GUYONNET.

La critique de René Guyonnet

« Au fil de l'Epée » : un bon tour. — « Trahison à Athènes » : un mauvais Aldrich.

NOUS sommes ainsi « conditionnés » que lorsqu'un générique, comme celui d' « Au fil de l'Épée » (1), réunit les noms de Burt Lancaster, Kirk Douglas et Laurence Olivier et qu'en plus nous entrevoyons des épées et des uniformes du XVIII^e, nous nous attendons à une superproduction de trois heures, en couleurs et sur écran géant.

Or, que nous apporte ce film de Guy Hamilton, au titre français emprunté, en toute simplicité, au général de Gaulle ? Un spectacle étriqué d'une heure un quart en noir et blanc, quelques scènes de théâtre réunies par des poupées animées dignes d'un petit film publicitaire. Le moins qu'on puisse dire est que nous restons sur notre faim. On aurait voulu nous jouer un bon tour qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

C'est ici qu'il faut citer un autre nom du générique : celui de George Bernard Shaw, auteur de la pièce intitulée « Devil's Disciple » (Le Disciple du Diable »), d'où le film est tiré. Il aurait bien ri de ce bon tour. Rions avec lui, car si l'on n'y arrive pas avec des idées préconçues, « Au fil de l'Epée » est un film plein de malice, où l'on voit que ni les événements ni les hommes ne sont jamais ce que l'on croit qu'ils sont. Deux scènes excellentes : celle du tribunal militaire et celle où le bon pasteur Burt Lancaster se transforme en mouton enragé.

Trahison à Athènes

S'il y a une idéologie dans « Trahison à Athènes » (« The Angry Hills ») (2), le dernier film de Robert Aldrich, cette idéologie est à la fois déplaisante et dépassée. Nous y voyons en effet des patriotes grecs, aux premiers jours de l'invasion allemande, se faire tuer pour un Américain qui a dans sa tête un secret.

Ce secret, littéralement, c'est la liste des personnalités qui doivent être les piliers de la Résistance. Mais la tentation est grande de lui trouver une signification moins immédiate : cet Américain porteur de valeur, qui, à poings nus, vaut plusieurs Grecs, détient le vrai secret du destin des peuples, il est l'espoir du monde et les autres hommes doivent se sacrifier pour le sauver — quitte à embarquer avec lui quelques enfants (c'est le dénouement du film) pour qu'il leur transmette son flambeau.

Même à Washington, un pareil américanisme n'a plus cours. Aldrich, d'autre part, ne nous a pas habitués à cela. Ne faisons donc pas d'interprétation et bornons-nous à voir dans « Trahison à Athènes » un simple film d'aventures. Mais dans ce cadre limité, disons notre déception : tout est cousu de très gros fil et malgré l'appel aux recettes les plus éprouvées du genre, jamais nous ne tremblons pour le cher Robert Mitchum dans une pâle mouture de son personnage favori. Y aurait-il du reste plus d'invention dans les péripéties que tout serait altéré par l'insupportable convention de langue (Mitchum, reprenant connaissance dans une famille de pauvres pêcheurs grecs, engage aussitôt avec eux la conversation *en anglais*, etc.).

Où donc est dans tout cela le talent du réalisateur d' « En quatrième vitesse », du « Grand Couteau », d' « Attaque » ? Dans le rythme de certaines séquences, certes, dans

(1) Normandie.
(2) Triomphe.

EXPOSITIONS

La chronique de J.-F. Chabrun

Gauguin : il n'est pas tombé du ciel, un pinceau à la main.

C'ETAIT du temps où il arrivait encore que la Seine gelât. Les quelques rares amateurs rassemblés, le 18 février 1895, sur les bancs de la salle n° 7 de l'Hôtel Drouot, auraient

TAHITIENNES NUES SUR LA PLAGE (1891). (Archives.)
Un remords dans la conscience d'une civilisation.

pu, tant le froid était vif, traverser le fleuve à pied sec.

M^e Sarrus, le commissaire-priseur, avait hâte d'en finir et de retrouver son coin de feu. Il devait disperser 49 toiles d'un nommé Gauguin. Ce curieux homme qui dessinait, parfois, le dimanche, s'était brusquement réveillé peintre professionnel à trente-cinq ans. Il avait alors abandonné sa femme, ses enfants, et son très confortable métier d'agent de change qui lui rapportait dans les 15.000 francs bon an mal an. Maintenant, pour fuir les rigueurs de la civilisation européenne et payer son passage aux îles naturellement fortunées du Pacifique, il n'avait d'autre ressource que de vendre ses toiles jugées « incompréhensibles », « saugrenues » ou « scandaleusement maladroites » par les principaux critiques de l'époque.

Avec peine, M^e Sarrus, parvint à en vendre neuf. Au total : 2.500 francs.

L'une de ces toiles — une copie de l' « Olympia » de Manet — avait été adjugée 230 francs à un riche amateur : Edgar de Gas.

Aujourd'hui, on ne connaît plus guère ce riche amateur que sous son nom de peintre : Degas. Et la toile qu'il avait achetée 230 francs (1895) à son malheureux confrère est accrochée, depuis la semaine dernière, à la place d'honneur de la Galerie Charpentier (1). Venant d'Oslo, où elle figure dans une collection privée, elle est assurée pour une somme de 70 millions de francs (1959), soit 700.000 NF.

Comme il n'existe pas encore de « catalogue raisonné » de l'œuvre de Gauguin, le rassemblement, faubourg Saint-Honoré, de quelque deux cents peintures, dessins, gravures, sculptures et documents divers n'est pas seulement le résultat d'un travail de chartiste-détective, c'est le fruit d'une aventure qui a mobilisé, pendant un an au moins, plusieurs équipes d' « explorateurs » spécialisés.

Trois fois le tour de la terre

Au départ, le fichier de la Galerie qui comporte 200.000 fiches : les principaux tableaux connus avec les adresses de leurs propriétaires, musées ou collectionneurs privés.

Théoriquement, le premier tri est donc facile. Quand il s'agit d'un musée, tout va bien. Mais quand il s'agit d'un collectionneur, il arrive souvent que le tableau ait été vendu et même revendu plusieurs fois en quelques années. Une longue et patiente enquête commence alors de ville en ville, de pays en pays. L'élément de « suspense » est donné par le fait qu'on ne sait jamais si, au bout du compte, on ne va pas tomber sur un des deux cas d'échec rédhibitoire : tableau bloqué par une succession en cours de liquidation, ou petit collectionneur français. Car ce dernier — au contraire de ses homologues étrangers — est généralement de nature fort peu prêteuse. Il est beaucoup plus facile de faire venir un tableau de Los Angeles à Paris que de lui faire franchir le seuil d'un « pavillon » de Meudon ou de Senlis.

Pour effectuer à travers le monde ce vaste travail de prospection, l'équipe de la Galerie Charpentier, dirigée par Raymond Nacenta, s'est partagé la besogne avec le musée de Munich où les œuvres de Gauguin seront également exposées. A l'équipe munichoise le soin d'explorer l'Allemagne et l'Amérique. A celle de Paris, d'explorer la France, les pays scandinaves, la Belgique, la Suisse, l'Angleterre, etc.

(1) 76, Faubourg Saint-Honoré.

Venues pour une moitié des musées et pour l'autre des collections particulières, les 200 pièces finalement rassemblées sont assurées pour une somme de 3 milliards de francs légers. Au taux habituel de 1 fr. 20 pour 1.000, les frais d'assurances ne représentent qu'une faible part des dépenses. En revanche, le seul transport d'Honolulu à Paris des « Tahitiennes nues sur la plage » coûte 400.000 fr. (4.000 NF) et les œuvres exposées représentent 120.000 kilomètres-transport, soit environ trois fois le tour de la terre. Mais la totalité des frais engagés — une cinquantaine de millions légers environ — devrait être largement amortie par la recette des entrées à Paris (5 NF) et à Munich.

Pèlerinage expiatoire

Jamais les ex-« peintres maudits » n'ont tant attiré les foules. Le soir du vernissage, la cohue était telle, la semaine dernière, qu'il était absolument impossible de voir les toiles. Plus encore qu'un hommage, la manifestation prenait tournure de pèlerinage expiatoire.

La vie de Gauguin qui — depuis « L'Envoûte » de Somerset Maugham — a fait l'objet d'un nombre incalculable de récits plus ou moins romancés est, en effet, de celles qui pèsent comme un remords dans la conscience d'une civilisation.

Bien sûr, ce devait être un homme à proprement parler insupportable. Son côté vaniteux de « petit inventeur » de religions naïvement primitivistes et son égoïsme agressif n'ont pas été sans influencer le jugement de ses contemporains. Mais il est agaçant, tout de même, de descendre de gens qui n'ont pas été capables de discerner en lui les éclairs de génie que ses défauts cachaient si mal ; de gens qui finalement l'ont laissé mourir de misère, à cinquante-cinq ans, dans sa case des îles Marquises. Il ne demandait alors que l'assurance de trouver quinze amateurs décidés à lui acheter une toile par an au plus bas prix. Cet orgueilleux savait être modeste : *« Il n'y a pas de honte,* disait-il, *à vendre bon marché un bon tableau, mais il y en a beaucoup à vendre cher un mauvais ».*

La couleur des jarretières

Du complexe de culpabilité provoqué par la mort de Gauguin à l'admiration qu'on est aujourd'hui tenté de porter aveuglément à l'ensemble de son œuvre, il n'y a qu'un pas. On aurait tort de le franchir.

C'est précisément l'intérêt majeur de l'exposition actuelle que de nous montrer qu'il a *aussi* commis de mauvaises toiles, et même de très mauvaises toiles.

Il y a une dizaine d'années, l'exposition de l'Orangerie présentait surtout ses chefs-d'œuvre. On en retrouve quelques-uns chez Charpentier (et d'autres à quelques mètres de là au Musée du Jeu de Paume, où ils attendent de partir pour Munich). On y voit, en plus, des dizaines de tableaux que presque personne n'avait jamais vus. Œuvres incertaines, maladroitement situées dans le sillage de Corot, de Cézanne, de Pissaro... Ce ne sont pas les moins instructives ni les moins émouvantes. Elles prouvent que l'artiste le plus prestigieux n'est jamais un « superman » tombé du ciel, un pinceau à la main. C'est un homme qui peine comme il peut, pendant des années, à la recherche de ses propres dons.

La tendance actuelle est de présenter Gauguin comme le père de l'abstractivisme parce qu'il dit, fort justement : *« L'art est une abstraction, tirez-la de la nature en rêvant devant ».*

Mais le dialogue avec le monde extérieur était pour lui, comme pour Picasso, par exemple, une nécessité inéluctable. Sans le dialogue qu'il poursuivait avec passion, il n'aurait pu introduire dans la peinture ces stylisations et cette expression résolument décoratives (au meilleur sens du terme) qui sont la marque de son génie.

Gauguin disait aussi : *« L'artiste se reconnait à la qualité de sa transposition ; ce n'est pas changer la couleur des jarretières »* (2).

JEAN-FRANÇOIS CHABRUN.

(2) Gauguin : « Racontars d'un rapin », éditions Falaize.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

22 JANVIER.

Je me reproche d'avoir médit des Goncourt. Ce « Journal » dont je me suis moqué, il m'aura bien aidé en ces jours et en ces nuits de grippe. Non qu'en plus d'un endroit je ne le trouve aussi sot que je l'avais dit : du peu que j'ai lu, il y aurait déjà tout un florilège à tirer... Mais je ne suis pas si ingrat et je ne bouderai pas contre mon plaisir. Cet œil savait voir, et cette vieille oreille recueillir dans son cornet tout ce qu'y déversaient Montesquiou et Jean Lorrain. Et tout cela se fixait dans des phrases à paillettes, dont le clinquant brille encore.

Ce n'est pas si commun. Je connais de bonnes gens qui comptent sur le journal qu'ils rédigent en secret pour aborder aux époques lointaines. Ils se trompent bien. Le journal aussi est œuvre d'art. Il ne sert à rien d'avoir des choses à raconter, d'avoir été du monde et de tous les mondes, si vous n'êtes pas un artiste. Paul Léautaud, pauvre mouche qui barbote dans l'encrier du Mercure, retient tout de même par l'horreur même de ce fond d'encrier qu'il décrit, par je ne sais quel ascétisme du papier buvard, du sous-main, de la gomme à effacer... Mais c'est parce qu'il est un écrivain.

Edmond de Goncourt aussi. Je m'en suis tenu aux dernières années du « Journal ». « Les moins bonnes... », me disait Gérard Bauer. Peut-être. Mais j'y vois et j'y entends des personnages qui s'agitaient encore à la surface quinze ans plus tard, lorsque vers 1910 je débarquai moi-même de ma province, et tombai presque aussitôt à pieds joints dans la même mare que Goncourt avait décrite, ou dans ce qu'il en restait. Rue de Bellechasse, Mme Alphonse Daudet m'invitait quelquefois en voisin (j'habitais rue Vaneau) pour faire « bout de table ». Le jeune Barrès si brillant de 1896 que nous montre Goncourt, je le retrouvais là dans son plein midi, et l'un des rayons de ce bel astre venait de toucher mes cheveux. J'y rencontrais aussi Jules Lemaître qui, du temps des Goncourt et d'Alphonse Daudet, ne fréquentait pas le salon de la rue de Bellechasse. En 1910, « L'Action Française » l'avait réconcilié avec Léon Daudet, mais Barrès le haïssait toujours. Pour Léon Daudet, je l'ai vu souvent, sans que nous ayons échangé dix phrases. Ah ! c'est peu de dire que nous n'avions pas d'atomes crochus ! N'empêche qu'en ce qui le concerne, ses enfants ont eu tort de redouter les indiscrétions de Goncourt. Léon Daudet gagne beaucoup à être montré dans sa verte jeunesse, comme on le voit ici.

Je m'étonnais autrefois quand Anna de Noailles soupirait : « Ah ! Léon ! » en montrant le blanc de ses yeux. J'étais stupéfait de ce que Barrès, dont la dent était si dure et qui n'épargnait personne, s'attendrissait lui aussi en parlant de Léon. Le gros alligator de « L'Action Française » avait été un jeune être plein de feu et d'une orageuse séduction...

23 JANVIER.

Je me scandalisais des bruits qui venaient jusqu'à ma chambre de malade ces jours-ci : on suppliait le général de ne pas sévir contre Massu. Ce serait tomber dans le piège tendu par les ultras qui ont besoin de ce prétexte pour passer aux actes. Plût au ciel, me disais-je, que le général tombe dans ce piège. Non que je ne voie l'enjeu, et que je ne mesure le risque : il est à faire frémir. N'empêche que si Alger voit revenir le général Massu glorieux et impuni, ce retour constitue un 6 février à la mesure du général de Gaulle, c'est-à-dire plus infamant et plus irréparable que celui qui a empoisonné tout un Régime avec son odeur de tomates pourries.

Non ! ce n'était pas possible. La presse eut beau annoncer que le général Massu, après son communiqué insolent, assisterait à la conférence de l'Elysée, je me refusais à croire que Prospero s'abaisserait jusqu'à préparer lui-même le triomphe de Caliban. Ceux qui l'y poussaient ne le connaissaient pas.

Je croyais en être sûr... Tout de même, lorsque quelqu'un vint me crier : « Le général Massu ne reviendra pas à Alger ! », au poids que d'un seul coup je n'eus plus sur le cœur, je mesurai ce que j'avais craint. Il y allait de tout, en effet. Le débarquement sous les fleurs de Massu à Alger, c'était à Paris un grand destin finissant, se fût-il en apparence poursuivi. Mais maintenant, il faut recoudre. Et la Ligue est toujours là, et le roi de France est toujours seul.

Une seule conjoncture serait pire que ce qu'eût été une capitulation devant Massu : si l'Etat, après s'être affirmé avec autorité, découvrait qu'il n'est pas obéi et cédait ; alors il eût mieux valu céder tout de suite et avaler la honte d'un coup.

Ah ! je me moque bien de ne plus voir massacrer de tragédie classique sur les scènes subventionnées. La politique suffit à contenter le goût que j'ai d'être bouleversé par des personnages d'Histoire. Il est vrai que la part humaine nous en échappe : nous n'avons pas assisté à telle scène qui s'est réellement passée, nous n'avons pas vu Caliban attendre à la porte de Prospero dans son palais élyséen. Et ce qu'ils se sont dit, le saurons-nous jamais ? Le général Massu n'a pas une figure à écrire son journal. Pour de Gaulle, il faut bien qu'il prenne des notes au jour le jour, puisque aux époques où il n'occupe pas la scène, il rédige ses mémoires. Mais ce sont des mémoires pour servir à l'histoire de la nation, non à celle de l'homme. Les propos échangés sans témoin entre lui et le parachutiste, je doute qu'il les juge dignes d'être retenus. C'est ici que le dramaturge est appelé à remplir les blancs que laisse l'Histoire...

24 JANVIER.

Hélas ! c'était prendre les choses bien légèrement : je ne croyais pas qu'elles iraient si loin. Mais il fallait que cela fût, que les émeutiers connaissent les limites de leur pouvoir, l'armée, celles de sa fidélité. Entre l'armée loyale qui obéit aux ordres de l'Etat, et l'armée mutinée qui pactise avec les insurgés, il y a celle qui demeure l'arme au pied, parce qu'elle ne reçoit pas d'ordre et qu'il est prudent de ne pas lui en donner...

On peut entrer sinon dans les raisons du moins dans la passion de ceux qui ont été menés : les intérêts en jeu, l'horreur des attentats, le complexe du petit nombre face à ce peuple énorme brimé par eux et qui se multiplie et dont le jeune sang coule depuis cinq années et qui sait bien que son heure sonne partout à la fois dans le monde. Oui, on peut entrer dans les raisons de ceux qui furent menés. Mais dans celles des meneurs ? Et que penser des politiciens de Paris qui ont lié leur fortune à cette journée sanglante ?

25 JANVIER.

Les dernières lignes du « Bloc-Notes » de l'autre semaine, je les ai écrites dans un état d'angoisse que rien apparemment ne motivait. Peut-être connaissais-je déjà l'interview de Massu ? J'étais en tout cas loin d'imaginer ce qui était à nos portes. Et pourtant je savais que nous pénétrions dans une zone fatale — celle dont nous n'ignorons plus rien aujourd'hui, celle où les pourparlers avec des meneurs qui devraient avoir déjà les menottes aux poignets constituent une première atteinte très grave à la souveraineté de l'Etat. Il n'y en aura pas d'autres, je le crois. Non : tant que de Gaulle sera vivant, Caliban ne fera pas la loi à Prospero.

26 JANVIER.

Hier soir, à 19 heures, un flash d'Europe I parut donner une lueur d'espoir : aux abords de la barricade, les parachutistes sont relevés. Les nouveaux venus arrivent du bled : on nous assure qu'ils ne connaissent personne à Alger. L'état de siège ne sera peut-être plus une fiction. Puis c'est l'anonce du voyage-éclair de Debré. Guillaumat l'accompagne. Peu à peu les ténèbres refluent en moi. Les Français de la métropole savent-ils que leur destin en ce moment se joue ? Et qu'un cafetier d'Alger invite le général de Gaulle à changer la politique de la France ? Et que des parlementaires français sont tout près de se mettre à genou dans la sciure de ce café algérois ?

F. M.

(*Copyright « Mondial Press » : « L'Express »*)

BULLETIN D'ABONNEMENT

à adresser à :

« L'Express », 29, rue de Marignan, Paris (8e).

Veuillez établir un abonnement d'un an à :

M. ....

Adresse ....

au prix de

50 NF.

Règlement : chèque ci-joint ou virement postal « L'Express » 7378-19 Paris (1).

Signature ....

(1) Ou par recouvrement postal à la fin du mois.

Avec l'appareil POLYMICRO
Et le papier POLYCLAIR

Vos photocopies en quelques secondes

* PRIX DU TIRAGE 21 x 27 : 0,25 NF
* UN SEUL PAPIER - NEGATIF ARCHIVABLE
* NOMBRE DE POSITIFS ILLIMITE
* RESTITUTION DES DOCUMENTS MICROFILMES

Renseignements Documentation **POLYCLAIR** 52, rue de Ponthieu PARIS-8e - ELY. 89.81

L'EXPRESS

DIRECTION

Françoise Giroud
Jean-Jacques Servan-Schreiber

REDACTION

Réd. en chef : Philippe Grumbach
91, Champs-Elysées, Paris (8e). Tél. : ELY. 89-61

ADMINISTRATION

Secrétaire général : Jacques Huteau
29, rue de Marignan, Paris (8e). Tél. : BAL. 19-68
(angle Champs-Elysées)
Les jours fériés : ELY. 03-02

ABONNEMENTS (1 an) :

France et Communauté : 50 NF.
Etudiants, militaires : 40 NF.
Etranger : 60 NF. (Etudiants : 50 NF.)

VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : 1,25 NF.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.
Italie : 250 lires.

PAR AVION :

Algérie, Tunisie, Maroc : 72 NF.
Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie : 79 NF.

(Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19 Paris)

(*L'abonnement donne droit aux services de Madame Express*)